



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



*Bibliothèque
de M. le comte Riant*

727016.80

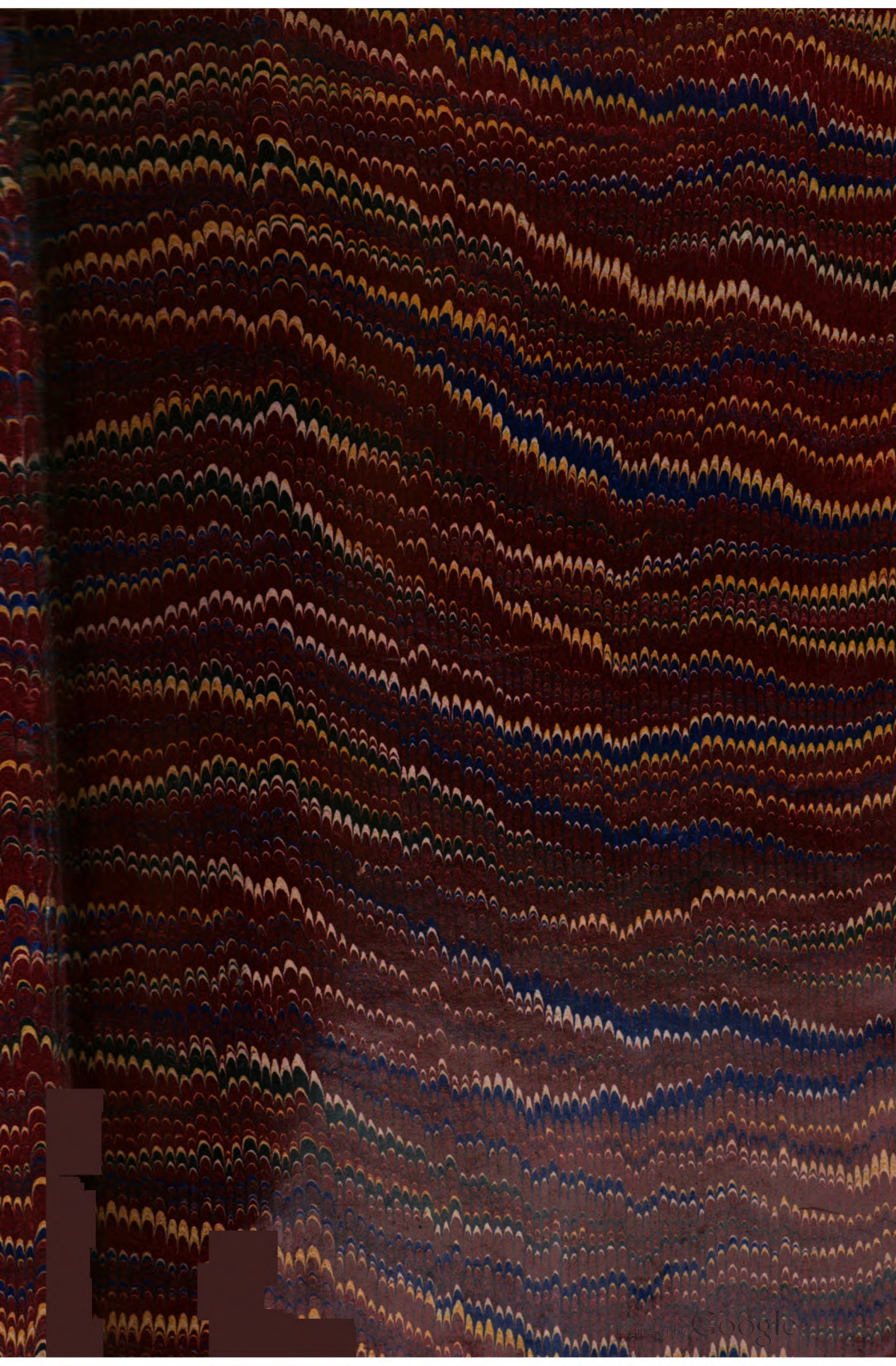
HARVARD UNIVERSITY LIBRARY



FROM THE LIBRARY OF
COUNT PAUL RIAN

MEMBER OF THE
INSTITUTE OF FRANCE
HISTORIAN OF THE
LATIN EAST

DIVINITY SCHOOL LIBRARY - GIFT OF THE
SOCIETY FOR PROMOTING THEOLOGICAL EDUCATION



HISTOIRE

DE

L'ÉVÊCHÉ DE BETHLÉEM.

NEVERS

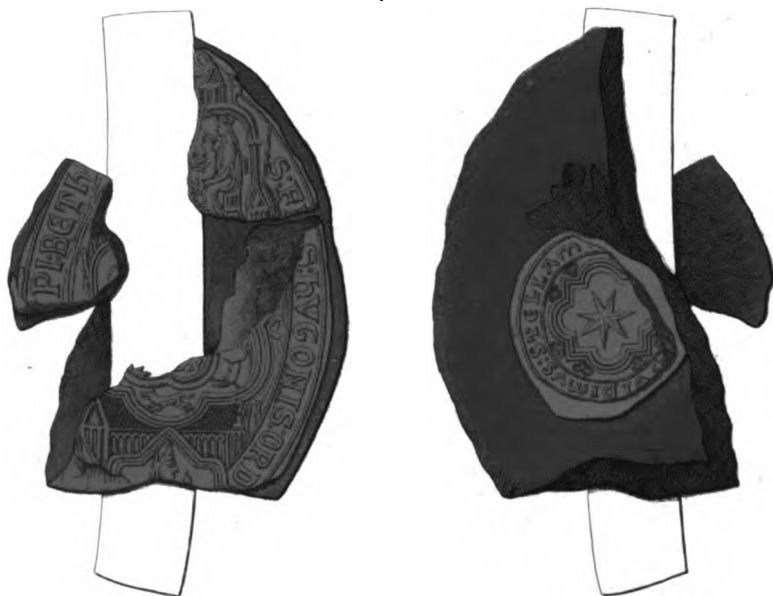
IMPRIMERIE DE PAULIN FAY

Place de la Halle et rue du Rempart, 1



SCÉAU DE REYNIER, 7^e Evêque de Bethléem

Fig. 65.



SCÉAU & CONTRE-SCÉAU DE HUGUES DE CŒRIS, 12^e Evêque de Bethléem.

Fig. 66.

HISTOIRE
DE
L'ÉVÊCHÉ DE BETHLÉEM

PAR
LOUIS CHEVALIER LAGENISSIÈRE

AVOGAT.



A PARIS,
CHEZ DUMOULIN,
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES
DE FRANCE,
43, quai des Augustins, 43.

A NEVERS,
CHEZ MICHOT,
LIBRAIRE,
Place Saint-Sébastien.

1872

Fr 7016.80

WV 21.4
111 31.1
12

Harvard University
Divinity Library
Plant Collection
Gift Soc. Prom. Theol. Educ.
Feb. 26, 1900.

A la suite de la première croisade, un Évêché fut érigé dans la ville où était né Notre-Seigneur Jésus-Christ. Cet Évêché subit les destinées du trône de Jérusalem. Chassé par les Sarrasins, Reynier, septième titulaire de Bethléem, se vit obligé d'aller chercher un refuge loin de la Palestine; ce fut alors qu'il vint, en 1224, prendre possession à Clamecy, au faubourg de Pantenor, d'un hôpital que son église tenait de la libéralité de Guillaume IV de Nevers.

En 1413, des lettres patentes de Charles VI assimilèrent officiellement les successeurs de Reynier aux prélats du royaume: depuis longtemps déjà la maison-Dieu Notre-Dame de Pantenor se trouvait, canoniquement, *dans la dépendance immédiate de l'église de Bethléem.*

Renversé par l'Assemblée constituante en 1790 et supprimé en France par la cour de Rome le 29 novembre 1801, l'Évêché de Bethléem a été

rétabli par Grégoire XVI (à titre honorifique), en 1840, au profit de l'Abbaye de Saint-Maurice-en-Valais.

Une étude historique sur le siège qui se trouva ainsi transporté sur les rives de l'Yonne, où il se maintint pendant plusieurs siècles, pouvait intéresser mes concitoyens; voilà ce qui m'a engagé à publier ce volume.

J'ai divisé mon livre en quatre parties principales : — En premier lieu, j'ai dû m'occuper des Évêques de Bethléem, en Terre-Sainte; — la deuxième partie comprend le temps qui s'est écoulé depuis l'arrivée de Reynier dans le Nivernais, jusqu'à l'année 1413; — la troisième s'étend jusqu'à la Révolution; — j'ai dit ensuite ce qu'est aujourd'hui l'Évêché de Bethléem.

Sous la rubrique Appendice, le Lecteur trouvera une notice concernant l'Archidiaconé de Bethléem, fondé en 1849 dans le Diocèse de Nevers, et la nouvelle Paroisse de Bethléem-lez-Clamecy, créée en 1869. Enfin, plusieurs couvents qui n'étaient par aucun lien rattachés à notre Évêché ayant porté le nom de Bethléem, j'ai cru devoir ajouter quelques mots sur ces monastères.

Grâce à la bienveillance de plusieurs personnages, qui ont daigné mettre à ma disposi-

tion des documents précieux ou m'aider activement de leurs démarches, j'ai pu mener mon œuvre à bonne fin. Je manquerais au devoir que m'impose la reconnaissance, si je n'adressais tout d'abord l'expression de ma respectueuse gratitude à Monseigneur FORCADE, Évêque de Nevers, et à Monseigneur BAGNOUD, Évêque de Bethléem. J'ai l'honneur d'offrir à Leurs Grands la dédicace de mon modeste travail.

Je ne saurais non plus oublier de rendre particulièrement hommage à l'obligeance que M. Sonnié Moret et M. le Conservateur des archives de l'Yonne ont bien voulu avoir de me communiquer nombre de titres anciens.

L. C. L.

Clamecy, le 21 avril 1872.

ERRATA.

- Page 20, ligne 14 de la note ; au lieu de *successoribus*, lisez *suoressibus*.
Page 27, ligne 10 de la note ; au lieu de *metropolites*, lisez *metropolita*.
Page 34, ligne 5 ; après *passante de gueules*, ajoutez *au chef d'azur*.
Page 47, ligne 22 ; au lieu de 1779, lisez 1179.
Page 50, ligne 14 de la note ; au lieu de *Federeci*, lisez *Federici*.
Page 57, ligne 3 ; au lieu de *Vomni ambitione seclusa, cum sex Baronibusenelorum*, lisez *omni ambitione seclusa, cum sex Baronibus Venetorum*.
Page 64, ligne 3 de la note ; au lieu de *Beethlemitanus*, lisez *Bethlemitanus*.
Page 74, ligne 23 de la note 2 ; au lieu de *magna pas*, lisez *magna pars*.
Page 107, ligne 5 ; au lieu de 29 avril 1291, lisez 27 avril 1291.
Page 140, ligne 21 ; au lieu de *la Nova Gallia christiana*, lisez *la dernière édition du Gallia christiana*.
Page 147, ligne 2 de la note 3 ; au lieu de *Echard*, lisez *Echard*.
Page 197, ligne 9 ; au lieu de *le jour de la fête*, lisez *le jour de l'octave de la fête*.
Page 199, ligne 1^{re} ; au lieu de *quatre burelles*, lisez *quatre fascés*.
Page 262, ligne 4 ; au lieu de *en mois d'un an*, lisez *en moins d'un an*.
Page 271, ligne 5 ; au lieu de 1701, lisez 1705.
Page 281, ligne 20 ; au lieu de *au Carmélites du faubourg*, lisez *aux Carmélites du faubourg*.
Page 305, ligne 1^{re} ; au lieu de *odinarios*, lisez *ordinarios*.
-

NOTA. — Le Lecteur saura facilement corriger plusieurs fautes d'impression que nous ne relevons pas à l'Errata.

HISTOIRE

DE

L'ÉVÊCHÉ DE BETHLÉEM

PREMIÈRE PARTIE.

LES ÉVÊQUES DE BETHLÉEM, EN PALESTINE.

Les Chrétiens d'Occident, à la voix d'Urbain II et de Pierre l'Hermite, s'étaient armés en masse pour aller délivrer leurs frères de Palestine du joug des Sarrasins; et les croisés, au cri de *Dieu le veut!* se dirigeaient bientôt vers la Terre-Sainte, d'où ils voulaient chasser les infidèles.

Tout d'abord, une foule indisciplinée conduite par Pierre l'Hermite en personne, Gauthier-*Sans-Avoir*, le prêtre allemand Gotschalk, était presque anéantie par les Bulgares et les Hongrois; ceux qui purent traverser le Bosphore devaient être détruits par les Turcs.

Mais, à vrai dire, la croisade ne commence qu'avec des armées plus régulières, qui ont pour chefs Godefroy de Bouillon, ses deux frères Eustache de Boulogne et Baudouin, Bohémond et Tancrede, Raymond de Toulouse et maints autres illustres chevaliers.

Il fallut aux chrétiens trois années de privations et de luttes avant de pouvoir arriver sous les murs de Jérusalem; mais bien que les fatigues et les combats eussent alors réduit leurs

forces à vingt mille hommes de pied et quinze cents chevaux, la ville sainte tombait néanmoins en leur pouvoir le vendredi 15 juillet 1099.

Quelques jours après leur victoire, les chrétiens, qui s'étaient assemblés afin de choisir parmi eux un roi pour le pays qu'ils venaient de conquérir, appelèrent au trône le duc de Lorraine, Godefroy de Bouillon, issu des comtes de Boulogne. Mais ce prince se contenta du titre de baron du Saint-Sépulcre, « ne voulant pas, disait-il, porter une couronne » d'or dans une ville où Jésus-Christ avait porté une couronne d'épines. » Il mourut l'année suivante et eut pour successeur son frère Baudouin, comte d'Édesse, qui fonda L'ÉVÊCHÉ DE BETHLÉEM.

BETHLÉEM, que les anciens traducteurs de l'Écriture écrivent *Bethléhem*, est une petite ville située à deux lieues de Jérusalem, au sud-est, dans tribu de Juda (1); on l'appelle d'ordinaire Bethléem de Juda, pour ne pas la confondre avec Bethléem de la tribu de Zabulon (2).

Bethléem de Juda (3) portait primitivement le nom d'Éphrata (4) (*fertilité, abondance*), qui était celui de la seconde femme de Caleb; le nom de Bethléem (*maison de pain*) qu'elle prit ensuite est, dit-on, celui d'un des enfants de Her, l'aîné des fils d'Éphrata. Bethléem, que l'on avait appelée la cité de David, parce que ce saint roi y prit le jour, devait plus tard devenir pour les chrétiens une ville sacrée, car c'est dans ses murs que naquit Jésus-Christ; aussi, pour l'armée des croisés, la possession de Bethléem était-elle aussi précieuse que celle de Jérusalem : les Lieux-Saints que l'Occident voulait enlever aux profanations des infidèles, c'étaient surtout ces deux villes qui avaient été sanctifiées, l'une par la naissance du Messie et l'autre par sa mort.

(1) JUDIC., cap. XVII, v. 7; cap. XIX, v. 1. — MATTH., cap. II, vv. 1, 5, 6.

(2) JOS., cap. XIX, v. 15.

(3) Dom Augustin CALMET, *Dictionnaire historique de la Bible*, 4^e édit., rev. par l'abbé James et publié par l'abbé Migne, t. I^{er}, BETHLEHEM.

(4) GENES., cap. XXXIV, v. 19. — MICH., cap. V, v. 2.

Tancrede avait fait flotter l'étendard de la croix sur les remparts de Bethléem la nuit même qui précéda l'arrivée des croisés en vue de Jérusalem (1). En effet, comme ils venaient d'entrer à Anathoth (2), les chefs de l'armée reçurent des fidèles de Bethléem une députation venue pour implorer leur secours. Touché des prières des ambassadeurs, qui exposaient que les Sarrasins, accourant de tous côtés à la défense de Jérusalem, allaient envahir leur ville et faire à ses habitants un mauvais parti, Tancrede partit de suite avec cent cavaliers (3). Le clergé et le peuple vinrent au-devant de lui en procession; et après l'avoir conduit à l'église que sainte Hélène a fait élever sur le lieu même où Jésus vint au monde, pleins de l'espérance de la victoire, ils plantèrent sur la basilique dédiée à Notre-Dame l'étendard de leurs libérateurs.

Nous avons dit qu'à la mort de Godefroy de Bouillon, son frère Baudouin, comte d'Edesse, avait été proclamé roi de Jérusalem. Ce prince fut couronné des mains du patriarche Daimbert, et la cérémonie eut lieu avec une grande solennité, le jour de Noël 1100, dans cette antique cathédrale de Bethléem, qui fut jadis un des plus beaux monuments de la Terre-Sainte. Ce fut pour honorer le lieu où il avait été sacré, que le roi Baudouin, en l'année 1110, érigea cette même église en évêché.

Laissons ici parler Gabriel du Préau, l'ancien traducteur de Guillaume de Tyr :

« L'an de l'incarnation Nostre Seigneur unze cens et dix le
 » roy grandement soucieux des moyens comme il pourroit
 » honorer le royaume que Dieu par sa grace luy avoit com-
 » mis, et offrir à Dieu son protecteur chose qui fust digne
 » d'estre de luy acceptee, il proposa d'un zele pie et religieux,

(1) Ce fut le 7 juin 1099 que les croisés arrivèrent en vue de Jérusalem.

(2) A une distance de trois milles de Jérusalem.

(3) BERNARDI THESAURARI, *Liber de acquisitione Terræ Sanctæ, ab anno 1095, usque ad annum circiter 1230*, cap. LVII. — *Recueil de MURATORI*, t. VII, p. 709 E et p. 710 A.

- » eriger l'église de Bethleem en cathedrale dignité, laquelle
- » avoit esté jusques à lors un prieuré seulement. Ce que com-
- » ment il a executé sera plus intelligiblement entendu par la
- » lettre patente d'iceluy devot roy par luy donnee pour cest
- » effect en la forme qui s'ensuyt. »

Guillaume de Tyr nous a conservé les lettres patentes du roi de Jérusalem concernant l'établissement de l'évêché de Bethléem. Cet acte, qui est pour nous de la plus haute importance, nous le reproduisons tel que nous l'a laissé le savant archevêque (1) :

« Divina inspirante gratia, gens Francorum admonita Hie-
» rusalem civitatem sanctam, diuque oppressione paganorum

(1) *Historia rerum in partibus transmarinis gestarum a tempore successorum Mahumeth usque ad annum MCLXXIV, edita a venerabili Willermo Tyrensi archiepiscopo*, lib. XI, cap. XII. (*Recueil des historiens des croisades*, publié par les soins de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. — *Historiens occidentaux*, Paris, 1844, in-f°, t. I^{er}, 1^{re} partie, p. 472.) — *Comp. : Diplomatum Belgicorum nova collectio, sive supplementum ad opera diplomatica Auberti Miræi* (Bruxellis, 1734. FOPPENS, t. III, p. 317); — *Belli sacri historia, libris XXIII comprehensa*, Guillelmo Tyrio auctore, ed. opus opera Philiberti Poysenoti. (Basilæ, lib. XI, cap. XII); et encore *Gallia christiana*, éd. de 1656, t. II, p. 296.

Gabriel DU PRÉAU (*Histoire de la guerre sainte, dite proprement la Franciade orientale, faite latine par Guillaume, archevesque de Tyr, et traduite en françois*. Paris, MDLXXIII) a traduit comme suit les lettres patentes du roi Baudouin :

- » La nation françoise par divine inspiration admonestee à delivrer de
- » l'oppression des payens la sainte cité de Jerusalem par eux de long
- » temps fatigee, où la mort, qui par la prevarication du premier pere
- » Adam avoit prins saisine et possession du genre humain, a esté des-
- » truite par la mort du Sauveur, à tant fait qu'elle la delivree d'icelle
- » sienne infamie, et inique detention. Car apres avoir esté par les
- » François assiegée le septiesme jour de juillet l'an onze cens de l'in-
- » carnation de Jesus-Christ, elle a esté par eux prinse le quinziesme
- » d'iceluy moys, Dieu bataillant pour eux, et leur donnant la victoire.
- » Apres la prinse de laquelle, estans instiguez par divine disposition à
- » faire chose pour la recognoissance de ce bienfait qui fust à l'honneur
- » de Dieu, il a pleu au clergé, à Remond comte de Thoulouse et de

» fatigatam, ubi mors, quæ primo, prævaricante parente,
 » genus humanum invaserat, morte Salvatoris est destructa,
 » a spurcitia prædicta liberavit. Obsessa est namque civitas
 » hæc, cultu divino digna, septimo idus junii a gente præfata,
 » et idibus julii, Deo pro ea pugnante, est capta. Capta autem

» Sainct Gilles, à Robert duc de Normandie, et à Robert comte de
 » Flandres, à Tancrede, et generally à tous les autres princes et
 » troupes des François, que le tresdevot et tresmisericordieux duc
 » Godefroy mon feu frere que Dieu absolve, presidast sur elle, et en
 » fust le gouverneur. Toutesfois, Dieu disposant toutes choses, voulut
 » suivant son bon plaisir l'appeler par devers soy des le troisiemesjour
 » de la seconde annee de son regne. Auquel moy Baudouin par la
 » grace de Dieu premier roy de Jerusalem d'entre les François ai suc-
 » cédé, y estant esté esleu tant par le clergé, que par tous les princes
 » et par le peuple, en toute joye et contentement. En laquelle dignité
 » royale je nay pas plustost esté eslevé, qu'avec une affection tressyn-
 » cere je n'aye considéré les moyens comme pourroye exalter l'eglise de
 » Bethleem, pour estre le lieu auquel Nostre Seigneur Jesus-Christ a
 » pris naissance, et ou la couronne royale a esté premierement posee
 » sur mon chef. Ce qui m'a sur toutes choses incité à vouloir dotier ce
 » lieu de la dignité Episcopale. Ainsi ce que j'avoys d'un cueur entier
 » ja pourpensé en moymesme, le remaschant incessamment, à la fin
 » j'ay tant fait que l'ay conduit jusques aux oreilles de l'archidiacre
 » Arnulphe, homme illustre et vertueux, et du chapitre de Jerusalem,
 » priant affectueusement iceluy Arnulphe avec le dit chapitre, me don-
 » ner advis et conseil sur cela. Qui tous obeyssans à ma requeste, ont
 » esté d'adviz qu'il estoit besoing d'envoyer à Rome embassade vers le
 » Sainct Pere, tant pour le siege de Jerusalem destitué de pasteur, que
 » pour cette affaire. L'archidiacre donc Arnulphe et Richard qui de
 » la mesme eglise avoit esté esleu doyen d'un mesme temps, s'estans
 » chargez de cette legation, et transportez à Rome, apres avoir eu l'adviz
 » et ordonnance sur ce faict du souverain evesque de l'Eglise universelle
 » Paschal second de ce nom, ont tant faict, qu'avec la grace du Sainct
 » Esprit, sont retournez en Jerusalem, avec l'impetration de leurs de-
 » mandes. Apres lesquels iceluy pape Paschal a envoyé en Jerusalem
 » le sieur Gibelin archevesque d'Arles, homme resplendissant des
 » rayons de sapience et de toute honnesteté de mœurs, suyvant la com-
 » mission qu'en la presence d'iceux Arnulphe et Richard, il luy avoit
 » enjoincte de ceste legation. Au moyen de quoy estant icy arrivé a
 » esté en toute joye et liesse receu selon le commandement de la sainc-
 » teté d'iceluy pape Paschal, tant de moy que du clergé, et de tout le
 » peuple. Et d'icelle sienne bonne volonté, et du consentement et ac-

» civitate, anno Domini millesimo centesimo, dispositione
 » divina suggerente, placuit clero, atque Raimundo Sancti
 » Egidii, Roberto Normanniæ et Roberto Flandrensi comiti-
 » bus, Tancredo et cæteris primatibus, cum universa Fran-
 » corum multitudine, ut piissimus et misericordissimus dux

» cord du chapitre de Jerusalem, et de la faveur de tout le conseil, et
 » de la propre délibération de Dieu qui dispense toutes choses, a esté
 » decreté, qu'en l'eglise de Bethleem, seroit constitué evesque le sieur
 » Aschetine, homme noble et vertueux, et qui pour le present la gou-
 » verne, au paravant ayant esté esleu par le dict chapitre de Jerusa-
 » lem, chantre de la dicte eglise. et du depuis par le consentement de
 » moy et de tous les grands de ma court, et du peuple, evesque d'As-
 » calone. Ce que je confirme et accorde de ma part, et veux qu'il ayt
 » et obtienne à l'advenir iceluy Primat de Bethleem, et que l'eglise
 » d'Ascalone soit par notre résolution et commandement doresnavant
 » submise de droit parochial, au siege de Bethleem. Lesquelles sus-
 » dictes choses moy Baudouyn par la grace de Dieu premier d'entre les
 » Latins roy de Jerusalem, ay finalement, franchement et volontairement
 » ratifié et ratifie. Et si d'abondant je donne et concede au dict evesque
 » de Bethleem et à ses successeurs, veux et commande, que ferme-
 » ment et librement sans revocation quelconque à l'advenir, il jouysse
 » tienne et possede la ville de Bethleem comme son patrimoine, la-
 » quelle j'avoys par cy devant donnee à ladicte eglise pour le salut de
 » mon ame, et de mon treshonoré frere Godefroy, et de tous mes au-
 » tres parens et amys trespassez : ensemble ma jurisdiction de Bedar
 » situee au territoire d'Acre, avec deux autres sises pres de la ville de
 » Naples, l'une nommee Zeophir, et l'autre Caicapha, avec leurs appar-
 » tenances. Et si d'avantage je veux que la dicte eglise soit exempte de
 » tout en tout de la calomnie, dont celle de Jerusalem la vexoit pour
 » l'eschange et permutation faicte des terres et vignes, qui sont en mon
 » domaine autour de Jerusalem. Nous voulons aussi et ordonnons que si
 » aucun se trouve, soit clercoulay, qui poussé d'une meschante cupidité,
 » presume apres mon deces violer ce que pour ma pension sur l'eglise
 » de Bethleem (qui est l'excellent lieu de la naissance de Nostre Sei-
 » gneur et Sauveur Jesus-Christ) a esté à l'ayde du Saint Esprit,
 » conclu et arrêté par le souverain et venerable pontife du siege de
 » Rome Paschal second du nom, et ratifié par Gibelin archevesque
 » d'Arles, legat pour iceluy pape, il soit attainct et convaincu par ce
 » seul faict du crime d'invasion, s'il ne vient à recognoissance de son
 » mesfaict, et qu'il n'ayt part ne portion en tout nostre royaume. Plus
 » s'il y a quelcun d'entre mes princes et gentils-hommes, ou de ceux de
 » mes ordonnances, ou bourgeois, qui inspiré du Saint Esprit ayt vouloir

» Godefridus, carissimus frater meus, eidem presideret; ipse
 » vero, vir deo dignus, sanctæ civitatis gubernator, primo
 » principatus sui anno peracto, tertia die sequentis, Deo
 » propitio, in pace quievit. Cui ego Balduinus ab exultante
 » clero, principibus et populo, primus rex Francorum, nutu
 » divino, excellentiam Bethleemiticæ ecclesiæ, nativitatem
 » Domini Nostri Jesu Christi præfulgida mente pertractans,
 » in qua primum venerabiliter caput meum diademate orna-
 » tum effuselrat, ut episcopali dignitate donaretur mihi per
 » omnia placuit. Igitur quod corde caste conceperam indesi-
 » nenter excogitans, tandem ad aures Arnulfi archidiaconi,
 » viri clarissimi, et Hierosolymitani capituli usque perduxi,
 » eumque et idem capitulum, ut super hac re mihi consule-
 » rent obnixe rogavi. Qui tam justæ petitioni meæ obsequen-
 » tes, tum pro Hierosolymitana sede, quæ postea quasi orbata
 » parente videbatur, tum pro hoc negotio Romam peti decre-
 » verant. Hanc itaque legationem Arnulfus archidiaconus, et
 » Aichardus, eodem tempore decanus, suscipientes, Romam
 » perrexerunt, et Sancto Spiritu cooperante, apud domnum
 » Paschalem secundum, universalis ecclesiæ pontificem, de

» de donner quelques rentes et revenuz ou autre chose de son propre
 » à icelle eglise, pour le salut de son ame et des siens, je consens et
 » accorde l'exécution de sa pie affection, et que telle donation de ses
 » biens soit vallable à perpetuité. Fut faicte ceste inscription de nostre
 » permission ou confirmation, et la designation des choses susdictes ainsi
 » passees et accordees, l'an de l'incarnation de Nostre Sauveur onze
 » cens et dix, l'indiction troysiesme, presidant sur l'Eglise romaine le
 » pape Paschal second du nom, et sur celle de Jerusalem le seigneur
 » Gibelin archevesque d'Arles, vicaire et légat du siege apostolique,
 » esleu patriarche de Jerusalem. Et furent tesmoins de ceste confirma-
 » tion les seigneurs Arnulphe archidiacre, et Richard doyen de ladicté
 » eglise de Jerusalem, avec Eustache Graverim, Anselme concierge et
 » garde de la tour David, Radulphe de Foritaine, Aufroy homme reli-
 » gieux, Girard de Cambray, et plusieurs autres. »

NOTA. — Cette traduction ne se rapporte pas exactement, on le voit, à la charte que nous donnons d'après le *Recueil* publié par l'Académie des inscriptions et belles-lettres; elle a été faite, par Gabriel du Préau, sur le texte incorrect de l'édition latine de Bâle.

» utroque negotio honestum invenientes consilium, Hierusa-
» lem remearunt. Dominus vero Paschalis papa Gibellinum,
» Arelatensem archiepiscopum, virum sapientiæ radiis cho-
» rusum, omnique morum honestate fulgidum, cui id lega-
» tionis Arnulpho atque Aichardo præsentibus injunxerat,
» post eos Hierusalem direxit. Propterea a me, clero simul et
» populo gaudenter susceptus, pro præcepto domini Paschalis
» papæ et mea bona voluntate, et assensu Hierosolymita-
» ni capituli, ac totius favore consilii, et propria delibera-
» tione omnia dispensans, in Bethleemitica ecclesia, Ascheti-
» num, virum illustrem eandem gubernantem quem Hiero-
» solymitanum capitulum ejusdem ecclesiæ cantorem, me
» cum meis proceribus et populo volente, Ascalonæ elegerat
» atque statuerat episcopum, obtinere primatum episcopalem
» decrevit; Bethleemiticæque sedi, pro præcepto et considera-
» tione nostra, Ascalonæ ecclesiam parochiali jure subjugavit.
» Tandem ego Balduinus, Dei gratia rex Hierusalem, Lati-
» norum primus, jam dicta lætus obnixe firmavi. Villam
» etiam Bethleem, quam ecclesiæ concesseram pro salute
» animæ meæ, et misericordissimi ducis fratris mei Gode-
» fridi, atque omnium parentum meorum: et unum casale,
» quod est in territorio Accon, nomine Bedar: aliud etiam
» quod est in territorio Neapolitano, nomine Seylon: aliud
» quoque adjacens Bethleem, quod dicitur Bethbezan: et duo
» casalia in territorio Ascalonitano, unum videlicet Zeophir,
» et aliud nomine Caicapha, cum suis pertinentiis, episcopo,
» ejusque successoribus, firmiter ac libere tenere ac possidere
» præcepi, dedi atque concessi. Præfatam quoque ecclesiam a
» calumnia qua Hierosolymitana ecclesia eam vexabat, com-
» mutatione terrarum ac vinearum quæ in circuitu Hierusa-
» lem in meo dominio erant, absolutissimam reddidi. Statui-
» mus autem, quod si quis clericus, vel laicus, nefandissima
» cupiditate ductus, illud quod pro petitione mea de Bethlee-
» mitica ecclesia, nativitate Domini ac Salvatoris nostri præ-
» clara, Spiritu Sancto juvante, a domino Paschale, romanæ
» sedis summo ac venerando pontifice, per Gibellinum ejus-
» dem legatum, Arelatensem archiepiscopum roboratum est,

» post decessum meum violare præsumpserit, invasionis cri-
 » mine, nisi commonitus resipuerit, obligetur, ac totius regni
 » nostri expers effectus, graviter judicetur. Præterea concedo,
 » quod quicunque meorum optimatum, vel aliquis militum
 » seu burgensium, Dei afflatus spiritu, de suis redditibus, pro
 » sua suorumque animabus, dare eidem ecclesiæ voluerit,
 » libera sit sibi piæ voluntatis executio, et in perpetuum valeat
 » facultatum suarum legitime facta donatio. Facta est autem
 » hæc concessionis, vel confirmationis nostræ inscriptio,
 » rerumque gestarum designatio, anno ab incarnatione Do-
 » mini millesimo centesimo decimo, indictione tertia, præsi-
 » dente Romanæ ecclesiæ papa, domino Paschale secundo :
 » Hierosolymis vero Gibelino Arelatensi archiepiscopo, sedis
 » apostolicæ vicario, in patriarcham electo. Sunt ergo istius
 » assertionis testes, Arnulphus archidiaconus, Aicardus de-
 » canus, Eustachius Garnerius; Anselmus, turris David
 » custos; Radulfus de Foritancto, Pisellus vicecomes; Symon,
 » ducis filius; Anfredus vir religiosus, Gerardus, camerarius;
 » et alii quamplures. »

Daimbert, archevêque de Pise et légat du Saint-Siège, avait été élu patriarche de Jérusalem quelques mois après la prise de la ville. Non-seulement il avait amené Godefroy de Bouillon à se reconnaître pour le vassal du Souverain Pontife, mais encore il avait forcé le pieux croisé à déclarer que, s'il mourait sans enfants, le royaume appartiendrait au patriarche. Aussi, lorsque Baudouin fut appelé au trône, Daimbert fit-il entendre ses plaintes, en se disant seul maître de Jérusalem. Mais pendant ce temps les Turcs envahirent la Palestine et firent prisonnier le prince d'Antioche : le peuple comprit alors la nécessité qu'il y avait pour lui d'avoir à sa tête un chevalier et non un évêque. Baudouin repoussa les infidèles; et lorsque ce prince rentra dans sa capitale à la tête de sa petite armée victorieuse, Daimbert, n'osant plus faire entendre de réclamations, posa lui-même la couronne sur la tête du frère de Godefroy. Néanmoins, à quelque temps de là, Daimbert partait pour l'exil, tandis que, fort de l'autorité du roi, Ebre-

mar prenait possession du siège patriarcal. De là s'éleva un grave conflit à l'occasion duquel l'archidiacre Arnoul et Achard, doyen de l'église de Jérusalem, se rendirent à Rome. Ces deux personnages devaient en même temps, à la demande de Baudouin, prier le pape Pascal II d'élever à la dignité d'évêché l'église de Bethléem, qui, jusqu'alors, n'avait été qu'un prieuré de chanoines soumis à la juridiction immédiate de l'église de Jérusalem.

Il s'élève une difficulté sur la question de savoir ce qu'étaient les chanoines du prieuré de Bethléem. Le P. du Moulinet (1) prétend qu'ils appartenaient à l'ordre des chanoines réguliers du Saint-Sépulcre, que Godefroy de Bouillon aurait établis non-seulement en l'église du Saint-Sépulcre, « mais encore » dans toutes les autres où il remit le culte divin, comme en » celles du temple de Salomon, du mont de Sion où se fit la » Cène et l'institution du Saint-Sacrement, du mont des » Olives, de Getsemani, de *Bethleem*, d'Hebron, de Nazareth, » et de plusieurs autres villes de Palestine. »

Le P. Hélyot (2) combat l'opinion du P. du Moulinet. Tous les monastères que les chanoines réguliers du Saint-Sépulcre avaient dans la Terre-Sainte sont énoncés, nous dit-il, dans une bulle que le pape Célestin II adressa, en 1143, à Pierre, prieur du Saint-Sépulcre, et aux autres chanoines; et les seules maisons qu'ils possédassent alors en Palestine étaient celles « du Saint-Sépulcre de Jérusalem, de Saint-Pierre de » Joppen, du Saint-Sépulcre d'Acre, de Saint-Sépulcre sur le » mont Peregrin, Sainte-Marie de Tyr et la Quarantaine; » mais « il ne paroist pas par cette bulle que ces chanoines » demeurassent au temple de Salomon, au mont de Sion, au » mont des Olives, à Gethsemani, à *Bethléem*, à Hebron et à » Nazareth. »

Le même auteur nous fournit contre le P. du Moulinet un

(1) Le P. DU MOULINET, chanoine régulier de la Congrégation de France, *Figures des différens habits des chanoines réguliers*. Paris, in-4°, 1666, p. 107.

(2) Le P. HÉLYOT, *Histoire des ordres monastiques*. Paris, 1714 à 1719, t. II, chap. XVII.

argument plus sérieux encore, lorsqu'il nous dit que les chanoines du Saint-Sépulcre, qui furent primitivement *séculiers*, ne devinrent *réguliers* qu'en 1114. Or, il est certain que les chanoines de Bethléem, avant l'érection du prieuré en évêché, n'étaient point de l'ordre du Saint-Sépulcre, puisque dès 1110 ils étaient réguliers. C'est là en effet ce que nous enseigne Jacques de Vitry : *Fuit autem ecclesia Bethleemitica prioratus canonicorum regularium usque ad tempora Balduini primi regis Latinorum in Hierusalem* (1). Le passage suivant, que reproduit Canisius dans ses *Antiquæ lectiones*, est dans le même sens : *Ecclesiam Bethleemiticam, quæ prius canonicorum regularium prioratus fuit, propter Dominicæ Nativitatis excellentiam, rex Baldwinus ipsam cathedrali dignitate sublimavit* (2).

Il y a lieu de croire que les chanoines du prieuré de Bethléem étaient du même ordre que ces chanoines réguliers qui possédaient au mont des Olives un monastère dont parle le P. Hélyot (3), et qui avaient pris la règle de saint Augustin tirée de son épître 109.

Le pape Pascal II avait donné gain de cause au patriarche Daimbert, et ce prélat retournait de Rome en Palestine, lorsque la mort le surprit en Sicile. Le Souverain Pontife envoya néanmoins l'archevêque d'Arles, Gibelin, en qualité de légat, afin d'examiner, à Jérusalem même, l'affaire du patriarche. On reconnut que Daimbert avait, sans cause légitime, encouru la colère du roi. Ebremar fut déposé, transporté au siège de Césarée, et Gibelin fut élevé au patriarcat. Pascal II, à la demande qui lui en avait été faite au nom de Baudouin par l'archidiacre Arnoul et par Achard, doyen du Saint-

(1) Jacobi DE VITRIACO, *Libri duo, quorum prior Orientalis, sive Hierosolymitanæ; alter, Occidentalis historiæ nomine inscribitur*. — Duaci, 1597, in-12, *Hist orient.*, cap 57.

(2) *Thesaurus monumentorum ecclesiasticorum et historicorum, sive Henrici CANISII Lectiones antiquæ*, Ed. BASNAGE, t. IV, Antverpiæ 1725, p. 437.

(3) « Il y avoit à la vérité des chanoines au mont des Olives, et qui estoient même réguliers, mais qui n'estoient pas de la congrégation du Saint-Sépulcre. » (Le P. HÉLYOT, t. II, chap. xvii.)

Sépulcre, avait également donné ses pouvoirs à Gibelin pour qu'il établît l'évêché de Bethléem. Du consentement unanime du légat du Souverain Pontife, du roi Baudouin, du chapitre de Jérusalem et de tout le conseil des électeurs, il fut décidé que « ASCHETIN, homme noble et vertueux », ancien chantre du chapitre de Jérusalem, et qui, évêque élu d'Ascalon, gouvernait alors le prieuré de Bethléem, deviendrait le premier évêque de cette église (1); et on décréta que l'église d'Ascalon demeurerait à perpétuité soumise au siège de Bethléem, auquel elle serait désormais unie.

Nous voyons par conséquent que l'érection de l'évêché de Bethléem ne fut que la translation dans cette ville de l'évêché d'Ascalon (2) qui existait dès le quatrième siècle de Jésus-Christ. Le Quien (3), dans son *Oriens christianus*, et, d'après cet auteur, Richard et Giraud (4), dans leur *Bibliothèque sacrée*, nous donnent les noms de plusieurs anciens évêques d'Ascalon. Ils citent :

1° LONGIN ou MONGIN, auquel écrivit Alexandre d'Alexandrie sur la nouvelle hérésie d'Arius. Il était mort avant le concile de Nicée ;

2° SABIN, qui était au concile de Nicée en 325 ;

3° AUXENCE, qui souscrivit au concile général de Constantinople en 381 ;

(1) Le siège de Bethléem n'ayant été créé qu'en 1110, c'est à tort, comme le fait à juste raison remarquer Le Quien, que le chroniqueur Albert d'Aix rapporte que l'évêque de Bethléem (*Historia Hierosol.*, lib. IX, cap. xvi), fut un des dix-huit prélats qui, par l'ordre de Baudouin, déposèrent le patriarche Daimbert et le remplacèrent par Ebermar.

(2) Ascalon, autrefois capitale d'une satrapie des Philistins, est une ville de l'ancienne Palestine, située au bord de la mer, et célèbre par la victoire que les chrétiens remportèrent sous ses murs en 1099. Le roi de Jérusalem ne put s'en emparer qu'en 1154.

(3) LE QUIEN, *Oriens christianus*, 3 vol. in-f°, 1740. *Ecclesia Ascalonis*, t. III, p. 597.

(4) RICHARD et GIRAUD, *Bibliothèque sacrée ou Dictionnaire universel des sciences ecclésiastiques*, éd. de 1821-1827. Paris, in-8°, t. III, p. 137.

- 4° JOVIN, vers l'an 415; il assistait au concile de Diospole ;
 5° LÉONCE, qui souscrivit au brigandage d'Ephèse en 449 ,
 et se rétracta deux ans plus tard au concile de Chalcédoine ;
 6° ANTOINE, qui fut appelé au siège d'Ascalon à la fin du
 cinquième siècle, et reçut la consécration des mains du pa-
 triarche Élie de Jérusalem ;
 7° DENIS qui, en 536, assistait au concile de Jérusalem, où
 fut condamné Anthime ;
 8° N....., en 939 ou 940. (Voy. ELMACIN, liv. III, *Hist.*
Sarac., chap. I, p. 209) (1).

N'oublions pas de mentionner que, dans les premiers siècles de l'Église, la ville d'Ascalon était divisée en deux parties distinctes : ASCALON proprement dit et le PORT D'ASCALON (*Majuma Ascalonis*) qui, pendant un certain temps, eut aussi ses évêques particuliers. C'est ainsi que dans les actes du concile qui fut tenu à Constantinople en 518, on trouve une lettre de Jean, patriarche de Jérusalem, écrite au patriarche de Constantinople au nom des prélats de la première, de la seconde et de la troisième Palestine, et on y lit, à côté du nom d'Antoine, évêque d'Ascalon (Ἀντωνῖνος Ἀσκάλωνος), celui d'Etienne, évêque de cette partie de la ville que l'on appelait *Majuma Ascalonis* (Στέφανος τοῦ Μαιουμένου Ἀσκάλωνος) (2).

De même que le prieuré de chanoines réguliers de Bethléem se trouvait sous la juridiction immédiate du patriarche de Jérusalem, de même le patriarche fut le métropolitain direct du nouveau siège épiscopal. *Fuit autem episcopus Belleemitanus patriarchæ Ierosolymitano proprie suffraganeus, ut tradit Vitriacus, Histor. orient.*, lib. I, cap. LVII. Ainsi s'exprime Aubert Le Mire (3) dans sa *Géographie ecclésiastique*. Puisque cet auteur nous renvoie à l'*Histoire d'Orient*

(1) Il y eut aussi des évêques grecs d'Ascalon; c'est ainsi que nous trouvons ELIE, en 1146. (LE QUIEN.)

(2) HADRIANI RELANDI, *Palæstina ex monumentis veteribus illustrata. Trajecti Batavorum*, 1714, t. II, p. 530.

(3) *Geographia ecclesiastica*, Auberto Miræo auctore. Lugduni, 1620, p. 70.

de Jacques de Vitry, analysons ce que cet ancien chroniqueur y rapporte aux chapitres 55, 56 et 57 : « Le premier évêque » de Jérusalem fut, » dit-il, « saint Jacques le Mineur. Ce ne » fut qu'à partir du concile de Constantinople, tenu en 553, » que Jérusalem devint le siège d'un patriarcat, qui eut au- » dessous de lui quatre églises métropolitaines : les archevê- » chés de Tyr, de Césarée, de Nazareth et de Petra. Il y a en » outre plusieurs évêques qui sont les suffragants directs du » patriarche de Jérusalem, et n'ont d'autre métropolitain que » lui : ce sont ceux de Bethléem, Hébron et Lydda. L'église » de Bethléem fut un prieuré de chanoines réguliers, jus- » qu'au temps de Baudouin, premier roi latin de Jérusalem. » Ce prince, par respect pour la majesté du lieu et à cause de » la *préexcellence* de la naissance du Sauveur, éleva cette » même église au rang de cathédrale, par ordre et volonté » du pape Pascal d'heureuse mémoire, qui soumit directe- » ment à Bethléem la ville d'Ascalon. »

Un passage des *Assises et Plais de la haute cour dou reyaume de Hierusalem* (1) a trait au même sujet : « Li patriarche a. 5. » archevesques suffragans, l'archevesque de Sur, l'arche- » vesque de Cæsaire, l'archevesque de Bethsem, qui est dict » de Nazareth, l'archevesque de Beisseret, l'archevesque de la » pierre dou desert; — a trois evesques suffragans, de » S. George de Lidde, de Betleem, d'Ebron, qu'on dict de » S. Abraham. »

L'évêché de Bethléem ne dépendait donc absolument que du patriarche de Jérusalem, sans avoir aucun métropolitain intermédiaire. Nous verrons que plus tard nos prélats ne relèveront plus que du Souverain Pontife, directement.

Le roi Baudouin dota le nouveau siège qu'il venait d'établir : il donna à l'évêque la ville même de Bethléem ; les juridictions de Bedar, au territoire d'Acre ; de Seylon, au

(1) RENATI CHOIPPINI, de *Sacra politicâ Forensi, libri III, Parisiis*, 1619. Liv. II, chap. IV, n° 20, p. 278. — Le comte BEUGNOT, *Assises de Jérusalem, 1^{re} partie, Assises de la haute cour. Livre de Jean d'Ibelin*, ch. CCLXI. Paris, 1841, p. 415.

territoire de Naplouse; de Bethbesan, village situé non loin de Bethléem; celles de Zeophir et Caicapha, sur le territoire d'Ascalon. De plus, Baudouin autorisa ledit évêque à accepter les donations qui pourraient lui être faites, et il le déclara franc et quitte de tous les droits que réclamait l'église de Jérusalem, pour les acquisitions et les échanges que pouvait avoir opérés l'église de Bethléem, dans le domaine royal, autour de la capitale (1).

Ainsi s'est formé l'évêché de Bethléem. Étudions maintenant son histoire pendant le court espace de temps qui s'est écoulé depuis son établissement, en 1110, jusqu'au jour où son septième prélat, REYNIER, dut quitter la Terre-Sainte pour venir se réfugier en France, dans le comté de Nevers.

(1) « Comment li rois essauca l'glise de Belleam. Uns anz estoit » adonc de l'Incarnacion Jesucrist M et C et X. Li rois estoit en mout » grant porpens comment il poïst croistre l'onneur de Jerusalem en » que Nostre Sires l'avoit apelé, nomeement seinte iglise voloit il mout » avancier et essaucier; por ce s'apensa que l'esglise de Belleam qui » tozjorz avoit esté priorez jusqu'à cel jor, seroit arceveschiée, en » remembrance de ce que Nostre Sires i avoit esté nez. Par le conseil » des barons et del clergié de la terre, parlist cele besongne li legaz » l'apostoile qui estoit en la terre. Guibelins qui fu arcevesque d'Arle, » ore estoit patriarche de Jerusalem, le comferma. Pardessus ce, » Ernous, li arcediacres; Acharz, li deans del sepucure, s'en alerent à » Rome, et en apporterent bon comfermement de l'apostoile. Li rois i » fist eslire un pseudome qui avoit non Achetins, chantres del sepucure, » et li dona et à ceus qui après lui tendroient le siege, à tozjorz, la » vile de Belleam et des Casiaus: einssi cleimme l'en là les viles » champestres: une en est el terroer d'Acre et a non Bedar; une » autre el terroer de Naples, que l'en cleime Seillon, le tierz qui est » delez Belleam qui a non Betbez; et deus autres delez Escalonne, » Zefir et Catafia, o toutes les appartenances. Richement fu douée par le » don le roi. Bone chartre leur en fist, par quoi il comferma à l'glise » toutes ces choses et otroia. » *Recueil des historiens des croisades*, publié par les soins de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. — *Historiens occidentaux*, t. 1^{er}, 1^{re} partie, p. 472. — Comp. Bernardi TRĒ SAURANI *lib. de acq. Terræ Sanctæ*, cap. xcviij. — *Recueil de MURATORI*, t. VII, p. 739, E.

I.

ASCHETIN (1).

L'histoire des évêques de Bethléem qui, au douzième siècle, eurent leur résidence en Terre-Sainte, tient étroitement à celle du royaume de Palestine. Nous voyons en effet que nos prélats prennent part à presque tous les faits importants qui, à cette époque, ont lieu dans ce pays : on les envoie en ambassade, ils assistent à toutes les assemblées où se traitent les affaires intéressant le trône de Jérusalem ou l'Église d'Orient; maintes fois nous les trouvons au milieu des combats, portant la vraie croix, dont la vue, ranimant le courage des soldats chrétiens, donna souvent la victoire sur un ennemi bien supérieur en nombre. Nous ne pourrions donc nous contenter d'indiquer seulement dans quelles occasions le nom de ces personnages apparaît dans les écrits des anciens auteurs; mais il nous faut tracer un abrégé des événements remar-

(1) Les auteurs l'appellent en latin : ASCHETINUS (voir plus haut les lettres patentes de Baudouin; — LE QUIEN, *Oriens christ.*, t. III, *Ecclesiæ Bethleem et Ascaloniæ univ.*, p. 1275 et suiv.); ASCHETIMUS (*Gallia christiana*, t. XII, éd. 1770, *Ecclesia Bethleemilana*, p. 686 et suiv.); ACHETIRIUS (*Bernardi Thesaurarii, lib. de acq. Terr. S., Recueil de MURATORI*, t. VII, p. 739); ANSQUILLINUS (Guill. de TYR, liv. XII, chap. XIII, éd. de Bâle); ASQUITINUS (Guill. de TYR, liv. XII, chap. XXV, même éd.); et en français on a dit : ACHETINS (*Suprà*, note 1, p. 15); ASCHETIN (RICHARD et GIRAUD, *Bibl. sacrée*, t. IV, Beth-Lehem); ASCHETINE (Gabriel du PRÉAU, trad. de G. de T., liv. XI, ch. XII); ASCHETIME (Mgr CROSNIER, *Notre-Dame de Bethléem-les-Clamecy*, Nevers, 1869, br. in-8°, p. 8; — M. FISQUET, *La France pontificale*, Bethléhem, p. 145); AUSQUILLIN (Gab. du PRÉAU, liv. XII, ch. XIII); ASQUITIL (l'abbé FLEURY, *Hist. ecclésiastique*, t. XIV, p. 288); ASQUITIN (Gab. du PRÉAU, liv. XII, ch. XXV; — RICHARD et GIRAUD, *Bibl. sac.*, t. IV); ASQUIN (Mgr CROSNIER, *N.-D. d. B.*, p. 8). — Nous adopterons la forme *Aschelin*, qui est la traduction littérale du nom *Aschetinus*, sous lequel notre premier évêque est désigné dans la charte même de fondation de l'évêché de Bethléem.

quables qui se sont succédé jusqu'au jour où les Sarrasins, à leur tour victorieux, ont contraint les chrétiens à repasser la mer et à laisser les Saints-Lieux aux mains des infidèles.

Depuis son avènement au trône, Baudouin avait eu continuellement à lutter contre les Sarrasins; au moment où il semblait que l'avenir dût lui apporter quelque tranquillité, il tomba malade à El-Arrich, sur la limite du désert qui sépare l'Egypte de la Palestine, et mourut en 1118. Il avait désigné pour son successeur Baudouin du Bourg, comte d'Edesse : à peine ce prince avait-il pris le sceptre, que les ennemis se ruaient de nouveau sur le royaume de Jérusalem. Baudouin II dut voler au secours de la ville d'Antioche attaquée par les Turcs que conduisait le satrape Gazi; il remporta sur eux une éclatante victoire, et à son retour, dit Guillaume de Tyr, fut couronné en l'église de Bethléem, le jour de Noël 1120, la seconde année de son règne.

La même année (1120) eut lieu le concile de Naplouse (1), que convoqua le patriarche Guaremond. Les attaques continues des Turcs, la peste, les tremblements de terre qui avaient renversé des cités entières, une horrible famine causée par un nombre prodigieux de sauterelles et de mulots : tant de calamités effrayèrent à ce point les chrétiens, qu'il fut de l'avis de tous que le ciel leur envoyait ces malheurs pour les punir de leurs fautes. Ils cherchèrent par quels moyens ils pourraient apaiser la colère de Dieu, et ce fut alors que le patriarche appela les évêques et les grands du royaume au concile de Naplouse où, pour corriger les mœurs et conserver la discipline ecclésiastique, on décréta vingt-cinq articles portant les peines les plus sévères contre ceux qui oseraient contrevénir à la loi. Au nombre des personnages qui assistèrent à cette assemblée, Guillaume de Tyr (liv. XII, ch. xiii) cite : le roi Baudouin II, le patriarche Guaremond; Ebremar, archevêque de Césarée; Bernard, évêque de Nazareth; Roger, évêque de Lydda; ASCHETIN, évêque de Bethléem (*Ansquillinus*,

(1) Guill. DE TYR, liv. XII, ch. xiii.

Bethleemitanus episcopus), etc. Le même historien ajoute que cette réforme publique porta ses fruits, car, dit-il, « par la » miséricorde de Dieu, l'année suivante, le chef des Turcs » (Gazi) fut frappé d'apoplexie alors qu'il revenait contre » Antioche avec des forces considérables. »

Les chrétiens devaient bientôt après recevoir un coup terrible. Josselin de Courtenay, qui était devenu comte d'Edesse lorsque Baudouin du Bourg était monté sur le trône, venait d'être pris par les Sarrasins. A cette nouvelle le roi vole à son secours ; mais le malheureux prince tombe lui-même entre les mains de l'ennemi. Ce succès rend les Turcs plus audacieux encore : *Ils ont quarante mille hommes et veulent, dans les plaines d'Ascalon, exterminer les chrétiens. Ces derniers n'ont d'espoir qu'en Dieu ! A l'exemple des Ninivites, on ordonne un jeûne rigoureux auquel on doit astreindre les enfants eux-mêmes ; les mères refuseront le sein à leurs nourrissons, et on éloignera les troupeaux des pâturages. Le jour du combat arrive. Les chrétiens s'avancent. Leur armée n'est guère composée que de trois mille hommes, tant fantassins que cavaliers. A la tête des troupes, le patriarche porte le bois de la vraie croix ; Pons, l'abbé de Cluny, tient dans ses mains la lance qui a transpercé le flanc du Christ, et l'évêque de Bethléem porte le vase précieux qui renferme quelques gouttes du lait de la mère de Jésus (Episcopus Bethlehemites ferens in pyxide lac sanctæ Mariæ Virginis). Les Sarrasins se précipitant de tous côtés entourent les chrétiens, afin qu'un seul d'entre eux ne puisse s'échapper. Mais tandis que les soldats de la croix sont sur le point d'être écrasés par le nombre, apparaît une lumière qui fend la nue et tombe sur les infidèles. Ceux-ci, saisis de terreur, prennent la fuite et meurent sous les coups des soldats, des femmes et des enfants. Sept mille Turcs périrent sur le champ de bataille, cinq mille se noyèrent ; et les chrétiens purent alors, sains et saufs, rentrer dans leur camp en chantant les louanges de Dieu. Ce passage, que nous rapporte Baronius dans ses *Annales ecclésiastiques* (1), est tiré de Robert du Mont (in ap-*

(1) BARONIUS, *Annales ecclésiastiques*, 1124, IX.

pendice ad Sigebertum). Le P. Pagi (1) fait observer que cette victoire fut remportée par les croisés en 1123, et non pas en 1124.

Vers le même temps, les Vénitiens arrivèrent en Palestine et détruisirent la flotte des musulmans. Le doge Dominique Michieli fut conduit en triomphe à Jérusalem, et on décida qu'il joindrait ses forces à celles des chrétiens de Terre-Sainte pour assiéger soit Tyr, soit Ascalon. Mais avant de savoir quelle serait celle de ces deux villes que les armées alliées attaqueraient, les Vénitiens conclurent avec les grands du royaume un traité aux termes duquel on leur accordait le droit d'avoir dans chaque ville de Palestine une église, une place, un four banal ; ils devaient aussi être exempts de péages et d'impositions pour l'entrée et la sortie de leurs marchandises ; et, de plus, on leur concédait en toute propriété le tiers de la ville dont on s'emparerait, ainsi que la troisième partie de ses dépendances. Guillaume de Tyr nous a conservé le texte même de cet acte qui, donné à Acre en 1123, par le chancelier du royaume, fut signé par Guaremond, patriarche de Jérusalem ; Ebremar, archevêque de Césarée ; Bernard, évêque de Nazareth ; ASCHETIN, évêque de Bethléem (*Ego Asquitinus Bethleemita episcopus, similiter confirmo*) ; Roger, évêque de Lydda ; Gidouin, abbé de Sainte-Anne de la vallée de Josaphat ; Gérard, prieur du Saint-Sépulcre ; Amalde, prieur du Temple, et Guillaume de Bure, connétable du roi (2).

Le sort décida que l'on marcherait sur Tyr, et cette ville fut prise après un siège de cinq mois et demi.

Le 29 août 1124 (3), Baudouin II put enfin rentrer dans ses États : sa captivité avait duré plus de dix-huit mois. Aussitôt il se remit à la tête de ses troupes, et se défendit avec succès contre ses nombreux ennemis. Lorsque ce prince mourut, en

(1) PAGI, 1124, XIII. — Comp. Anselmus Gemblacensis, in chron., ann. 1123.

(2) Guill. DE TYR, liv. XII, ch. xxv.

(3) *Ibid.*, liv. XIII, ch. xv.

1131, le royaume de Jérusalem était parvenu au plus haut degré de sa prospérité.

II.

ANSELME.

A la mort du pape Honorius II (1130), l'antipape Anaclet (Pierre de Léon) suscita un schisme contre l'élection légitime d'Innocent II, qui fut forcé de passer en France. En 1131, le Souverain Pontife vint à Auxerre (qui avait alors pour évêque Hugues de Montaigu), et se rendit ensuite au monastère de Cluny, où il demeura pendant presque tout le mois de février de l'année 1132. Ce fut pendant le séjour que fit Innocent II dans cette abbaye, que l'évêque de Bethléem ANSELME et le patriarche Guillaume de Jérusalem lui adressèrent leurs protestations de soumission et de respect. Ce fait se trouve relaté de la manière suivante dans une lettre écrite par Innocent à Louis-le-Gros (1), le 2 février : « Le Pape fait savoir au roi

(1) « *Innocentius episcopus servus servorum Dei clarissimo in*
 » *Christo filio Ludovico illustri et glorioso Francorum regi salutem et*
 » *apostolicam benedictionem. Sani, Deo gratias, et incolumes kalendis*
 » *februarii Cluniacum pervenimus, ubi cum fratribus nostris, episcopis,*
 » *abbatibus, et aliis sapientibus, et religiosis viris Purificationis*
 » *B. Mariæ festivitatem solemniter et honorificè celebrantes à fratribus*
 » *nostris Guillelmo patriarcha Ierosolymitano, et Anselmo Bethlee-*
 » *miticæ civitatis episcopo literas obedientiæ et subjectionis suscep-*
 » *imus. Quia igitur causam ecclesiæ cum omni constantia et fortitu-*
 » *dine certis experimentis te nobiscum portare, et nostris prosperitati-*
 » *bus congaudere jamdudum agnovimus, earundem literarum trans-*
 » *cripta serenitati tuæ duximus transmittenda : ut quos nimium veræ*
 » *caritatis synceritas sociabili fœdere copulat, de prosperis quoque*
 » *successoribus nihilominus gratulentur. Noverit sanè strenuitatis tuæ*
 » *nobilitas quoniam A. de Monforte nec absolvimus nec absolvi præ-*
 » *cipimus. Dilectæ filiæ nostræ A. Reginæ uxori tuæ pro xeniis nobis*
 » *transmissis multimodas gratias referimus, et tam ipsam quàm aman-*
 » *tissimum filium nostrum Ludovicum regem, et alios filios tuos per*
 » *te in Domino salutamus. Datum Cluniaci IV nonas februarii.* » (Dom
 Luc d'ACHÈRY, Spicilège, t. III, p. 152, ann. 1132.)

» qu'il est arrivé la veille à Cluny et que, le jour même de la
» Purification de sainte Vierge, il vient de recevoir de ces
» deux prélats leurs lettres d'obéissance, dont il lui envoie une
» copie, parce qu'il connaît l'intérêt que la cour de France
» porte à la cause de l'Eglise. »

C'est dans ce document que le nom d'Anselme paraît pour la première fois dans l'histoire. Voyons maintenant dans quelles circonstances les auteurs parlent encore de ce prélat.

Lorsque le gendre de Baudouin II, Foulques d'Anjou, monta sur le trône de Jérusalem, le royaume était dans un état prospère; malheureusement la discorde arriva pour troubler la Palestine. Le prince d'Antioche venait de mourir, ne laissant pour lui succéder qu'une fille fort jeune encore; le roi choisit pour gouverner la province Raymond, fils du comte de Poitou, et lui donna la main de la princesse: il se forma aussitôt dans le pays de nombreuses factions qui purent faire craindre une ruine prochaine. L'empereur de Constantinople, Jean Comnène, essaya de profiter des troubles qui désolaient Antioche, pour s'en emparer. Il arriva sous les murs de la ville, et força Raymond de Poitiers à lui prêter serment de fidélité. Toutefois cet hommage ne contentait point l'empereur, qui revint quelque temps après pour sommer les habitants de lui ouvrir leurs portes: devant leur résistance il dut se retirer. Ce fut alors que Jean Comnène envoya des députés au roi Foulques pour lui demander la permission de conduire son armée à Jérusalem, d'où il voulait, disait-il, après avoir fait ses dévotions au sépulcre de Notre-Seigneur, mener ses soldats contre les ennemis de la croix. Le roi, qui craignait quelque perfidie de la part des Grecs, rassembla son conseil. On décida qu'une ambassade se rendrait auprès de Jean, afin de lui représenter que le pays ne pourrait nourrir une armée aussi considérable que la sienne; mais en ajoutant, toutefois, que s'il voulait visiter les Lieux-Saints, il pouvait y venir avec 10,000 hommes, et qu'il serait reçu avec tous les honneurs dus au premier monarque du monde. Anselme, évêque de Bethléem, fut un des envoyés de Foulques d'Anjou; il partit accompagné de Geoffroy, abbé du

Temple, et Roard, capitaine du château de Jérusalem. L'empereur combla ces personnages de riches présents et renonça à son projet, car, dit Guillaume de Tyr, « il voyait que » marcher en pays avec si peu de monde dérogeait à la » gloire impériale. »

Jean espérait pouvoir venir à bout de la résistance d'Antioche; peut-être même songeait-il à faire un jour la conquête de la Palestine, lorsqu'il mourut des suites d'une blessure qu'il se fit à la chasse.

A la mort de Bernard, premier patriarche latin d'Antioche, l'an 1136, le peuple avait, malgré le clergé, proclamé Raoul, qui était alors archevêque de Mamistra (Messis), en Cilicie. Il survint bientôt de graves difficultés entre les chanoines et le nouveau patriarche. Soutenus par Raymond de Poitiers, les ennemis du prélat se plaignirent au Souverain Pontife de l'entrée irrégulière de Raoul dans le patriarcat et le représentèrent comme le persécuteur de l'Église romaine. Le Pape dut alors envoyer en Palestine Albéric, évêque d'Ostie, son légat, qui, à l'effet de juger Raoul, convoqua un concile qui devait se tenir à Antioche le dernier jour de novembre 1139 (ou 1140).

Guillaume de Tyr (liv. XV, ch. xvi) nous donne les noms des principaux personnages qui assistèrent à cette assemblée, et parmi eux il cite Anselme, évêque de Bethléem. Le savant archevêque dit en effet que, au jour indiqué, comparurent, de la province de Jérusalem : Guillaume, patriarche ; Gaudence, archevêque de Césarée, et Anselme, évêque de Bethléem ; de la province de Tyr : l'archevêque Foucher, les évêques de Sidon et de Béryte, ainsi que tous les prélats de la province d'Antioche. Raoul fut condamné. La sentence, ajoute l'historien, fut dictée moins par la justice que par la crainte de déplaire au prince Raymond.

III.

GÉRARD I^{er}.

Le troisième évêque de Bethléem se nommait GÉRARD.

Nous voyons dans une lettre (288^e) que saint Bernard écrivait en 1153 à son oncle André, chevalier du Temple, que ce même Gérard, avant d'occuper le siège de notre église, était venu à Clairvaux ; peut-être même pourrait-on supposer qu'il avait été religieux de cette abbaye : Saint Bernard termine en effet sa lettre par ces mots : « Je salue de toute l'affection de » mon âme notre cher Gérard qui a demeuré quelque temps » parmi nous et qui, dit-on, est aujourd'hui évêque (1) ». L'auteur (2) du sixième volume des *Annales de l'ordre de Saint-Benoît* n'hésite pas à croire que l'évêque du nom de Gérard, dont parle saint Bernard, soit positivement Gérard de Bethléem : *In fine Gerardum, qui in domo sua, id est apud Claramvallem, aliquando conversatus fuerat, et tunc EPISCOPUS BETHLEEMITANUS factus erat, affectu magno devotissime salutatur* (3). Mais M. l'abbé Charpentier, dans sa traduction des œuvres complètes de saint Bernard, ajoute cette note à la suite de la lettre 288^e : « On ne sait s'il s'agit ici de Gérard, évêque de » Bethléem, dont Guillaume de Tyr parle au commencement » de son livre XVII, à l'année 1146 et à la fin de l'année 1152, » ou de Gérard de Sidon, que Guillaume de Tyr cite également. » Il suffit de lire avec attention les passages de l'*Histoire des croisades* auxquels renvoie M. Charpentier, pour

(1) « Girardum nostrum, qui in domo nostra aliquando conversatus est, et nunc ut audivimus episcopus factus est, ipsum affectu magno devotissime salutamus. » (Beati Bernardi, ep. CCLXXXVIII.)

(2) Les quatre premiers volumes des *Annales des Bénédictins* sont de dom Mabillon. Le cinquième a été donné par dom Ruinart et dom Vincent Thuillier ; le sixième ne parut qu'en 1739, publié par dom Martenne.

(3) *Annales ordinis S. Benedicti*, t. VI, ann. 1153.

s'apercevoir que sa remarque n'est point motivée. En effet, en citant les personnages qui accompagnaient Baudouin à l'assemblée d'Acre en 1147, Guillaume de Tyr (liv. XVII, chap. 1^{er}), s'exprime ainsi : « A la suite de Baudouin on voyait, parmi les » *prélats*, Bernard, évêque de Sidon,..... GÉRARD DE BETH- » LÉEM.....; et parmi les *laïques* : GÉRARD DE SIDON..... »; et plus loin, en parlant des grands de la cour qui se trouvèrent au siège d'Ascalon, en 1154 (et non en 1152), Guillaume de Tyr cite « entre les *prélats de l'Église* : GÉRARD DE BETHLÉEM..., » et entre les *laïques* : GÉRARD DE SIDON. » Il est donc bien évident que Gérard de Sidon était un laïque; quant à l'évêque de Sidon, qui s'appelait Bernard, il mourut pendant le siège d'Ascalon et eut pour successeur Amaury, abbé des chanoines réguliers de Saint-Joseph d'Arimathie. Il n'est donc pas possible de confondre Gérard, évêque de Bethléem, avec Gérard de Sidon. Ce n'est certainement pas du dernier qu'il est question dans la lettre de saint Bernard.

Un demi-siècle ne s'était pas écoulé encore depuis l'établissement du royaume de Jérusalem, et déjà on le voyait pencher vers sa chute. Le roi Foulques d'Anjou était mort le 13 novembre 1142, ne laissant pour lui succéder qu'un enfant de treize ans, Baudouin III; et tandis que l'esprit de discorde affaiblissait les chrétiens, la puissance des ennemis, au contraire, accroissait de jour en jour. En 1144, le sultan de Mossoul, Zenghi, s'était emparé de la ville d'Edesse, l'un des remparts de la Palestine; en vain, à la mort de ce chef des musulmans, Josselin II de Courtenay avait-il repris sa capitale : Noured-din, le second fils de Zenghi, se rendit presque aussitôt maître de cette ville, dont il ne fit qu'un monceau de ruines, après en avoir conduit les habitants en captivité.

Dans ces luttes contre Zenghi et Noured-din, trente mille chrétiens avaient péri dans les combats. La chute d'Edesse remplit de terreur les autres cités de la Terre-Sainte, qui se voyaient perdues si l'Occident ne venait pas à leur secours.

L'évêque de Gabale fut envoyé à la cour de Rome pour exposer au Pape les malheurs qui menaçaient la Palestine. Saint Bernard prêcha la seconde croisade, en présence de

Louis VII, des évêques et d'un grand nombre de seigneurs de France, réunis à Vézelay. Les esprits n'avaient point changé. On écouta la voix de saint Bernard avec cet enthousiasme qu'on avait fait éclater en entendant Pierre l'Hermite, et de toutes parts on courut aux armes. En France le roi Louis VII, et en Allemagne l'empereur Conrad III reçurent la croix des mains du pieux abbé de Clairvaux. Mais lorsque Louis VII arriva dans la Terre-Sainte, la trahison des Grecs et les attaques des Turcs avaient bien diminué le nombre de ses soldats. A son entrée dans Jérusalem, il trouva Conrad qui, parti le premier, avait eu partout à se défendre contre la perfidie de Manuel Comnène, et avait perdu son armée dans les montagnes de la Cappadoce où il s'était laissé surprendre par les musulmans. La présence de ces deux princes ranima néanmoins le courage des chrétiens, et Baudouin III convoqua aussitôt une cour générale à Acre, pour y délibérer sur ce qu'il y avait à faire pour sauver son royaume.

Cette assemblée se tint en 1147. Le roi de Jérusalem Baudouin III, le roi de France Louis VII, l'empereur d'Allemagne Conrad III y comparurent, et, avec eux, un grand nombre d'illustres personnages que nous cite Guillaume de Tyr (liv. XVII, ch. 1^{er}). Parmi les seigneurs de la suite de Baudouin, nous trouvons Gérard, évêque de Bethléem, dont le nom est inscrit entre celui d'Adam, évêque de Panéas, et celui de Robert, grand-maitre de l'ordre du Temple.

On résolut d'assiéger Damas. Mais cette ville résista à tous les efforts des croisés (1148). Conrad retourna de suite en Allemagne, et, peu après, Louis VII entra en France. Tel fut le résultat de cette seconde expédition, dans laquelle les chrétiens avaient mis toutes leurs espérances.

Les musulmans n'en devinrent dès-lors que plus audacieux. Toutefois Baudouin ne perdit pas courage. Il résolut d'attaquer ses plus proches ennemis et dirigea ses armes sur Ascalon : il rassembla toutes les forces de son royaume, les chrétiens firent le serment de ne pas se retirer tant que la ville ne serait pas tombée en leur pouvoir, et le siège commença le 25 janvier 1154.

L'évêque de Bethléem, Gérard, resta dans le camp de Baudouin, ainsi que le patriarche de Jérusalem Foucher, Pierre, archevêque de Tyr, et plusieurs autres prélats.

Malgré une résistance des plus opiniâtres, malgré les secours que, par mer, leur apportèrent les Égyptiens, les Ascalonites durent ouvrir leurs portes le 12 août 1154.

Quelques jours après la prise de la ville, le patriarche, qui avait consacré à saint Paul la grande mosquée d'Ascalon, y institua des chanoines auxquels il assigna des prébendes, et en même temps il voulut leur donner un évêque. Déjà même il avait désigné pour le siège un chanoine régulier du Saint-Sépulcre, nommé *Absalon*, lorsque l'évêque de Bethléem fit entendre ses protestations. Nous avons vu au commencement de cet ouvrage que l'évêché d'Ascalon, qui existait dès les premiers siècles de l'Église, avait été transporté à Bethléem en 1110 par le pape Pascal II, à la demande du roi Baudouin I^{er} : Aschetin, évêque élu d'Ascalon, avait été alors nommé évêque de Bethléem ; et, de par l'autorité du légat du Souverain Pontife et la volonté royale, il avait été décidé que le siège d'Ascalon se trouvant transféré à Bethléem, l'église d'Ascalon serait désormais et pour toujours soumise au nouvel évêché. Le patriarche, en créant, en 1154, un prélat particulier pour Ascalon, enlevait donc au siège de Bethléem un droit acquis ; aussi Gérard s'en plaignit-il au Pape qui, lui donnant gain de cause, mit au néant l'élection d'Absalon et déclara que les évêques de Bethléem demeureraient à *perpétuité* paisibles possesseurs de l'église d'Ascalon avec toutes ses dépendances. Un auteur du temps, Guillaume de Tyr (liv. XVII, chap. xxx), fait mention expresse de cette sentence de la cour de Rome. Le même historien ajoute que, quant à la ville même d'Ascalon, le roi la fit entrer avec son territoire dans le domaine de son frère Amaury, comte de Jaffa.

A la suite de la sentence rendue par le Pape sur la réclamation de l'évêque de Bethléem, en 1154, l'évêché de Bethléem et celui d'Ascalon devaient à *perpétuité* continuer à ne former qu'un seul et même siège. Il faut bien se garder de croire que dans la suite des siècles les deux églises demeurèrent unies.

En effet, on trouve plus tard jusqu'à trois évêchés *catholiques* (1) bien distincts : un premier, de BETHLÉEM, dont les titulaires furent, à partir de 1413, assimilés aux évêques de France (c'est celui dont nous nous occupons ici); un deuxième, de BETHLÉEM *in partibus*, que, pour ne pas le confondre avec le précédent, nous appellerons de BETHLÉEM DE JUDÉE; un troisième, d'ASCALON.

De nos jours, il existe encore deux sièges : l'un, occupé par Mgr Étienne Bagnoud, évêque *in partibus* de Bethléem, abbé de Saint-Maurice-en-Valais; l'autre, par Mgr Léon

(1) On trouve aussi deux évêchés *grecs* bien distincts : l'évêché grec d'Ascalon (dont nous avons dit un mot, page 13, note 1), et l'évêché grec de Bethléem.

Voici les évêques de Bethléem, *de rite grec*, que cite Le Quien dans son *Oriens christianus*, t. III, p. 641 et suiv. :

1° RAGUEL, qui, d'après Dosithée (*Hist. patr. Hieros.*, p. 1213), vivait du temps de l'empereur Manuel Comnène et du roi Amaury I^{er}. Mais ce personnage, comme nous le verrons en 1169, pourrait bien ne pas être autre que Raoul, quatrième évêque latin de Bethléem.

2° ATHANASE, métropolitain (*metropolitites*) de Bethléem, qui vivait vers 1646. (DOSITHÉE, liv. XII; *Hist. patr. Hier.*, ch. 1^{er}, § 6.)

3° NÉOPHYTE. Ce personnage occupait le siège de Bethléem dès l'année 1661. En 1672, il fut présent à l'assemblée que réunit à Bethléem Dosithée II pour condamner l'hérésie de Calvin, et souscrivit ainsi : ὁ ταπεινὸς Μετροπολίτης ἁγίας Βηθλεὲμ Νεόφυτος ἀποφαίνομαι (t. XI, *Conc. Hard.*, col. 267, E).

4° MALACHIE. Il siégeait au dix-huitième siècle, avant 1733.

5° ANNANIE. D'après une lettre écrite en français et datée de la ville de Tripoli, de Syrie, le 1^{er} mars 1733, ce personnage, qui était évêque de Bethléem, habitait alors un bourg de Valachie.

Au nombre des patriarches grecs de Jérusalem, on en trouve trois : ABRAHAM, en 1468; JACQUES III, mort en 1482, et MARC III, son successeur, qui se sont ralliés à l'Église catholique romaine, et que, pour cette raison sans doute, les Grecs schismatiques n'ont pas inscrits sur leurs catalogues. Le Quien (*Or. Christ.*, t. III, col. 515) et Papebroch (*Acta Sanctorum*, p. LIX, mai, t. III) nous rapportent que le dernier portait le titre d'archevêque de Bethléem : *Marcus catholicus et pius, miseratione divina archiepiscopus Bethleem, et patriarcha sanctæ Urbis Hierosolymorum et sanctæ Sion, Syriæ et Arabiæ et trans mare Jordanis præfuit salubriter.* (*Ex Theodor. Paul.*)

Meurin, évêque *in partibus* d'Ascalon, vicaire apostolique de Bombay.

En étudiant quand et comment a eu lieu la séparation du siège d'Ascalon, nous expliquerons comment il se fait qu'on a créé un second siège de Bethléem.

Le rétablissement de l'évêché d'Ascalon eut lieu alors seulement que cette ville n'était plus au pouvoir des chrétiens : il n'existe par conséquent aucune bulle qui ait opéré cette scission ; ce n'est donc que par des présomptions que l'on peut essayer de résoudre la question.

Si plusieurs hypothèses peuvent se présenter à l'esprit, voici, croyons-nous, la plus admissible de toutes :

Les *Notitiæ episcopatum* faites au treizième siècle et jusqu'à la moitié du quatorzième semblent indiquer bien positivement qu'il n'y avait alors encore qu'un seul évêché de Bethléem, auquel était réuni celui d'Ascalon. Ainsi, nous lisons dans la *Notitia episcopatum* faite sous Innocent III († 1215) ces paroles : *Ascalonensem qui etiam Bethleemensis est.* (Ed. WEIDENBACH, *Calendarium Historico-Christianum*, p. 273, n° 640.) Les mêmes paroles se retrouvent dans la *Notitia episcopatum* faite vers l'époque de Jean XXII († 1334) : *Ascalonensem, qui est Bethlehem.* (V. DOELLINGER, *Materialien zur Geschichte des XV und XVI Jahrhunderts*, p. 295.) Mais au commencement du grand schisme d'Occident, tandis que Clément VII avait dans son obédience le successeur de nos évêques de Bethléem qui, au treizième siècle, s'étaient réfugiés en France, à Clamecy, Urbain VI créait de son côté un évêque *in partibus* de Bethléem de Judée (JEAN SALVUTI); et le même pape italien, sans penser à la suppression ou translation de l'évêché d'Ascalon (il ne s'agissait plus du reste que du titre d'un évêché sans juridiction et sans droit réel), nommait en même temps un évêque *in partibus* d'Ascalon (MATHIEU DE FRANCKENBERG). Les *Notitiæ* que nous venons de citer permettent de conclure avec probabilité comment Urbain VI a pu donner à deux personnages différents le titre d'évêque de Bethléem de Judée et celui d'évêque d'Ascalon. En effet, comme il se trouvait que, d'un côté, dans ces *Notitiæ*, dans

des *Notitiæ* semblables et dans leurs variantes, notre unique évêché de BETHLÉEM-ASCALON (1) était appelé simplement *Bethlehem* (*Caroli a SANCTO PAULO Geographia sacra, Parergon Notitias aliquot ecclesiasticas..... complectens. Ex ms. Codicibus*, p. 59); que, d'un autre côté, on connaissait au nombre des anciens sièges du patriarcat de Jérusalem un évêché d'Ascalon; enfin, que certaines *Notitiæ* citaient ce même évêché d'Ascalon, en omettant de mentionner qu'il avait été réuni à celui de Bethléem (*Jerosolimitanus patriarchatus habet sub se hos Epos suffraganeos, et metropoles inferius annotatas: Ep. BETHLEEM, ep. S. Georgii, episcopum ASCALONE.* — MIGNE, *Patrologiæ cursus*, t. XCVIII, p. 496) (2), il en est résulté, les évêques de Bethléem n'ayant du reste point songé à faire entendre des réclamations nouvelles, il en est résulté, disons-nous, que l'on n'a plus pensé ni à la décision de 1110, ni à la sentence rendue par la cour de Rome après 1154.

Charles VI avait, par ses lettres patentes de 1413, assimilé aux autres prélats du royaume les évêques de Bethléem qui avaient leur résidence à Clamecy; même après le schisme d'Occident, les papes continuèrent à donner à des prélats étrangers le titre d'évêque *in partibus* de Bethléem de Judée. Aussi y eut-il dès lors, jusqu'en l'année 1630, deux évêchés de Bethléem, ce qui a fait dire avec juste raison à René Chopin : *Existit quoque in Gallia Bethleemitanus episcopatus prope Clametium oppidulum* (3).

Quant à l'évêché *in partibus* d'Ascalon, il a aujourd'hui encore un titulaire.

(1) « Sunt et civitates quæ non habent proprios episcopos, scilicet » Aschaloniam quæ sub episcopo de Bethlehem. » (Hadriani RELANDI, *Palæstina*, t. I^{er}, p. 222.)

(2) La même erreur a été reproduite par l'auteur anonyme de l'*Épître des bellarum quæ a Christianis principibus pro recuperatione terræ sanctæ suscepta sunt, conscripta anno 1422* : « Habet etiam patriarcha » Jerosolymitanus quatuor suffraganeos sibi subjectos, scilicet *Bethlemitanum*, *Ebronensem*, *Ascalonensem* et *Lidiensem*. » (Henrici CANISII, *Lectiones antiquæ*, t. IV, p. 436.)

(3) Renati CHOPPINI, *De sac polit.*, liv. II, ch. IV, n° 20, note.

Il se présente, à l'occasion des deux sièges *in partibus* de Bethléem et d'Ascalon, une particularité assez bizarre : c'est que quelquefois (au quinzième et au seizième siècle), on trouve ces deux évêchés réunis entre les mains d'un seul et même prélat qui, porte, dans ce cas, soit le titre d'évêque de *Bethléem et Ascalon*, soit celui de *Bethléem ou Ascalon*.

Nous donnons ici la liste des évêques *in partibus* de Bethléem (1) de Judée et des évêques *in partibus* d'Ascalon qui nous sont connus :

JEAN SALVUTI, nommé évêque de Bethléem de Judée, par le pape Urbain VI, tandis que Guillaume de Vallan était dans l'obédience de Clément VII.

MATHIEU DE FRANCKENBERG, appelé au siège d'Ascalon, qu'il occupait encore en 1391. (*Lanteri Postrema Sæcula sex Religionis Augustinianæ, Tolentini* 1858, I, p. 386.)

LANFRANC, créé évêque de Bethléem par la cour de Rome. Il assista, en 1409, au concile de Pise.

GUILLAUME, évêque d'Ascalon, coadjuteur de l'archevêque de Trèves en 1416. (*Gallia christiana*, XIII, 467, et *Instrum.* n° 92, p. 363.)

D'après les frères de Sainte-Marthe, un moine de l'ordre de Saint-Benoît aurait occupé, en 1421, le siège de Bethléem. Il s'agit ici (voir à l'épiscopat de Jean Marchant), soit d'un prélat *in partibus* de Bethléem de Judée, soit d'un évêque espagnol de la création de l'antipape Benoît XIII.

JACQUES FLUCTRE, religieux de l'ordre des Frères-Prêcheurs, maître en théologie. Ses bulles, datées du 17 novembre 1455 (2), sous le pontificat de Calixte III, qui le nomme

(1) Il faut avoir soin de ne pas confondre ces évêques *in partibus* de Bethléem de Judée avec ceux qui, à partir du treizième siècle, eurent leur résidence en France.

(2) « Calistus episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Jacobo. » *Fluctre* electo *Ascalonen.*, alias *Bethleemitan.*, salutem et apostolicam Benedictionem. Apostolatus officium, etc. Dudum siquidem bonæ memoriæ Antonio episcopo *Ascalonen.*, alias *Bethleemitan.*, regimini Ecclesiæ *Ascalonen.* alias *Bethleemitan.*, præsidente, cupientes eidem ecclesiæ, cum vacaret, per apostolicæ sedis provi-

évêque d'Ascalon ou de Bethléem (*Ascalonensi alias Bathleemitano*), nous apprennent qu'il avait eu pour prédécesseur un prélat appelé ANTOINE, qui portait également le titre d'*Ascalon alias de Bethléem*.

JEAN BERRATINO, religieux franciscain et maître en théologie. Il fut, le 27 août 1462, promu par le pape Pie II au siège de Bethléem, devenu vacant par la mort de l'évêque GUILLAUME (1).

FRANÇOIS, qui devint évêque de Bethléem la quatrième

» dentiam utilem et idoneam præsidere personam provisionem ipsius
 » ecclesiæ ordinationi, et dispositioni nostræ duximus ea vice speciali-
 » ter reservandum, decernentes ex tunc irritum, et inane si secus super
 » his per quoscunque, quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter con-
 » tingeret attentari. Postmodum vero ecclesia, prædicta per obitum
 » ejusdem episcopi qui extra Romanam curiam debitum naturæ per-
 » solvit, vacante, nos vacatione hujusmodi fide dignis relationibus in-
 » tellecta, ad provisionem ipsius ecclesiæ celerem, et felicem, de qua
 » nullus præter nos hac vice se intromittere potuit, sive potest, reser-
 » vatione, et Decreto obsistentibus supradictis, ne ecclesia ipsa longæ
 » vacationis exponatur incommodis, paternis, et sollicitis studiis inten-
 » dentes post deliberationem, quam de præficiendo ipsi ecclesiæ per-
 » sonam utilem, et etiam fructuosam, cum Fratribus nostris habuimus
 » diligentem, demum ad te Ordinis Fratrum Prædicatorum professore,
 » rem, in theologia magistrum, cui apud nos de religionis zelo, vitæ
 » munditia, honestate morum, spiritualium providentia, et tempora-
 » lium circumspectione, aliisque multiplicium virtutum donis fide
 » digna testimonia perhibentur, direximus oculos nostræ mentis. Qui-
 » bus omnibus attenta meditatione pensatis de persona tua, nobis, et
 » eisdem Fratribus nostris ob dictorum tuorum exigentiam meritorum
 » accepta præfata ecclesiæ de eorundem Fratrum consilio auctoritate
 » apostolica providemus, teque illi præficimus in episcopum, et pasto-
 » rem, curam et administrationem ipsius ecclesiæ tibi in spiritualibus,
 » et temporalibus plenarie committendo etc. Datum Romæ apud S.
 » Petrum anno incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo
 » quinquagesimo quinto, quinto decimo kal. decembris, Pontificatus
 » nostri anno primo. » (Ex archivo apostolico, lib. X, fol. 236. — Ant.
 BREMOND, *Bullarium Ordinis Prædicatorum*. Rome, 1729-1740, t. III,
 p. 371.)

(1). Wadding, *Annales Ordinis Minorum*, éd. de Lyon, t. VI, p. 550;
 éd. de Rome, t. XIII, p. 250.

année du pontificat de Paul II (1468) (1), eut pour successeur Christophe Incisa.

CHRISTOPHE INCISA, d'une ancienne famille de Piémont, était issu des marquis Incisa, qui sont originaires des Langues. Ce fut le 1^{er} février 1472, comme nous l'apprennent les registres du Vatican, que le pape Sixte IV lui concéda la dignité d'évêque *in partibus* de Bethléem qu'il portait encore en 1499. On trouve en effet le nom de ce prélat au nombre de ceux des personnages qui assistèrent à la consécration de Jean-Étienne I^{er} Ferrero (2), évêque de Vercell, qui prit possession solennelle de sadite église de Vercell le 17 juillet 1499 (3). Le *Gallia christiana* et, d'après cet ouvrage, plusieurs auteurs croient devoir donner à Christophe Incisa le nom de CHRISTOPHE LAMI, et le rangent à tort au nombre des évêques de Bethléem de Clamecy. M. de Soultrait (4) va jusqu'à donner à ce Christophe Lami les armoiries d'une famille de la Touraine (*d'azur, à une aigle d'or ayant une tête de femme de carnation*), bien que le *Dictionnaire de la noblesse*, de Lachesnay-Desbois, auquel renvoie l'*Armorial du Nivernais*, ne nous enseigne nullement que Christophe appartienne à cette famille Lami, de Touraine.

Incisa porte : *d'azur, à neuf étoiles d'or, posées par 3,*

(1) *Gall. christ.*, t. XII, *Eccl. Bethl.* (*ex Regestis Vaticanis*).

(2) S. R. E., cardinalium, archiepiscoporum, episcoporum et abbatum pedemontanæ regionis chronologica historia, auctore D. Francisco Augustino ab ECCLESIA. (Augustæ Taurinorum, 1635, ch. I, p. 377.)

(3) Selon della Chiesa, Jean-Étienne I^{er} Ferrero n'aurait été consacré qu'en 1500. Mais Ughelli (*Italia sacra*, éd. de Venise, 1719, t. IV, p. 810), rapporte que ce fut le 17 juillet 1499 que cet évêque de Vercell prit possession solennelle de son église. C'est aussi cette dernière date (*episcopatum Vercellensem inivit die 17 julii, an 1499*) que donne le manuscrit de l'*Historia de Urbe et ecclesia Vercellarum, canonici theologi Franc. Innocentii Fileppi*. Nous devons ce détail historique à la bienveillance de M. le chanoine Barberis, archiviste du chapitre métropolitain de Vercell.

(4) M. DE SOULTRAIT, *Armorial de l'ancien duché de Nivernais*. Paris, 1847. — Évêché de Bethléem.

3, 2 et 1; et on ajoute quelquefois à ces armes le *chef de l'empire* (1).

BERNARDIN VACCA, fils de Jean, appartenait à une maison noble et ancienne de la ville de Saluces, en Italie. Il était doyen de l'église collégiale de Saluces et évêque d'Ascalon : ce sont les titres qu'il porte dans l'acte qui fut dressé lorsque ce prélat bénit la première pierre de la nouvelle collégiale dont il était le doyen. Ce document, qui porte la date de 1491, est conservé dans les archives du chapitre de cette même église (2) que le pape Jules II éleva, quelques années après, au rang de cathédrale.

Il consacra l'église des Observantins de Busca, dans la province de Coni, et posa, en 1500, la première pierre du couvent des religieux de Saint-Augustin de Saluces (3).

L'année précédente, il avait assisté, avec Christophe Incisa, à la consécration de Jean-Étienne I^{er} Ferrero, évêque de Verceil.

Bernardin Vacca mourut dans sa ville natale. Son corps et celui de son frère Antoine, évêque de Nicomédie, reposent dans la chapelle Notre-Dame-des-Douleurs (autrefois sous l'invocation de saint Antoine), de la cathédrale de Saluces. Sur leur tombeau fut gravée l'épithaphe suivante qu'on peut y lire maintenant encore (4) :

O ineffabilem providentiam Antonius Vacha Nicomediensis episcopus humane fragilitatis memor templo hujusmodi a primo lapide ad summum usque patrie impensa per ipsum constructo Bernardino Ascalonensi episcopo germano prius

(1) Francesco Agostino della CHIESA, *Fiori di Blasoneria*, Torino, 1655, p. 58.

(2) S. G. Mgr l'évêque de Saluces, que nous prions de daigner agréer nos respectueux remerciements, a bien voulu nous faire transmettre ce renseignement.

(3) F.-A. della CHIESA, *Chronolog. historia*, p. 377.

(4) Nous donnons cette épithaphe d'après une lettre que, le 29 mars 1871, M. Thomas Chiuso, secrétaire de S. G. Mgr l'évêque de Saluces, a eu l'obligeance de nous adresser. Della Chiesa (*Chron. hist.*, p. 378) reproduit la même inscription.

defuncto ac sibi vivens domicilium præparat sacellumque istud congrua doie illustrat ne se posteris credat, anno salutis MDXXII.

Les armes de la famille Vacca sont : d'argent, à la vache passante de gueules (1).

GASPARD GRÜNWARD, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, portait le titre d'évêque d'Ascalon et de Bethléem. Ce prélat fut, en 1502, coadjuteur de l'évêque de Wurtzbourg (2). (USSERMANN, *Episcop. Wirceburgensis*, p. 188), et mourut en 1512.

MELCHIOR, évêque d'Ascalon, en 1520, et coadjuteur de l'évêque de Constance (*Geschichtsfreund Bd. XIII*, p. 250, *Einsiedeln*, 1857, BENZIGER), vivait encore en 1543 (NEUGART, *Codex diplomat. Alemanniæ*, éd. 1795, t. II, n° 1189).

THOMAS ALBIZZI (3), de l'illustre maison florentine de ce nom, naquit à Cesena. Il était fort jeune encore lorsqu'il fit profession chez les Dominicains de cette ville. Son mérite, sa réputation de science et de vertu le firent remarquer de Léon X qui, en 1513, l'appela au siège de Cagli, suffragant de l'archevêché d'Urbino. En qualité d'évêque de Cagli, il assista au cinquième concile de Latran, et s'y fit le défenseur des libertés ecclésiastiques. Mais se sentant attiré vers la solitude, il quitta son église pour prendre, en 1525, le titre

(1) F.-A. della CHIESA, *Fiori di blasoneria*, p. 92.

(2) D'après Ussermann, Gaspard Grünwald aurait aussi été coadjuteur de l'évêque de Wurtzbourg en 1498 et 1499. Il faut alors supposer que ce prélat ne portait point alors déjà le titre d'évêque de Bethléem et Ascalon, puisqu'il paraît certain que les deux sièges, en 1499, avaient chacun un titulaire : Christophe Incisa et Bernardin Vacca.

(3) BREMOND, *Bull. Ord. Pr.*, t. IV, p. 528. — UGHELLI, *Italia sacra*, éd. de Rome, t. II, col. 907. — *Scriptores ordinis prædicatorum, inchoavit* Jacobus QUETIF, *absolvit* Jacobus ECHARD, 2 vol. in-f°, Paris, 1719-1721, t. II, p. 59. — Vincentius-Maria FONTANA, *Sacrum theatrum Dominicanum*, Romæ, 1666, in-f°, tit. LXXXVIII, p. 141, et tit. CXXI, p. 150. — Fr. Gio. Michele CAVALIERI, *Galleria de' sommi pontefici, patriarchi, arcivescovi e vescovi dell' ordine de' predicatori*. Benevento, 1696, t. I^{er}, p. 341, et t. II, p. 17. — Charles de SAINT-VINCENT, *L'Année dominicaine*, septembre, 1^{re} partie. Amiens, 1702, p. 276, 11 septembre.

d'évêques *in partibus de Bethléem*, et se retira dans le monastère des Frères-Prêcheurs de Cesena. Il mourut dans ce couvent, et y fut enterré. Il avait, le 23 décembre 1526, consacré l'église des Dominicains de Bertinoro.

Les armes de Thomas Albizzi étaient : d'argent, à trois anneaux l'un en l'autre de sable (1).

Une requête adressée au pape Clément XI, le 6 juillet 1708, par le duc de Nevers, semble indiquer que, entre Thomas Albizzi et Vincent Correrio de Camerota, on doit placer successivement deux évêques *in partibus de Bethléem de Judée*, dont le premier aurait été nommé sous le pontificat de Paul III, et le second sous le pontificat de Jules III.

BALTHAZAR, évêque d'Ascalon en 1589, fut coadjuteur de l'évêque de Constance. (*Geschichtsfreund Bd. IX*, p. 72, *Einsiedeln*, 1853).

VINCENT CORRERIO DE CAMEROTA (2), de la famille des Malatesti, entra chez les Dominicains de Naples et y devint professeur de théologie. Le pape Clément VIII, à la demande du cardinal Colonna, qui était l'ami de Thomas, évêque de Vestri, frère de Vincent Correrio, nomma ce dernier au siège de Bethléem, le 20 novembre 1595. Ce prélat devint coadjuteur de Vincent Petrolino, évêque de Muro (3) (dans la Basilicate), et fut un prédicateur distingué.

A la fin de sa vie, il se retira dans la maison où il avait pris l'habit, et y mourut le 24 janvier 1630. Pour obéir à ses dernières volontés, les religieux l'ont enterré dans le cimetière de leur couvent. Fontana nous apprend que le nécrologe de la maison des Frères-Prêcheurs de Naples faisait, en ces termes,

(1) UGHELLI, *Ital. sac.*, éd. de Rome, t. II, col. 907. — Selon Palliot (*Le vray et parfaite science des armoiries*. Paris, 1660, p. 27), Albizzi porte : de sable, à deux anneaux l'un dans l'autre d'argent.

Une branche de la famille Albizzi porte aujourd'hui : de sable, à deux vîres d'or, au chef d'argent à la croix de sable.

(2) BREMOND, *Bull. Ord. Pr.*, t. V, p. 625. — J.-B. FEUILLET, *L'Année dominicaine, Janvier*. Amiens, 1678, p. 722, 31 janvier. — FONTANA, *Th. Dom.*, tit. LXXXVIII, p. 141. — CAVALIERI, *Galleria*, t. I^{er}, p. 573.

(3) Le siège de Muro était suffragant de l'archevêché de Conza.

mention de Vincent Correrio : *Die 24. mensis januarii 1630, horâ 2. noctis obiit illustriss. et reverendiss. episcopus Bethleem Fr. Vincentius de Camerota de Correris, alias Malatesta, Ord. Præd. sac. theol. professor filius hujus regii conventus S. Dominici de Neapoli. Fuit concinnator egregius, et gratiosissimus.*

Vincent Correrio de Camerota fut le dernier évêque *in partibus* de Bethléem de Judée.

Mais les souverains pontifes continuèrent de nommer des évêques d'Ascalon : c'est ainsi que Mgr LÉON MEURIN (1), vicaire apostolique de Bombay, évêque *in partibus* d'Ascalon, se rendit à Rome en 1869 et assista au concile du Vatican.

Après avoir interrompu un instant notre récit pour donner quelques explications qui nous paraissaient nécessaires, nous allons maintenant reprendre au douzième siècle, où nous l'avons laissée, l'histoire de l'église de Bethléem.

IV.

RAOUL.

Le patriarche de Jérusalem, Guillaume, était mort le 27 septembre 1145 (2), et on avait nommé à sa place Foucher, archevêque de Tyr. Lorsqu'il s'agit de donner à Foucher un successeur pour le siège qu'il venait de quitter, les avis des électeurs se partagèrent. Les uns voulaient avoir pour arche-

(1) Nous ne saurions omettre d'offrir à Mgr Meurin nos respectueux remerciements pour la bonté que Sa Grandeur a bien voulu avoir de nous faire transmettre par le savant P. Rattinger, ancien élève du Collège germanique à Rome et auteur de travaux remarquables sur les évêchés du monde catholique, de précieuses notes relatives aux sièges de Bethléem et d'Ascalon. Nous prions le R. P. Rattinger de daigner agréer également l'hommage de notre profonde gratitude.

(2) Ou peut-être 1144. PAGI, 1146, XXV.

vêque l'Anglais RAOUL, chancelier du roi : c'était un homme instruit, bien fait de sa personne, mais de mœurs trop séculières. Le roi et Mélisende, sa mère, approuvaient ce choix. Les autres, au contraire, et parmi ces derniers on comptait Jean de Pise, archidiacre de l'église de Tyr, qui fut depuis cardinal sous le titre des saints Sylvestre et Martin, Bernard, évêque de Sidon, et Jean, évêque de Béryte, qui étaient en cela de l'avis du patriarche de Jérusalem, s'opposèrent à la nomination de Raoul, et appelèrent au Pape de cette élection que, envers envers et contre tous, voulaient faire les partisans du roi. « Il advint toutesfois », lisons-nous dans la traduction de Gabriel du Préau (1), « nonobstant toutes les oppositions » et appellations qu'ils purent mettre en avant et alléguer, » que ledit chancelier obtint à toute force ce qu'il prétendoit : » de façon qu'il envahit ladite église et tous ses biens, et en » demeura possesseur l'espace de deux ans, jusques à tant que » par le souverain Evesque de Rome, en la présence des » parties, la cause fut décidée, et par la sentence que le pape » Eugene (III) en donna, celle du chancelier mise au » néant. »

Mais quelques années plus tard, l'Anglais Nicolas Breakspeare étant devenu pape sous le nom d'Adrien IV, il appela à l'évêché de Bethléem le chancelier RAOUL, qui devint ainsi le successeur de Gérard.

Raoul occupait le siège de Bethléem en 1157, lorsque mourut le patriarche Foucher. Tous les prélats de Palestine s'étant assemblés pour lui donner un successeur, selon les statuts et les ordonnances de l'Eglise, il advint que, contre toutes les règles établies, et par le seul crédit de la reine Mélisende et de Sibylle, comtesse de Flandre, sœur du roi, on appela au patriarchat le prieur du Saint-Sépulcre, Amaury, natif de Nesle, en France. A son tour, l'évêque de Bethléem, Raoul, s'opposa à cette élection ; l'archevêque de Césarée se joignit à lui, et tous deux en appelèrent au Pape. Amaury n'en prit pas moins possession de son siège, et chargea Frédéric, évêque

(1) Guill. DE TYR, liv. XVI, ch. xvii, traduit par Gabriel du Préau.

d'Acre, d'aller exposer sa cause au Souverain Pontife. Adrien IV confirma le patriarche dans sa nouvelle dignité et lui accorda le *pallium* (1).

Ce fut pendant que Raoul était évêque de Bethléem et chancelier du royaume de Palestine que, le 10 février 1163, mourut Baudouin III, qui eut pour successeur son frère Amaury, comte de Jaffa et d'Ascalon (2).

Peu de temps après l'avènement du nouveau roi, Raoul fut, avec Frédéric, évêque d'Acre, envoyé auprès de Regnault de Châtillon, pour réprimander vivement ce prince sur les mauvais traitements qu'il faisait subir au patriarche d'Antioche.

Dès qu'il eut été couronné des mains du patriarche de Jérusalem, Amaury se mit à la tête de ses troupes et marcha sur l'Égypte, qu'il força d'abord de lui demander la paix. Mais il lui fallut bientôt retourner dans ce pays. A cette époque, en effet, la guerre civile régnait en Égypte, où deux vizirs, Dargan et Sanar, se disputaient le pouvoir. Vaincu par son rival, Sanar implora le secours de Noureddin, qui lui envoya une armée conduite par l'émir Syracone. De son côté, Dargan appela à son aide le roi de Jérusalem. Dès la première rencontre, Dargan fut tué. Ainsi délivré de son rival, Sanar voulut renvoyer les soldats de son allié ; mais la division s'éleva aussitôt entre Syracone et Sanar qui, à son tour, mit son dernier espoir dans les armes d'Amaury.

Syracone, après avoir résisté pendant trois mois aux attaques d'Amaury et du vizir, reprit le chemin de Damas. Mais il revint bientôt avec une nouvelle armée, car Noureddin, son maître, avait résolu de s'emparer de l'Égypte.

Amaury, qui avait renouvelé son traité d'alliance avec Sanar, rencontra Syracone sur les confins du désert (1167). Le combat resta incertain, néanmoins les ennemis s'emparèrent de tout le butin des chrétiens. Raoul, évêque de Bethléem, fut grièvement blessé dans cette bataille. Voici en quels termes

(1) Guill. DE TYR, liv. XVIII, ch. xx.

(2) Comp. MANSI et PAGI, 1173, IV et VI.

s'exprime à ce sujet Guillaume de Tyr : « Nostre venerable » frere aussi le sieur Radulphe, archevesque (*sic*) de Bethleem » et chancelier du roy, auquel nous avons succédé au mesme » estat de chancelier, ayant suyvi le roy en ceste expédition, » y fut griesvement navré. et perdit en ceste meslée tout » entièrement son bagage (1). »

Quelque temps après, Saladin, neveu de Syracone, ayant franchi à la tête de ses soldats les frontières de la Palestine, Amaury marcha contre lui, et l'évêque de Bethléem accompagna encore son roi dans cette nouvelle expédition.

L'histoire nous rapporte également que Raoul portait la vraie croix devant les soldats chrétiens lorsqu'ils vinrent au secours de la ville de Petra, qui était assiégée par Noureddin (2).

Mais, nous dit Guillaume de Tyr, « le printemps prochainement ensuyvant, nostre venerable frere, le sieur Radulphe, d'heureuse memoire, evesque de Bethleem et chancelier du royaume, qui estoit un fort libéral, doux et gracieux » homme, quitta ceste vie mortelle pour la jouyssance qu'il » prétendoit de l'éternelle, et fut honorablement inhumé dans » le chapistre de son eglise (3). » Il mourut, d'après le même auteur, la même année que Nouredin et le roi Amaury, vers le mois d'avril 1173.

Il est bien probable que cette date de 1173 s'est trouvée altérée dans les manuscrits de l'*Histoire de la guerre sainte*, et que nous devons lire 1174. En effet, parmi les diplômes émanant du roi Amaury, nous en trouvons un de 1174 (*in Codice Melitensi*, t. I^{er}, p. 244), qui se termine ainsi : *Datum est Accon per manum Radulphi episcopi Bethleem regisque cancellarii die XIII Kal. maii, anno ab incarnatione Domini MCLXXIII, Indictione VII* (4). De plus, d'après Guillaume de Tyr lui-même, Raoul mourut la même année que Nouredin et le roi

(1) Guill. DE TYR, liv. XIX, ch. xxv, trad. par Gab. du Préau.

(2) *Ibid.*, liv. XX, chap. xxviii.

(3) *Ibid.*, liv. XX, ch. xxxii, trad. de Gab. du Préau.

(4) C'est-à-dire le 18 avril.

Amaury; or, dans le recueil que nous venons de citer se trouve également, page 243, une charte d'Amaury, portant la date de juin 1174. Ajoutons encore que Guillaume de Nangis, dans sa *Chronique*, nous dit positivement que Noureddin et Amaury ne moururent qu'en 1174.

Une charte de 1170, que D. Martin Marrier et André du Chesne ont insérée dans leur *Bibliotheca Cluniacensis* (1), fait mention de notre évêque de Bethléem, qui, avec le roi et plusieurs prélats de Palestine, était présent lorsque Guillaume, évêque d'Acre, permit aux religieux de Cluny d'élever dans son diocèse un monastère de leur ordre.

Le P. Nau (2), dans le *Nouveau voyage de la Terre-Sainte*, rapporte l'inscription suivante, qu'il affirme avoir vue dans l'église de Bethléem, et qui prouverait, selon lui, que la plupart des ornements qui se trouvaient dans la cathédrale Notre-Dame avaient été faits par ordre des rois français de Jérusalem : *Absolutum est hoc opus per Ephrem pictorem, et musivi operis artificem, sub imperio Emmanuëlis magni Imperatoris Porphyrogenitæ Comneni, et in diebus magni regis Hierosolymorum Domini Ammorii, et Sanctissimi Episcopi S. Bethlehem Domini Raulineti, anno 677, indict. 2.* (Cet ouvrage a été achevé par Ephrem, peintre et maître ouvrier en mosaïque, sous l'empire du grand empereur Emmanuel Comnène Porphyrogénète, et du temps du grand roi de Jérusalem, le seigneur Amaury, et du très-saint évêque de la sainte Bethléem, le seigneur Raulinet, l'année 677, deuxième indiction.) Nous reproduisons ici cette inscription, parce qu'elle date de l'époque de notre évêque Raoul (le mot Raulinet est assurément un dérivé de Raoul) (3). L'année 677 est indiquée, non pas d'après l'hégire, comme le dit à tort le P. Nau, mais d'après l'ère mondaine de Constantinople, dont on a omis le millésime; et

(1) MARTINUS MARRIER et ANDREAS QUERCETANUS, *Bibliotheca Cluniacensis*, Lutetiæ Parisiorum, 1614, col. 1431 et 1432, an. 1170.

(2) Le P. NAU. *Voyage nouveau de la Terre-Sainte*. Paris, 1744, ch. x : de Bethlehem.

(3) Ainsi Raoul a formé Raoulin ou Raulin, d'où Raulinet.

on a ainsi l'année 6677, deuxième indiction, qui correspond à l'année 1169 de Jésus-Christ. Or, on le sait parfaitement, Manuel Comnène régna à Constantinople de 1143 à 1180, Amaury I^{er} fut roi de Jérusalem de 1163 à 1174, et Raoul, qui occupait déjà le siège de notre église en 1157, ne le quitta qu'à sa mort, en 1174.

Toutefois, l'inscription que nous a conservée le P. Nau donne lieu à une assez grave difficulté, si on la rapproche de ce qu'en dit Le Quien dans son *Oriens christianus* (1). D'après Dosithée, Le Quien y lit, non pas le nom de Raulinet, mais celui de *Raguel*, dont il fait un *évêque grec de Bethléem*; Ephrem, peintre et ouvrier en mosaïque, devient Ephraïm, moine et historiographe; mais il conserve la date 6677-1169.

Voilà donc deux versions, dont la première est, sans contredit, de beaucoup préférable à l'autre et a le mérite de s'expliquer plus naturellement.

Le nom de Raguel a fait commettre une erreur à plusieurs savants auteurs. Ils ont vu dans un prélat de ce nom le successeur de Raoul, et lui ont fait occuper le siège de Bethléem dès l'année 1169. Nous nous permettons de faire observer à cet égard que les nombreux renseignements que Guillaume de Tyr nous a transmis relativement à Raoul, qu'il remplaça comme chancelier du royaume de Palestine, nous empêchent positivement de supposer que Raguel, s'il a existé en l'année 1169, ait été *évêque latin de Bethléem*.

V.

ALBERT L'HERMITE.

Lorsqu'il leur fallut désigner un nouvel évêque pour remplacer Raoul à Bethléem, les électeurs furent long-temps sans

(1) LE QUIEN, *Oriens christ.*, t. III, p. 641 et suiv.

pouvoir s'accorder. Il en résulta de grands dommages pour cette église qui, pendant plus d'un an, fut privée de pasteur (1). Ce ne fut qu'en 1175, la seconde année du règne de Baudouin IV, fils et successeur d'Amaury, que l'on appela enfin à l'évêché ALBERT L'HERMITE, qui, quelques années plus tard (vers 1191), devait devenir patriarche de Jérusalem. Originaire du diocèse d'Amiens, Albert était de la famille de Pierre l'Hermite. Le degré de parenté qui l'unissait à ce personnage célèbre étant indiqué chez les auteurs latins par le mot *pronepos*, on ne saurait exactement dire s'il fut son arrière-petit-neveu ou bien son arrière-petit-fils ; car plusieurs historiens rapportent que ce ne fut qu'après la mort d'Anne de Roussy, sa femme, dont il eut plusieurs enfants, que l'illustre prédicateur de la première croisade se jeta dans la solitude.

Le P. d'Oultreman (2) nous enseigne que Pierre l'Hermite ne fut pas ainsi appelé à raison de sa vocation ou état ecclésiastique, mais que ce nom fut celui de ses ancêtres, qui l'avaient pris sans doute de la terre et de la seigneurie de l'Hermitage ou de l'Hermite, près du château de Souliers, en la Haute-Marche ; et Guillaume de Tyr, en parlant du même personnage, nous apprend également que Pierre *était hermite et de nom et d'effet* (*Petrus qui et re et nomine cognominabatur Heremita*) (3).

Le P. d'Oultreman n'hésite pas à voir dans notre évêque Albert l'arrière-petit-fils (4) de Pierre l'Hermite, et il trace comme suit sa généalogie :

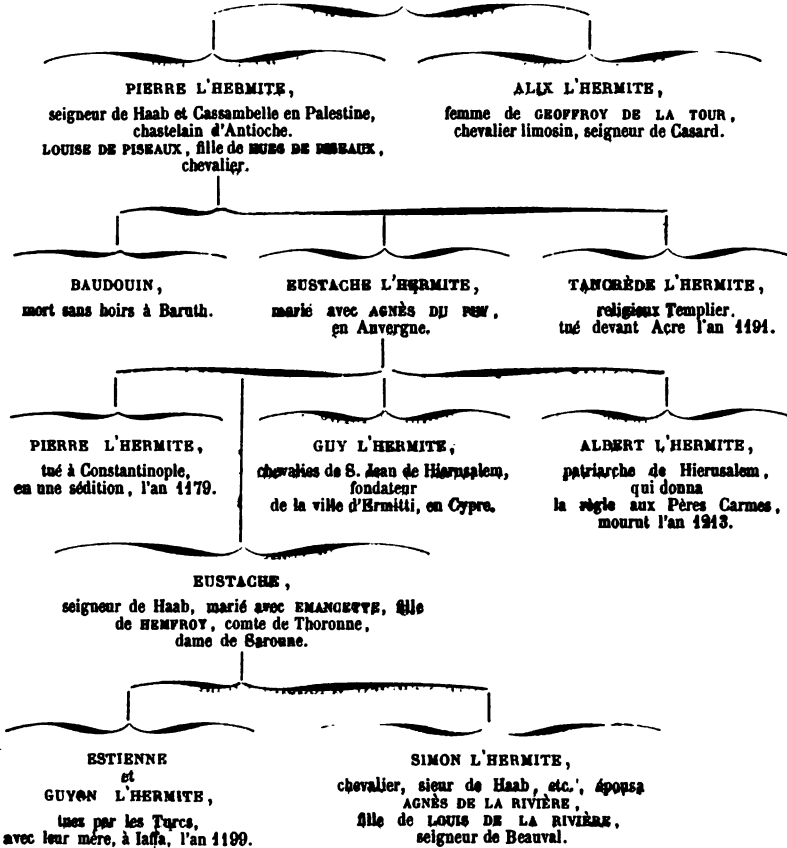
(1) Guill. DE TYR, liv. XX, chap. xxxii.

(2) Le P. Pierre D'OULTREMAN, *la Vie du vénérable Pierre l'Hermite*. Paris, 1645.

(3) Guill. DE TYR, liv. I^{er}, chap. xi.

(4) L'abbé Fleury est également de cet avis. « Albert, nous dit-il, » étoit arrière-petit-fils de Pierre l'Ermite, auteur de la première croisade. » (*Hist. ecclésiast.*, t. XV, p. 533.)

« PIERRE L'HERMITE, issu des comtes de Clermont, d'au-
phins d'Auvergne, auteur de la première croisade et pre-
mier vice-roy de Ierusalem, épousa Beatrix de Roucy.



» etc., etc. »

Il nous a été conservé par le P. d'Oultreman un épitha-
lame curieux qui, selon lui, aurait été composé au quinzième
siècle, à l'occasion du mariage d'Etienne l'Hermite, chevalier,
seigneur de La Fage, et de Catherine de La Croix. Dans cette
pièce de vers, dont nous ne reproduirons que quelques stro-

phes, l'auteur, Jean Le Bouteiller, seigneur de Froidmont, n'oublie pas de mentionner l'évêque de Bethléem :

.
 Au temps que les chrestiens d'ungne grande hardiesse
 R'ostarent hors des mains, à l'instigation
 D'ung dit Pierre l'Hermite, sous Gauffroy de Bouillon
 Des pervers Sarrasins la terre de promesse.

Lequel Pierre vescu en bon renom et fame,
 Parquoy en son absence ce bon roy Godefroy
 A la sainte cité le laissa pour vice-roy
 Et au moustier qu'il feist à Huy gist sous sa lame.

Que diray-ie de vous compagnon de Tancrede
 Pieron fils dudit Pierre, et d'une de Roussi,
 Au siege d'Antioche n'aviez vo' grand souchi
 Du pauvre ost baptizét, qui pour la faim recède ?

Chertes de le vouloir denier i'auroy honte ;
 Car au peuple infidel avec un camp volant ,
 Vous rostastes les vivres, en leurs fort efforchant,
 Pour chasser aux amis la faim qui les surmonte.

L'evesque de Bethlem Albert que ie remarque
 Entre aultres avec quinze esleutz fut eliseur,
 Qui feirent ung Flameng de Bizanche empereur,
 Et puis fuist de Salem l'unziesme patriarche.

Après ie vois un aultre seigneur d'ichelle rache,

Nous ne rechercherons pas si, comme le disent le P. d'Oultreman et Jean Le Bouteiller, Pierre l'Hermite fut jamais vice-roi de Jérusalem ; mais il est important de relever les erreurs commises au sujet de l'évêque de Bethléem Albert. Tout d'abord, dans la généalogie de notre prélat, nous lisons que, devenu patriarche de Jérusalem, Albert donna la règle aux Carmes, et mourut en 1213. Le père d'Oultreman prend le personnage dont il est question pour Albert de Verceil qui, quelques années plus tard, occupa aussi le siège patriarcal de Jérusalem et fut assassiné en 1214. Bien que l'histoire ne

nous ait point conservé la date de la mort d'Albert l'Hermite, il est certain qu'elle arriva beaucoup plus tôt, puisque dès 1194, selon Guillaume Le Breton, Monaco fut élu au patriarcat, à la place de Michel de Corbeil, qui n'avait pas voulu accepter cette dignité. Et même, d'après les *Acta Sanctorum* (mai, t. III, p. LII), qui du reste ne mentionnent pas Albert l'Hermite, parce que le P. Papebroch a cru qu'il n'était autre que Albert de Verceil, il faudrait encore placer avant Monaco un autre patriarche du nom de Sulpice.

Comme plusieurs auteurs ont confondu Albert l'Hermite et Albert de Verceil, nous dirons quelques mots du dernier en terminant ce chapitre.

Quant à Jean Le Bouteiller, c'est à tort qu'il parle d'Albert l'Hermite comme ayant été un des électeurs de Baudoin de Constantinople. Nous verrons plus loin que les électeurs ne furent que douze. Et, d'après l'*Art de vérifier les dates*, Albert l'Hermite aurait été le dixième (et non pas, comme le dit le seigneur de Froidmont, le onzième) patriarche de Jérusalem, à moins cependant que, parmi les prélats qui ont gouverné cette église, on compte Ebremar, à qui l'on avait injustement donné le siège de Daimbert.

Le P. d'Oultreman paraît attacher la plus grande importance à une médaille qui aurait, dit-il, appartenu à Philippe II d'Espagne, et qui se trouvait de son temps entre les mains d'un sieur de Bettissart. Voici la définition qu'en donne l'auteur précité : D'un côté, elle représente les armoiries d'Albert l'Hermite. L'écu, mitré, est traversé des bâtons pastoraux d'évêque et de patriarche, et chargé d'un dizain de chapellet posé en chevron, accompagné de trois quintefeuilles, avec le chef de Jérusalem. En légende, on lit : ALBERTVS : PATRI : HIEROSO (1). (*Albert, patriarche de Jérusalem*), avec la date 1206 — ANNO M. CCVI. — Au revers, il y a au centre une église à deux tourelles ; et à l'entour, deux cercles d'écriture : le moindre contient ces mots : NUMVS . PEREGRINOR . (2) (*mon-*

(1) Albertus patriarcha Hierosolymitanus.

(2) Numus peregrinorum.

naie ou pièce d'argent des pèlerins; et dans le plus grand est écrit : *HIEROS. A. SARA. CAP. SED. ACC. TRANS.* (1) (*Jérusalem étant pris par les Sarrasins, et le siège transporté à Acre*). « Il » est assez croyable, ajoute le P. d'Oultreman, que ceste médaille servoit lors de sauf-conduit aux pelerins, qui alloient » visiter les Saints-Lieux : ou bien on la leur donnoit au » retour de la Palestine, ou pour tesmoignage, ou pour me- » moire de leur voyage. »

Mais malgré l'opinion d'Aubert Le Mire (2) et celle de Gretser (3), nous nous rangeons d'autant plus facilement à l'avis d'Ughelli (4), qui regarde cette médaille comme apocryphe, que si les armoiries sont bien celles de la famille de Pierre l'Hermite (5), il est certain que, en 1206, le patriarche de Jérusalem était Albert de Verteil : les documents nombreux que l'on possède relativement à ce prélat, et surtout les lettres du pape Innocent III, ne nous laissant aucun doute à ce sujet.

(1) *Hierosolyma a Saracenis capta, sede Acconem translata.*

(2) *Rerum toto orbe gestarum chronica, edita operâ Auberti Miræi.* Antverpiæ, 1608, p. 170.

(3) GRETSERI Jacobi opera, t. III, *Hortus Crucis*, p. 97.

(4) UGHELLI. *Italia sacra*, éd. de Rome, t. IV, col. 1097.

(5) Nous donnons ici, d'après divers auteurs, les armes de la famille l'Hermite :

De sinople, au dizain ou patenostre d'or enfilé et huppé de même, et mis en chevron; accompagné de trois quintefeuilles d'argent percées, deux en chef, et l'autre en pointe: au chef de Jerusalem. (Le P. D'OUTREMAN.)

De sinople, au dizain de chapelet posé en chevron finy de deux houppes, la croix en chef d'or, et accompagné de trois quintefeuilles d'argent. (PALLIOT, *Science des armoiries*, p. 96.) C'est ainsi que sont représentées les armes de Pierre l'Hermite, dans la salle des croisés, à Versailles.

Ecartelé, aux 1^{re} et 4^e de sinople, à un dizain de chapelet posé en chevron, fini de deux houppes d'or, accompagné de trois roses quintefeuilles d'argent, boulonnées d'or, deux en chef et une en pointe; aux 2^e et 3^e d'argent à trois bandes de gueules. (*Armorial général de France*, dressé en exécution des arrêts des 4 décembre 1696 et 23 janvier 1697. Bibl. Richelieu, mss. — Flandres, p. 769 et 770.)

D'azur, à trois chevrons d'argent, au chef de gueules chargé d'une croix de Jerusalem d'or, accompagnée de 4 croisettes de même.

Lorsque mourut le roi Amaury (1174), il aurait fallu une main puissante pour résister au redoutable Saladin qui, après avoir détrôné le fils de Noureddin, ne songeait qu'à ajouter à ses états le royaume de Jérusalem qu'il convoitait depuis longtemps. Malheureusement, Baudouin IV était fort jeune et malade de la lèpre. Milon de Plancy et Raymond de Tripoli furent successivement régents du royaume; mais ils laissèrent accroître la puissance de Saladin, sans songer à s'allier à ses adversaires. Aussi, le nouveau sultan du Caire et de Damas put-il bientôt s'avancer avec une armée considérable, en ravageant tout sur son passage.

Le jeune roi Baudouin venait de prendre en main les rênes du gouvernement. N'osant pas se mesurer avec un ennemi aussi redoutable, il s'était retiré avec sa petite armée dans la ville d'Ascalon. Cependant, les chrétiens invoquèrent le Seigneur, et, précédés du bois de la vraie croix que portait Albert l'Hermite, évêque de Bethléem, ils firent à l'improviste une sortie tellement impétueuse, que les troupes de Saladin furent taillées en pièces (1).

Quelque temps après, Albert l'Hermite se rendit à Rome pour assister au troisième concile de Latran (celui dans lequel on régla l'élection des Papes), qui eut lieu en 1179, sous le pontificat d'Alexandre III. Dès l'année 1177, Albert avait été convoqué à cette assemblée de l'Église, avec les autres prélats d'Orient; et au mois d'octobre 1178, pour se rendre à l'appel du Souverain Pontife, il se mit en mer avec Guillaume, archevêque de Tyr (2); Héraclius, archevêque de Césarée;

(*Nobiliaire de Picardie*, bibl. de l'Arsenal, n° 746 bis des mss. *Hist. Fr.* — Voir aussi un autre nobiliaire de Picardie, ms. 1745, n° 767, *Hist. Fr.*, à la même bibl.)

A la bibliothèque de l'Arsenal, un ancien armorial des croisades donne à Pierre l'Hermite : *De sinople, au chapetel d'or posé en chevron, accompagné de trois quintefeilles d'argent boutonnées d'or; et à dom Albert l'Hermite, evesque de Bethlem et depuis XI patriarche de Hierusalem*: DE SINOPLÉ, A TROIS QUINTEFEUILLES D'ARGENT BOUTONNÉES D'OR. (Ms. sur papier, du seizième siècle, n° 778, *Hist. Fr.*)

(1) Guill. DE TYR. liv. XXI, ch. XXII.

(2) *Ibid.*, liv. XXI, ch. XXVI.

Raoul, évêque de Sébaste ; Josse, évêque d'Acre ; Romain, évêque de Tripoli ; Pierre, prieur du Saint-Sépulcre ; Reynier, abbé du Mont-de-Sion. Dom d'Achery qui, dans son *Spicilège*, cite les prélats qui furent présents au concile, inscrit le nom d'Albert (*Albertus Beellemitanus Episcopus*) après celui de Pierre, prieur de Jérusalem, qui remplaçait le patriarche (1).

En 1182, Albert l'Hermite dut aller à Antioche, pour y rétablir la paix qui avait été troublée par les désordres auxquels se livrait Bohémond. Ce prince, irrité contre le patriarche d'Antioche qui l'avait excommunié, s'était mis à persécuter les évêques du pays en les faisant jeter en prison, en ravageant leurs biens et en pillant les monastères et les églises. Le roi et les grands de la cour s'assemblèrent pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire pour rétablir la tranquillité publique ; et il fut décidé que le patriarche de Jérusalem, accompagné de l'évêque de Bethléem, Albert l'Hermite, de Regnault de Châtillon, et de plusieurs autres personnages, irait traiter avec Bohémond. La paix fut conclue, mais pour ne durer que peu de temps, car, persistant dans ses dérèglements, le prince alla bientôt jusqu'à chasser de ses états plusieurs de ses principaux officiers qui ne pouvaient approuver sa conduite.

C'est ainsi que la discorde régnait le plus souvent dans la Palestine ; et le malheureux Baudouin IV, qui venait de perdre la vue, ne pouvait plus s'occuper des affaires de l'Etat : chaque jour le royaume de Jérusalem s'affaiblissait davantage.

Tandis que le siège de Bethléem était occupé par Albert l'Hermite, Ubalde Lanfranchi, archevêque de Pise, fit donation à notre évêché de tous les biens dépendant de l'église Saint-Martin de Vetula, près Pise, pour que Albert et ses successeurs pussent y habiter avec leurs clercs et percevoir les revenus de cette église au profit de la cathédrale de Bethléem.

(1) D'ACHERY, *Spicilège*, t. XII, p. 638 et 643 : « Addenda concilio » Lateranensi præsidente Alexandro papa III..... Provincie Palestinæ » primæ : Petrus Jerosolymitanus ecclesiæ prior loco patriarchæ, Albertus Beellemitanus episcopus. »

L'archevêque de Pise ne se réservait que le droit de patronage, et on devait lui payer chaque année, au mois d'août, une certaine somme (*debeant..... dare censum bonos bisantios Massumitinos quator*) à titre de cens. Ughelli, dans son *Italia sacra*, nous a conservé l'acte de cette donation (1), qui porte la date du

(1) « *In nomine Domini Nostri Jesu Christi Dei æterni. Anno ab incarnatione ejus 1186. X kalend. januarii, indictione quarta. Ad veritatis evidentiam in perpetuum, cujusdam dationis, atque cessionis factæ a domino Ubald, divina gratia Pisanorum archiepiscopo, totius Sardinie primate, et Romanæ ecclesiæ legato, ecclesiæ Sanctæ Mariæ in Bethleem scriptum memoriale firmiter valiturum tale, et hujusmodi, nos siquidem præmemoratus Ubaldus Dei gratia, Pisanæ ecclesiæ archiepiscopus, ob reverentiam ad ecclesiam Sanctæ Mariæ de Bethleem, per præsentis scripti paginam tibi dilecto fratri Nicolao subdiacono, et canonico ipsius ecclesiæ nomine ejusdem ecclesiæ Santæ Mariæ in Bethleem recipienti, et pro dilecto fratre nostro Alberto episcopo prædictæ ecclesiæ, damus, atque concedimus ecclesiæ Sancti Martini sitam prope Pisanam civitatem, in loco qui dicitur Vetula cum suis bonis, et rationibus, ut ipse episcopus, et ejus successores possint in eadem cum suis clericis habitare, et ecclesiam illam, et res, ac bona ejus regere, et custodire, et ea, et bonis, atque rebus ejus ad utilitatem ipsius ecclesiæ de Bethleem uti, salvo in omnibus, et reservato nobis jure patronatus, et tu fr. Nicolaus, et alii clerici, qui in ipsa ecclesia de Vetula erunt, debeant nobis, nostrisque successoribus obedientiam promittere, et facere, salva reverentia prædicti episcopi, et canonicorum ejus, et tu, vel alii clerici, qui ibi erunt non debeant impedire, vel molestare ecclesiam Sancti Petri de gradu de decimis, et pœnitentiis, atque sepulturis totius populi de Vetula, vel de tota parochia Sancti Petri de gradu, quin habeat ea omnia ecclesia Sancti Petri, et omni anno semper per totum mensem Augusti tu, et cæteri clerici, qui in ipsa ecclesia Sancti Martini præerunt, debeant nobis, nostrisque successoribus dare censum bonos bisantios Massumitinos quator, et omnia prædicta præfatus episcopus cum suo capitulo debeant rata habere, et scripto publico firmare, et si omnia, quæ supra leguntur observata nobis, nostrisque successoribus non erunt, hæc datio, et cessio irrita fiat, et ad nos revertatur, nisi nostra concordia, et voluntate remanserit. Hæc omnia prædictus dominus archiepiscopus per se, suosque successores præfato fratri Nicolao observare per stipulationem promissit. Et ipse fr. Nicolaus similiter per stipulationem ipsi domino archiepiscopo observare, et firma tenere promissit, et ad hujus rei confirmationem hæc omnia prænominatus D. archiepiscopus, et*

« dixième jour avant les calendes de janvier de l'année 1186 ». Albert l'Hermite y est représenté par Nicolas, sous-diacre et chanoine de l'église Saint-Martin de Vetula.

En mourant (1185), Baudouin IV laissa le sceptre au fils de sa sœur Sibylle, Baudouin V, alors âgé de neuf ans, qu'il avait fait couronner dès 1181; mais cet enfant lui survécut une année à peine, et Gui de Lusignan devint roi par le crédit de Sibylle, sa femme, héritière du trône.

Les divisions intestines continuèrent à pousser le royaume vers sa ruine. Gui de Lusignan ayant déclaré la guerre à Raymond de Tripoli qui ne voulait pas reconnaître son autorité, ce dernier, dans sa colère, se mit sous la protection de Saladin. Les troupes du sultan envahirent aussitôt la Palestine. Raymond se repentit bientôt d'avoir appelé à son secours un si dangereux allié; en vain il se réconcilia avec le roi de Jérusalem : il n'était plus temps d'arrêter le flot envahisseur.

L'armée des chrétiens et l'armée des Turcs se rencontrèrent à Tibériade, le 2 juillet 1187. Après un combat qui dura deux jours, les chrétiens furent entièrement défaits, et Saladin emmena Gui de Lusignan en captivité. Dans cette bataille tristement célèbre, le bois de la vraie croix était porté par

» fr. Nicolaus me Uguccionem familiatum judicem, et notarium sacri
 » palatii scribere rogaverunt. Actum Pisis in Curia D. archiepiscopi
 » præsentibus D. Mariniano presbytero, et capellano D. archiepiscopi,
 » et presbytero Guidone Sancti Christophori de Ponte, et presbytero
 » Guidone, et Rainerio canonicis ecclesiæ Sancti Sixti, et Ildeprando
 » Villano canonico, atque cancellario clerico filioq. Orzaroli, et Ni-
 » gello causidico filioq. Petri Pagani, Matthæo, atque Rolando jurispe-
 » ritis de Sancto Germiniano, qui ad hæc intervenerunt rogati testes
 » intelligendum est, quæ hæc omnia jam dictus D. Albertus episcopus
 » debeat cum suo capitulo publico scripto firmare infra hinc quinque
 » annos, et dare, vel dari facere præfato D. archiepiscopo, vel suo
 » nuncio. *Ego Uguccio familiatus vice D. Ubaldi archiepiscopi, qui*
 » *præfalam crucem fecit, ejus præcepto subscripsi.* — *Ego Uguccio*
 » *familiatus D. Imperatoris Federici judex ordinarius, et sacri Lale-*
 » *ranensis palatii notarius præscriptis omnibus interfui, et mandato*
 » *prælibati D. archiepiscopi, et Nicolai prædicti subdiaconi ad perpe-*
 » *tuam memoriam, ad firmitatem omnia scripsi, et complevi* » (UGHELLI,
Italia sacra, éd. de Rome, t. III, col. 485.)

l'évêque d'Acre. Ce prélat ayant été tué, la précieuse relique tomba au pouvoir de l'ennemi. Les annales du monastère d'Anchin (1), contrairement à ce qui est généralement enseigné par les autres chroniques, rapportent que ce fut Albert de Bethléem, et non pas l'évêque d'Acre, qui périt à Tibériade en tenant la vraie croix : cette version est inadmissible, car plusieurs années après on voit Albert l'Hermite reparaitre dans l'histoire.

Devenu maître des villes de Tibériade, Acre, Jaffa, Naplouse, Césarée, Nazareth, Sidon, Béryte, Ascalon, Bethléem, Saladin marcha sur Jérusalem, qui lui ouvrit ses portes le 2 octobre 1187.

Les chrétiens ne possédaient plus en Orient que trois villes importantes : Antioche, Tyr et Tripoli, lorsque Guillaume de Tyrse rendit en Europe pour y prêcher la troisième croisade. L'empereur Frédéric Barberousse partit pour la Terre-Sainte, en 1189. Il avait déjà vaincu plusieurs fois les Turcs, lorsqu'il se noya dans une rivière de Cilicie. Le découragement s'empara aussitôt de ses soldats ; et lorsque Frédéric de Souabe (2), qui avait pris le commandement des Allemands, arriva sous les murs d'Acre, dont Gui de Lusignan avait, à peine rendu à la liberté, entrepris le siège, son armée se trouvait réduite à quelques milliers d'hommes. Le roi de France et le roi d'Angleterre avaient pris également la croix : Philippe-Auguste aborda en Orient le 20 avril 1191, et Richard Cœur-de-Lion, après s'être arrêté en l'île de Chypre, dont il fit la conquête, arriva à son tour devant Acre. Ce ne fut qu'au mois de juillet 1191, après un siège de près de trois ans, que cette ville se rendit par composition. Philippe repartit aussitôt pour la France. Quant à Richard, il continua la guerre contre Saladin, mais il ne réussit qu'à obtenir une trêve de quelques années. Les Turcs reconnurent aux chrétiens la possession

(1) Dom BRIAL, *Recueil des historiens de France*, t. XVIII, p. 540. *Ex annalibus aquincinctensis monasterii*, Anno 1187.

(2) Frédéric de Souabe mourut pendant le siège d'Acre, le 20 janvier 1191.

de la côte depuis Jaffa jusqu'à Tyr, et leur permirent d'aller faire leurs dévotions à Jérusalem.

La prise de Bethléem (1) par Saladin, en 1187, avait privé Albert l'Hermite de la possession de son église; mais le prélat n'en resta pas moins en Palestine, et nous le voyons, sous les remparts d'Acre, endosser la cuirasse et, avec les archevêques de Pise, de Ravenne, de Nazareth, de Cantorbéry et de Besançon, marcher au combat à la tête des troupes.

Albert l'Hermite contribua puissamment à l'établissement de l'ordre teutonique. Tandis qu'on assiégeait la ville d'Acre, quelques croisés de Brême et de Lubeck, qui avec des toiles de vaisseau avaient formé une tente pour recevoir les malades de leur nation, résolurent, aidés de plusieurs seigneurs allemands, de former un troisième ordre militaire à l'imitation de celui du Temple et de celui de Saint-Jean de Jérusalem. Le roi, le patriarche Héraclius, les archevêques de Tyr, de Nazareth et de Césarée, l'évêque de Bethléem, l'évêque d'Acre, le grand maître du Temple et le grand maître des Hospitaliers approuvèrent ce dessein, et le Pape confirma plus tard le nouvel ordre, par une bulle du 23 février 1192.

Héraclius mourut pendant le siège d'Acre, et Célestin III lui donna pour successeur au siège de l'église de Jérusalem Albert l'Hermite, qu'il faut avoir soin, comme nous l'avons dit plus haut, d'après les judicieuses remarques d'Ughelli (2), du P. Pagi (3), du P. Hélyot (4), etc., de ne pas confondre avec Albert de Verceil qui ne devint patriarche de Jérusalem qu'en 1204 (5).

Le P. Papebroch (6), qui dans la chronologie qu'il donne des patriarches de Jérusalem, ne mentionne pas Albert l'Her-

(1) DOM BRIAL, *Recueil des hist. de France*, t. XVII, p. 476. *Ex Benedicti Petroburgensis vita Henrici II Angliæ regis. Anno 1187.*

(2) UGHELLI, *Italia sacra*, éd. de Rome, t. IV, col. 1097.

(3) PAGI, 1191, XVIII.

(4) HÉLYOT, *Hist. des ord. mon.*, t. I^{er}, ch. XLII, p. 313.

(5) Voir l'*Art de vérifier les dates*, chronologie des patriarches latins de Jérusalem.

(6) *Acta sanctorum, mai*, t. III, p. LII.

mite, prétend que tous les auteurs ont gardé le silence sur l'époque de la mort de Héraclius. Cette assertion est d'autant plus étonnante, que l'historien Benoît de Peterborough (1), les chroniqueurs Jean Bromton (2) et Roger de Hoveden (3), nous disent positivement que « pendant le siège d'Acre moururent : la reine Sibylle, les archevêques de Cantorbéry, de Besançon et de Nazareth, ainsi que le *patriarche de Jérusalem, Héraclius*. » Et de plus, nous lisons dans l'interpolation de la chronique d'Anchin (4) : *Anno Christi 1191 : Albertus Eremita, Petri Eremitæ, qui belli sacri auctor Urbano II. Pontifice fuit, pronepos, ex episcopo Bethlehemitano, patriarcha Hierosolymitanus, post Heraclium, à Cœlestino III. Papa constituitur*. (Albert l'Hermite, arrière-petit-fils (ou arrière-petit-neveu) de Pierre l'Hermite, l'auteur de la guerre sainte sous le pontificat d'Urbain II, fut, après Héraclius, appelé par le pape Clément III de l'évêché de Bethléem au patriarcat de Jérusalem.)

Albert l'Hermite, devenu patriarche de Jérusalem tandis que cette ville était au pouvoir des musulmans, choisit Acre pour sa résidence.

Nous avons indiqué plus haut ce qu'il était permis de supposer relativement à la date de sa mort.

Quant au bienheureux Albert, que l'on a confondu souvent avec Albert l'Hermite, il était né à Castro-di-Gualteri, en Italie, dans le diocèse de Parme. Après avoir été chanoine régulier, puis prieur du monastère de Sainte-Croix de Mortare, il fut élu évêque de Bobbio (5). En 1184 il devint évêque de Vercell, dont il occupa le siège pendant vingt années. A

(1) DOM Brial, *Recueil des hist. de France*, t. XVII, p. 512.

(2) JOANNES SELDENUS, *Historiæ anglicanæ scriptores antiqui*. Londini, 1652. *Chronicon Johannis BROMTON*, p. 1191.

(3) SAVILLE, *Rerum anglicarum scriptores*. Francofurti, 1601.—ROGER DE HOVEDEN, p. 685.

(4) AUBERT LE MIRE, *Chronica*, p. 247. *Ex auclario aquicinctino, anno 1191*.

(5) UGHELLI, *Italia sacra*, éd. de Rome, t. IV, col. 1295.

la mort de Monaco, le B. Albert fut, en 1204, appelé à remplacer ce personnage dans le gouvernement de l'église de Jérusalem. Le pape Innocent III (1) lui écrivit, le 17 février de l'année 1205, pour lui témoigner la joie qu'il ressentait de son élection, et l'engager à ne pas imiter le cardinal Soffredo qui avait refusé le patriarcat; puis, après l'avoir appelé à Rome, le Souverain Pontife lui donna le *pallium*, le créa son légat pour quatre ans et le combla de privilèges.

Albert s'embarqua à Gênes, aborda en Syrie en 1206, et s'établit à Acre, ville que les patriarches ses prédécesseurs avaient choisie pour leur résidence, depuis la perte de la capitale du royaume.

Vers l'an 1209, le B. Albert, à la demande de Brochard, supérieur des hermites du Mont-Carmel, donna à ces religieux la règle de leur ordre. C'est ainsi que ce saint prélat a mérité le titre de législateur des Carmes, qui l'honorent le 8 avril (2).

Ce patriarche avait été convoqué par le pape Innocent III au quatrième concile de Latran, qui devait avoir lieu en 1215 (Albert l'Hermitte avait assisté, en 1179, au troisième concile de Latran); mais il fut assassiné à Acre, pendant une procession, le 14 septembre 1214 (3).

VI.

PIERRE I^{er}.

Gui de Lusignan, qui s'était retiré dans l'île de Chypre, en 1192, avait eu pour successeur au trône de Jérusalem

(1) BALUZE, *Epistolarum Innocentii III libri undecim*. Paris, 1682. — DE BRÉQUIGNY et LA PORTE DU THEIL, *Diplomata, chartæ, epistolæ*, etc., t. II, p. 639, lettre CCXXII.

(2) BAILLET, *Vies des Saints*, au 8 avril.

(3) Les Carmes n'honorent le B. Albert que comme confesseur. Mais Philippe Ferrari l'a inséré (au 14 septembre) dans son *Catalogue des saints et bienheureux* omis dans le martyrologe romain.

Henri de Champagne. Ce dernier étant mort en 1197, Isabelle, sa veuve, seconde fille d'Amaury I^{er} et héritière du royaume, apporta la couronne à son quatrième époux, Amaury II de Lusignan, le nouveau roi de Chypre.

Les quelques succès remportés en Terre-Sainte par des croisés allemands avaient été inutiles, car à la nouvelle de la mort de l'empereur Henri VI (1197), les chefs de l'expédition avaient dû bientôt repasser la mer. Les chrétiens se trouvèrent donc de nouveau réduits à leurs seules forces, n'ayant d'autre protection qu'une trêve de trois ans qu'ils avaient conclue avec les Sarrasins; aussi envoyèrent-ils à Rome l'évêque d'Acre, pour solliciter des secours.

Innocent III résolut d'appeler encore une fois l'Europe à la défense des chrétiens d'Orient. Foulques de Neuilly fut le prédicateur de la quatrième croisade, qui eut pour chefs Boniface, marquis de Montferrat; Baudouin, comte de Flandre; Villehardouin, maréchal de Champagne. L'expédition se trouva bientôt détournée de son but. En effet, les croisés devaient se réunir à Venise; et le doge, à qui ils avaient promis 85,000 marcs d'argent et la moitié des conquêtes que l'on pourrait faire, s'était engagé à se joindre à eux, à fournir les vivres et à donner des vaisseaux pour passer en Syrie. Mais les nobles chevaliers, qui n'avaient écouté que leur courage, se trouvèrent, une fois arrivés à Venise, dans l'impossibilité de remplir leurs engagements; aussi, en attendant qu'ils pussent acquitter leur dette, acceptèrent-ils la proposition que leur fit Dandolo de mettre leurs armes au service de la République.

Ce fut alors que l'on marcha sur Zara, ville qui, après avoir appartenu aux Vénitiens, s'était donnée au roi de Hongrie.

Pendant ce temps, Isaac L'Ange avait été détrôné par son frère, qui l'avait jeté dans un cachot avec son fils Alexis; mais le jeune prince parvint à s'échapper de prison, et alla demander secours aux croisés campés devant Zara. L'expédition de Constantinople fut dès lors décidée, et peu après Isaac put reprendre sa couronne et associer son fils à l'empire. Une

fois rentrés dans leur capitale, les deux princes, qui avaient fait mille promesses à leurs libérateurs, se trouvèrent retenus, d'un côté par la crainte des croisés, qu'ils n'osaient mécontenter, et de l'autre par celle des Grecs, dont il leur aurait fallu sacrifier les intérêts pour satisfaire les Latins. En ne voulant pas rompre avec ces derniers, ils perdent la confiance de leurs sujets : la guerre civile éclate ; Murzuphle se fait proclamer empereur, après avoir de ses propres mains, dit-on, étranglé Alexis ; et Isaac meurt de désespoir.

Pour punir le crime de Murzuphle, les Latins assiégèrent Constantinople, qui tomba en leur pouvoir le 12 avril 1204 (1).

Les vainqueurs résolurent alors de fonder un empire latin de Constantinople, et ils choisirent parmi eux douze électeurs qu'ils chargèrent de désigner celui d'entre les chefs de l'armée qui recevrait le sceptre. Ces douze personnages, dont six avaient été choisis par les Vénitiens et six par les Français, appelèrent au trône le comte de Flandre, Baudouin.

L'évêque de Bethléem fut un des six électeurs que nommèrent les Français. L'empereur Baudouin, dans sa lettre au chapitre de Cîteaux, nous apprend que notre prélat se trouvait alors auprès des croisés en qualité de légat du Saint-Siège.

Voici le texte même de la lettre de Baudouin, que le P. d'Outreman a reproduite dans sa *Constantinopolis Belgica* (2) :

(1) Lorsque les chrétiens s'emparèrent de Constantinople, en 1204, ils trouvèrent dans les églises une quantité considérable de reliques. Ducango nous rapporte dans ses observations sur l'*His'oire de Villehardouin* (note 38*), qu'on lit dans un ancien auteur (Georgius CORCYRENSIS, *Tractatus de communione*), que l'évêque d'Halberstadt et « le suffragant de Bethléem » (ὁ τῆς Βηθλὲμ ὑποψήριος) trouvèrent dans la chapelle du palais un vase d'or renfermant un morceau du pain que Jésus-Christ consacra et donna à ses apôtres pendant la cène.

(2) Petri D'OUTREMANNI, *Constantinopolis Belgica*. Tornaci, 1643. p. 712.

..... *Ordinatis igitur quæ disponenda rerum poscebat eventus, ad electionem Imperatoris unanimiter, et devote procedimus : et Vomni ambitione seclusa, cum sex Baronibusenetorum venerabiles viros episcopos nostros Suessionensem, Halberstadensem, et Trecensem, Dominumque Bethleemitanum, qui a partibus transmarinis auctoritate apostolica nobis fuerat delegatus, Achonensem electum, et Abbatem Lucedii imperatoris nostri sub Domino constituimus electores.* L'empereur, après avoir dit qu'il y eut douze électeurs, n'indique pas quels furent les six Vénitiens; mais, énonçant la qualité de chacun des personnages que choisirent les Français, il cite : l'évêque de Soissons, l'évêque d'Halberstadt, l'évêque de Troyes, l'évêque de Bethléem que le Pape avait envoyé à l'armée des croisés en qualité de légat, l'évêque élu d'Acre et l'abbé de Lucedo.

La chronique d'Albéric, moine de l'abbaye de Trois-Fontaines (1), est exactement dans le même sens :

« D'un commun accord, on prit douze électeurs ; à savoir,
 » deux de nos évêques : Nivelon de Soissons et Garnier de
 » Troyes ; le seigneur Conrad, évêque d'Halberstadt, en Saxe;
 » *l'évêque de Bethléem, légat du Pape*; maître Jean, évêque élu
 » d'Acre, et Pierre, abbé de Lucedo en Lombardie. Ces six
 » personnages, réunis à six nobles Vénitiens, firent choix
 » du comte de Flandre, Baudouin, qu'ils proclamèrent empe-
 » reur (2). »

Suivant Ramnusio, les douze électeurs auraient été : du côté des Vénitiens, Vitale Dandolo, Ottone Querini, Bertuccio

(1) ALBERICI monachi trium fontium chronicon, editum a Leibnitio, Hanoveræ, 1698, p. 436, ann. 1204.

(2) « Duodecimelectores de communi assensu sunt constituti, scilicet duo
 » episcopi nostri, Nivello Suessionensis, Garnerius Trecensis, tertius
 » quoque de Saxonia episcopus dominus Conrardus Halverstatensis,
 » *episcopus de Bethleem auctoritate apostolica delegatus*, magister
 » Johannes Aconensis electus, et abbas Petrus de Ludio in Lombar-
 » dia..... Sex isti cum sex Venetorum Baronibus..... nominaverunt co-
 » mitem Balduinum Flandriæ, et elegerunt in imperatorem. »

Contarini, Nicola Navagerio, Pantaleone Barbo, et Giovanni Baseggio (ou peut-être Giovanni Basilio ou Giovanni Michieli); du côté des Français, Nivelon de Soissons, Garnier de Troyes, *Pierre de Bethléem* et l'évêque d'Acre. Toutefois, cet auteur se trompe évidemment lorsque, au lieu de l'évêque d'Halbers-tadt et de l'abbé de Lucedo, il indique deux chevaliers italiens (1).

Contrairement à l'avis d'Ughelli, qui dit à juste raison que le successeur d'Albert l'Hermite [au siège de Bethléem fut « Pierre, légat du Saint-Siège, et l'un des douze électeurs qui » appelèrent Baudouin à l'empire (*Albertus Bethleemitanus* » *episcopus..... successorem habuit Petrum in partibus trans-* » *marinis apostolicæ sedis legatum, unum ex duodecim viris* » (*teste Guntero* (2) *apud Canisium*) *qui Balduinum Flandrensem* » *comitem, Constantinopolitanum imp. elegerunt anno 1204*) (3) », le P. d'Oultreman (dans sa *Constantinopolis Belgica* et dans sa *Vie de Pierre l'Hermite*), Gretser (dans son *Hortus Crucis*) et plusieurs autres ont prétendu que celui des évêques de Bethléem qui fut un des électeurs de Baudouin était Albert l'Hermite. Baudouin, il est vrai, ne donne pas le nom de cet évêque de Bethléem, légat du Pape, dont il fait mention dans sa lettre; mais Villehardouin (4), de qui on ne saurait suspecter le témoignage, dit positivement que le personnage dont il est question s'appelait PIERRE. C'est en parlant de la bataille d'Andrinople, que le maréchal de Champagne donne le nom de notre prélat : § 190. *L'empereres Baudoin fu pris vifs, et li Cuens Loëys fu occis.* — § 191. *La fu perduz li evesques Pierres*

(1) « Francorum suffragiis creatos legimus, quatuor episcopos; Nubienem Suessionum, Garnerium Tricassium, Petrum Bethlehemitanum; » atque item Acconensem Antistitem: duos præterea equites italos, » Nicolaum Picciolum, et Iacobum Maluicinum. » (Paulus RAMNUSIUS, *De Bello Constantinopolitano*, Venetiis, 1634, p. 135.)

(2) CANISIUS, *Lectiones antiquæ*, t. IV. — *Guntheri monaci in cænobio Parisiensi, Historia Constantinopolitana sub Balduino, circa annum Domini 1203 et 1204*, ch. xx.

(3) UGHELLI, *Italia sacra*, éd. de Rome, t. IV, col. 1097.

(4) VILLEHARDOUIN, *Histoire de l'empire de Constantinople*, éd. de Ducange, Paris, 1657. — Comp. éd. de M. Paulin Paris, 1838.

de Bethleem..... et mult des autres dont li livres ne parole mie ici.

Au sujet du désastre d'Andrinople, il s'élève une difficulté : Ramnusio, en parlant de la même bataille, et après avoir dit que l'empereur y fut fait prisonnier, ajoute que « Pierre, » évêque de Bethléem », y trouva la mort : *Cæsi sunt, Petrus episcopus Bethleemitanus, quem imperii electorem superius fuisse memoravimus.....* (1).

Dom Brial, dans le tome XVIII des *Historiens de France*, a parfaitement fait comprendre que de l'expression employée par Villehardouin : *La fu PERDUZ li evesques Pierres*, on ne pouvait pas conclure positivement que ce prélat avait péri dans la déroute; aussi a-t-il écrit : *Petrus, Bethleemitanus episc... anno 1205 perit vel in captivitatem ductus fuit in prælio prope Adrianopolim commisso* (2). (Pierre, évêque de Bethléem, périt ou bien fut fait prisonnier à la bataille d'Andrinople, en 1205.)

Or, la bataille d'Andrinople fut livrée le 14 avril 1205. Il paraît certain, en effet, que lorsque les troupes rentrèrent à Constantinople, après leur défaite, notre évêque ne revint pas avec l'armée; il disparut sans doute pendant quelque temps, peut-être même fut-il fait prisonnier, mais assurément il ne trouva point la mort dans le combat, puisque l'on a une charte signée de lui au mois de septembre suivant.

La pièce dont nous venons de parler a été conservée par Ughelli (3). C'est un acte par lequel Nivelon de Cherisy, évêque de Soissons, Garnier de Traisnel, évêque de Troyes, et Pierre, évêque de Bethléem, tous trois ayant été électeurs de Baudouin, tous trois étant alors légats apostoliques, donnaient une des églises de Constantinople aux Pisans qui, après l'incendie de la capitale, ne savaient plus où faire célébrer le service divin.

Ughelli, qui reproduit cette charte de 1205, dit même qu'il

(1) RAMNUSIUS, *De bello Constantinopolitano*, p. 200.

(2) DOM BRIAL, *Rec. des hist. de France*, t. XVIII, à la table.

(3) UGHELLI, *It. sac.*, éd. de Rome, t. III, col. 490.

est encore fait mention de Pierre l'année suivante (1); toutefois, cet auteur ne cite aucun acte de 1206 dans lequel se trouve le nom de notre évêque.

Pierre ne fut donc pas tué à Andrinople. Nous ne connaissons pas la date de sa mort, mais nous verrons au chapitre suivant que ce fut en 1211 au plus tard qu'il cessa d'occuper le siège de Bethléem.

VII.

REYNIER.

Si nous ne savons pas exactement quelle année mourut Pierre I^{er}, nous pouvons toutefois affirmer, non-seulement qu'il n'occupait plus le siège de notre église le 16 juillet 1216, date de la mort d'Innocent III de qui nous avons une bulle relative à l'élection de son successeur, mais encore que ce prélat n'était plus évêque de Bethléem dès 1211. En effet, l'un des personnages que le Souverain Pontife cite dans sa lettre apostolique, Galon, en ne lui donnant encore que la qualité de cardinal-diacre du titre de Sainte-Marie-du-Portique, fut nommé en 1211 cardinal-prêtre du titre des saints Sylvestre et Martin.

Lorsqu'il fallut remplacer Pierre I^{er} au siège de Bethléem, les électeurs se divisèrent en deux camps : un parti choisit *R...*, sous-diacre de l'Eglise romaine ; l'autre désigna *P...*, chanoine du Saint-Sépulcre. Le patriarche, qui soutenait le premier, confirma son élection, tandis que le roi de Jérusalem voulut que l'on nommât le chanoine du Saint-Sépulcre. On dut alors porter l'affaire devant le Souverain Pontife, qui commit pour l'examiner trois cardinaux : Pandolphe, cardinal-prêtre du titre de la basilique des Douze-Apôtres ; Jean, cardinal-prêtre du titre de Saint-Étienne au mont Célius, *et Galon, cardinal-diacre du titre de Sainte-Marie-du-Portique*. En attendant que

(1) UGHELLI, *It. sac.*, éd. de Rome, t. IV, col. 1097.

la cause fût étudiée, le Pape ordonna que celui dont l'élection avait été approuvée par le patriarche et que l'autorité séculière avait dépouillé, fût, *justitiâ mediante*, rétabli dans la dignité d'évêque de Bethléem. Enfin, l'affaire ayant été examinée avec soin, la cour de Rome décida que les deux élections seraient annulées.

Le Quien, dans son *Oriens christianus*, et divers auteurs, après lui, ont prétendu à tort que le personnage que le pape Innocent III indique seulement par l'initiale du nom, *R...*, fut le prédécesseur de Pierre I^{er}. Nous croyons avoir suffisamment établi que Pierre occupait encore le siège de notre église en 1205 et peut-être même en 1206; or Galon n'ayant été nommé cardinal-diacre du titre de Sainte-Marie-du-Portique qu'en 1205 (1), et ce cardinal se trouvant cité dans la bulle relative à l'élection de *R...*, il est de toute évidence que cette élection n'a pas eu lieu avant que Pierre eût cessé d'occuper le siège de notre église.

La bulle d'Innocent III, relative à la difficulté qui se produisit au sujet de l'élection du successeur de Pierre, nous a été conservée par Baluze (2); et nous y voyons qu'un certain

(1) Galon, qui sous le pontificat d'Innocent III fut nommé cardinal-diacre du titre de Sainte-Marie-du-Portique, à la quatrième création (1205), devint sous le même pontificat, à la septième création (1211), cardinal-prêtre du titre des saints Sylvestre et Martin. (CLACONIUS, *Vitæ et res gestæ Pont. Romanorum*.)

(2) Innocentius canonicis Bethleëmitanis. « Cùm super electione » Bethleëmitanensi inter R. subdiaconum nostrum et P. canonicum » pulcri Domini nuper in nostra præsentia quæstio verteretur, utroque » se pro electo gerente, cùm primus etiam à venerabili fratre nostro » patriarcha Hierosolymitano fuerit confirmatus, alter verò favorem » regium obtineret, eis dilectum filium P. basilicæ XII Apostolorum, » I. tituli sancti Stephani in Cælio monte presbyterum, et G. Sanctæ » Mariæ in porticu diaconum cardinales dedimus auditores; in quorum » præsentia receptis utrinque testibus, et eorum dispositionibus pu- » blicatis, quæ hinc inde allegata fuerunt nobis et fratribus nostris » retulerunt fideliter et prudenter. Nos verò tam per relationes cardi- » nalium quàm per gesta de causæ meritis sufficienter instructi, com- » municato fratrum nostrorum consilio jam dictum subdiaconum nos- » trum, qui se probaverat per secularem potentiam spoliatum, resti-

chanoine de Bethléem fut déposé de sa charge et privé de tout bénéfice ecclésiastique, pour s'être rendu coupable d'un acte de simonie qui tendait à faire nommer le favori du roi.

Appelés de nouveau à se prononcer, les électeurs donnèrent leurs suffrages à REYNIER, qui sans doute est le même que le sous-diacre de l'Eglise romaine dont la bulle citée plus haut ne donne que la première lettre du nom.

A la mort d'Amaury II de Lusignan, le sceptre de Jérusalem resta encore une fois entre les mains d'Isabelle, qui mourut bientôt après et laissa la couronne à sa fille Marie de Montferrat. Les barons demandèrent à Philippe-Auguste un mari pour la jeune princesse. Ce fut ainsi que Jean de Brienne épousa l'héritière du trône, en 1209. Les chrétiens d'Orient, persuadés que le comte de Brienne amènerait avec lui des forces considérables, n'avaient point voulu prolonger la trêve conclue avec les musulmans; aussi, lorsque Malek-Adel, qui régnait sur la Syrie et l'Égypte, vit que Jean n'arrivait qu'avec une suite de trois cents chevaliers, il prit immédiatement les armes et s'avança pour menacer la ville d'Acre. Les chrétiens effrayés envoyèrent des ambassadeurs implorer la protection du Saint-Siège.

En ce moment, la France était tourmentée par les guerres religieuses qu'avait suscitées l'hérésie des Albigeois, l'Espa-

» tuendum decrevimus justitia mediante. Verùm quoniam tam posses-
 » sorium quàm petitorium deductum fuerat in judicium, et tam
 » restitutionis quam electionis quæstio plenius actitata, constitit nobis
 » electionem utriusque minùs canonicam extitisse, cùm judex de
 » qua re cognoverit, et pronuntiare debeat juxta canonicas sanc-
 » tiones, utramque duximus sententialiter irritandam. Ceterùm quo-
 » niam W. canonicus Bethleemitanensis fuit in jure confessus quod pro
 » præstando alterius electioni consensu quingentorum Sarracenatorum
 » obligationem receperat et promissum, et mediator extitit simoniacæ
 » pravitatis, nos intelligentes contractum hujusmodi continere simo-
 » niacam pravitatem, quam persequi volumus, ut debemus, ipsum ab
 » omni ordine clericali per diffinitivam sententiam duximus ab omni
 » officio et beneficio ecclesiastico deponendum. » (BALUZE, *Epistolarum
 Innocentii libri undecim*, Paris, 1682, *Prima collectio decretalium
 Innocentii III. Titulus XXVII, de Restitutione.*)

gne avait à lutter contre les Sarrasins, l'empereur Othon et le roi d'Angleterre étaient excommuniés : la voix du Pape ne pouvait être entendue.

Innocent III, voulant appeler l'attention du monde catholique sur les malheurs de la Palestine, assembla le quatrième concile de Latran au mois de novembre 1215. Après y avoir réglé les intérêts de l'Eglise en général, on s'occupa particulièrement de la croisade, et il fut décidé qu'on se tiendrait prêt pour le 1^{er} juin 1217. Innocent mourut avant cette époque ; mais son successeur, Honorius III, qui avait résolu de mener l'entreprise à bonne fin, écrivit de suite au roi de Jérusalem pour l'engager à prendre courage, et aux évêques pour leur recommander de prêcher la guerre sainte.

Un grand nombre de croisés, parmi lesquels se trouvaient surtout des Allemands, se mirent en mer pour l'Orient et allèrent aborder à Acre. Le Pape ayant donné le conseil d'une expédition en Égypte, les chrétiens voulurent se porter vers le Nil ; et, au mois de mai 1218, l'armée monta sur les vaisseaux et prit le chemin de Damiette. Au nombre des principaux personnages qui firent partie de cette expédition, Mathieu Paris cite l'évêque de Bethléem : « Le roi, le patriarche ; les » évêques de Nicosie, d'Acre, de *Bethléem* ; le duc d'Autriche ; » les grands maîtres du Temple, de l'hôpital Saint-Jean, et de » Notre-Dame de l'Ordre teutonique, suivis d'une nombreuse » armée, partirent d'Acre au mois de mai. Le vent étant favo- » rable, les soldats du Seigneur firent bonnes voiles, et arri- » vèrent le troisième jour devant Damiette (1). » Tandis que les chrétiens investissaient cette place, les musulmans, qui avaient appris que l'empereur Frédéric se préparait à venir en Orient, envoyèrent au camp des croisés pour demander la paix : ils offraient même de rendre une grande partie de la Palestine. Le roi de Jérusalem était d'avis qu'il fallait accepter de tels

(1) *Recueil des hist. de France*, t. XVII. — *Ex Matthæi Paris majori anglicana historia*, p. 743. — Dom Brial ajoute en note que l'évêque de Bethléem se nommait Pierre : il y a de sa part, nous le voyons, erreur sur ce point.

avantages ; mais le légat Pélage, qui du jour de son arrivée au camp, où l'avait envoyé le Pape, avait disputé le commandement à Jean de Brienne, repoussa les propositions des infidèles. On continua activement le siège de Damiette, qui ouvrit ses portes le 5 novembre 1219.

Ébloui par le succès, Pélage voulut, malgré le roi, marcher sur la capitale de l'Égypte. Bientôt on se trouva en présence des musulmans, qui s'étaient établis à Mansourah. Une seconde fois on refusa de traiter avec les Turcs. Mais le légat eut bientôt à s'en repentir ; car les croisés, qui avaient compté sans la disette et surtout sans la crue du Nil, furent forcés d'implorer la clémence de l'ennemi et de passer par ses conditions. On dut quitter Damiette, et, en échange de cette ville, les musulmans rendirent la vraie croix qui avait été prise à Tibériade.

Vers la même époque, les archevêques de Césarée et de Nazareth, l'évêque de Bethléem, les abbés du Temple, du Mont-de-Sion, de la Vallée-de-Josaphat, du Mont-des-Olives, du Mont-Thabor et de Notre-Dame-de-la-Latine, écrivirent à Philippe-Auguste pour lui demander des secours, exposant humblement au prince « que le roi et le malheureux royaume » de Jérusalem ne s'étaient jamais trouvés dans une telle misère. » Ce document, qui se voit aux Archives de France (section historique, J, 443, n° 2) (1), a pour nous une grande

(1) « Excellentissimo domino suo Philippo, Dei gratia illustrissimo regi » Francorum, P., eadem gratia Cesariensis et H., Nazarensis archiepiscopi, R., Beethlemitanus episcopus, abbates M., Templi Domini, » J., Montis Syonnensis, R., Vallis Josaphatensis, D., Montis Oliveti, » A., Montis Thaboris, F., Sancte Marie de Latina, salutem, et ab illo » salvari qui dat salutem regibus. Quia veritas non querit angulos nos » qui positi sumus super cathedram Moysis pro predicanda veritate » super his que scimus et videmus et experti sumus, non angulose sed » angelice tenemur testimonium perhibere veritati. In veritate igitur » vestre significamus Excellentie quod peccatis nostris exigentibus » terra illa sancta quam Deus perelegit ad suscipiendum calicem » passionis pro redemptione humani generis ita deserta, ita destructa, » id est ad nichilum redacta, quod paupertatem et desolationem ejus » vix possemus sermonibus explicare, remanserunt nobis solummodo

importance, car le sceau de Reynier se trouve appendu à cette lettre, à côté de ceux des divers personnages au nom desquels elle a été écrite.

Le sceau de notre prélat est de forme ogivale. L'empreinte, sur cire verte, est dans un état de parfaite conservation ; elle représente au centre un évêque debout, coiffé de la mitre et tenant la crosse. On lit en légende :

S' : RAINERII : EPISCOPI : BETHLEEMITANI : † :

(*Sceau de Reynier, évêque de Bethlém.*)

A la nouvelle de la perte de Damiette, le Souverain Pontife résolut de convoquer la chrétienté à une assemblée générale,

» due civitates Tyrus et Accon, quas impius Conradinus ita afflixit et
 » oppressit deforis scindendo arbores, exstirpando vineas, comburendo
 » casalia, dirruendo domos quod nichil remansit nobis extra muros
 » preter pauca viridaria que sunt prope muros Acconis civitatis et
 » Tyri. Milites enim, cives et populus ibi dudum habitantes ad tan-
 » tam redacti sunt miseriam quod pro nimia paupertate oportet ipsos
 » necessario confugere in Cyprum et Harmeniam et ad alias nationes et
 » querere suffragia mendicata. Civitas Tyri evacuata habitatoribus suis;
 » nec fuit, nec est qui consoletur eam preter solum regem qui et in
 » exercitu et in custodia Tyri et Acconis portavit pondus diei et estus
 » pro posse suo. Ipse enim ita jam se consumpsit in tenendis militibus
 » et servientibus in custodia Tyri et Acconis et in exercitu, quod ad
 » tantam redactus est paupertatem quod non habet unde possit de
 » cetero sustentari. Redditus autem predictarum civitatum ad nichilum
 » sunt redacti. Quin, mercatores qui cum mercimoniis venire sole-
 » bant, non veniunt. Peregrini etiam qui solebant Accon venire, non
 » veniunt. Immo, fere omnes vadunt Damiatam. Paupertas vero pre-
 » cipua fuit causa propter quam oportuit ipsum regem, necessitate
 » cogente, ab exercitu recedere, et in Accon redire. Fuerunt et alie
 » cause secundarie quas a suis nuntiis plene vestra Dominatio intel-
 » ligere poterit, scientes quod omnes redditus dictarum civitatum cre-
 » ditoribus sunt obligati, nec ipse rex potest de cetero invenire qui
 » velit sibi aliquam pecuniam mutuare. Quare Dominationem vestram,
 » flexis genibus, exoramus attentius quatinus super his que per has
 » presentes litteras significamus et super aliis que ab ipsis nuntiis
 » regis proponuntur consilium et auxilium vestrum apponatis si placet,
 » quia nunquam in majori necessitate ipsi regi et miserabili regno
 » Jerosolimitano poteritis subvenire. Datum prima die octobris. »

pour délibérer sur les secours à porter en Orient. Il avait d'abord été convenu que la conférence aurait lieu à Vérone ; mais elle se tint à Ferentino, dans la Campagne de Rome, en 1223. Nous voyons, par la lettre que Honorius III adressa au roi de France pour lui rendre compte de ce qui se passa à cette assemblée, que l'évêque de Bethléem (1) y assistait avec l'empereur d'Allemagne, le roi et le patriarche de Jérusalem, le grand maître de l'hôpital Saint-Jean, le grand prieur du Temple et le grand maître de l'Ordre teutonique.

Frédéric II fit le serment de passer en Terre-Sainte vers l'époque de la Saint-Jean de l'année 1225 ; mais comme, en 1227, il n'avait pas encore accompli sa promesse, Grégoire IX, qui venait de succéder à Honorius III, fulmina contre lui une sentence d'excommunication. Ce fut pendant qu'il était sous le coup des censures de l'Église que l'empereur partit pour la Palestine. Il y stipula une trêve de dix ans avec le sultan d'Égypte, qui lui abandonna les villes de Jérusalem, Nazareth, Sidon, Thoron et Bethléem. Toutefois, le traité portait que l'on ne pourrait pas empêcher les musulmans d'aller en pèlerinage dans cette dernière ville, et que les Turcs garderaient à Jérusalem la mosquée d'Omar.

Après s'être couronné de ses propres mains dans l'église du Saint-Sépulcre (18 mars 1229), Frédéric retourna précipitamment en Europe, sans songer à prendre aucune mesure pour conserver le fruit de sa facile conquête.

Nous n'avons pas exposé encore tout ce qui se rattache à l'épiscopat de Reynier : nous en reparlerons plus loin.

A partir de 1224, l'histoire de l'évêché de Bethléem ne se trouve plus liée directement à celle de la Palestine ; elle va nous apparaître sous un aspect nouveau, qui fera l'objet des chapitres suivants.

(1) « Fridericus venit ad nos in Campaniam....., ibique præsentibus » venerabili fratre nostro patriarcha, et charissimo in Christo filio » nostro Johanne illustri rege Hierosolymitano, Bethlehemitano epis- » copo, magistro Hospitalis. ... » (*Annales* de RAYNALDI, 1223, III.)

DEUXIÈME PARTIE.

LES ÉVÊQUES DE BETHLÉEM,

DEPUIS LA PRISE DE POSSESSION
DE L'HÔPITAL ET DE L'ÉGLISE DE PANTENOR,
DANS LE COMTÉ DE NEVERS.

En l'année 1147, avant de quitter le monde pour se retirer à la Grande-Chartreuse, Guillaume II, comte de Nevers, établit un hôpital sur les bords de l'Yonne, à Clamecy, dans le faubourg de Pantenor.

L'acte de fondation de cette maison-Dieu nous a été conservé par deux copies vidimées portant, l'une, la date de 1292, et l'autre, celle de 1301. Nous reproduisons ici le texte de 1292, qui paraît être le plus correct ; mais l'écriture en ayant été altérée en divers endroits, la copie de 1301 nous a servi à combler les lacunes.

« (In nomine Sancte et indi) vidue Trinitatis. Ego Willermus Nivernensis comes, et milites et burgenses Clamiciaci, »
» decrevimus atque constituimus apud Clamaciacum edificare »
» domum Dei, vidilicet granchiam meam, que est (ultrà Ica- »
» onam in usus pauper) um, et terram que est ultrà Icaonam, »
» de qua tertias habebam, et de alia si inveniri poterit, aut »
» plana aut nemorosa quantum labori unius carruce sufficiat. »
» Concedo etiam predictæ domui Brunonem et uxorem ejus »
» (cum tota possessione sua. Si) vero censum vel costumam

» michi debet, clamo quietum; et si de terra mea unde cen-
 » sum vel costumam habeam emetur in domo vel dabitur,
 » similiter clamo quietum. Vicecomes arpentum prati et juge-
 » rum (terre que est juxta Batonem; et) si aliquid emetur in
 » terra sua vel dabitur unde costumam habeat clamat quie-
 » tum. Stephanus Albus dedit de feodo forestarii ad necessa-
 » ria domus; Guido Rufus, duodecim censuales quos Odo
 » Asce(lini reddit; Lambertus de Sanc)to Germano et Symon
 » de Amasiaco, quicquid habent in pratis Cunciaci et Cave
 » Ruppis; Ugo Rustelli, arpentum prati in Praelis; Reinaudus
 » de Aula, duodecim et usus in nemore Pulsoli; Guido (Voai-
 » gine, duodecim denarios qui sunt) in domo et in olcha Radul-
 » phi Figuli de Armis; Isembardus Bardet, sex denarios; Ugo
 » Fradelli, sex denarios; Guido Gaudrici, sex denarios; Aceli-
 » nus, sex denarios; Willermus Chacebox, minam annone
 » censualem, et (jugerum terre et usus in) nemoribus suis;
 » Ballavena, quator denarios; Capellanus, duos; Odo Cam-
 » berlanus, arpentum prati; Gauterus prepositus, arpentum
 » prati; Nocherus, quator denarios, et in nemore de Armis
 » usus in parte (sua; et Guido Gavonis similiter); Symo de
 » Romana, usus in nemoribus Luciacy in parte sua; Gauterus
 » Ascelini, sex denarios qui sunt in prato quod est *Croie*
 » *Barons*; Pincerna, quatuor; Vilanus, quatuor denarios;
 » Obertus Doltrione, jugerum terre et (obolum census; præ-
 » terea Arduinus molendinarius et Willermus qui est) gener
 » ejus, duo jugera terre que in prato sunt redacta; Benedictus
 » Carnifex, vineam que est in Costa Baudini; Raymundus,
 » vineam; Gofridus de Foiso, quinque denarios; Tebertus,
 » duos denarios; (Herbertus Rufus et fratres ejus, pratum
 » Cave Ruppis; M)archedus, jugerum terre ad quercum, et
 » obolum census; Gauterus Bochard, sex denarios; Step ha-
 » nus Pincerna, tres denarios; Guido de Viridario, vineam;
 » Ugo Vetule Rome, sex denarios; Gauterus nepos, sex (dena-
 » rios; uxor Raimundi, duos denarios); Ocenda secunda
 » uxor Doriducii, unum denarium; uxor Christiani clamat
 » quietos decem denarios census; Britius Balavena, tres de-
 » narios. Actum est hoc apud Clamiciacum et confirmatum

» in presentia Domini Episcopi Autissiodorensis, (et in presentia Willermi comitis Nivernensis, *qui apud chartosam*)
 » obiit (1), et Willermi filii ejus ; Eugenio papa, Ugone episcopo Autissiodorensi, Ludovico rege, Willermo comite,
 » anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo
 » XLVII^o. »

Nous lisons dans ce document, que Guillaume II ayant voulu, de concert avec les nobles et les bourgeois du pays, édifier à Clamecy, au-delà du pont de l'Yonne, une maison-Dieu pour l'usage des pauvres, dota ce nouvel hôpital. Il lui donna une grange avec le terrain qui l'entourait ; une pièce de terre, soit en plaine, soit en bois, d'étendue suffisante pour occuper une charrue ; il ajoutait un homme nommé Bruno, avec sa femme et tout leur héritage. Il fit également remise de son droit de coutume et de censive sur ce qui serait donné à cette maison-Dieu ou acheté par elle. La charte fait mention des diverses personnes qui contribuèrent à la dotation de l'hôpital : on y voit figurer d'abord le vicomte de Clamecy, puis Étienne Leblanc, Gui Leroux, Lambert de Saint-Germain, Simon d'Amazy, Hugues Rusteau, Regnault de La Cour, Gui d'Ouagne, Isambert Bardet, etc., etc. Il est dit enfin que cet acte fut fait et approuvé à Clamecy, en présence de l'évêque d'Auxerre, de Guillaume, comte de Nevers (*qui mourut à la Grande-Chartreuse*), et de Guillaume, son fils, sous le pontificat d'Eugène (III), l'épiscopat de Hugues (de Mâcon), évêque d'Auxerre, et le règne de Louis (VII), Guillaume (II) étant comte de Nevers, l'an de l'incarnation 1147.

Guillaume II s'étant retiré à la Grande-Chartreuse, son fils Guillaume III lui succéda. A la mort de ce dernier, survenue en 1161, Guillaume IV devint à son tour comte de Nevers. Ce prince avait fait vœu d'aller en Terre-Sainte pour secourir

(1) Nous rappelons que cette chartre ne nous a été conservée que par des *vidimus* ; il n'est donc pas étonnant que les copistes de 1292 et 1301 aient ajouté ces mots : *qui apud chartosam obiit*, pour distinguer le fondateur de l'hôpital, Guillaume II, de son fils Guillaume III qui assistait également à la rédaction de cet acte de fondation.

les chrétiens, et partit en 1167 ; mais à peine arrivé en Palestine il tomba malade, et mourut l'année suivante. (1)

Voici en quels termes Guillaume de Tyr parle de la mort de ce personnage : « Le seigneur Guillaume, comte de Nevers, » qui estoit un grand prince, noble et puissant du royaume » de France vint en Jérusalem, suyvi d'une honneste compa- » gnue de gens de guerre, ayant proposé de militer au service » de la chrestienté contre les ennemys de la foy à ses propres » cousts et despens. Mais la mort enuyeuse sur ses heureux » actes, prevint miserablement devant le temps et en sa fleur » d'aage ses pieuses et honnestes entreprises. Car estant subitement surpris d'une langueur de longue durée, après » grandes afflictions souffertes en son corps, fina là sa vie en » la première fleur de sa plaisante jeunesse, non sans grands » pleurs et gémissemens d'un chascun (2). »

Ce prince, sentant sa fin prochaine, avait fait son testament. Il demanda que son corps fût inhumé dans la ville qui avait vu naître Jésus-Christ. Et, voulant donner aux évêques de Bethléem un lieu de refuge au cas qu'ils fussent un jour chassés de Terre-Sainte par les infidèles, il légua à notre prélat Raoul l'hôpital que Guillaume II avait fait élever à Clamecy, au faubourg de Pantenor. Il lui donna en même temps (3) « le » bourg même de Pantenor, le territoire de Centbouf ou Cem- » bof (aujourd'hui Sembert) (4); le village de La Maison-

(1) *Chronicon Vizeliacense*, ab anno 660, ad annum 1316. Nova Bibliotheca manuscript., LABBÉ; Paris, 1657, t. I^{er}, p. 397.

(2) Guill. DE TYR, liv. XX, ch. III, trad. par Gab. du Préau. — Nous devons dire que tous les contemporains de Guillaume IV ne parlent pas de ce prince d'une manière aussi élogieuse. Jean de Salisbury écrivait à Jean, évêque de Poitiers : « Ce sont les larmes des veuves qu'il a » opprimées, les gémissements des pauvres qu'il a vexés, les plaintes » des églises qu'il a dépouillées, qui sont cause qu'il a échoué dans son » expédition et qu'il est mort sans honneur au champ de la gloire. » (Inter epist. S. Thomæ Cant. l. I, epist. 103). *Art de vérifier les dates*, Paris, 1784, t. II p. 561.

(3) Voir plus loin deux chartes de 1224.

(4) Sembert est aussi appelé sur d'anciens titres : Cembeuf, Sambef et Cunbot.

» Dieu-sous-Cersy, avec ses vignes et appartenances ; le bois » appelé *Hasta Comitis* (1); et, auprès de Montreuillon, le bourg » qui est au-delà des ponts. » De plus, il fit remise à l'évêque de Bethléem du droit d'indemnité pour tout ce que son église pourrait acquérir dans le comté de Nevers.

Guillaume IV fit approuver son testament par son frère Gui, ses chevaliers et ses barons, et mourut à Acre le 24 octobre 1168.

Par la mort de Guillaume, Gui devenait comte de Nevers. Après avoir fait inhumer son frère dans la cathédrale de Bethléem, il revint en France. La légende (2) veut que le prélat qui occupait à cette époque (1168) le siège de notre église l'ait accompagné à Clamecy : le chancelier Raoul ne serait donc resté que bien peu de temps en Europe, puisqu'il se trouvait à Acre en 1170 ? Aussi est-ce avec raison que l'abbé Lebeuf, dans ses *Mémoires sur Auxerre*, observe « qu'il n'y » a point d'apparence qu'un évêque fût venu alors de si loin, » simplement pour voir les lieux (3). »

Des chartes dont nous aurons à faire mention nous apprennent positivement que ce fut Reynier qui, en 1224 seulement, prit possession des biens provenant de la libéralité de Guillaume.

A Clamecy, le faubourg de Pantenor (qui est appelé aussi dans les actes anciens faubourg de Pantanor, Pantaner, Pantener, Pantoner, Pantouer, Pantouaire, Panthoire et Pon-

(1) Dans les lettres patentes de Charles VI (1413), ce bois est appelé *Silva Montis Lauducii* ; c'est aujourd'hui le bois du Mont-Leduc.

(2) Comp. : GUY COQUILLE, *Histoire du pays et duché de Nivernois* ; Paris, 1612, p. 91 ; — NÉE DE LA ROCHELLE, *Mémoires pour servir à l'histoire du Nivernois et du Donzinois* ; Paris, 1747, p. 135 ; — J.-Fr. NÉE DE LA ROCHELLE, *Mémoires pour servir à l'histoire du département de la Nièvre* ; Bourges et Paris, 1827, t. II, p. 20 ; — LA MARTINIÈRE, *Dictionnaire géogr., hist., etc.* : Bethléem ; — PIGANOL DE LA FORCE, *Nouvelle description de la France*, 1754, t. X, p. 371 ; — LONGUERUE, *Description historique et géographique de la France*, 1^{re} partie, p. 121.

(3) L'abbé LEBEUF, *Mémoires concernant l'histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre* ; Paris, 1743, t. II, p. 101.

toire, et que certains titres désignent également sous le nom de bourg de Sparon, de l'Esparon ou du Perron) (1) devint, à partir du testament de Guillaume, le *faubourg de Bethléem*, ou, comme on disait alors dans notre vieux français, *faubourg de BELIANT* (2). Le mot *Beliant* nous donne l'explication de ces locutions employées encore aujourd'hui à Clamecy : *aller en Beillant, faubourg de Beillant*. Beillant n'est que la corruption du mot Beliant, et le peuple ne se doute guère que les expressions aller en Beliant, faubourg de Beliant, sont de pures formes du moyen-âge, comme en témoigne cette citation d'un poème du temps :

.
Je me comant au Roi de Paradis
Qui de la Vierge en Beliant nasquit.

(*Garin le Loherain*, t. I^{er}, p. 30) (3).

M. Ampère (4) voit dans cette forme *Beliant* une contraction de *Bethliant*, qui serait le cas régime de *Bethléems* ; mais, comme le fait remarquer M. Guessard (5), cet aperçu ne se justifie pas ; et il est bien plus probable que Bethléem se prononçait au moyen-âge avec un son plein dans sa finale, et en glissant sur le *th*. C'est à cette prononciation qu'on doit les formes écrites *Beliant* et *Belliam* (6). Cette seconde forme était

(1) Une partie de ce faubourg s'appelait le Petit-Sparon ou le Petit-Perron : nous en reparlerons à la date de 1445.

(2) Il existait au diocèse de Cambrai un couvent de femmes, de l'ordre de Saint-Augustin, fondé en 1244, que l'on désignait également sous le nom d'abbaye de *Bethlehem* ou de *Belian*. (*Gall. christ.*, 1725, t. III, p. 168.

(3) *Le Romans de Garin le Loherain*, publié par M. Paulin Paris ; Paris, 1833-1835.

(4) M. AMPÈRE, *Histoire de la littérature française au moyen-âge*, 2^e édit., p. 78.

(5) M. GUESSARD, *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. III, p. 81.

(6) Voir plus loin une charte de 1408, où Bethléem est écrit indifféremment : *Belleam*, *Bethleam* et *Bethlean*.

également usitée ; en effet, dans le poëme que nous venons de citer, on lit aussi le vers suivant :

Par Dieu vos pri qui maint en Belliam (1).

(*Garin le Loherain*, t. 1^{er}, p. 21) (2).

Le faubourg de Pantenor, à Clamecy, était du diocèse d'Auxerre ; il formait la limite de ce diocèse et de celui d'Autun. A côté de l'hôpital, bâti sur la rive droite de l'Yonne, le comte de Nevers avait fait élever une petite église consacrée à la sainte Vierge. Ces divers bâtiments touchaient de si près la ligne de séparation des deux juridictions ecclésiastiques, que l'évêque d'Autun, Gauthier, fit, en 1211, entendre ses réclamations en disant que la chapelle et l'hôpital de Bethléem étaient sur le territoire d'Armes, et par conséquent de son diocèse. Guillaume de Seignelay, qui occupait alors le siège d'Auxerre, ne voulut rien entendre des prétentions de Gauthier ; et le différend en vint à un tel point, que le Pape dut intervenir. Pour qu'ils examinassent la question, Innocent III désigna comme arbitres trois chanoines de Bourges : le chantre, un archiprêtre et un chanoine nommé Bonami. Mais les deux prélats préférèrent choisir eux-mêmes leurs juges, et s'en rapportèrent à la décision de Manassès, évêque d'Orléans et frère de celui d'Auxerre, de Hugues, archidiacre de Bourges, et de Humbaud, chanoine d'Auxerre. On dressa un compromis. Après que l'affaire eut été examinée, Manassès d'Orléans et Humbaud se rendirent à Autun ; et là, devant le chapitre, ils déclarèrent que la chapelle, l'hôpital et le faubourg étaient du diocèse d'Auxerre, et que, par conséquent, l'église d'Autun ne pouvait y prétendre aucun droit. Gauthier sortit avec ses chanoines pour délibérer, puis, rentrant un

(1) « Je vous prie par Dieu qui habita Bethléem. »

(2) Un pré appartenant à l'évêché de Bethléem, et appelé pré de Beliant, était situé entre la rivière d'Yonne et la route actuelle de Clamecy à Auxerre. Une ruelle, qui se trouve aujourd'hui de ce côté, devrait porter le nom de *Ruelle du pré de Beliant*, au lieu de celui de *Ruelle du pré Baillant*, que la municipalité locale lui a donné à tort.

instant après, il dit qu'il acquiesçait à la sentence des arbitres. En même temps, par lettres patentes qui portent la date du 29 octobre 1211, il déclara qu'il renonçait à ses prétentions sur le faubourg de Bethléem. Ce que nous venons de rapporter est consigné dans une charte émanant de Regnault (1), alors doyen de l'église d'Auxerre. La même pièce contient l'acte d'acquiescement de l'évêque d'Autun (2).

Cet acte de 1211 donne lieu à une observation fort importante. Après la prise de possession, par les évêques de Bethléem,

(1) LEBEUF, *Mémoires sur Auxerre*, t. I^{er}, p. 345 et p. 736. Voir aussi une lettre du même auteur, reproduite dans le *Mercure de France*, janvier 1725.

(2) « Regnaudus decanus et universum Autissiodorensis ecclesiæ capitulum, omnibus præsentibus litteris inspecturis in Domino salutem. Noverint universi, quod cum inter venerabiles patres dominum nostrum Willelmum Autissiodorensem ex una parte, et Galterum Eduensem episcopum ex altera, super capella de Bethleem apud Clameciacum, et jure parochiali ejusdem burgi coram cantore, archipresbytero et magistro Bono-amico canonico Bituricensi, auctoritate apostolica quæstio verteretur, tandem mediantibus viris bonis, et ad pacem interponentibus partes suas, in venerabilem patrem Manassem Aurelianensem episcopum, et magistrum Hugonem Bituricensem archidiaconum, et Humbaudum Autissiodorensem canonicum, super illa controversia sub pœna 100 marcarum pari voluntate compromiserunt hinc inde sub tali forma: quod arbitri ipsi jus utriusque partis inquirent de plano, pars utraque inconcusse servabit, quidquid arbitri ipsi vel episcopus cum altero coarbitrorum suorum duxerit arbitrandum, etc. Nos Eduam accessimus, et ibi præsentibus partibus, pronunciamus, definivimus et finaliter decrevimus capellam et domum et burgum de Bethleem apud Clameciacum Autissiodorensi episcopo, utpote diocæsano loci illius pleno jure subesse, et episcopum Eduensem nihil juris penitus habere ibidem, unde ei perpetuum silentium imposuimus super præmissis. Ipse vero Eduensis episcopus prolata sententia statim se traxit in partem, et habito cum canonicis suis, quorum magna pars præsens erat, concilio, reversus publice protestatus est quod sententiam illam approbat, et quod ei nullatenus obviaret, et tam fratribus dictæ domus, quam hominibus burgi de Bethleem per litteras suas patentes denunciavit id ipsum, quarum tenor hic erat: Galterus Dei gratia Eduensis episcopus, dilectis in Christo fratribus de Bethleem, et omnibus in burgo de Bethleem apud Clameciacum manentibus, salutem in

de la chapelle, de l'hôpital et du faubourg de Pantenor, ce domaine restera-t-il sous la juridiction d'Auxerre ? Ce point, que nous aurons à examiner plus loin, a de tout temps donné matière à de graves difficultés entre l'église d'Auxerre et celle de Bethléem. Il est bien certain que l'acte de 1211 ne répond point à la question qui nous intéresse, et qu'on ne saurait par lui la préjuger. En effet, tout ce qui ressort de cette charte du 29 octobre, c'est que, *plusieurs années avant la prise de possession* de la maison-Dieu de Pantenor par l'évêque de Bethléem, un différend s'est élevé entre deux prélats, qui prétendaient, l'un, que la chapelle et l'hôpital étaient bâtis sur le territoire d'Auxerre; l'autre, qu'ils se trouvaient sur le diocèse d'Autun; et qu'il a été alors reconnu que le faubourg de Pantenor sur lequel s'élevaient ces bâtiments, était du diocèse d'Auxerre. Mais il est évident qu'il ne pouvait encore être question, à cette date, de la juridiction de l'évêque de Bethléem.

VII (suite).

REYNIER (suite).

Reynier, septième évêque de Bethléem, voyant que les chrétiens ne pouvaient plus conserver l'espérance de rétablir le royaume de Jérusalem, résolut d'aller se réfugier à Clamecy, dans le domaine que Guillaume IV avait, par son testa-

» Domino. Noveritis quod per sententiam reverendi patris Manasse
 » Aurelianensis episcopi, et dilecti nostri Humbaudi Autissiodorensis
 » canonici, in quos compromiseramus super capella et jurisdictione
 » burgi de Bethleem, deffinitum est et declaratum, quod capella, do-
 » mus et burgus quoad ecclesiasticam jurisdictionem pleno jure spec-
 » tant ad episcopum Autissiodorensē, et nos eidem sententiæ parentes,
 » id vobis notificamus, et præsentī insinuatione denunciāmus. Datum
 » anno gratiæ M.CCXI, mense octobri IV. kal. novembris. » *Gall. christ.*, t. XII, inter instrum. eccl. Autissiodorensis, LXXII; et inter instrum. eccl. Eduensis, LXIII.

ment, légué à Raoul et à ses successeurs. On doit supposer, croyons-nous, que Reynier ne partit de Palestine que lorsque le roi et le patriarche de Jérusalem se rendirent à l'assemblée de Ferentino, et que ce fut d'Italie qu'il vint dans le Nivernais (1). Dans tous les cas, la prise de possession par ce prélat des biens qui avaient été donnés à son église par le comte de Nevers, n'eut lieu qu'en 1224 (2), au mois de mars, comme le prouvent deux chartes datées du château de Druyes (3).

Nous trouvons dans ces deux documents l'énumération dont nous avons parlé plus haut des biens que Guillaume IV avait légués à l'évêché de Bethléem. — Mahauld, veuve de Hervé de Donzy, confirma cette donation, et Reynier lui en reconnut

(1) Hervé de Donzy, comte de Nevers, qui était allé au siège de Damiette, revint en France au mois d'août 1219. Nous croyons que ce ne fut pas avec ce prince que Roynier arriva en France, car la lettre que les prélats d'Orient adressèrent à Philippe-Auguste semble être postérieure à la perte que les chrétiens firent de Damiette après les désastres de Mansourah.

(2) *Nous faisons commencer toutes les années au 1^{er} janvier.*

(3) «..... presentes litteras inspecturis. Notum facimus quod hec est
 » elemosina quam Guillelmus quondam comes Nivernensis dedit et
 » concessit ecclesie de Bethleem apud quam corpus ipsius (s..... bur-
 » gum qui vocatur) Pantenerii, qui est ultrà aquas Ycane juxta Clama-
 » ciacum cum gainagio territorii quod vocatur territorium de Centbouf,
 » cum pertinentiis ejusdem gainagii et villam. (domus Dei cum)
 » gainagiis et vineis et cum nemore quod vocatur hasta comitis, et
 » apud montem Rupilionis burgum de ultra pontes tali conditione quod
 » nos vel heredes nostri aliquem de hominibus..... (poterimus reti-
 » nere), nec in predictis locis homines nostri ab ipso episcopo Bethlee-
 » mitano, vel a ministris ipsius episcopi poterunt retineri. Predicta
 » concessit idem comes dicte Ecclesie quod quidquid provisosores dicto-
 » rum (locorum..... acquisierint, libere) tenebunt et pacifice possi-
 » debunt. Venerabilis vero pater Reignerius Dei gratia Bethleemitanus
 » episcopus, voluit et concessit quod predicta elemosina et omnia que
 » provisosores et fratres dictorum locorum (..... et) defensione nostra
 » et heredum nostrorum, ita quod si contentio inter provisosores et
 » fratres dictorum locorum oriretur, nos et heredes nostri poneremus
 » custodem nostrum in domibus et locis supradictis pro bonis ipsarum
 » (..... utili) tatem ecclesie et episcopi Bethleemitani quousque
 » contentio sederetur. Nos vero dictam elemosinam ob remedium
 » anime nostre, antecessorum et heredum nostrorum, ratam habentes,

le droit de garde pour elle et ses successeurs. On lit aussi dans l'un et l'autre de ces actes que Guillaume IV fut enterré en Terre-Sainte : il n'est donc pas exact, bien qu'en rapporte la légende, que le corps de ce prince ait été ramené en France et inhumé sous l'autel de la chapelle de Pantenor.

Ajoutons encore que ces deux mêmes pièces, ainsi que le sceau dont nous avons fait mention plus haut, dans la première partie de ce livre, ne nous laissent aucun doute sur le nom de notre évêque. Il est donc de toute évidence que ce

» presentem paginam..... fecimus roborari. Actum anno Domini M^o CC^o » vicesimo tertio mense Martii. » D'après un *vidimus* de 1292. Voir aussi *Gall. christ.*, t. XII. Ex instrum. eccl. Bethl., VI.

« Nos Regnerius Dei gratia Bethleëmitanus episcopus, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod hec est eleemosina » quam Willelmus quondam comes Nivernensis dedit et concessit » ecclesie de *Béthlém* apud quam corpus ipsius sepultum est; videlicet » burgum qui vocatur burgus Pantonerii qui est ultra aquas Ycane » juxta Clamiciacum cum gaanagio territorii quod vocatur territorium » de *Cembof*, et cum pertinentiis ejusdem gaanagii, et villam sitam » sub Cersiaco, quæ vocatur Domus Dei, cum gaanagiis et vineis, et » cum nemore quod vocatur Hasta comitis, et apud Montem Rupillio- » nem, burgum de ultra pontes, tali conditione quod nos vel ministri » nostri aliquem de hominibus comitissæ Nivernensis hæredum ejus in » predictis locis non poterimus retinere, nec dicta comitissa, nec here- » des ipsius aliquem de hominibus nostris predictorum locorum in » terra sua poterunt retinere; preterea concessit idem comes dicte » ecclesiæ quod quidquid provisosores dictorum locorum in acensivis » suis acquisierint, libere tenebunt et pacifice possidebunt. Nos vero » volumus et concedimus quod predicta eleemosina et omnia que pos- » sessores dictorum locorum seu provisosores vel fratres acquisierint, » sint de guarda et defensione comitisse Nivern. et heredum ipsius; » ita quod si contentio inter provisosores et fratres dictorum locorum » oriretur, dicta comitissa et heredes ipsius possint ponere custodem » suum in domibus et locis supradictis pro bonis ipsarum domorum » custodiendis ad utilitatem nostram et ecclesie nostre, quousque con- » tentio sedaretur. Ne autem super premissis aliquod possit contradic- » tionis obstaculum suboriri, presentem paginam fecimus sigilli nostri » munimine roborari. Actum apud Druyam, anno Domini M.CC. vicesi- » mo tercio, mense marcio. » *Gall. christ.*, t. XII, inter add. et suppl. in instrum. eccl. Bethl., II. — Comp. *Recueil de pièces* (1363-1566), n° 175, Bibl. Richelieu, ms., Fr. 5043, copie de 1487.

prélat s'appelait *Reynier*, et non pas *Rainaud* (1) ou *Arnoult*, comme il a été dit à tort par quelques auteurs.

A partir du mois de mars 1224, l'histoire ne fait plus mention de *Reynier*. Toutefois, un passage de l'ouvrage de M. Michaud, sur les croisades, pourrait faire supposer que le prélat, après avoir pris possession de la maison-Dieu de Clamecy, retourna en Palestine, et qu'il s'y trouvait lorsque les fidèles de la Terre-Sainte, qui ne cessaient d'implorer le secours de l'Europe, écrivirent au Pape en 1227. M. Michaud dit en effet qu'un message « du patriarche de Jérusalem, des » évêques de Césarée, de *Bethléem*..... vint apprendre au » Souverain-Pontife le désespoir dans lequel étaient tombés » les chrétiens d'Orient, lorsqu'ils avaient appris que » Frédéric différait son départ (2) ». Mais nous ferons observer que cette phrase de M. Michaud est la traduction inexacte d'une lettre de Grégoire IX (3), dans laquelle il n'est nullement question de l'évêque de Bethléem, mais où il est parlé seulement du patriarche de Jérusalem, des archevêques de Césarée, de Nazareth et de Narbonne, des évêques de Winchester et d'Exeter, et des grands-maîtres de l'Hôpital, du Temple et de l'ordre Teutonique.

VIII.

GODEFROY.

Le huitième évêque de Bethléem est GODEFROY, qui était, comme nous l'apprend son contemporain Mathieu Paris (4),

(1) *Dictionnaires de Trévoux* et de Moréri. au mot *Bethléem*. — *Etat de France*, par le P. Simplicien, t. II, p. 654. — *Mercure galant*, septembre 1697, p. 116 et suiv.

(2) MICHAUD. *Histoire des croisades*, éd. de 1862, t. III, l. XIII, p. 12.

(3) LABBÉ, *Sacrosancta concilia*, Paris, 1671, t. XI, 1^{re} partie, p. 310. — Greg. IX, ep. I, ex Matt. Par. anno 1227.

(4) Matthæi PARIS *Opera*, Londini, 1640, p. 723, ann. 1247. — Voir aussi la traduction de M. Huillard-Bréholles, p. 310, t. VI.

chapelain d'Innocent IV et fils du préfet de la ville de Rome. De là il est appelé, par les auteurs qui ont écrit en latin, *Godefridus de Præfectis Romanæ urbis* (1), ou par abréviation *Gottifridus de Præfectis* (2), et, probablement par erreur des copistes, *Gotifridus de Perfectis* (3) et *Gottifredus de Præseratis*. C'est donc à tort qu'on lui a donné en français le nom de Geoffroy Prevost (4), ou celui de Godefroy des Parfaits (5).

Moréri, dans son *Dictionnaire historique* (Bethléem), dit que ce personnage, qu'il nomme Geoffroi de *Perfectis*, occupa le siège de Bethléem dès l'année 1225 (6). Ce fait n'est point exact, car nous avons la preuve que Godefroy n'était point encore évêque en 1244. Nous lisons en effet dans la vie d'Innocent IV, écrite par Nicolas de Curbio (7), que le Pape, ayant voulu conclure la paix avec l'empereur d'Allemagne, vint à Sutri, le 28 juin 1244; mais que les deux souverains n'ayant pu s'entendre, Innocent, qui craignait le ressentiment de Frédéric, résolut de se retirer secrètement. Le Souverain-Pontife ne communiqua son dessein qu'à quelques personnes de sa suite, entre autres à Nicolas de Curbio (qui raconte lui-même le fait) et au chapelain Godefroy de *Præseratis*, qui, *quelque temps après*, ajoute l'historien, fut élu évêque de Bethléem (*assumptis secum... Nicolao de Curbio..... necnon et domino Gottifredo de Præseratis Capellano ipsius, postmodum electo Bethlemitanensi*). Le Pape partit en toute hâte; il poussa si vivement son cheval, que le matin même de la fête de saint Pierre et de saint Paul, il arriva à Civita-

(1) *Gall. christ.*, eccl. Beth. — Charte de 1247, *infra*.

(2) Charte du 23 avril 1245, *infra*.

(3) Charte du 23 juillet 1245, *infra*.

(4) L'abbé DE MAROLLES, *Inventaire manuscrit des titres de Nevers*, t. I^{er}, p. 625. Bibl. Richelieu, Colb. 281, V^e.

(5) M. DE SOULTBAIT, *Arm. du Nivernais*. — Mgr GROBNIER, *N.-D. de Beth.-les-Clamecy*.

(6) C'est ce qu'enseigne aussi l'éd. du *Gall. christ.*, de 1656.

(7) MURATORI, *Scriptores rerum italicarum*, t. III, p. 592. *Ex vita Innocentii IV scripta a fratre Nicolao de Curbio*.

Vecchia où il prit la mer pour se rendre à Gênes et passer ensuite à Lyon.

L'année suivante (1245), dans un acte daté du 20 avril, Godefroy prenait le titre d'évêque élu de Bethléem. Cette charte ne nous est connue que par l'*Inventaire des titres de Nevers*, de l'abbé de Marolles (1), où on lit : « Vidimus de » Ittier, bailly de madame la comtesse de Nevers, en date de » l'année 1254, pour une lettre de Geofroy Prevost esleu » évesque de Bethleem, en datte du 12^e des calendes de may » de l'an 1245, par où se voit comme il quitte à perpé- » tuité à ses hommes et feaux habitants du village de Cersy » au diocèse d'Autun, la main-morte qu'il avoit droit de » prendre audit lieu, de sorte néanmoins que lesdits hommes » et habitants ne seront pas moins sous sa juridiction. Et s'il » arrive quelque succession audit lieu elle sera pour le plus » proche héritier du deffunt, si elle est requise dans an » et jour, autrement elle appartiendra à l'église de Bet- » thléem. »

Si on se reporte aux chartes de 1224, on trouve, au nombre des biens que Guillaume IV donna à nos prélats, le village de La Maison-Dieu. Nous supposons que c'est de ce pays, qui n'était probablement au treizième siècle qu'un hameau dépendant d'un village du nom de Cersy (*villam sitam sub Cersiaco, quæ dicitur Domus Dei*), qu'il est question dans l'acte du 20 avril 1245. Mais, ce village appelé Cersy, où se trouvait-il situé ? Nous ne le saurions dire. Peut-être le mot Cersy est-il le nom primitif de Sardy, dont le territoire est maintenant réuni à celui de la commune de Brèves. Quant à l'importance que pourrait avoir ce document du 20 avril 1245, au point de vue de la juridiction temporelle des évêques de Bethléem, elle s'évanouit promptement ; car trois jours après, c'est-à-dire le 23 avril de la même année (2), Godefroy aban-

(1) Un inventaire manuscrit des titres de Bethléem, dressé en 1701, en fait aussi mention.

(2) « In nomine Domini, amen. Nos Mathildis comitissa Nivernensis, » vera hæres et capitanea dicti comitatus, donamus, assignamus et » concedimus in perpetuum vobis Domine Gottifride de Præfectis

donnait à la comtesse de Nevers tous les droits qu'il possédait audit village de Cersy, du diocèse d'Autun. En échange de quoi Mahauld constituait à l'évêché de Bethléem une rente annuelle et perpétuelle de 40 livres tournois, payable à Auxerre, dans l'octave de la Purification, et à prendre sur sa

» *Bethleemitane electe, ecclesiæ vestræ et successoribus vestris in*
 » *perpetuam recompensationem quadraginta libras Turonensium, vel*
 » *valorem earum, reddituales reddendas annuatim a nobis et successo-*
 » *ribus nostris, vobis et successoribus vestris, vel certo nuncio vestro,*
 » *vel ipsorum apud Autissiodorum in octavis Purificationis beatissimæ*
 » *Virginis Mariæ in censiva nostra de Autissiodoro : ita quod si dicta*
 » *censiva non valeret dictas quadraginta libras Turonenses, vel ad*
 » *aliud quodlibet assignaretur, nos et hæredes nostri dictas quadra-*
 » *ginta libras annui redditus super alios redditus nostros æquivalentes*
 » *in comitatu Nivernensi assignare et solvere tenebimur, et tenebuntur*
 » *pro eo quod nomine dictæ ecclesiæ vestræ Bethleemitanæ de listis et*
 » *concessistis pro dicto redditu annuali nobis, hæredibus et successo-*
 » *ribus nostris in perpetuum villam vestram de Cersiaco Æduensis*
 » *diœcesis sitam in comitatu nostro, cum hominibus et omnibus juri-*
 » *bus, costumis, justitiis, appendiciis et pertinentiis omnibus ejusdem*
 » *villæ, ita quod si mandatum vestrum vel dictæ ecclesiæ recepturum*
 » *dictam pecuniam non appareat loco et tempore prædictis, ipsa pecu-*
 » *nia penes abbatem et conventum B. Mariæ Magdalenæ de Viziliaco*
 » *integre deponetur dictæ ecclesiæ Bethleemitanæ, vel ejus mandato*
 » *persolvenda. Si autem dicta pecunia in aliquo futuro tempore non*
 » *persolveretur, ut est dictum, nos promittimus pro nobis, hæredibus*
 » *et successoribus nostris solvere vobis et successoribus vestris pro*
 » *singulis diebus more solutionis faciendæ quinque solidos Turonenses*
 » *nomine pœnæ; et hoc continue de die in diem donec de prædictis*
 » *pecunia et pœna fuerit satisfactum. Et si per biennium a solutione*
 » *dictarum quadraginta cessatum fuerit, erit in optione prædictæ*
 » *ecclesiæ Bethleemitanæ recipere dictum redditum cum pœna nominatæ*
 » *vel rehabere absolute dictam villam de Cersiaco cum omni integra-*
 » *tionem, jure et justitiis, et cum pœna nominata et cum redditu de annis*
 » *cessatis, eodem tamen redditu quadraginta librarum postea cessaturo,*
 » *et dicta villa de Cersiaco postmodum in perpetuum dictæ ecclesiæ*
 » *Bethleemitanæ remanente sicut fuerat usque nunc cum omni melio-*
 » *ratione ejus. Hæc autem omnia et singula in hac pagina contenta*
 » *volumus et concedimus, et per juramentum nostrum corporaliter*
 » *interpositum promittimus tenere et observare in futurum, ad eadem*
 » *observanda hæredes et successores nostros specialiter obligantes, et*
 » *præcipue ut sicut nos juramus et facimus; ita ipsi literas nostras*

censive d'Auxerre et autres lieux. Il fut en outre convenu que si, au jour indiqué, personne ne se présentait au nom de l'évêque de Bethléem pour recevoir ladite rente, la somme serait consignée entre les mains de l'abbé de Vézelay, qui devrait alors la remettre à l'église de Bethléem. Par chaque

» per suas proprias confirmantes, eadem faciant et jurent, infra annum
 » ex quo saisinam comitatus Nivernensis habebunt; et ita singuli qui
 » pro tempore erunt, faciant. Et insuper rogamus sanctissimum
 » Dominum papam qui nunc est et qui pro tempore fuerit, quod ipsa
 » omnia et singula in hac pagina contenta confirmare dignetur. Et
 » ipsum Dominum papam et reverendos patres Autissiodorensem,
 » Eduensem et Nivernensem episcopos qui sunt in præsenti et qui pro
 » tempore erunt, ut si prædicta omnia et singula non observarentur,
 » ipsi omnes et singuli eos qui in observatione alicujus vel aliquorum
 » eorumdem deficerent, per excommunicationem personalem et inter-
 » dictum terrarum ad plenariam satisfactionem venire compellant, nec
 » sententias latas in personas vel in terras relaxent aliquatenus donec
 » dictæ ecclesiæ Bethleemitanæ prælato qui erit pro tempore vel ejus
 » mandato super omnibus et singulis in hac pagina quod contractus
 » iste permutationis, vel eschangii, vel quocumque nomine censeatur,
 » et omnia in litteris istis contenta dictæ ecclesiæ Bethleemitanæ et
 » ejus capitulo et prælato ejus qui pro tempore fuerit, et nobis et
 » hæredibus nostris valeant omnibus modis, ac si propriis nominibus
 » et certa demonstratione fuissent designata.

» Nos autem Gottifridus de Præfectis dictæ ecclesiæ Bethle-
 » emitanæ electus a Domino papa confirmatus volumus et con-
 » cedimus quod nos et successores nostri et capitulum nostrum
 » Bethleemitanum et ecclesiæ nostræ ultramarinæ et citramarinæ
 » teneantur in perpetuum facere obsequium fidelium pro antecesso-
 » ribus vestris, domina comitissa, pro dictis quadraginta libris redi-
 » tualibus sicut pro dicta villa de Cersiaci antea tenebatur. Promit-
 » timus etiam per nos et ecclesiam nostram Bethleemitanam et succes-
 » sores nostros omnia prædicta rata et firma habere in posterum; et
 » promittimus quod procurabimus et faciemus quod capitulum nos-
 » trum Bethleemitanum contra non veniet, sed prædicta omnia benignius
 » observabit. Iterum concedimus et volumus quod si nos vel succes-
 » sores nostri, vel capitulum nostrum Bethleemitanum contra prædicta
 » veniremus aut venirent, vos Domina comitissa et hæredes et succes-
 » sores vestri, si vobis et eis placeret, a solutione dictarum quadra-
 » ginta librarum Turonensium penitus cessaretis et cessarent in per-
 » petuum; dicta tamen villa cum omnibus ejus pertinentiis nobis et
 » capitulo nostro Bethleemitano, et successoribus nostris in perpetuum

jour de retard apporté dans le paiement de cette rente par les comtes de Nevers, ceux-ci devraient à nos prélats cinq sous tournois ; et, après un retard de deux ans, l'église de Bethléem pourrait réclamer l'indemnité entière et reprendre tous ses droits au village de Cersy : dans ce cas, toutefois, il n'y aurait plus lieu pour elle à réclamer à l'avenir la rente de 40 livres tournois. Godefroy, de son côté, reconnaissait que lui, ses successeurs et le chapitre de son église, *tant au delà qu'en deçà des mers*, devraient rendre à Mahauld et à ses héritiers, pour cette même rente de 40 livres tournois, l'hommage dont les évêques de Bethléem étaient, avant la rétrocession, tenus envers la comtesse.

Ces conventions se trouvent consignées dans un acte dressé à cet effet au château de Druyes. Cette charte porte, comme nous avons dit, la date du 23 avril 1245. Godefroy y est désigné avec le titre d'évêque élu de Bethléem et agréé par le Pape.

Trois mois après, par un acte du 23 juillet 1245, le chapitre de Bethléem ratifiait le traité que Godefroy avait fait avec la comtesse Mahauld (1).

» extunc integre et libere remaneret. Et nos vobis, Domina comitissa,
 » dedimus litteras capituli nostri Bethleemitani de rethabitione quam
 » penes nos habebamus.

• In quorum testimonium et munimen nos Mathildis comitissa
 • Nivernensis præsentem paginam sigillo nostro fecimus consignari.
 • Et ut hæc omnia et singula rata et firma permanerent in futurum,
 • nos Gottifridus de Præfectis prædictus Bethleemitanus electus a
 • domino Papa confirmatus eandem paginam sigilli nostri munimine
 • reddidimus roboratam. Nos autem cantor et capitulum B. Martini
 • de Clameciaco ad instantiam et petitionem nobilis Domine Mathildis
 • comitissæ Nivernensis et venerabilis patris Gottifredi Bethleemitani
 • electi, a domino Papa confirmati, præsentibus litteris sigillum nos-
 • trum apponendum duximus in testimonium prædictorum. Actum
 • publice apud Drejam, anno gratiæ M.CCXLV, IX kalendas maii. »
 (Gall. christ., t. XII, ex instrum. I.)

(1) « In Dei nomine amen. Nos Capitulum Bethlemitanum notum
 » facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod habemus ratum
 » et firmum contractum de villa de Cerci Eduensis diocesis quem ve-

Mathieu Paris (1) rapporte qu'en l'année 1247 Godefroy fut envoyé en Ecosse par Innocent IV. Voici en quels termes s'exprime cet historien : « A la même époque (1247) Gode-
 » froy, fils du préfet de Rome et élu à Bethléem, fut envoyé
 » par le Seigneur pape comme légat en Ecosse (*Illis quoque*
 » *diebus missus est à Domino Papa Godefridus filius præfecti*
 » *Romæ, electus Bethlimitanus legatus in Scotiam*); on ne sait
 » pour quel motif, puisque la foi catholique florissait dans ce
 » pays, et que la paix, tant du clergé que du peuple, était ob-
 » servée et en vigueur. Aussi croyait-on que, selon la cou-
 » tume des Romains, le susdit Godefroy, ainsi que l'aimant
 » qui attire le fer, voulait attirer à lui l'argent qui formait les
 » revenus opulents et désirés des Ecossais. » En ce moment, le clergé d'Angleterre se plaignait vivement de la cour de Rome et des Italiens qui, prétendait-il, ruinaient le pays. Voilà ce qui fait parler de la sorte le Bénédictin anglais. Quant à ce qui concerne notre prélat, Mathieu Paris porte sur lui un jugement bien sévère, puisqu'il avoue ne pas savoir quel motif appelait Godefroy en Ecosse.

Tandis que Godefroy traversait l'Angleterre, un habitant de Londres fit à l'évêché de Bethléem une donation importante. L'acte, qui en fut dressé à la date du mercredi après la fête de l'évangéliste saint Luc, l'an 1247, a été reproduit en

» nerabilis pater et dominus noster Gotifridus de perfectis electus nos-
 » ter Bethlemitanus fecit cum domina comitissa Mathildi Nivernensi
 » de ipsa villa de Cercy dando eam sibi et ejus heredibus pro quadra-
 » ginta Turonencibus solvendis ipsi electo vel Bethlemitano episcopo
 » adnuatim pro ipsa villa a dicta domina comitissa sed quod in litteris
 » apertis sigillis dicte domine comitisse dicti Domini electi nostri et
 » capituli Sancti Martini de Clameciaco munitis quas dicta domina
 » comitisse et prefatus electus in eadem forma habent plenius contine-
 » tur. In cujus rei testimonio presentes litteras nostro sigillo fecimus
 » communiri. Datum pontificatus domini Innocentii quarti Pape anno
 » tertio, decimo kalendas Augusti. » *Recueil de pièces* (1363-1566),
 f° 175, Bibl. Rich., ms. Fr. 5043, copie de 1487.

(1) Matthæi PARIS *Opera*, p. 723. — Trad. de M. Huillard-Bréholles, p. 310, t. VI.

entier par Dugdale dans son *Monasticon Anglicanum* (1). On lit dans ce document que « Simon, citoyen de Londres, ayant » une dévotion spéciale pour l'église de Bethléem, où Jésus- » Christ est né de la vierge Marie, où la milice céleste a, pour » célébrer la naissance du Sauveur, chanté pour la première » fois l'hymne *Gloria in excelsis Deo*, où le Roi des rois a voulu » être adoré par les Mages, que guidait l'étoile, donne à Gode- » froy, issu des préfets de la ville de Rome, évêque élu de » Bethléem et confirmé par le Pape, toute sa terre située sur

(1) « Universis sanctæ Matris ecclesiæ filiis, ad quos præsens scrip- » tum pervenerit, *Simon* filius *Marix*, civis *Lond.* salutem in Domino, » cum inter cætera, immo præ cæteris, quæ in terris miserabiliter opo- » rata est, Cœlestis altitudo consilii, ea pro majori devotione venerari » debeat mortalis infirmitas a quibus post lapsum prothoplausti suæ ro- » parationis sumpsit exordium, dignum profecto videtur, ut locus ille, » in quo verbum caro factum, virginali processit ex utero, quodq. » redemptionis humanæ auctor extitit et principium, præcipua debeat » reverentia revereri, et beneficiis potioribus augmentari. Hinc est, » quod ego dictus *Simon* filius *Marix* specialem et singularem devotio- » nem habens ad Ecclesiam gloriosæ Virginis *Marix Bethleemitanæ*, » ubi eadem virgo primogenitum suum Jesum Christum Salvatorem » nostrum ex se genuit incarnatum, et jacentem in præsepio, proprio » lacte pavit; ubi quoque puero nobis ibidem nato, militiæ cœlestis » exercitus novum decantantes ympnum; scilicet; *Gloria in excelsis » Deo*, idem nostræ salutis auctor, et Rex regum, à regibus, nova » eos præcedente stella, voluit adorari. Ob reverenciam ipsius et ejus- » dem matris piissimæ, ad honorem quoq. et exaltationem Domini mei » *Henrici* regis *Anglorum* illustris, cujus uxorem et prolem sub cura » et protectione, prædicta Dei genitrix, et unigenitus ejus habeant, et » civitatis *London.* in qua sumus oriundus, multiplex incrementum; » necnon pro salute animæ meæ, prædecessorum et successorum, pa- » rentum et amicorum meorum; et specialiter pro animabus *Guydonis » de Merlawe, Johannis Durant, Rudulphi Aswy, Matildis, Margerix,* » et *Dionysix* mulierum; dedi et concessi et præsentî carta mea confir- » mavi Doo et Ecclesiæ S. *Marix de Bethleem*, totam terram meam, » quam habui in parochia sancti *Botulphi* extra *Bishopsgate London.*, » scilicet quidquid ibidem habui, vel habere potui, in domibus, gar- » dinis, ortis, vivariis, fossatis, paludibus, et omnibus aliis pertinentiis, » sicut suis finibus concluduntur; quæ se extendunt in longitudine, à » vico regio orientali, usq. ad fossatum in parte occidentali, quod vo- » catur *Depediche*, et in latitudine versûs terram quæ fuit *Radulphi*

» la paroisse de Saint-Botholf, dans un des faubourgs de Londres, au-delà de Bishopsgate. »

Cette donation était spécialement faite pour qu'on bâtit sur ce lieu même un couvent, et qu'on y établît un prieur, des chanoines, des religieux et des religieuses qui, prenant la règle

» *Dunnings*, versus aquilonem, et terram Ecclesiæ S. Botulphi versus
 » austrum. Habenda et tenenda prædictæ Ecclesiæ *Bethlem*, in libe-
 » ram, puram, et perpetuam elemosinam; et specialiter ad faciendum
 » ibidem prioratum; et instituendos ibidem priorem, canonicos, fratres,
 » ac etiam sorores, cum Jesus Chistus suam gratiam, super hoc fuerit
 » elargitus; qui in dicto loco regulam et ordinem dictæ Ecclesiæ
 » *Bethlem* solemniter profitentes ibidem, signum stellæ deferant pu-
 » blice in capis et mantellis; et ad divina ibidem celebranda, pro ani-
 » mabus prædictis, et omnium fidelium defunctorum; et specialiter ad
 » recipiendum ibidem Episcopum *Bethlemitanum*, canonicos, fratres,
 » et nuncios Ecclesiæ *Bethlemitanæ* imperpetuum, quociens venerint
 » ibidem: Et ut ibidem ecclesia, seu oratorium construatur, quam
 » cito dominus suam gratiam fuerit elargitus, sub tali forma, quod
 » ordinatio, institutio et destitutio prioris, canonicorum, fratrum, et
 » sororum dicti loci visitatio et correctio et reformacio, ad episcopum
 » *Bethlemitanum*, et successores suos et capitulum Ecclesiæ suæ, et
 » nuncios suorum, quociens venerint ibidem, ac voluerint, et vide-
 » rint expedire, nullius contradictione obstante, pertineant in æter-
 » num: Salvis servitiis capitalium dominorum quantum ad dictam
 » terram pertinent. Et ad maiorem hujus rei securitatem, de tota
 » dicta terra foris me misi et meos, et dominum *Godefridum* de præ-
 » fectis Romanæ urbis, tunc electum *Bethlemitanum*, à domino Papa
 » confirmatum, tunc in *Anglia* existentem, nomine suo, et successorum
 » suorum et capituli Ecclesiæ *Bethlemitanæ*, in corporalem possessio-
 » nem induxi, et tradidi sibi possessionem omnium prædictorum, qui
 » dictam possessionem recepit et intravit sub forma prædicta. In
 » signum autem subjectionis, et reverenciæ, dictus locus de *Lond.*
 » extra *Bishopsgate*, solvet annuatim in dicta civitate, unam marcam
 » sterlingorum in *Pascha* resurrectionis dominicæ, Episcopo *Bethleemi-*
 » *mitano*, vel ejus nuncio, nomino census. Et sicut facultates dicti
 » loci, dante Domino, plus crescent, ita plus dictus locus, pro censu,
 » exsolvet in dicto termino Ecclesiæ *Bethlemitanæ*, suæ matri. Hanc
 » autem donationem et præsentis cartæ meæ confirmationem, sigilli mei
 » appositione, pro me et heredibus meis, firmiter roboravi. Anno Do-
 » mini MCCXLVII, die *Mercurii* post festum sancti *Lucæ* evangelistæ.
 » Hiis testibus, *Petro* filio *Alwini* tunc Majore *London.*: *Nicholaio Bat.*
 » tunc vicecomite Civitatis, et Aldermanno Civitatis, scilicet ejusdem

de Bethléem, porteraient une étoile sur leurs capes et leurs manteaux. Ces moines devaient célébrer les offices divins, recevoir l'évêque et les chanoines de Bethléem, ainsi que toutes personnes par eux envoyées. Les prélats de notre église, ainsi que leur chapitre, pourraient seuls nommer ou révoquer le prieur et les membres de la maison; et ils auraient droit de visite, de correction et de réforme sur le monastère qui, le jour de Pâques de chaque année, en signe d'obéissance et de soumission, payerait à l'église de Bethléem ou à son mandataire, à titre de cens, une certaine redevance (*unam marcam sterlingorum*) qui deviendrait plus considérable à mesure qu'augmenteraient les ressources du prieuré.

On voit par un procès-verbal de visite dressé par les commissaires du roi Henri IV d'Angleterre, le 12 mai de la quatrième année du règne de ce prince (1403), que sur ce domaine s'élevèrent une chapelle et un hôpital dédiés à Notre-Dame de Bethléem. Pendant quelque temps il y eut dans cette maison un supérieur, des religieux et des religieuses bethléémites; mais les commissaires de Henri IV constatèrent que, en 1403, il ne s'y trouvait plus ni religieux ni religieuses, et qu'il y avait seulement un maître (*magister*), qui ne portait même plus le costume de l'ordre. A la même époque, une grande partie des bâtiments et des terres dépendant de l'hôpital avait été aliénée.

« Pour célébrer la naissance du Messie, » lisons-nous dans la charte de 1247, « les anges ont chanté à Bethléem » l'hymne *Gloria in excelsis*. » A ce passage se rapporte un très-ancien usage observé par les évêques de Bethléem, et qui nous est rapporté par un auteur du treizième siècle.

» Wardæ; Radulpho Spertynge Aldermanno; Godefrido de Camprs,
 » Simone le Cunreour, Simone Loroimare, Roberto de Wodeford, Thoma
 » de Wodeforde, Wallero Puintel, Wallero Wodeford, Jacobo filio Petri,
 » Johanne Juscior, Alexandro de Schoredych, Thoma de Berecuvia, et
 » Stephano Marescallo fratre suo, tunc Bedello Wardæ, Johanne
 » Durant, Gregorio filio Gregorii, Roberto Pistore, Rogero de Epping,
 » et multis aliis. » DUGDALE, *Monasticon Anglicanum*, Londini.
 1655-61-73, t. II, p. 381.

Durand, évêque de Mende, nous enseigne dans son *Rationale divinatorum officiorum*, que « les évêques de Bethléem, à » toutes les messes qu'ils célébraient, même à celles des morts, » récitaient le *Gloria in excelsis Deo*, parce que, selon le » témoignage de saint Luc (1), c'est dans la ville qui a vu » naître Jésus-Christ que cette hymne a été chantée pour la » première fois. » (*Episcopus † tamen Bethlehemitanus ex abusu omni die et omni missa, et pro defunctis Gloria in excelsis decantat, pro eo, quod hymnus ille Luca testante, primò in Bethlehemitana regione cantatus est.*) (2).

On connaît peu de détails sur l'ordre de Bethléem, dont fait mention l'acte de 1247 que nous avons analysé. Toutefois, de diverses bulles et chartes, il ressort que les Bethléémites suivaient la règle de saint Augustin; et Mathieu Paris nous apprend quel était leur costume : « L'habit de ces frères, » nous dit-il, « était semblable à l'habit des Frères-Prêcheurs ; » sur leur cape, à l'endroit de la poitrine, était figurée une » étoile rouge à cinq rayons, au milieu de laquelle se trouvait » une pièce ronde de la couleur de l'air, en commémoration » de l'étoile qui apparut à Bethléem quand le Seigneur naquit. » Selon le même historien, en l'année 1257, « on » accorda aux frères de Bethléem une maison à Cambridge, » dans le faubourg qui mène du côté de Trumpington (3) ».

(1) Luc., cap. II, §§ 13 et 14.

(2) *Rationale divinatorum officiorum* a R. D. Gutielmo DURANDO Mimatensi episcopo. Lugduni, 1574, feuillet 109, au verso : Bethlehemitani episcopi privilegium, l. IV, c. XIII, n. 7. — Dans le *Racionel du devin office traduit en françois par maistre Jehan Golein, de l'ordre de Nostre-Dame-du-Carme, par le commandement du roy Charles-le-Quint, qui regnoit en France l'an MCCCCLXXX* on lit également ce passage, relatif au *Gloria in excelsis Deo* : « En l'advent » ne en quaresme on ne le chante point se nest quil soit feste sollemp- » nel. Levesque de Bethleem le chante es messes de Requiem pour ce quil » fut la premièrement des angetz chanté. » Bibl. Rich., dép. des mss. Fr. 176.

(3) Mathieu Paris, traduction de M. Huillard-Bréholles, t. VIII, p. 300. — HÉLYOT, *Hist. des ord. monastiques*, t. III, ch. XLVI.

Mais nous ignorons à quelle époque fut élevé le prieuré de Saint-Botholf, et par conséquent quelle année y furent établis les Bethléémites.

Des chanoines, des religieux et des religieuses de l'ordre de Bethléem ou de l'Étoile furent aussi installés dans l'hôpital de Pantenor, à Clamecy; malheureusement, aucun document ne nous indique la date de leur arrivée (1): Sans doute le chapitre avait suivi son évêque en exil. Une bulle de l'année 1284, émanant du pape Martin IV, nous apprend positivement que le chapitre de Bethléem était de l'ordre de Saint-Augustin; et une charte du quatorzième siècle, que nous reproduirons à sa date, nous enseigne qu'il y avait alors et depuis longtemps, au faubourg de Clamecy, des religieux et des religieuses *portant les toiles et les draps de la religion de Bethléem*, et suivant la règle de saint Augustin (2).

D'après les auteurs du *Gallia christiana*, l'histoire ferait encore mention de Godefroy à la date du 23 juillet 1251; mais nous ne savons pas à quelle époque mourut ce prélat.

IX.

THOMAS AGNI DE LENTINI

THOMAS AGNI, dit DE LENTINI, du nom de la ville de Sicile où il prit le jour, entra dans l'ordre des Frères-Prêcheurs. Il

(1) Bien que l'hôpital de Pantenor ait été donné aux évêques de Bethléem dès l'année 1168, nous devons supposer que les religieux bethléémites ne s'y installèrent pas avant que Reynier eût pris possession de cette maison-Dieu. Aussi croyons-nous que les moines qui se trouvaient au faubourg de Clamecy en 1211 (voir la charte du 29 octobre 1211) n'étaient pas de l'ordre de l'Étoile.

(2) D'après le *Gallia christiana* (eccl. Bethl., t. XII), il y avait au quatorzième siècle des religieux hospitaliers bethléémites au prieuré d'Eusen, dans le diocèse d'Aire.

devint bientôt prieur du couvent que les Dominicains avaient élevé à Naples, et ce fut lui qui, en 1243, donna l'habit à saint Thomas d'Aquin (1).

Quelques années plus tard, il fut élu provincial de Rome, et de cette dignité Alexandre IV appela Thomas de Lentini à l'évêché de Bethléem. On doit placer son élection de 1255 à 1260. Selon Bernard Guidonis (2) et, d'après lui, Echarl, Bremond (3), Le Quien (4) et les auteurs du *Gallia christiana*, il fut nommé en 1255, tandis que Fontana (5) et Cavalieri (6) se contentent de dire qu'il devint évêque de Bethléem vers 1260.

C'est à l'année 1262, environ, que se rattache le passage suivant, tiré du fragment qui est parvenu jusqu'à nous, d'un ouvrage (*De Statu Sarracenorum*) que Guillaume de Tripoli adressait à Grégoire X en 1273 : *Tempore illo, frater THOMAS erat Behelivitanus episcopus, apostolicæ sedis legatus in Accon, qui factus est postmodum patriarcha Hierusalem.* (Dans ce temps-là, frère Thomas était évêque de Bethléem et légat du Saint-Siège à Acre ; il fut plus tard patriarche de Jérusalem) (7).

Un auteur anonyme du treizième siècle, qui a continué en français l'*Histoire de la guerre sainte* de Guillaume de Tyr, place vers l'année 1261 l'arrivée de Thomas en Palestine : *A. MCCLXI morut pape Alizandre et après fu Urbans... En son tans fu en Acre la grant guerre des Venitiens et des Genevois...*

(1) ECHARD, *Script. ord. Præd.*, t. I, p. 358.

(2) Bernard Guidonis, Dominicain célèbre, naquit en 1260, et mourut évêque de Lodève le 30 décembre 1331.

(3) BREMOND, *Bull. ord. Præd.*, t. I^{er}, p. 412.

(4) LE QUIEN, *Orien. christ.*, t. III, eccl. Beth., et p. 1261, inter patriarch. Hier.

(5) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 140.

(6) CAVALIERI, *Galleria*, t. I^{er}, p. 34, n° 89.

(7) DUCHESNE, *Historiæ Francorum scriptores*, Paris, 1649, t. V, p. 432. *Fragmentum ex libro de Statu Sarracenorum, ut frater Guillelmus Tripolitanus scripsit.*

Après cette guerre vint en Acre légat frère THOMAS DE LANTIL, évêque de Bethléem (1).

Nous voyons, par ces deux citations, que Thomas fut non-seulement évêque de Bethléem, mais encore légat du Pape en Orient. Il semble qu'il partit pour la Palestine peu de temps après avoir été sacré ; et aucun document ne mentionne qu'il soit jamais venu dans le comté de Nevers pour y visiter son église et son hôpital du faubourg de Pantenor. Tandis que ce prélat se trouvait à Acre en qualité de légat du Saint-Siège, Benoît, évêque de Marseille, lui dédia son livre sur la Sainte-Trinité et la foi catholique. Dans son épître dédicatoire, qui porte la date du 21 septembre (jour de la fête de saint Mathieu) 1261, Benoît loue la piété et la science de l'évêque de Bethléem (2).

Pendant son séjour en Palestine, notre prélat s'attacha de tout son pouvoir à servir la religion et à secourir les chrétiens. Voulant améliorer le sort de ses frères d'Orient, de concert avec les grands maîtres de Saint-Jean-de-Jérusalem et du Temple et d'un précepteur de l'ordre Teutonique, il écrivit

(1) MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum et monumentorum amplissima collectio*, t. V, col. 737. *Guillelmi archiepiscopi Tyriensis continuata belli sacri historia, gallico idiomate.*

(2) « Beatissimo in Christo Patri et reverentissimo Domino T. Dei
 » providentia episcopo Bethlemitano apostolicæ sedis legato Benedictus
 » Dei gratia episcopus Massiliensis, cum speciali devotione, obedientia,
 » et reverentia, promptam ad beneplacita voluntatem. Quia vitæ sanc-
 » titas et bonus odor famæ publicæ ac evidentia sanctorum operum et
 » splendor scientiæ personam vestram irradiant et venustant et splen-
 » dore sui luminis alios illuminant per doctrinam salubriter et exem-
 » plum, sanctæ paternitati vestræ mittimus tractatum quem compo-
 » suimus super erroribus quos citra et ultra mare invenimus a fide
 » catholica aberrantes et ab unitate sedis apostolicæ deviantes. Quem
 » tractatum misimus domino Papæ bonæ memoriæ Alexandro, sicut
 » patet in littera præcedenti, et postea dirivavimus ad religiones fra-
 » trum prædicatorum et minorum et cisterciensium et de pœnitentia
 » Jesu-Christi, et ad alias plures, et ad archiepiscopos et episcopos, et
 » diversas provincias et diœceses in partibus transmarinis, et per vos
 » in istis partibus, ubi opus incepimus, volumus dirivari. Vos autem
 » corrigatis quæ videritis corrigenda, et faciatis copiam aliis transcri-

d'Acre, le 4 avril 1263, au roi d'Angleterre Henri III, pour supplier ce prince d'envoyer des secours en Terre-Sainte (1). Puis, la même année, à la prière des chrétiens de Palestine et de Syrie, il résolut d'aller en personne exposer au Souverain-Pontife les malheurs qui de nouveau les menaçaient, et lui demander des subsides. A cet effet il partit d'Acre pour se rendre en Italie, comme nous l'enseigne le continuateur de Guillaume de Tyr : *A. MCCLXIII. Et vint en Acre au XXV jour de septembre legat et patriarche de Jérusalem et ministre de l'évesque d'Acre Guillaume qui avoit esté evesque d'Argense et s'en retourna à Rome lui legat THOMAS qui estoit evesque de Bellhlehem* (2).

Lorsque notre évêque arriva à Rome, Urbain IV était gravement occupé des affaires de Sicile. Ce fut lui que le Pape chargea, en 1264, de prêcher la croisade contre l'usurpateur Mainfroi (3).

Quelques années après, tandis que Thomas de Lentini se

» bendi secundum quod videritis expedire, nosque ad gregem nobis
 » commissum in sanctis vestris orationibus et meritis habere digne-
 » mini commendatos et aliis commendare. Adaugeat vobis Deus gra-
 » tiam, et bene valeat sancta vestra paternitas nunc et semper. Datum
 » Accon anno Domini MCCLXI, in festo sancti Matthæi. » *Miscellaneorum* Stephani BALUZI, *Liber sextus*, Paris, 1713. *E præfationibus Benedicti episcopi Massiliensis in commentarium suum de sancta Trinitate et Fide catholica*, p. 350.

(1) « Excellentissimo ac christianissimo principi D. Henrico illustri
 » regi Angliæ, F. Thomas de ordine prædicatorum miseratione divina
 » Bethleemitanus episcopus, apostolicæ sedis legatus, ejus ad Deum
 » orator assiduus, F. Hugo Revel humilis magister domus hospitalis
 » S. Joannis Jerosolymitani, et pauperum Christi custos, F. Thomas
 » Berardus humilis magister domus militiæ Templi, F. Mortymanus
 » præceptor domus hospitalis S. Mariæ Theotameor. (*pour Theotonicorum*)
 » et magistri ejusdem domus in regno Syriæ vicem gerens.....
 » Datum Accone quarto die mensis april. sexto indictionis : ac proinde
 » anno MCCLXIII. » ECHARD, *Script. ord. Præd.*, t. I^{er}. p. 338. (Ex
 antiquis constitutionibus regni Angliæ. Londini, 1672, p. 132.)

(2) MARTÈNE et DURAND, *Ampliss. coll.*, t. V, col. 738. — *Annales eccl.* de RAYNALDI. ann. 1263, XII.

(3) *Ann. eccl.* de RAYNALDI, ann. 1264, XXI.

trouvait encore en Italie, Barthélemy Pignatelli ayant été transféré de l'archevêché de Cosenza (en Calabre) à celui de Messine, Clément IV, le 18 avril 1267 (1), appela l'évêque de Bethléem au siège de Cosenza. Au bout de peu de temps mourut Barthélemy Pignatelli, et le chapitre de Messine voulut lui donner pour successeur Thomas de Lentini; mais Grégoire X, qui destinait ce personnage à un poste plus important encore, ne voulut point ratifier l'élection.

Du jour où il avait ceint la tiare, Grégoire avait résolu de recouvrer les Lieux-Saints (2). L'ancien évêque de Bethléem avait une connaissance parfaite de l'Orient, où pendant plusieurs années il s'était distingué tandis qu'il était légat du Saint-Siège; aussi, pensant avec raison que ce prélat lui serait un auxiliaire des plus utiles, le Souverain-Pontife appela-t-il Thomas de Lentini au siège de Jérusalem, devenu vacant par la mort de Guillaume. Les bulles sont du 21 avril 1272 (3). De plus, le Pape chargea Thomas d'administrer en même temps l'église d'Acre, qui sous le pontificat d'Urbain IV avait déjà été réunie à celle de Jérusalem; et, d'a-

(1) BREMOND, *Bull. ord. Præd.*, t. I^{er}, p. 500. — LE QUIEN, *Oriens christ.*, eccl. Beth. — *Gall. christ.*, eccl. Beth. — Echard fait observer avec raison que c'est à tort que, dans son *Italia sacra* (éd. de Rome, t. IX, p. 296 et 297), Ughelli donne la date de 1268, car les bulles sont de la troisième année du pontificat de Clément IV; or, ce Pape succéda à Urbain IV le 5 février 1265. — FONTANA (*Th. dom.*, tit. xxxvi, p. 71) et CAVALIERI (*Galleria*, t. I^{er}, p. 34), reproduisent l'erreur d'Ughelli.

Clément IV, dans une lettre datée de Viterbe, qu'il écrivit au mois de mai 1267 à son légat l'évêque d'Albano, lui annonce qu'il a transféré l'évêque de Bethléem à l'église de Cosenza (Ex Clementis IV Papæ epistolis, 462) : *Carissimo episcopo Albanensi apostolicæ sedis legato Bethlemitanum episcopum quondam ad ecclesiam Cusentinam transtulimus..... Datum Viterbii, VI (al. VII, al. VIII) idus maii, anno III.* » MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, Paris, 1717, t. II, p. 465.

(2) LABBÉ, *Sac. concilia*, t. X, 1^{re} partie, p. 939.

(3) UGHELLI, *It. sac.*, t. IX, p. 296 et 297. — ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. 358. — FONTANA, *Th. dom.*, tit. iv, p. 45. — BREMOND, *Bull.*, t. I^{er}, p. 537. — LE QUIEN, *Or. christ.*, t. III, p. 1261.

près Odéric Raynaldi (1), afin d'entourer d'un plus grand prestige encore le nouveau patriarche, Grégoire X le nomma son légat *a latere* en Arménie, en Chypre, dans la principauté d'Antioche, les fies voisines, et tout le pays de la côte d'Orient.

Quelques jours avant l'expédition des bulles, le Pape avait fait connaître à Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre, qui se trouvait alors en Palestine, le choix qu'il avait fait pour Jérusalem d'un prélat qu'il considérait comme un homme d'un immense mérite. Cette lettre, que reproduit Bremond (*Bull. ord. Præd.*, t. I^{er}, p. 505), est du 31 mars 1272. Dans le mêmesens, Grégoire X écrivit aussi aux évêques de Palestine, aux rois de Chypre et d'Arménie, au prince d'Antioche, aux Templiers (2), ainsi qu'au roi de France, Philippe-le-Hardi (3).

Le continuateur de Guillaume de Tyr (4) nous apprend que le patriarche Thomas de Lentini arriva à Acre le 8 octobre de l'année 1272 : *A. MCCLXXII. A VIII jors d'octobre arriva en*

(1) *Ann. eccl.* de RAYNALDI, ann. 1272, XVII.

(2) *Ibid.*

(3) « Gregorius episcopus servus servorum Dei. Carissimo in Christo »
 » filio P. Regi Francorum illustri..... et cum præsentem habemus in »
 » curia venerabilem fratrem nostrum Thomam Hierosolymitanum pa- »
 » triarcham, quem de fratrum nostrorum consilio, nuper ecclesiæ Hie- »
 » rosolymitanæ præfecimus, virum quidem profundi pectoris, alti con- »
 » sili, virtutum claritate conspicuum, et experientia multa probatum : »
 » in cujus manibus alias virtus altissimi statum terræ prædictæ di- »
 » rexit, dum inibi, tunc Bethleemitanus episcopus auctoritate sedis »
 » apostolicæ legationis munere fungeretur, sibi hujusmodi negotium, »
 » et prædictam pecuniam de ipsorum fratrum consilio, duximus com- »
 » mittendam, mandantes eidem ut personaliter ad cariss. in Christo »
 » filii C. Siciliæ Regis illustris patrui tui, cui quasi tibi alteri, et tuis »
 » votis potissime in hac parte conformi super hoc litteras dedimus »
 » speciales, accedens præsentiam, cum ipsius consilio, et auxilio »
 » militare, seu navale, aut quodcumque dictæ terræ magis expediens »
 » subsidium in omni qua poterit sollicitudine, ac celeritate procuret »
 » cum eodem subsidio ad easdem partes è vestigio accessurus.... etc... »
 » Datum..... pontificatus nostri ann. I. » — UGHELLI, *It. sac.*, éd. de Rome, t. IX, p. 296 et 297.

(4) MARTÈNE et DURAND, *Amp. coll.*, t. V, col. 746.

Acre frere THOMAS de l'ordre des Freres-Prescheors patriarche de Jerusalem, et legat de toute Surie, et evesque d'Acre.

Selon Ughelli (1), Fontana (2), Cavalieri (3), Soueges (4), Thomas Agni de Lentini mourut en 1276 ; mais Echard (5), s'appuyant sur le témoignage de Bernard Guidonis, ne place la mort de ce prélat qu'en 1277. Voici, d'après Echard, en quels termes Bernard Guidonis (*in Catalogo prælatorum*) fait l'éloge de notre neuvième évêque : « Frère Thomas Agni » de Lentini fut patriarche de Jérusalem et évêque d'Acre. Il » fut toujours conduit par la main de Dieu. Tandis qu'il était » provincial de la province de Rome, ayant été obligé d'ac- » cepter l'évêché de Bethléem et d'aller en Orient en qualité » de légat, il brilla par ses mérites ; mais il se distingua da- » vantage encore sur le siège archiépiscopal de Cosenza. » Enfin, Thomas fut élu au patriarcat de Jérusalem, et cou- » ronna dignement une vie qu'il avait si bien commencée. Il » mourut l'an du Seigneur 1277. »

Au nombre des écrivains illustres de l'ordre de Saint-Dominique, le P. Echard (6) a rangé Thomas de Lentini. En effet, on a de lui la vie de saint Pierre de Vérone, qui mourut pour la foi en 1252, et qui est honoré comme martyr. Il a laissé en outre un recueil de sermons (7).

(1) UGHELLI, *It. sac.*, ecclesia Cusentina.

(2) FONTANA, *Th. dom.*, tit. IV, p. 45.

(3) CAVALIERI, *Gall.*, tit. 1^{re}, p. 34, n° 89.

(4) SOUEGES, *Année dominicaine, mai*, 2^e partie, à la préface.

(5) ECHARD, *Script.*, t. I, p. 358.

(6) Voir aussi le Père Jacques LAFON, *Année dominicaine, septembre*, 2^e partie, 22 septembre, p. 423 ; et F. Gio. Michele Prò *Delle vite degli Huomini illustri di S. Domenico, parte prima, in Bologna, 1607*, col. 606.

(7) Le P. Pabebroch (au t. III de *mai des Acta Sanctorum*, p. LVIII), dans la chronologie des patriarches de Jérusalem, avait d'abord écrit qu'il n'avait pas existé un seul et même personnage appelé Thomas Agni de Lentini, mais qu'il y avait eu deux patriarches de Jérusalem du nom de Thomas : l'un appelé Thomas Agni, et l'autre Thomas de Lentini. Ce savant auteur a corrigé son erreur au tome VII de *mai*, p. 703.

X.

GAILHARD D'OURSALT.

GAILHARD D'OURSALT naquit en Gascogne et reçut l'habit des Dominicains dans la province de Toulouse. Il parcourait les villes et les campagnes pour catéchiser le peuple, et se fit remarquer par son zèle pour la religion; aussi lui donna-t-on bientôt la direction de divers couvents.

Ayant été envoyé à Paris pour des affaires importantes de son ordre, il s'y trouva en même temps que saint Pierre de Vérone. Les deux religieux se rencontrèrent et se lièrent d'une étroite amitié. Lorsque Pierre dut retourner à Côme, il ne voulut point partir sans que son confrère lui eût donné sa bénédiction; par humilité, Gailhard d'Oursault se rendit d'abord avec peine au désir du saint, « mais il en eut ensuite une extrême consolation quand il apprit que le V. P. Pierre avait souffert un glorieux martyre, et il lui adressait ses prières avec confiance, dans l'espérance d'obtenir du ciel les grâces nécessaires pour les devoirs qu'il avait à remplir (1) ».

Au chapitre provincial de Toulouse, tenu à Montpellier en 1252, Gailhard fut nommé lecteur en théologie du couvent d'Agen; en l'année 1256, il était prieur de Tarascon (2). Puis, ayant vu plusieurs religieux dominicains pleins d'un courage intrépide passer en Palestine pour y porter la foi, il résolut de se ranger au nombre de ces missionnaires. Il obtint de ses supérieurs la permission de se rendre en Terre-Sainte,

(1) FEUILLET, *Année dominicaine*, 5 février, p. 186.

(2) BREMOND, *Bull.*, t. I^{er}, p. 413. (Ex actis capituli provincialis provincie Tolosanæ apud Montem-Pessulanum anno 1252 congregati; — Ex antiquis monumentis conventus Tarasconensis; — Ex actis Avenionensis capituli provincie Tolosanæ, coacti anno 1256.)

où il travailla avec tant de ferveur, que le Pape l'appela au siège de Bethléem, devenu vacant par la translation de Thomas de Lentini à l'église de Cosenza.

Peu de temps après son élévation à l'épiscopat, Gailhard d'Oursault revint en Europe, comme il est prouvé par sept lettres du Pape Clément IV. Les trois premières sont du 20 janvier 1268, les quatre autres du 25 du même mois, et toutes sept datées de Viterbe; elles nous apprennent que le Souverain-Pontife chargea « son ami fidèle » l'évêque de Bethléem (*venerabilem fratrem nostrum G. Bethleemitanum episcopum, nostrumque fidelem amicum*) d'une mission importante à Brescia et à Crémone, afin de rétablir la paix qui avait été troublée en Lombardie (1).

De même que son prédécesseur, Gailhard d'Oursault ne vint pas, croyons-nous, visiter la maison-Dieu de Clamecy : nous n'avons du moins aucun document qui fasse mention de son séjour en France.

D'après Feuillet (2) et Charles de Saint-Vincent (3), notre prélat finit ses jours en Palestine. Une lettre de Grégoire X, datée de Civita-Vecchia, le 24 octobre de la première année de son pontificat (4), adressée à l'archevêque de Nazareth, aux évêques de Panéas et de Bethléem, dans laquelle le Pape se plaint que l'évêque de Lydda ait donné à Hugues de Chypre la couronne de Jérusalem que réclamait Marie, fille du prince d'Antioche; cette lettre, disons-nous, pourrait peut-être faire supposer en effet que Gailhard d'Oursault retourna en Terre-Sainte après avoir terminé sa mission en Lombardie. Toutefois, cette expression : *l'évêque de Bethléem*, employée par Grégoire X, sans indication plus précise, ne nous apprend

(1) MARTÈNE et DURAND, *Thes. nov. anecd.*, t. II, p. 566 et suiv.

(2) FEUILLET, *Année domin.*, février.

(3) CHARLES DE SAINT-VINCENT, *Année domin.*, septembre, 1^{re} p., p. LXXIX. Il l'appelle Gaillard d'Orsant.

(4) Grégoire X fut élu le 1^{er} septembre 1271, mais on ne compte le temps de son pontificat que du 27 octobre; c'est donc avec raison que Raynaldi (*Annal. eccl.*, 1272, XIX) donne à cette lettre la date de 1272.

pas si à cette date le siège de Bethléem était occupé encore par Gailhard. Le Quien (1) est d'avis, il est vrai, qu'il est ici question de ce prélat; mais on ne saurait se ranger aveuglément à son opinion, car, contrairement à ce qui est enseigné par Bernard Guidonis, l'auteur de l'*Oriens christianus* étend l'épiscopat de Gailhard d'Oursault jusqu'à celui de Hugues de Curcis.

Les Dominicains qui citent notre évêque dans leurs ouvrages ne nous donnent exactement ni la date de sa promotion à la dignité d'évêque de Bethléem, ni la date de sa mort. Bremond (2) et Echard (3) prétendent qu'il fut nommé en 1256, tandis qu'il est certain que Thomas de Lentini ne passa à Cosenza que le 18 avril 1267.

Bernard Guidonis, s'il faut en croire Feuillet et Charles de Saint-Vincent, porterait sa mort à l'année 1260. Il y a là, croyons-nous, une erreur de copiste; en effet, on ne saurait voir en Gailhard d'Oursault le prédécesseur de Thomas de Lentini, puisque, d'après Guidonis lui-même, Gailhard fut remplacé par Jagard, qui à son tour eut pour successeur Hugues de Curcis.

Quant aux assertions de l'Italien Michel Piò (4) et de l'Espagnol Fernandez (5) qui prétendent, le premier, que Gailhard vivait en 1341, le second qu'il ne mourut qu'en 1390, elles paraissent plus singulières encore lorsqu'on réfléchit que Bernard Guidonis, qui cite le personnage qui nous occupe, ne vécut lui-même que jusqu'au 30 décembre 1331.

(1) LE QUIEN, *Or. christ.*, eccl. Bethl.

(2) BREMOND, *Bull.*, t. I^{er}, p. 413.

(3) ECHARD, *Script.*, inter episcopos in Asià et Aphricà sedentes, p. xxvi, col. 1, t. I^{er}.

(4) PIÒ, *Delle vile*, seconda parte, in Pavia, 1613, l. II, col. 172.

(5) BREMOND, *Bull.*, t. I^{er}, p. 413.

XI.

JAGARD.

Un auteur qui vivait à la fin du treizième et au commencement du quatorzième siècle, Bernard Guidonis, que plusieurs fois déjà nous avons eu occasion de citer, met au nombre des évêques de Bethléem un Dominicain du nom de JAGARD, auquel il donne rang entre Gailhard d'Oursault et Hugues de Curcis (1).

Les écrivains de l'ordre des Frères-Prêcheurs, qui l'appellent aussi GÉRARD (2), nous disent que ce prélat naquit en France, dans la Provence, qu'il gouverna plusieurs convents de sa province et se fit remarquer autant par sa piété que par sa science.

Feuillet (3) rapporte que Jagard, après avoir obtenu de ses supérieurs d'aller prêcher la foi en Palestine, se rendit à Rome pour y prendre la bénédiction du Pape, et que le Souverain-Pontife, qui remarqua en lui beaucoup de vertu et d'érudition, le fit évêque de Bethléem. Il se rendit alors en Terre-Sainte où, selon le même auteur, il mourut après s'être acquitté avec une grande sollicitude des devoirs de sa charge.

Les auteurs du *Gallia christiana*, considérant sans doute qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes de l'existence de ce prélat, se contentent de citer le nom de *Gérard*, d'après les Dominicains, à la suite de l'article consacré à Hugues de Curcis; mais ils ne le comptent pas dans le catalogue numérique qu'ils donnent des évêques de Bethléem. Les Dominicains eux-mêmes diffèrent tellement entre eux sur la date de l'élévation à l'épiscopat et celle de la mort de celui qu'ils nomment JAGARD ou GÉRARD, qu'ils paraissent donner raison

(1) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 72.

(2) Ils le confondent avec Gérard III.

(3) FEUILLET, *Année domin.*, 17 mars, p. 495.

aux auteurs du *Gallia christiana* d'avoir écarté ce personnage de leur liste.

Il nous a semblé cependant que nous ne pouvions nous dispenser de donner rang parmi nos évêques à celui que cite son contemporain Bernard Guidonis. D'après un pareil témoignage, on doit, croyons-nous, placer Jagard entre Gailhard d'Oursault et Hugues de Curcis, comme Guidonis lui-même a cru devoir le faire.

Selon Feuillet, Jagard mourut en 1300. Pour admettre cette date, il faudrait supposer qu'il eût abdiqué vers 1279, époque à laquelle il est certain que Hugues de Curcis devint évêque de Bethléem. Il aurait fini ses jours en 1345, d'après Piò (1); et seulement en 1411, selon Fontana (2) qui, le confondant avec Gérard III, prétend que ce personnage ne fut appelé au siège de notre église que vers 1390, sous le pontificat de Boniface IX.

Pour reconnaître que Piò et Fontana ont commis une erreur, il suffit, croyons-nous, de rappeler la date de la mort de Bernard Guidonis.

XII.

HUGUES DE CURCIS.

Le successeur de Jagard au siège de Bethléem fut un Napolitain, que Bernard Guidonis, son contemporain, nomme HUGUES DE CURCIS (3). Fontana (4) et Bremond (5) l'appellent, du nom de sa patrie, Hugues de Naples (6).

(1) Piò, *Delle vite*, 2^e partie, l. II, col. 177. Il le confond probablement avec Gérard de Gisors.

(2) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 140.

(3) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 72. — SOUEGES, *Année domin.*, mai, 1^{re} partie, p. 195, 4 mai.

(4) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 140.

(5) BREMOND, *Bull.*, t. 1^{er}, p. 573.

(6) Il est aussi appelé par certains auteurs : Hugues de Curtis, de Corti, de Cortes ou de Cartes, et aussi Hugues le Moine.

Hugues de Curcis était Dominicain. Il avait une grande réputation de science et de piété; aussi Mathieu, douzième évêque de Troja, dans la Pouille, étant venu à mourir en 1276, Nicolas III lui donna-t-il Hugues pour successeur, le 29 juillet 1278 (1). Peu de temps après, le Souverain-Pontife envoya le *pallium* au nouveau prélat : la bulle, datée de Viterbe, est du 4 août de la même année (2).

Mais Hugues ne gouverna l'église de Troja que pendant un peu plus d'un an, car Nicolas III, jugeant qu'il rendrait de grands services en Terre-Sainte, le nomma évêque de Bethléem, le 9 octobre 1279 (3). Dans une bulle en date du 3 mai 1280, par laquelle le Pape nomme au siège de Troja un Franciscain du nom de Reynier, il est également fait mention de la translation de Hugues à Bethléem (4).

Fontana, qui est d'accord avec les autres auteurs en nous rapportant que Hugues fut nommé à Bethléem le 9 octobre 1279, dit que ce prélat fut le successeur immédiat de Thomas de Lentini. Nous savons que Thomas était devenu archevêque de Cosenza le 18 avril 1267; il faudrait donc admettre, pour être de l'avis de Fontana, que notre église fut pendant plus de onze ans privée de pasteur; or, sans parler de Jagard, ce que nous avons rapporté de Gailhard d'Oursault prouve assez clairement qu'il y a erreur de la part de l'auteur du *Theatrum Dominicanum*.

Quelques années après, tandis que Hugues était en Italie, le 11 décembre 1284, par une bulle datée de Pérouse, adressée à l'évêque de Bethléem et à son chapitre de l'ordre de Saint-Augustin, Martin IV déclara qu'il prenait l'église de Bethléem sous sa protection, et lui confirmait tous les privilèges que lui avaient accordés les Papes ses prédéces-

(1) UGHELLI, *Ital. sac.*, éd. de Rome, t. I^{er}, col. 237^a et 238^a.

(2) BREMOND, *Bull.*, t. I^{er}, p. 573.

(3) UGHELLI, *Il. sac.*, t. I^{er}, col. 238^a. — CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 37.

(4) WADDING, *Annales ord. Min. Regest. Pontif.*, anno 1280, éd. de Lyon, t. II, p. 147 et p. 176.

seurs (1). Mais quels sont ces privilèges? La lettre apostolique est malheureusement muette sur ce point.

Le nom de Hugues de Curcis se retrouve ensuite dans l'histoire, à l'année 1285. Pierre d'Aragon, ayant voulu détrôner Charles d'Anjou, s'était fait couronner roi de Sicile, en 1282; Martin IV excommunia ce prince, et bientôt après fit prêcher la croisade contre lui. Le Pape mourut sans avoir achevé l'œuvre qu'il avait entreprise. Pour aider le roi de Sicile à repousser Pierre d'Aragon, Martin lui avait accordé, pour trois ans, une partie de la décime qu'avait ordonnée le concile de Lyon pour une expédition en Terre-Sainte. Honorius IV voulut, comme son prédécesseur, venir au secours de Charles d'Anjou, et à cet effet il chargea, en 1285, Hugues de Curcis, évêque de Bethléem, de recueillir dans toute l'Italie les sommes provenant de cette décime (2).

D'après Le Quien, Hugues aurait quitté le siège de Bethléem dès l'année 1287; mais cette assertion ne se justifie point, comme nous le voulons prouver.

Reynier et Godefroy étaient les seuls de nos prélats, croyons-nous, qui, jusqu'à cette époque, fussent venus à Clamecy. Au premier, Mahauld avait confirmé la donation

(1) « Martinus episcopus servus servorum Dei venerabili fratri....
 » Episcopo et dilectis filiis *Capitulo Bethleemitano ordinis Sancti Augustini*, salutem et apostolicam benedictionem. Cum sicut ex parte
 » vestra fuit propositum coram nobis vos et predecessores vestri qui
 » fuerunt pro tempore, quibusdam privilegiis et indulgentiis a predecessoribus nostris Romanis pontificibus vobis et ecclesie vestre
 » concessis propter simplicitatem et juris ignorantiam usi non fueritis
 » temporibus retroactis, Nos vestris supplicationibus inclinati, indempnitati ejusdem ecclesie volentes imposterum precavere, utendi de
 » cetero eisdem privilegiis et indulgentiis non obstante omissione
 » hujusmodi, dummodo eis non sit per prescriptionem vel alias legitime derogatum, auctoritate vobis presentium concedimus facultatem.
 » Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis
 » infringere vel ei ausu temerario contraire. Siquis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri
 » et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Perusii III
 » iduum decembris pontificatus nostri anno quarto. »

(2) *Annal. eccl. de RAYNALDI*, ann. 1285, XVI.

faite par Guillaume en 1168; le deuxième, Godefroy, avait cédé à la comtesse, moyennant quarante livres tournois de rente annuelle et perpétuelle, une partie des biens provenant de cette même donation. Il restait encore à l'église de Bethléem des possessions dans le Nivernais; mais il n'était pas facile à nos évêques qui, jusque-là, n'avaient encore fait que de rares séjours en France, d'y exercer leur juridiction, aussi Hugues de Curcis rétrocéda-t-il au comte de Nevers, moyennant certaine redevance, une grande partie de ses droits, comme en témoigne une charte de 1291 que nous allons analyser (1) :

« Hugues, évêque de la Sainte-Nativité de Notre-Seigneur
 » Jésus-Christ de Bethléem, afin d'obvier aux dommages et
 » aux préjudices que pourraient subir la *chapelle et l'hôpital* de

(1) « Dei et sedis apostolice gratia, nos frater Hugo ecclesie Sancte
 » Nativitatis Christi in Bethleem episcopus, notum facimus universis
 » quod nos hospitalis et capelle nostre Sancte Marie de Bethleem juxta
 » pontem Clamiciaci Autissiodorensis diocesis nobis et nostre Bethle-
 » mitane ecclesie immediate subjecti futuris dampnis et dispendiis
 » ob(viare volentes, necnon et conditionem, eorum facere meliorem
 » burgum, qui burgus Pantonnerii ab incolis loci vulgariter appellatur,
 » in quo quidem burgo tam hospitale quam capella predicta sunt
 » sita, et qui quantum ad id quod (dominii et jurisdictionis temporalis
 » habemus in eo ad predicta tam hospitale quam capellam, necnon
 » per hoc ad nos et ad nostram Bethlemitanam ecclesiam noscitur
 » pertinere. De fratrum nostrorum ejusdem Bethlemitane ecclesie
 » consilio et assensu deli(beratione multa prehabita prout decet) in
 » talibus, consultis nichilominus viris prudentibus et peritis qui(bus)
 » conditio dicti burgi quantum ad utilitatem et fructum qui nobis
 » annis singulis ex eo poterat provenire manifestius erat (nota.
 » Quidquid in ipso burgo) jurisdictionis et dominii temporalis habemus,
 » videlicet homines seu burgenses nostros dicti burgi, decimam et
 » festagia nobis ab ipsis debita, necnon et nundinas quas habebamus
 » ibidem cum (omni jure eorum. Item, quicquid juris in) burgo de
 » ultra pontes Montis-Rupilionis habemus et habere debemus illustri
 » et magnifico viro domino Roberto primogenito Comitis Flandrie, Co-
 » miti Nivernensi tenore presentium concedimus tradimus (et donamus
 » tam ab eodem comite quam ab) ejus heredibus et successoribus sine
 » contradictione qualibet in perpetuum possidenda. Proprietatem tamen
 » et dominium tam ipsius hospitalis quam capelle, necnon et domus

» *Notre-Dame-de-Bethléem*, près du pont de Clamecy au dio-
 » cèse d'Auxerre, qui dépendent immédiatement de l'église de
 » *Bethléem de Palestine*; et pour rendre meilleure la condition de
 » cet hôpital et de cette chapelle; du consentement de ses frères
 » de ladite église, concède et quitte libéralement à Robert, comte

» nostre et domorum et pos(sessionum nostrarum omnium quas in
 » predicto burgo, exceptis predictis que prout peractum est eidem
 » comiti dedimus et concessimus, notum est nos habere. Item, juris-
 » dictionem tam fratrum quam conversorum et eorum qui se et sua
 » nobis de(derunt, vel etiam pro tempore sunt dat)uri. Necnon et
 » totius familie nostre quam habemus vel sumus nos et successores
 » nostri per successiones temporis habituri. Item, libertates reliquas
 » universas hospitali et capelle predictis, (et per hoc nobis et nostro
 » Bethlemitane ecc)lesie a ceteris comitibus ejusdem domini comitis
 » predecessoris dudum datas liberaliter et concessas nobis et ecclesie
 » nostre nostris que successoribus totaliter et integraliter, absque
 » diminutione aliqua (retinemus. Bona vero fide et in verbo veritatis
 » eidem comiti suisque successoribus seu heredibus tam pro nobis
 » quam pro nostris successoribus, promittimus et firmamus Nos contra
 » donationem et concessionem predictas per nos (seu per alium directe
 » vel indirecte in perpetuum) non venire. Ad quod tenendum et obser-
 » vandum firmam, omnia bona nostra que in Nivernensi comitatu
 » habemus, ubique sint vel fuerint, obligamus. Nos autem predic-
 » tus Robertus (primogenitus comitis Flandrie, Nivernensis comes, pre)
 » sente Ludovico primogenito nostro, et ejus ad hoc interveniente
 » assensu et consensu pro nobis et ipso, ceteris que nostris heredibus
 » et successoribus, quos tenore presentium ad infra dicenda quantum
 » (possumus strictius obligamus vobis.) domine Hugo ecclesie Sancte
 » Nativitatis Christi in Bethleem episcopo, et in vobis successoribus vestris
 » omnibus tam nomine vestro quam ipsorum, et vestre Bethlemitane
 » ecclesie consimili modo bona fide et (in verbo veritatis promittimus
 » et firmamus) quod pro donatione et concessione predictis vobis et
 » successoribus vestris qui pro tempore fuerint, aut certo vestro vel
 » eorum nuncio, vel mandato Viginti libras parvorum Turonensium
 » annui et perpetui (redditus per nos vel procuratores nostros in Oc-
 » tavi)s Purificationis Beate Marie Virginis annis singulis persolve-
 » mus, aut apud abbatem et conventum de Virziliaco in eorum monas-
 » terio vestro et Bethleemitane ecclesie nomine cum eadem pecunie
 » (summam exegeritis ab eisdem vob)is, vel certo vestro nuncio, vel
 » mandato nomine vestro sine contradictione et diminutione reddendam
 » in prefato termino octavarum Purificationis beate Marie Virginis to-
 » taliter et integraliter sine aliquo defectu depo(nemus. Si tamen

» de Nevers, sa juridiction temporelle sur le bourg de Pantenor
 » et ses habitants, ainsi que ses droits de dime, fattage et foires
 » au même lieu. Hugues abandonne également au comte de
 » Nevers tous ses droits sur le bourg qui est au-delà des ponts
 » de Montreuillon. Toutefois, l'évêque de Bethléem entend

» super solutione predicta in) prefato termino a vobis, vel vestro certo
 » nuncio, vel mandato nos seu procuratores nostros casu aliquo con-
 » tingente contigerit alibi non requiri. Quod si in solutione, seu dep-
 » positione predictis, aliquo tempore essemus (deficientes vel casu for-
 » tuito ne)gligentes, volumus et concedimus, et ad hoc nos heredes et
 » successores nostros qui pro tempore fuerint modo quo superius est
 » expressum, tenore presentium obligamus quod pro singulis diebus
 » quibus in mora, seu di(l)atione solutionis, vel depo)sitionis faciendo
 » fuerimus duos solidos parisienses nomine pene vobis et Bethlemi-
 » tane ecclesie, vel successoribus vestris, nos et successores nostri, ac
 » heredes reddere et solvere teneamur. Quam penam de die in (diem
 » continuari et nos incurre)re seu subire volumus, donec de dicte quan-
 » titatis pecunie summa, et quam propter hoc incurrerimus vel subieri-
 » mus pena vobis et ecclesie vestre, prout superius est expressum, plene
 » sit, et integre satisfactum. (Et si per biennium fort)uito casu contingat
 » nos heredes aut successores nostros a dictarum viginti librarum annui
 » redditus plena et, prout dictum est, integra solutione cessare volumus
 » nichilominus, et tam pro nobis quam pro successoribus nostris con-
 » cedimus (quod in optione vestra et succes)sorum vestrorum existat,
 » libere vel dictas viginti libras cum integra pena superius nominata
 » exigere a nobis, et recipere, vel predictum burgum ad vestrum et
 » vestre ecclesie Bethlemitane dominium plene et libere, sicut hacte-
 » nus (vel unquam liberius habu)istis, sine contradictione qualibet
 » nostra, aut heredum et successorum nostrorum totaliter et integra-
 » liter revocare. In quo casu etiam redditus de annis singulis in quibus
 » cessatum fuerit a solutione seu depositione predictis (cum pena,
 » prout est superius nom)inata, vobis, vel vestris successoribus, nos
 » heredes et successores nostri integre reddere teneamur. Hec autem
 » omnia prout superius est expressa, prout prediximus, bona fide et
 » in verbo veritatis et sub obligatione (bonorum nostrorum omnium
 » pro) nobis, heredibus nostris et successoribus, vobis, ecclesie vestre
 » et successoribus tenere promittimus illibate et in perpetuum obser-
 » vare, et casu aliquo directe vel indirecte, per nos vel per alium, ullo
 » unquam tempore in contra(rium non venire. Nos) igitur tam frater
 » Hugo prefatus Bethlemitanus episcopus quam nos Robertus pefa-
 » tus Nivernensis comes, super predictis omnibus presentes litteras
 » fieri fecimus, quas in robur majus evidentiam et testimonium pefa-

» conserver en toute propriété et sous sa puissance l'hôpital, la
 » chapelle, son habitation et ses dépendances dans ledit bourg
 » de Pantenor, de même que sa juridiction sur les religieux, les
 » frères convers et toute sa maison ; il retient aussi, sans en rien
 » retrancher, toutes les autres libertés que les comtes de Nevers
 » ont concédées à son église. — De son côté, Robert, en
 » échange des droits que lui abandonne l'évêque Hugues,
 » constitue à l'église de Bethléem une rente annuelle et per-
 » pétuelle de vingt livres de petits tournois, payable dans
 » l'octave de la Purification de la sainte Vierge. Enfin, aux
 » termes d'une clause pénale, il est décidé que par chaque
 » jour de retard apporté dans le paiement de la rente, il sera
 » dû à l'évêque de Bethléem deux sous parisis ; et que, après
 » un retard de deux ans, le prélat pourra exiger, outre la
 » somme dont il sera alors créancier, la restitution intégrale
 » des droits qu'il cède par le présent acte au comte de
 » Nevers. » La charte est du 27 avril 1291, et datée du châ-
 » teau de Montenoison, au diocèse de Nevers.

Peut-être doit-on faire remonter à cette cession l'origine d'un usage qui s'est conservé jusqu'à la Révolution française (1). Les officiers de la châtellenie de Clamecy allaient, au mois de septembre de chaque année, le lundi avant la foire de Bethléem, tenir leur dernière audience dans la salle

» torum (appensione nostrorum muniri volumus sigillorum, et nichil-
 » ominus ad perpetuam memoriam presentium cautelam et providen-
 » tiam futurorum. Actum est hoc in palatio castri Montis Noxii, Niver-
 » nensis diocesis, vicesima septima die Aprilis, (que tunc fuit feria
 » sexta post) festum Resurrectionis Domini, anno ejusdem millesimo
 » ducentesimo nonagesimo primo. » D'après un *Vidimus* de 1292. — Voir aussi *Gallia christiana*, t. XII, eccl. Beth., add. et suppl. in instrum. III ; — et *Recueil de pièces* (1363-1566), f° 175, bibl. Richelieu, ms., Fr. 5043, copie de 1487.

(1) NÉE DE LA ROCHELLE, *Mémoires*, p. 139 et 140. — GILLET, *Annuaire de la Nièvre*, année 1807, p. 61 et suiv. — J.-Fr. NÉE DE LA ROCHELLE, t. II, p. 23. — Bail des revenus de l'évêché, 8 mars 1786.

de l'évêché ; les marchands, les tisserands et les cabaretiers de Clamecy étaient obligés, sous peine de trois livres d'amende, de s'y présenter devant les magistrats, afin de faire vérifier les mesures et les poids dont ils se servaient pour leur commerce.

Le document du 29 avril 1291, que nous avons cité, est fort important. Par lui nous commençons à voir dans quelles conditions se trouvent la chapelle et l'hôpital de Pantenor, relativement à l'église de Bethléem de Palestine, au point de vue de la juridiction ecclésiastique. *La chapelle et l'hôpital du bourg de Pantenor dépendent immédiatement de l'église de Bethléem de Palestine* : voilà ce qu'on lit dans la chartre de 1291. Tel est en effet le rapport que de nombreuses bulles, émanant des Souverains-Pontifes, reconnaissent exister entre la maison-Dieu du faubourg de Clamecy et l'évêché de Bethléem. Il en faut donc conclure que l'évêque d'Auxerre n'a, au bourg de Pantenor, aucun droit sur la chapelle, l'hôpital, l'habitation de l'évêque et ses dépendances ; et que l'évêque de Bethléem, qui, du reste, ne prétendra jamais avoir en France des droits spirituels plus étendus, a *seul* juridiction sur les religieux, les frères convers de l'ordre de l'Étoile et toutes les personnes de sa maison. Quant à sa juridiction temporelle sur tout le reste du faubourg et ses habitants, nous voyons que Hugues la cède à Robert, de même que Godefroy avait abandonné d'autres droits à la comtesse Mahauld.

Hugues de Curcis était, avons-nous dit, de l'ordre des Frères-Prêcheurs. Il possédait à Paris, tant au dedans qu'au dehors des murs du jardin des Dominicains de Saint-Jacques, des maisons, granges, vignes et jardins qui lui provenaient des libéralités du roi et de plusieurs reines de France. Hugues fit donation aux Dominicains de ces diverses propriétés qu'il avait à Paris, mais à la condition qu'il en conserverait l'usufruit pendant toute sa vie. L'acte qui fut dressé à cette occasion est du mardi après les Rameaux de l'année 1293 (1). A cette

(1) Cet acte se trouve aux Archives de France, section historique, S, 4229.

charte est appendu un sceau de forme ogivale, qui est celui de Hugues de Curcis ; on y lit :

S . FRIS . HVGONIS . ORD..... OPI . BETH.....

(*Sigillum fratris Hugonis ordinis Prædicatorum episcopi Bethleemitani.*)

Le contre-sceau est mieux conservé ; il porte au centre l'étoile (à sept rais) de Bethléem, et en légende :

VIDIMVS . STELLAM.....,

c'est-à-dire *Vidimus stellam ejus in Oriente*, devise tirée de saint Mathieu, ch. II, v. 2. Les empreintes sont sur cire rouge coulée sur cire verte.

Quelque temps après, Hugues de Curcis fut député vers le duc d'Autriche, avec le prieur des Dominicains de Paris, comme il se voit dans un compte des baillis de France, qui se termine au jour de la Toussaint de l'année 1295.

Dans l'*Histoire généalogique de la maison de Montmorency* (1), André du Chesne reproduit un extrait d'un registre du trésor du roi, qui nous apprend que le 21 janvier (1296, *id est* 1297, Hugues de Bethléem assista, avec plusieurs prélats et personnages considérables, à l'assemblée tenue au Louvre, à l'occasion de la lecture que Pierre Flotte, chancelier de Philippe-le-Bel, fit de la lettre par laquelle Gui, comte de Flandre, révoquait tous les mandataires qu'il avait chargés de négocier la paix avec la France (2).

(1) André du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Montmorency et de Laval*, Paris, 1624, preuves du livre III, p. 131.

(2) Etienne de Sampayo fait mention d'un personnage qu'il appelle Hugues de Tours, et qui aurait, selon lui, été évêque de Bethléem au commencement de quatorzième siècle. Bernard Guidonis ne cite point ce prélat ; et les auteurs qui en parlent ne s'accordent pas sur la date de l'élection de cet évêque, qui n'est autre, croyons-nous, que Hugues de Curcis. Comp. CAVALIER, *Call.*, t. I^{er}, p. 67, n° 209 ; — Prô, *Delle vile*, 2^e partie, appendice, p. 405.

XIII.

PIERRE II DE SAINT-MAIXANT.

Ici encore nous invoquons le témoignage de Bernard Guidonis (1). Ce savant Dominicain, dans son catalogue des évêques de Terre-Sainte, donne pour successeur à Hugues de Curcis, PIERRE DE SAINT-MAIXANT, qui occupait le siège de Bethléem avant 1302. Pierre serait mort en 1300, selon Feuillet (2), qui ajoute que le même Guidonis donne à notre prélat un rang très-honorable parmi les évêques de Bethléem.

Les auteurs du *Gallia christiana* font, pour Pierre de Saint-Maixant, comme ils avaient cru devoir faire pour Jagard : ils se contentent de citer son nom, sans toutefois le placer sur leur liste numérique des évêques de Bethléem.

Le Quien (3) et Bremond (4) s'accordent à dire que Pierre de Saint-Maixant fut le successeur de Hugues de Curcis ; mais ils placent son élection vers 1287, sous le pontificat de Honorius IV. Cette date est inadmissible, puisque Hugues occupait encore le siège de notre église au commencement de l'année 1297.

Pierre ne vint pas à Clamecy ; et nous ne connaissons de sa vie que ce que nous en rapporte Feuillet : il était de l'ordre des Frères-Prêcheurs, et se trouvait en Terre-Sainte pour y prêcher la foi, lorsque le Souverain - Pontife l'appela à l'évêché de Bethléem ; il allait de bourgade en bourgade pour catéchiser et instruire son peuple. D'après le même auteur, ce fut en Palestine qu'il rendit son âme à Dieu.

(1) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 127.

(2) FEUILLET, *Année dom.*, février, p. 784, 26 février.

(3) LE QUIEN, *Oriens christ.*, eccl. Beth.

(4) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 18 ; t. IV, p. 82. — Voir aussi CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 80, n° 252.

XIV.

VULFRAN D'ABBEVILLE.

VULFRAN naquit à Abbeville (1), en Ponthieu ; il entra au couvent des Dominicains d'Amiens, et y prit l'habit. Il était, nous dit Cavalieri, petit de taille, mais remarquable par son esprit élevé et par sa grande charité à l'égard des malheureux. Étant allé en Italie, il y devint l'ami intime et le conseiller du roi Charles II de Naples ; et ce fut à la demande de ce prince que Boniface VIII, vers l'année 1301, appela Vulfran à l'évêché de Bethléem.

Cavalieri et Fontana disent à tort que Vulfran mourut en 1305. Enguerrand de Marigny ayant fait élever en Normandie la collégiale d'Écouis, la dédicace de cette église eut lieu en 1313. Au nombre des prélats qui assistèrent à cette cérémonie, se trouvait Vulfran d'Abbeville, évêque de Bethléem (*Vulfranus Beethlemitarum*), comme on voit par un bref que plus tard, le 24 avril 1348, Clément VI donna à Avignon pour confirmer les indulgences qui avaient été accordées par les évêques présents à cette dédicace (2).

L'évêque de Châlons, Pierre de Latilli, chancelier du royaume, ayant été injustement accusé d'avoir fait empoisonner Philippe-le-Bel, il fut à cet effet tenu à Senlis, en 1315, un concile que présida Robert de Courtenay, archevêque de Reims, et auquel assistèrent ses suffragants et d'autres

(1) Vulfrannus de Abbatisvilla : BREMOND, d'après Bernard Guidonis, *Bull.*, t. II, p. 75 ; — ECHARD, d'après Laurent Pignon, *Script.*, t. I^{er}, index episcop. in Gallia, p. xxiii. — Wilfrannus, selon le *Gallia christiana*. — Fontana (*Th. dom.*, tit. lxxxviii, p. 140) l'appelle en latin Vulfanus ou Vulfangus de Albato ; et, en italien, Cavalieri (*Gall.*, t. I^{er}, p. 63, n° 195, et p. 67, n° 209, note), le nomme Ulfano et Ulfrano Dealbato.

(2) ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. 557, col. 2. — Comp. *Gall. christ.*, inter intrum. eccl. Rotomagensis, t. XI.

prélats. Pierre de Latilli obtint de suite sa mise en liberté et la restitution de ses biens ; puis il fut décidé que l'assemblée se réunirait de nouveau afin d'informer du chef d'accusation. Par une lettre datée du lundi avant l'Ascension de l'an 1316, Pierre de Courtenay convoqua au deuxième concile de Senlis un grand nombre d'évêques de France, et au nombre de ceux-ci l'évêque de Bethléem, de qui le nom se trouve écrit entre celui de l'évêque de Limoges et celui de l'évêque de Bayeux (1).

A cette époque, il n'y a plus pour les chrétiens d'espoir de reprendre la Palestine aux musulmans. Nos prélats, qui n'ont pendant longtemps considéré leur maison-Dieu des bords de l'Yonne que comme un lieu de refuge, s'attachent de plus en plus à leur possession du faubourg de Clamecy. Sans doute ce ne sera que sous Charles VI, en 1413, c'est-à-dire un siècle plus tard, qu'ils seront, sous certaine condition, assimilés aux évêques de France ; mais il importe de remarquer que dès 1316, alors qu'il s'agit de juger un évêque de Châlons, l'évêque de Bethléem est appelé à siéger à un concile tout entier composé de prélats du royaume.

XV.

JEAN I^{er} DE HEGLESCLIFF.

Un Dominicain anglais, JEAN DE HEGLESCLIFF (2), devint ensuite évêque de Bethléem. Ce fut sous le pontificat de Jean XXII qu'il fut appelé au siège de notre église, mais pour ne l'occuper du reste que fort peu de temps, car le Souverain-Pontife, après l'avoir transféré au siège de Connor, en Irlande,

(1) LABBÉ, *Sac. concilia*, t. XI, pars 2^e, p. 1624 et 1625.

(2) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 210. — ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. xxv, col. 2. — CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 697, n° 7. Ce dernier écrit : Jean de Eglesclief.

le nomma dès le mois de septembre 1323 à l'évêché de Landaff, en Angleterre.

Jean de Heglescliff mourut à Bishon, le 2 janvier 1436, et fut inhumé dans le couvent des Dominicains de Cardiff.

Michel Piò (1) prétend, d'après Sempayo, que ce personnage, qu'il appelle Jean d'Elchisade et dont il fait un évêque de Laon (*Laudunensis* au lieu de *Landavensis*), vivait au quinzième siècle et mourut en 1483; cet auteur se trompe évidemment, puisque Laurent Pignon, qui écrivait en 1394-1395, cite ce prélat au nombre des évêques de Bethléem (2).

XVI.

GÉRARD II DE GISORS.

Les frères de Sainte-Marthe (3) rapportent que vers l'an 1321 GÉRARD DE GISORS était évêque de Bethléem. Nous ne savons rien de ce personnage, sinon que, d'après les mêmes auteurs, il fut inhumé dans l'église des Carmes de la place Maubert. Peut-être est-ce ce prélat que Michel Piò cite à l'année 1345, en le confondant avec Jagard ?

XVII.

PIERRE III.

Gérard de Gisors occupa-t-il long-temps le siège de Bethléem ? Les anciens titres de l'évêché ne font point mention de lui. Une charte du quatorzième siècle, qui nous apprend que

(2) Piò, *Delle vite*, 2^e p., liv. III, p. 49 et 67.

(3) Laurent Pignon appelle ce prélat Jean Helchistede. — ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. xxv.

(4) *Gall. christ.*, éd. de 1656, t. II, p. 296 et suiv.

le patriarche de Jérusalem, Pierre de La Palud, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, vint près de Clamecy pour consacrer, le 2 avril 1331, la chapelle des religieux de Basseville, ne mentionne pas non plus la présence de l'évêque de Bethléem à cette cérémonie. Il semble que pendant plusieurs années notre église ait été privée de pasteur.

Le 26 juin 1346, PIERRE avait été élu évêque de Segni (1), dans la Campagne de Rome ; l'année suivante, Clément VI l'appela à l'évêché de Bethléem. Bien que Pierre ait, pendant plusieurs années, occupé ce siège, nous ne savons rien de lui, si ce n'est qu'en 1355, le 21 juillet, il assista à Montoux, près Avignon, à la cession de la terre d'*Aouste* que Pierre, évêque d'Ostie, fit, par délégation du cardinal Bertrand, à Gui de La Chaume, évêque d'Autun.

XVIII.

DURAND.

DURAND succéda à Pierre III. Ce prélat n'est connu que par une lettre, datée d'Avignon, le 8 janvier 1361 (2), que le pape Innocent VI le chargea de remettre à Marie, impératrice titulaire de Constantinople. La mère de Hugues de Lusignan, inquiète de l'absence prolongée de son fils (appelé à la dignité de sénateur de Rome), avait, pour calmer ses craintes, envoyé l'évêque de Bethléem (*Durandus episcopus Bethleemitanus*) à la cour du Souverain-Pontife, avec mission de lui rapporter des nouvelles du prince.

(1) UGHELLI, *It. sac.*, éd. de Rome, t. I^{er}, col. 151^r. Pierre fut le vingt-troisième évêque de Segni.

(2) MARTÈNE et DURAND, *Thes. nov. anecd.*, t. II, p. 846 et 847. Mois de janvier 1361, lettre 5^e d'Innocent VI.

XIX.

ADHÉMAR DE LA ROCHE.

A la mort de Durand, ADHÉMAR DE LA ROCHE fut, le 13 novembre 1363 (1), appelé à l'évêché de Bethléem par Urbain V: le livre des provisions de ce Pape, ainsi que les manuscrits d'Ughelli, en font foi (2).

Adhémar était de l'ordre des Frères-Prêcheurs. Une charte de 1379, dont nous aurons à parler plus loin, nous apprend qu'il prit possession de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy.

XX.

GUILLAUME I^{er} DE VALLAN

ET

JEAN SALVUTI.

GUILLAUME (3) naquit au village de Vallan, dans l'Auxerrois. Il fit profession dans le couvent de Dominicains d'Auxerre, et devint un théologien célèbre. Sa réputation étant parvenue à la cour de Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne et comte de Nevers, ce prince l'appela auprès de lui, en fit son confesseur

(1) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 264. — FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 141. — FONTANA, *Monumenta dominicana*, Paris, 1675, 1^{re} partie, ann. 1363. — CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 150, n° 207.

(2) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 141.

(3) Les auteurs qui ont écrit en latin l'appellent d'ordinaire *Guillelmus de Vallone*. Plusieurs comptes du temps le nomment *Guillaume de Balon*.

et son conseiller; peu de temps après, il le fit nommer évêque de Bethléem.

Des comptes de Jean Froigier, de 1371 ; d'Andri Justot, de 1379 ; d'Amiot Arnault, de 1381 et 1382, constatent que pendant tout ce laps de temps Guillaume de Vallan resta confesseur et conseiller de Philippe.

Les *Mémoires pour servir à l'histoire de Bourgogne* (1) nous donnent, relativement aux confesseurs des ducs, les détails qui suivent :

« Les confesseurs des quatre derniers ducs de Bourgogne étoient ordinairement évêques et religieux de l'ordre de Saint-Dominique; ils avoient, outre leurs gages, bouche à la cour, et un compagnon qui avoit aussi bouche à cour et des gages. Le confesseur, comme il paroît par deux bulles du pape Urbain V, pouvoit dispenser le duc du jeûne et de l'abstinence de la chair, et pouvoit luy administrer tous les sacremens. Plusieurs comptes de la chambre de Dijon disent que le duc avoit coutume de donner une *lamproye* à son confesseur le jour de saint Thomas d'Acquin, ou quarante-cinq sols, en cas qu'il ne s'en trouvât point. »

En sa qualité de confesseur du duc, Guillaume avoit une pension de 100 fr. assignée sur la terre d'Arconcey ; et on lit dans un compte de 1371, que Philippe-le-Hardi lui donna quinze francs pour acheter un cheval.

On ne sait pas exactement quelle année Guillaume de Vallan fut appelé au siège de notre église. Plusieurs auteurs, qui toutefois ne nous donnent point de preuves à l'appui, supposent qu'il fut évêque de Bethléem dès 1371 ; mais le premier

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire de France et de Bourgogne*, Paris, 1729. Cet ouvrage, sans nom d'auteur, est attribué généralement à deux Bénédictins : dom des Salles et Guillaume Aubry ; il a été publié, dit-on, par de La Barre. Voir la 2^e partie : *Mémoires pour servir à l'histoire de Bourgogne*, Etat des officiers et domestiques de Philippe dit le Hardy, duc de Bourgogne, p. 1.

acte que nous possédions, dans lequel il prenne ce titre, est une charte de 1379 (1) que, deux fois déjà, nous avons eu occasion de citer.

Cet acte émane du prévôt de Clamecy et porte la date du lundi qui suit la fête de l'apôtre saint Mathieu (1379) (2). On

(1) L'abbé Archon (*Histoire de la chapelle des rois de France*, Paris, 1704-11, t. II, p. 297) et l'abbé Ouroux (*Histoire ecclésiastique de la cour de France*, Paris, 1776-1777, t. I^{er}, p. 487) ont donc commis une erreur en disant que Guillaume ne fut évêque de Bethléem que sous le règne de Charles VI, et alors que depuis quelque temps déjà il avait obtenu la charge de confesseur du roi.

(2) « A tous ceulx qui verront ces presentes lettres, Robert de La » Celle garde dou scel madame la comtesse de Flandres, d'Artois et de » Bourgoigne, en la prevosté de Clamecy, salul. Saichent tuit que par » devant Perrin de Brenes, clerc notaire juré à l'office doudit scel, au- » quel nous avons commis notre pouvoir quant à ce et à plus granz » chouses, pour oir et recevoir en lieu de nous toutes et chacunes les » chouses et convenances cy-dessous escriptes. Pour ce personnelle- » ment establie bien venue fille feux Guillaume Le Semre de Clamecy, » autrement appelée de Foaces, laquelle de son bon gré, pure et » franche volenté, sans nulle contrainte, recognut et confessa publique- » ment que comme ja pieça par le sauvement de l'ame de luy elle se » feust donnée et rendue en corps et en biens à l'église de Nostre-Dame » de Béthleem de Clamecy, et ce par le temps que frere Emart de La » Roiche estoit evesque dudit Bethleem et gouverneur de ladite eglise; » et avec ce avoit promis de enteriner, tenir, garder et accomplir fer- » mement et senz corrompre tous les pointz et vehuz appartenenz à » l'ordre de ladite eglise; et il soit ainsi que après ce qu'elle se fut » ainsi donnée et rendue à ladite eglise, elle se feust delaissée de tout » en tout d'enteriner et accomplir le vehu de ladite religion, en disant » que onques en ladite religion elle n'avoit onques esté professe, ne » onques profession n'y avoit fet, et que neant moins qu'elle se feust » donnée et rendue en ladite eglise, puisque profession n'avoit faite de » ladite religion au chief de l'an revolu, elle se pavoit oster et demettre » ou cas qu'il li plairoit; neant moins toutes altercacions mises du tout » au neant, elle ladite bien venue, en la presence de reverent pere en » Dieu frere Guillaume de Valant par la grace de Dieu evesque doudit » Bethleem, et en la presence doudit notaire juré, est venue, à la- » quelle ledit monsieur l'evesque a dit et exposé que en ladite religion » en elle rendent audit monsieur l'evesque frere Emart de La Roiche, » elle avoit fet profession, laquelle bien venue de sa pure, bonne et » franche volenté, sans contrainte, comme dit est, a reconnu et con-

y lit que « la fille de Guillaume le Semre, de Clamecy, qui s'était déjà *donnée et rendue* à l'église Notre-Dame-de-Bethléem de Clamecy, alors que frère Adhémar de La Roche (*Emart de La Roiche*) en occupait le siège épiscopal, s'était retirée sous prétexte qu'elle n'était pas encore professe. Vaincue par les remords de sa conscience, elle finit par reconnaître, en la présence de frère Guillaume de Vallan (*Guillaume de Valant*), évêque de Bethléem, que réellement elle avait, du temps d'Adhémar, fait profession dans le couvent des Bethléemites, de l'ordre de Saint-Augustin; et Guillaume l'ayant admise de nouveau, elle donna tous ses biens à ladite église de Bethléem et jura *par sa foy de pourter les toile et les draps de ladite religion, aussi comme les autres freres et seurs le font et l'ont fait ou temps passé, et faire son devoir à l'église avec les autres.* »

« fessé avoir esté rendue en ladite maison de Bethleem et eglise, en l'ordre S. Augustin, en disant en la presence doudit mons. l'eves- que et doudit notaire juré que quant elle se rendi et donna à ladite eglise, a celle propre journée elle fut professe et avoit faite profession en ladite ordre, nonobstant qu'elle disist le contraire, et par sa confession fete de ladite profession pour amander sa concience et pour le sauvement de l'ame de luy, elle a requis audit mons. l'eves- que de ce qu'elle avoit peschié au vehu de ladite religion, vraye confession et penitence, à laquelle chouse ledit mons. l'evesque l'a rachue pormy ce qu'elle a promis et juré par sa foy de pourter les toile et les draps de ladite religion, aussi comme les autres freres et seurs le font et l'ont fait ou temps passé, et faire son devoir à l'église avec les autres : et a voulu et consentu ladite bienvenue en la presence doudit juré, veult et consent que tous ses biens meubles con- quez et heritaiges qu'elle a et puet avoir, et dont elle est tenent et possédant aujourd'hui, soient senz difficulté à ladite maison et eglise de Bethleem, quar ainsi les chouses dessus dites elle ladite bien venue a volu, consenti, ottroïé et accordé en la présence doudit juré. En tesmoing de ladite chouse nous avons scellé ces presentes lettres dou scel de ladite prevosté, à la relacion et au rapport doudit notaire juré. Donné l'an de grace mil trois cens sexante dix et neuf, le lundi apres la feste saint Mathe apostre.

» P. DE BRENES. »

(*Gall. christ., inter instrum. eccl. Beth., II.*)

Le duc de Bourgogne avait produit Guillaume de Vallan à la cour de France : Maurice de Coulanges, confesseur du roi, étant devenu évêque de Nevers, Charles VI choisit l'évêque de Bethléem pour diriger sa conscience. On trouve dans un compte de l'an 1385, rendu par Jean de Chanteprime, receveur général des aides : *A maistre Michel de Creney, aumosnier du roi, ci-devant maistre d'école dudit roy, quand il étoit dauphin; à monseigneur Guillaume, confesseur du roy, évêque de Bethléem, deux cens livres pour sa pension* (1). Voici, d'après l'ordonnance de 1386 (2), comment Charles VI régla les droits qui devaient être attribués sur l'état de sa maison à son confesseur, qui habitait le palais et y avait son ordinaire en particulier avec son compagnon : *Le confesseur, son compagnon et ses gens, auront à livraison, c'est assavoir, trois douzaines de pain du commun, quatre pains de bouche, deux septiers de vin, quatre pièces de chair, quatre poules; pour gros rost, demi-longe de veel ou autre à la value; quatre caiers de chandelle par jour, et torche quand besoin sera; et en hyver pour chambre et pour cuisine un mosle de busches; et en été pour sa cuisine à la value; foing et avene pour six chevaux, deux sols parisis par jour pour hostilâges, et pour menues nécessités par an vingt-huit livres parisis.*

Le 21 septembre 1386, Guillaume reçut comme honoraires une somme de deux cents livres.

C'est à tort, croyons-nous, que plusieurs auteurs prétendent que Guillaume de Vallan fut aussi aumônier de Charles VI; car Michel de Creney qui avait, vers 1381, remplacé Denis de Collours dans la charge d'aumônier, conserva cette dignité jusqu'en 1389, pour la transmettre alors à Pierre d'Ailly.

En l'année 1388, Guillaume de Vallan fut transféré à l'évêché d'Évreux.

A la suite des graves contestations qui s'élevèrent entre l'Université de Paris et les Frères-Prêcheurs, le confesseur du

(1) ARCHON, *Hist. de la chap.*, t. II, p. 297.

(2) GODEFROY, *Histoire de Charles VI*, p. 709.

roi devait bientôt tomber en disgrâce (1). Jean de Montson, religieux du couvent de Saint-Jacques, ayant, en 1387, déclaré ouvertement « qu'il était autant contre la foi d'exempter la » sainte Vierge du péché originel que d'en exempter dix per- » sonnes », l'Université censura les doctrines de ce Jacobin, et en déféra le jugement à l'évêque de Paris, Pierre d'Orgemont. Ce prélat, se rangeant à l'avis de l'Université, condamna, en plein parvis Notre-Dame, les propositions de Jean de Montson qui, de son côté, appela à Clément VII tant de la sentence de l'évêque de Paris que de la censure de l'Université. Les Jacobins entreprirent de défendre leur confrère, et le chapitre général des Dominicains, réuni à Rodez, joignit son appel à celui du Jacobin : l'Université indignée retrancha de son corps tous les Frères-Prêcheurs. Le 27 janvier 1389, les commissaires choisis par Clément VII confirmaient la sentence rendue par Pierre d'Orgemont.

Guillaume de Vallan était, avons-nous dit, de l'ordre des Frères-Prêcheurs ; plusieurs fois, et même publiquement contre Ferry de Cassinel, évêque d'Auxerre, il avait pris la défense de Jean de Montson, aussi ne fut-il pas à l'abri de la persécution. Le 17 février 1389, dans une grande assemblée tenue au Louvre, en présence de Charles VI, de la cour, de plusieurs prélats et du recteur de l'Université, il dut rétracter tout ce qu'il avait pu dire en faveur de Jean de Montson ; il jura de ne jamais parler ni dogmatiser, soit en public, soit en secret, contre la sentence qui condamnait le Jacobin. Mais son désaveu ne le sauva pas : l'Université, qui depuis longtemps avait résolu la perte des Dominicains, triompha ; Guillaume de Vallan fut chassé de la cour, et le roi résolut de ne plus prendre son directeur spirituel parmi les Frères-Prêcheurs. Michel de Creney, qui faisait partie de l'Université, se démit de sa charge d'aumônier en faveur de Pierre d'Ailly, et devint le confesseur de Charles VI.

Guillaume de Vallan se retira dans son diocèse d'Évreux et

(1) *Histoire de la ville de Paris*, de D. Michel Felibien, revue par D. Lobineau, t. II, p. 701.

s'y fit aimer de tout son peuple (1). Il assista, en 1392, à la translation des reliques de saint Louis à l'abbaye de Saint-Denis. Le 8 juillet 1393, on le voit siéger au Parlement de Paris. Le 1^{er} novembre 1396, il se trouvait à Auxerre, où il tenta de ramener la paix qui était troublée entre l'évêque Michel de Creney et le chapitre.

Guillaume mourut le 23 avril 1400 à Évreux (2). Il avait laissé à l'église Notre-Dame d'Auxerre une somme de 40 livres tournois, pour que chaque année on célébrât son anniversaire.

Comme le fait avec raison observer le P. Echard (3), c'est à tort que Fontana (4) parle d'un certain Guillier Balam (*Guilherius Balam*) qui, après avoir été évêque d'Hébron, aurait été transféré à Bethléem et de là, en 1438, à l'église d'Évreux. L'erreur de Fontana est reproduite par Cavalieri (5) et Bremond (6). Piò (7) se trompe également en disant que le personnage qu'il appelle en italien *Gilerico* ou *Gilero di Balan* aurait été évêque de Bethléem et évêque d'Hébron en 1451.

D'après la *France pontificale* (8), les armoiries de Guillaume de Vallan étaient : *D'azur, au chevron d'argent chargé de deux tourteaux de gueules, accompagné en chef d'une étoile d'or, et en pointe d'un croissant de même* (9).

(1) SOUEGES, *Année domin.*, mai, 2^e part., suppl. de mars, p. 147.

(2) *Gall. christ.*, t. XI, p. 599.

(3) ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. xxii, col. 2.

(4) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 140, et tit. CCCXXX, p. 188. — *Monumenta dominicana*, III^e p., ch. 1^{er}, p. 333.

(5) CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 189, n° 358, et p. 234, n° 67.

(6) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 307, et t. III, p. 213 et 223.

(7) PIÒ, *Delle vite*, II^e p., liv. III, col. 33.

(8) M. FISQUET, *La France pontificale, Nevers et Bethléem*, p. 152.

(9) Plusieurs auteurs ont rangé à tort au nombre des évêques de Bethléem un Dominicain anglais, Jean (CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 192, n° 369) ou Guillaume BOTTLESHAM ou BOTTELISHAM, qui assista au concile qui fut tenu à Londres, en 1382, pour réprimer l'hérésie de Wiclef. Ce qui a causé cette erreur, c'est que le nom de l'église dont ce prélat occupait le siège, étant indiqué en latin par le mot *Nanalensis*, on a

Guillaume de Vallan occupait le siège de Bethléem quand naquit le grand schisme d'Occident. Tandis que ce prélat entraînait dans l'obédience de Clément VII et restait en possession de l'hôpital et de la chapelle de Pantenor, Urbain VI, de son côté, créait un second évêque de Bethléem.

Ce fut un Franciscain, appelé JEAN SALVUTI, que nomma le Pape romain. Originaire du Faucigny et docteur en théologie, ce religieux eut une grande réputation comme prédicateur. Ughelli nous rapporte qu'il fut transféré par Urbain VI à l'évêché de Lucques en 1383 (1), et qu'il mourut en 1394.

XXI.

JEAN II DE GENENCE.

Le successeur de Guillaume de Vallan fut un Dominicain flamand, JEAN DE GENENCE, qui occupait le siège de notre église en 1391 (2).

Laurent Pignon, qui écrivait, comme nous l'avons dit, en 1394-1395, le cite au nombre de nos évêques (3). On voit par

supposé que cette *ecclesia Nanatensis* était l'église de Bethléem, ainsi appelée par corruption, en faisant allusion à la *naissance* de Jésus-Christ. Telle est du moins l'opinion du P. Echard : « *Ecclesia Nana-* » *tensis*..... forte non alia est quam Bethleemitana, sic a nato ibi » Christo corrupte dicta. » Mais il est évident, comme fait à juste titre observer Bremond (*Bull.*, t. II, p. 305), que cette *ecclesia Nanatensis* n'est autre que l'église de *Nagnata*, ville de l'ancienne Hibernie, que Lamartinière croit être Lemerich. Bremond (*Bull.*, t. II, p. 306 et p. 307) enseigne que Guillaume Bottelsham fut, en 1385, transféré par Urbain VI au siège de Landaff, et qu'il fut ensuite nommé à Rochester, en 1389.

(1) UGHELLI, *Ital. sac.*, éd. de Rome, col. 882, t. I^{er}. — Jean Salvuti fut le soixante-quatorzième évêque de Lucques.

(2) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 463.

(3) ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. xxii, col. 2.

là l'erreur de Cavalieri (1) et celle de Piò (2), qui prétendent que ce prélat, auquel ils donnent le nom de Jean *Geneuse* ou de *Geneuse*, vivait au quinzième siècle; d'après eux, il aurait été appelé à l'évêché de Bethléem par Nicolas V, vers 1451

XXII.

GUILLAUME II MARTELET.

Les religieux carmes de Paris ayant voulu, pour agrandir leur couvent, acheter le collège de Dace (3) dont les murs tombaient en ruines, l'abbaye de Sainte-Geneviève s'opposa à cette acquisition, en prétendant qu'elle n'avait autrefois permis aux Danois d'établir ce collège qu'à la condition qu'ils ne le pourraient jamais aliéner. Les Carmes eurent alors recours à Clément VII qui, par une bulle datée d'Avignon le 7 mai 1383 (4), chargea l'évêque de Beauvais, le chantre de Paris et GUILLAUME MARTELET, alors doyen de l'église de Nevers, de permettre aux Carmes d'acheter cette maison s'il était exact qu'elle fût utile à ces religieux, que les bâtiments en fussent en mauvais état, et que les écoliers voulussent vendre leur collège. De plus, les trois commissaires devaient régler l'indemnité qu'il pourrait y avoir à accorder aux Génovéfains (5).

(1) CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 253 n° 142.

(2) PIÒ, *Delle vite*, II^e p., p. 33, liv. III.

(3) HURTAUT et MAGNY, *Dictionnaire historique de la ville de Paris et de ses environs*, Paris, 1779, t. II, p. 480.

(4) « Clemens episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri Miloni » episcopo Belvacensi, et dilectis filiis Guillelmo MARTELETI decano Niver- » nensis Parisius commoranti, ac cantori Parisiensis ecclesiarum, salu- » tem et apostolicam benedictionem..... Datum Avenione nonis maii, » pontificatus nostri anno V. » *Histoire de Paris*, par D. Felibien et D. Lobineau, t. III, p. 224.

(5) D. FELIBIEN et D. LOBINEAU, *Hist. de Paris*, t. I^{er}, p. 356.

GUILLAUME MARTELET fut, de la dignité de doyen de la cathédrale de Nevers, appelé, vers 1392, à remplacer Jean de Genence à l'évêché de Bethléem; mais après avoir occupé ce siège pendant environ deux années, il abdiqua.

En l'année 1401, Guillaume conféra les ordres sacrés dans l'abbaye de Corbie, au diocèse d'Amiens. Etant tombé malade à Paris, dans la rue Pavée-Saint-Victor, il fit son testament, le 23 mai 1402, et institua pour exécuteurs de ses dernières volontés Guillaume, abbé de Saint-Germain-des-Prés, et un bachelier en décret nommé Jean Arnoul. Ce prélat a été enterré dans l'église Saint-Germain-des-Prés.

XXIII.

PHILIPPE FROMENT.

Les Dominicains et Laurent Pignon lui-même s'accordent à dire que PHILIPPE FROMENT fut appelé à l'évêché de Nevers avant Pâques de l'année 1395, mais ils (1) ne rapportent point que ce prélat ait auparavant occupé le siège de notre église; et cependant il fut évêque de Bethléem: les livres de l'église de Nevers en font foi (2).

Philippe Froment naquit au diocèse d'Auxerre, et fit profession dans le couvent des Dominicains de cette ville. Ayant été appelé à la cour de Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne (3), il devint, après Guillaume de Vallan, confesseur de ce prince. Il occupait cette charge dès l'année 1386, comme le prouve un compte de Odot Douay (4), où il est rapporté que

(1) Il faut excepter Soueges (*Année dom.*, mai, 2^e p., suppl. de mars, p. 147), qui prétend que Philippe Froment, évêque de Bethléem, puis évêque de Nevers, mourut en 1400.

(2) Mgr CROSNIER, *N.-D.-de-Beth.*, p. 14.

(3) Jusqu'à sa mort, survenue le 27 avril 1404, Philippe-le-Hardi conserva le gouvernement du comté de Nevers.

(4) Compte de Odot Douay, de 1386, fol. 121.

cette année il fit acheter pour la chapelle du duc un *catholicon* qui coûta 100 francs. A titre de confesseur de Philippe-le-Hardi, il recevait 100 francs de pension (1).

A la demande du duc de Bourgogne, Philippe Froment fut nommé évêque de Bethléem : en cette qualité il assista, le 2 février 1395 (2), à l'assemblée qui fut tenue au Palais, à Paris, sur l'invitation du roi, pour conférer sur les moyens de rétablir la paix dans l'Église.

Maurice de Coulanges étant mort le 16 janvier 1395, Philippe Froment, son neveu, fut appelé à le remplacer au siège épiscopal de Nevers. Le compte de Pierre de Montbertault, qui se termine avant Pâques de l'année 1395 (3), faisant mention de Philippe Froment, lui donne les titres de confesseur du duc et d'évêque de Nevers. Ce fut le dimanche 28 mars 1395, que le prélat fit son entrée solennelle dans sa nouvelle cathédrale.

Le 21 avril 1400, il leva de son tombeau et transféra du prieuré de Beaumont à l'église Saint-Germain d'Auxerre le corps de saint Thibaud.

Philippe mourut le 20 janvier suivant, plein de jours et de mérites, et fut inhumé dans le chœur de la cathédrale de Nevers.

Nous devons nous étonner que les auteurs du *Gallia christiana*, qui, dans l'article qu'ils lui ont consacré comme évêque de Nevers (4), rapportent que Philippe Froment avait auparavant occupé le siège de Bethléem, aient néanmoins omis de citer son nom dans la liste qu'ils ont donnée des prélats de notre église.

(1) *Mém. pour servir à l'hist. de Bourgogne*, p. 1.

(2) LABBÉ, *Sac. concil.*, t. XI, pars 2^e, Paris, 1671, p. 2512. (*Bethle-mensis episcopus*.)

(3) *Compte de Pierre de Montbertault*, de 1394-95, fol. 21.

(4) *Gall. christ.*, eccl. Nivernensis, t. XII, p. 651.

XXIV.

JEAN III LAMI.

JEAN LAMI, religieux de l'ordre mineur des Franciscains, maître en théologie, était originaire de Bretagne. Il fit profession à Bourgneuf et devint gardien de ce couvent; il était provincial de Tours, lorsqu'il fut appelé à l'évêché de Bethléem.

C'est sous son épiscopat que l'on voit les évêques d'Auxerre commencer contre nos prélats cette longue série de vexations qui ne vit fin que lorsque les deux sièges disparurent au milieu de la tourmente révolutionnaire.

Pour savoir si Auxerre conserva toujours juridiction ecclésiastique sur la chapelle et l'hôpital de Pantenor, on ne saurait, avons-nous dit plus haut, s'appuyer sur l'acte qui, le 29 octobre 1211, fut dressé à l'effet de terminer une contestation qui s'était élevée entre Auxerre et Autun. En 1211, les évêques de Bethléem ne pouvaient être en cause, puisqu'ils n'étaient point encore arrivés en France; l'acte du 29 octobre ne répond donc en somme qu'à une seule question, qu'on peut formuler ainsi : Le territoire sur lequel a été élevée la maison-Dieu du faubourg de Clamecy faisait-il primitivement partie du diocèse d'Auxerre ou de celui d'Autun ? Et la difficulté a été tranchée en faveur d'Auxerre. — Mais Auxerre a-t-il conservé juridiction épiscopale sur ce même territoire, après que Reynier en eut pris possession ? Tel est le point que nous avons à examiner.

Tant qu'ils purent supposer que les évêques de Bethléem ne regarderaient l'hôpital de Pantenor que comme un lieu de refuge, les évêques d'Auxerre ne firent entendre aucune plainte; mais lorsque ceux-ci virent, sur le territoire qui avait autrefois fait évidemment partie de leur propre diocèse,

s'établir et se maintenir des prélats qu'ils considéraient comme étrangers et que peu à peu on assimilait aux autres évêques du royaume, ils s'efforcèrent de leur enlever toute autorité.

Avant tout, faisons observer qu'il est bien certain que les évêques d'Auxerre n'ont jamais pu se permettre d'élever leurs prétentions jusqu'à se considérer comme les supérieurs hiérarchiques des évêques de Bethléem, qui ne dépendaient même pas de l'archevêché de Sens. En effet, jusqu'à la fin du treizième siècle, les patriarches de Jérusalem furent les métropolitains de Bethléem; et depuis la mort de Nicolas des Anapes, survenue après la prise d'Acre, en 1291, Jérusalem n'ayant plus eu que des prélats titulaires, l'église de Bethléem se trouva désormais et pour toujours soumise directement au Saint-Siège.

Ainsi, au point de vue de la juridiction ecclésiastique, voici quelle était la situation de l'évêque de Bethléem : jusqu'en 1291, comme nous venons de l'exposer, il fut suffragant du patriarche de Jérusalem; depuis cette époque, il n'eut plus de métropolitain, et se trouva dépendre immédiatement du Souverain Pontife. Quant à la maison-Dieu du faubourg de Clamecy, elle fit, dès 1168, partie du domaine temporel de l'évêché de Bethléem de Palestine; puis, après que Reynier eut pris possession de la chapelle et de l'hôpital, le Pape, confirmant la donation faite par Guillaume IV et approuvée par les successeurs de ce prince, déclara (comme en témoignent du reste un grand nombre de bulles) que cette même maison-Dieu serait unie et incorporée à l'évêché de Bethléem de Palestine : c'était donc la détacher de la juridiction spirituelle d'Auxerre. Il en résulta pour notre église une situation toute particulière : la chapelle et l'hôpital du faubourg de Clamecy étant joints au siège de Bethléem de Palestine, l'évêque, à partir de 1291, ne fut plus que titulaire seulement, quant à son diocèse de Terre-Sainte; tandis que, si peu étendue qu'elle fût, il conserva juridiction épiscopale relativement à la maison-Dieu de Pantenor : toutefois il n'avait là d'autre peuple que son chapitre, les religieux et les frères convers de l'ordre de

l'Étoile, ainsi que sa maison; ses droits ne s'étendaient même pas sur son fermier, qui dépendait spirituellement d'Auxerre.

Une juridiction aussi restreinte n'en donna pas moins de l'ombrage aux évêques d'Auxerre, qui commencèrent par s'arroger le droit de visite et de correction sur le cloître du faubourg de Pantenor. C'est ce qui se voit par un compte de 1395 (arrêté l'année suivante et signé de Michel de Creney). Jean Lami, qui venait d'être nommé au siège de notre église, étant venu à Clamecy avant d'être sacré, l'évêque d'Auxerre voulut, le « mardi après le dimanche où se chante *Oculi*, » lui imposer une amende de dix livres, parce qu'il ne portait point le costume des Bethléemites, et que, parmi les religieuses de l'ordre de l'Étoile, il avait admis une certaine Marguerite Magny qui était diocésaine d'Auxerre.

Le nom de Jean Lami se trouve encore dans une procuration qui fut donnée par ce prélat le mardi après la fête de saint Mathias, l'an 1404, et d'après laquelle, le 22 novembre suivant, par-devant Pierre Grenant, garde du sceau de la prévôté de Clamecy, le quart d'une maison que l'évêché possédait à La Forêt fut cédé à un habitant de la paroisse de Surgy, moyennant une rente annuelle et perpétuelle de deux sous tournois.

En 1407, Jean Lami fut transféré de l'évêché de Bethléem à celui de Sarlat, qui était suffragant de Bordeaux.

Une charte du 18 février (1409, *id est*) 1410, émanant de ce prélat, rapporte expressément qu'il occupa le siège de notre église avant d'être appelé à Sarlat. On lit en effet à la fin de l'acte dont nous venons de parler, que cette charte est « scellée » du sceau pontifical dont Jean Lami se servait alors qu'il était évêque de Bethléem. » *Datum Sarlati..... munivimus sigillo nostro pontificali, quo utebatur dum ecclesiæ Bethleemitanæ primæ sponsæ antistes eramus....., die XVIII. feb. M. CCCC. IX (1).* »

(1) *Gall. christ., eccl. Sarlatensis*, t. II, éd. de 1720.

Il mourut le 15 octobre 1410, après avoir occupé le siège de Sarlat pendant trois ans huit mois et dix-sept jours (1), et fut inhumé dans le monastère de Bourgneuf (2). On écrivit alors les lignes suivantes dans le nécrologe de ce couvent : *Obiit bonæ memoriæ magister N. P. ac Fr. Johannes Amicus hujus conventus alumnus, quondam hujus provinciæ minister, tandem episcopus Bethleemitanus, postmodum verò Sarlatensis an. Domini 1410* (3).

XXV.

JEAN IV ARNAULT ET LANFRANC.

L'évêque d'Auxerre ne se contenta point de soutenir qu'il avait droit de visite et de correction sur l'hôpital du faubourg de Clamecy ; mais il en arriva bientôt jusqu'à prétendre que cette maison-Dieu formait un bénéfice qui était à sa collation. Toutefois, il ne devait point réussir dans son audacieuse entreprise.

En effet, tandis que le grand schisme continuait à diviser la catholicité, la Neutralité avait été publiée en France le 22 mai 1408 ; et le clergé du royaume s'était, le 1^{er} août suivant, réuni en un concile national pour délibérer sur le gouvernement de l'Église et sur la provision des bénéfices. Conformément aux décisions de cette assemblée, le conseil général de l'Université pourvut de l'évêché de Bethléem, dont le siège était devenu vacant par la translation de Jean Lami à celui de Sarlat, un religieux cordelier, maître en théologie, nommé JEAN ARNAULT. Peu de temps après, ce personnage envoyait à Clamecy un religieux de son ordre, Louis Guichart, en le

(1) *Gall. christ.*, éd. de 1656, t. III, p. 991.

(2) WADDING, *Annales ord. Minorum*, éd. de Lyon, t. V, p. 71.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 393.

chargeant de prendre en son nom possession des biens de l'évêché.

Mais, de son côté, l'évêque d'Auxerre, Michel de Creney, qui se disait collateur de la maison-Dieu de Pantenor, avait appelé au gouvernement de l'église de Bethléem le frère JEAN ANGELART. Aussi, « le mardi après la Sainte-Catherine de » l'année 1408 (1) », tandis que Regnault de Luce, Cordelier de Vézelay, *exécuteur des lettres du conseil général*, se préparait à octroyer à Louis Guichart la saisine des biens de l'évêché,

(1) « A tous ceulx, etc....., salut. Saichent tuit que en l'an de grâce » M. CCCC. et VIII, le mardy d'après la S^{te} Katerine, à l'heure de » vespres ou environ, en l'esglise de Bethleam lez Clamecy, en la pre- » sence de Jehan Pelerin, clerc, tabellion juré et notaire dud. mons^r » quant à l'office dud. scel et des tesmoings cy dessoubz nommez, » furent en leurs personnes frères Loys Guichart, Cordelier, luy disant » et pourtant pouvoir de frere Jehan Arnault, maistre en théologie et » pourveu de l'eveschié de Belleam par le conseil general de l'Univer- » sité de Paris, ainsy que disoit led. procureur frere Regnault de Luce, » Cordelier de la maison de Vezelay, d'une part; et frere Jehan Cho- » tart, prestre religieux dud. Belleam, luy disant estre pourteur de » pouvoir de religieuse personne et honneste frere Jehan Angelart, » pourveu de lad. eveschié dud. Bethlean, d'autre part. — De la part » dud. Fr. Loys a esté dit et exposé telles parouilles ou semblables en » effect et substance : Fr. Regnaut venes vous ici que je vous pre- » sente les lettres du conseil general de l'Université de Paris, et vous » requiers, pour et ou nom dud. mon maistre frere Jehan Arnault, que » selon le contenu en ycelles vous mettiez en saysine et possession » de l'esglise ou maison de sceans et des biens appartenants à lad. » esglise et maison, comme pourveu doud. conseil general de lad. Uni- » versité de l'eveschié dud. lieu de Bethleam; lequel frere Regnault » pris lesd. lettres, d'ycelles fit lecture en la presence de tous, et a la » lecture faicte comme dit est, led. frere Regnault prit par la main led. » frere Loys, ou nom de procureur, en luy mesnant ver le grant autel » de lad. esglise, et luy dist telles parouilles ou semblables : En par » vertu de ces lettres, vous frere Loys, pour et ou nom de vostre mais- » tre je vous met en possession et saysine de l'esglise de seanz, de ce » que je vous puis, et vous en baille la possession et saysine. — Et » quant led. frere Jehan Chotart, procureur comme dit est, vit ses » choses, se opposa au contraire a tout, et à toutes fins, pour et ou nom » dud. son maistre. Enrequis par led. Chotart copie de leursd. lettres, » par vertuz desquelles ilz faisoient leur exploit, lequel frere Regnaut

F. Jean Chotart, prêtre de l'ordre des Bethlémites, « porteur » du pouvoir de F. Jehan Angelart », voulut-il s'opposer à cette prise de possession.

Louis Guichart, muni d'une ordonnance du roi, somma Guillaume de Troys, sergent royal, de dresser un exploit de

» ne repondit aud. Chotart, et pour comme dit est nulles choses. In-
 » continent à cette mesme heure, isserent hors de lad. esglise led.
 » freres Loys et Regnault et Chotart avec plusieurs aultres estanz en
 » lad. esglise, et iceulx passerent parmi le cloistre et entrèrent en la
 » court de la maison dud. lieu de Bethleam, et les dessus dictz estanz
 » en lad. court, led. frere Loys, tirant hors de son cappulaire une
 » bouëte où il y avoit ung mandement real, lequel mandement real led.
 » frere Loys prit et le presenta à ung appellé Guillaume de Troys, luy
 » disant et pourtant sergent du roy nostre sire, en luy disant : Sire
 » seigneur, je vous requier pour et ou nom de frere Jehan Arnault,
 » maistre en theologie, et comme bon procureur, que par vertu de ce
 » mandement real, et comme il est mandé que vous me mettez
 » en possession et saysine des biens temporelz de l'eveschié de seanz
 » de Bethleam, et que d'iceulx vous me faisiez joïr et user ainsy comme
 » mandé vous est. Lequel sergent prit le mandement real, et en d'icelluy
 » fit lecture en la presence de tous; et apres la lecture ainsy faicte,
 » prit par la main led. frere Loys, pour et ou nom de son maistre, et
 » le voloit mestre en possession et saysine dud. hostel et des biens
 » temporelz de lad. esglise; et de la part dud. Jehan Chotart fut dit
 » aud. sergent : Sire seigneur, contre l'esloit que vous voulez faire
 » seanz, je, comme procureur dud. frere Jehan Angelart, pourven de
 » lad. esglise de Bethleam, par vertu de cette procuration que je vous
 » presente, je me oppose à tout et à toutes fins, et vous requiers instam-
 » ment que ad ce vous me veuillez recevoir, et avec ce me veuillez bailler
 » copie de vostre mandement et relation de vostre exploit. Lequel seig-
 » luy respondit : Sire Jehan Chotart, vostre mandement ne porte point
 » que je vous ne autrement recuses à l'opposition. Et apres ces choses,
 » encoure d'abondant fut dit par frere Regnault, comme executeur des
 » lettres du conseil general, et fut dit aud. sergent, comme executeur
 » dud. mandement en la presence de bonnes genz et du notaire et ta-
 » bellion dessusd. qu'ilz le vousissent recevoir à opposition pour et ou
 » nom de sond. maistre, que de ce il les requeroit instamment. Les-
 » quelz frere Regnault et sergent dessusd. pour eulx fut respondu qu'ilz
 » se garderoient bien de malprance, et qu'ils olent bien ce qu'il di-
 » soit. Et incontinent en cette mesme place et heure led. sire Jehan
 » Chotart, pour comme dit est, dit telles paroulles : Puisque vous ne
 » me voulez recevoir à opposition où est de raison, ce me semble que

maintenue en faveur de Jean Arnault; et Jean Chotart ne fut point reçu en son opposition.

De là, plainte de la part de l'évêque d'Auxerre qui, à la date du 22 février suivant, reçut commission pour assigner aux requêtes du Palais; le lendemain 23, exploit en vertu des lettres de *Committimus*.

Sur ces entrefaites, le protégé de l'évêque d'Auxerre vint à mourir, et Michel de Creney décéda peu après (le 13 octobre 1409) : il est probable que le procès ne fut point poursuivi; les documents relatifs à cette affaire ne nous indiquent du moins rien de plus que ce que nous venons d'exposer. Il paraît d'ailleurs que, de son côté, Jean Arnault ne resta pas longtemps en possession de l'évêché, puisque son successeur, le Dominicain Gérard, ne vivait déjà plus au mois de juillet 1411.

Tandis que le clergé de France nommait un évêque de Bethléem, auquel il donnait la chapelle et l'hôpital du faubourg de Clamecy, le Pape italien avait dans son obédience un second évêque de Bethléem. Ce prélat, du nom de LANFRANC (*Lanfrancus Bethlemitensis*) (1), assistait au concile de Pise, dont l'ouverture eut lieu le 25 mars 1409.

» vous grevez mon maistre en cette partie; je, comme procureur de
 » mond. maistre, je appelle de vous et de votre puissance, en la pre-
 » sence de vous, mes bonnes gens, et de vous, sire tabellion, juré no-
 » taire de mons^r le conte de Nevers, et vous enrequiers instrument,
 » qu'il n'en soit et passé par vous. Lequel instrument luy fut passé et
 » octroyé par led. notaire juré present ad ce Jehan de Montcaulx, Jehan
 » Cudeloup, le jeune, Guillaume Ragniez, Guillaume Le Courdier, tes-
 » moings ad ce appelez et requis par led. juré. En tesmoing de laquelle
 » chose, nous, au rapport et certification dud. juré, avons scellé ces
 » présentes lettres du scel de la prevosté. Donnée le jour, l'an et l'heure
 » dessusdictz. »

(1) LABBÉ, *Sac. concil.*, t. XI, pars 2^e, Paris 1671, concile de Pise. — UGHELLI, *Ital. sac.*, t. III, éd. de Venise, p. 467.

XXVI.

GÉRARD III.

Le Dominicain GÉRARD, que plusieurs auteurs de l'ordre des Frères - Prêcheurs confondent avec Jagard, mourut en 1411 (1). Wadding (2) nous apprend positivement qu'il fut le prédécesseur immédiat de Michel Le Doyen. Il fut appelé au siège de notre église sous le pontificat d'Alexandre V ou celui de Jean XXIII.

XXVII.

MICHEL LE DOYEN.

MICHEL LE DOYEN, religieux de l'ordre des Franciscains, fut promu à l'évêché de Bethléem, dont le siège était devenu vacant par la mort de Gérard.

Les bulles furent accordées par le pape Jean XXIII, le 16 juillet de l'année 1411. (*Eodem die — 16 julii 1411, — ad Bethlehemitanum, Fr. Michaëlem Decani, per obitum Gerardi*) (3).

A la mort de ce prélat, survenue peu de temps après son avènement, Philippe des Essarts, évêque d'Auxerre, renouvela la tentative de Michel de Creney : il commença par vouloir user du droit de visite, et exiger des Bethléémites une

(1) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 141. — CAVALIERI, *Gall.* t. I^{er}, p. 204, n° 419.

(2) WADDING, *Annal. ord. Min.*, t. V, p. 77.

(3) *Ibid.*

somme de dix livres à titre de procuration; puis enfin, se disant collateur de l'hôpital de Bethléem-lez-Clamecy, il en voulut pourvoir un certain GUI DE MARIGNY (1). La prétention de l'évêque d'Auxerre fut de nouveau repoussée; et, écartant le protégé de Philippe des Essarts, le comte de Nevers, à la demande de son frère Jean-Sans-Peur, fit nommer à l'évêché de Bethléem le confesseur de ce prince, Jean Marchant, qui prit possession de la maison-Dieu de Pantonor, en 1412.

(1) Au nombre des personnages auxquels les évêques d'Auxerre voulurent conférer la maîtrise de l'hôpital de Pantonor, on trouve aussi vers le même temps un certain MATHIEU DU BOURG.

TROISIÈME PARTIE.

LES ÉVÊQUES DE BETHLÉEM,

DEPUIS

LES LETTRES PATENTES DU ROI DE FRANCE CHARLES VI.

La seconde partie de notre histoire, qui s'étend, comme nous avons vu, depuis le jour où Reynier prit possession de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy, jusqu'aux premières années du quinzième siècle, ne comprend, à vrai dire, qu'une époque de transition.

En 1224, lorsqu'il vient prendre possession des biens que Guillaume IV a donnés à l'église de Bethléem, Reynier est fugitif, mais il pense encore que les chrétiens pourront un jour recouvrer la Palestine. Puis la prise d'Acre, en 1291, faisant perdre de ce côté tout espoir aux successeurs de Reynier, ceux-ci s'attachent de plus en plus à la France. Aussi voit-on s'accroître peu à peu l'importance de nos prélats : dès 1316, l'un d'eux est appelé à siéger à côté des évêques du royaume ; quelque temps après, un autre devient le confesseur de Charles VI ; les ducs de Bourgogne choisissent aussi deux de ces personnages pour diriger leur conscience ; tous ont les comtes de Nevers pour protecteurs naturels : on s'habitue bientôt à considérer les évêques de Bethléem comme des évêques français. Telle était leur situation en 1413, lorsque le

roi Charles VI, à la demande du duc de Bourgogne, leur accorda les lettres patentes que nous reproduisons ici :

« Carolus Dei gratia Francorum rex, universis præsentis litterarum inspecturis, salutem. Illos solemus ad nostra evocare consilia, quos morum gravitate scientiaque et prudentia, necnon status honorificentia novimus præcellere, ut reipublicæ nostro commissæ regimini, si et quando opus et salubriter provideatur, nobisque consulatur maturius solertiusque procedatur in agendis. Nos itaque audientes dilectum nostrum Johannem episcopum Bethleemitanum, consiliarium et confessorem carissimi consanguinei nostri ducis Burgundiæ, prædictis et aliis virtutum insigniis pluribus dotatum esse et præditum, deque fidelitate sua confidentes ad plenum, etiam propter sanctitatem et excellentiam suæ ecclesiæ, ipsum in consiliarium nostrum, et de nostro consilio retinuimus et retinemus per præsentis ad honores, præeminentias, franchisias, libertatesque ac immunitates et cæteras prærogativas, eundem episcopum aliorum consiliariorum nostrorum et de nostro consilio, ut præfertur, consortio aggregantes, volentes ut idem episcopus assistat et assistere possit nostris negotiis et agendis quibuscumque, ac consiliis nostris intersit a cætero quibus cæteri consilarii nostri solent interesse et in posterum intererunt, statuentes quod deinceps et a cætero omnes et singuli episcopi de Bethleem, si de regno nostro originati fuerint, vel in eodem ut plurimum continuam traxerint moram, si juramentum ad hoc consuetum præstiterint, similibus honoribus, præeminentiis, franchisiis, libertatibus et immunitatibus, et prærogativis universis in regno nostro gaudeant, quibus cæteri prælati nostri et regni consilarii gaudere consueverunt et in posterum sunt gavisuri. Et quia Guillelmus quondam comes Nivern. ex maximo devotionis fervore ad dictam ecclesiam de Bethleem, in qua, ut suscepimus, propter honorem Salvatoris voluit tumulari, de feudalium suorum assensu et consilio voluit et concessit quod quidquid dictæ ecclesiæ de Bethleem sub ejus et dictorum feudalium assen-

» siviſ acquireretur, eſſet eidem eccleſiæ et ejus miniſtris
» quietum perpetuo, certaſque dominia dictæ eccleſiæ donavit,
» et finagium de Sambef cum terragio parvi Sparonis ex una
» parte, ac ſilvam montis Lauducii cum landis et varennis
» uſque ad ſudes montis Lamberti cum eorum introitibus et
» exitibus, et pertinentiis prælibatæ eccleſiæ eleemoſynaliter
» perpetuo poſſidenda contulit et donavit; Mathildis etiam
» comitiſſa Nivernenſis prædicta omnia confirmavit, ut per
» eorum ſcripta nobis factum eſt notum, et ex certis cauſis
» dictam comitiſſam inducentibus quidquid cenſus, juris-
» dictionis et redditus in ſilva montis Bergoleti cum terris
» adjacentibus uſque ad pirum Bertrandi cum valle eidem
» contigua etiam eleemoſynaliter conceſſit et donavit; timeat
» que idem epicoſopus propter ſtatuta cancellariæ noſtræ in
» præmiſſis vexari, nobis ſupplicari fecit humiliter ut ſuper
» hiis favorabiliter provideremus. Nos attendentes quod eiſ-
» dem Guillelmo et Mathildi propter eorum devotam probita-
» tem atque fidelitatem ut omnia præmiſſa in favorem hoſpi-
» talitatis facere poſſent per antea extiterat conceſſum, attento
» etiam quod de jam dictis conceſſionibus et donationibus
» ipſa eccleſia pacifica exiſtit, proviſo etiam quod prædicta
» omnia a caſtro olim de Sparrone in dicto comitatu, quod
» caſtrum francum et liberæ locationis fuit, dependentiam
» habent, ratione cujus ſine feodo et juſtitia exiſtunt, quid-
» quid ſupradictus Guillelmus in præmiſſis ſtatuit et donavit,
» quidquid etiam dicta Mathildis quondam voluit et conceſ-
» ſit præſentium tenore laudamus, et ut prælibatæ eccleſiæ
» pacifica et quieta exiſtant perpetuo ac ſub protectione regia
» et deſenſione tenemus, annuentes ut quidquid dicta eccleſia
» ſub dictis accenſivis, aut alibi in regno noſtro acquirere va-
» lebit, dum tamen acquirenda ſummam ducentarum libra-
» rum ad utilitatem ejusdem non excedant, et etiam ſine
» feodo et juſtitia exiſtant, dictis epicoſopis adminiſtrandi et
» perpetuo poſſidendi per præſentes damus auctoritatem et
» elargimur facultatem. Quocirca dilecto et fideli cancellario
» noſtro et eiſ qui pro tempore erunt, damus tenore præſen-
» tium in mandatis, quatinus ipſum epicoſopum et ejus ſuc-

» cessores si hoc petierint, recepto tamen prius ab eis iuramento in talibus præstari solito, hujusmodi officio ac honoribus, præeminentiis, libertatibus, franchisiis et immunitatibus, terris, hæreditatibus et redditibus, antedictis gaudere, et ut plenarie faciant et permittant, ordinationibus, restrictionibus, mandatis et inhibitionibus, ac cancellariæ nostræ statutis ad hoc contrariis nonobstantibus quibuscumque. In cujus rei testimonium nostrum præsentibus fecimus apponi sigillum. Datum Parisius nona die februarii anno Domini millesimo quadringentesimo duodecimo, et regni nostri XXXII (1). »

Cette charte porte la date du 9 février (1412, *id est*) 1413. Le roi Charles VI, en faisant entrer dans ses conseils Jean Marchant, évêque de Bethléem, conseiller et confesseur du duc de Bourgogne, décida que désormais tous les évêques de Bethléem seraient de droit conseillers d'État et jouiraient des mêmes prérogatives et des mêmes honneurs que les autres prélats de France (*cæteri prælati nostri*) (2), à condition cependant qu'ils fussent originaires du royaume, ou bien que, y ayant demeuré longtemps, ils prêtassent serment de fidélité à la couronne. Par les mêmes lettres patentes, Charles VI ratifia la donation que Guillaume IV avait faite en 1168, et que la comtesse Mahauld avait approuvée en 1224 ; de plus il octroya à l'église de Bethléem la faculté d'acquérir en toute liberté et franchise, dans quelque endroit que ce fût du royaume, jusqu'à la valeur de deux cents livres.

(1) Charles VI étant monté sur le trône en septembre 1380, le 2 février 1412, vieux style (*id est* 1413), correspond à la trente-troisième année du règne de ce prince.

(2) « Les privileges entre autres sont, qu'ils sont conseillers naiz du roy, et à ce tiltre ont seance en la cour de Parlement és plaidoyries et audiences publiques, leur seance est du costé des conseillers laiz au-dessous du president. Mais ils n'ont voix ny advis és jugemens qui se donnent s'ils ne sont pairs de France, ou si ce n'est l'evesque de Paris qui a voix et opinion comme les pairs. » Guy COQUILLE, *Hist. du pays de Nivernois*, p. 91.

Le même acte nous apprend quelle était en France, dans le comté de Nevers, l'étendue des domaines qui, à cette époque, dépendaient de l'évêché de Bethléem. Notre église possédait : d'une part, le finage de Sembert ; le territoire du Petit-Sparon ou Esparon, sur lequel s'élevaient la chapelle et l'hôpital de Bethléem-lez-Clamecy ; le bois du Mont-Lauduc, avec les landes et les varennnes qui s'étendaient jusqu'aux limites du Mont-Lambert : biens provenant de la libéralité de Guillaume ; et d'autre part, les droits de cens, de juridiction et de rente sur le bois du Mont-Bergolet (1), les terres adjacentes jusqu'au Poirier-Bertrand, ainsi que la vallée attenante : donation de la comtesse Mahauld.

XXVIII.

JEAN V MARCHANT.

JEAN MARCHANT était originaire de Sens, et fit profession dans le couvent des Frères-Prêcheurs de cette ville.

L'évêque d'Arras, Martin Porée, confesseur du duc de Bourgogne Jean-Sans-Peur, ayant été chargé, en 1411, d'une mission en Angleterre, Jean Marchant devint le confesseur du prince, qui bientôt après l'appela dans ses conseils et le fit nommer à l'évêché de Bethléem.

Selon Echarl (2), Marchant occupait déjà le siège de Bethléem le 22 octobre 1411, et consacrait en ce jour le chœur de l'église des Dominicains de Lille. Mais cette date de 1411 nous laisse quelque doute, et il nous semble qu'il faudrait plutôt ne lire ici que 1412. En effet, un compte de Robert de

(1) C'est le lieu appelé plus tard Monthergeot ou Montbergerot, qui limite à l'ouest le Mont-Leduc. Il en est question dans un acte du 3 mars 1650, et dans un acte du 22 janvier 1674, cités plus loin.

(2) ECHARL, *Script.*, t. 1^{er}, p. xxii, col. 2.

Bailleux, receveur général des finances de Bourgogne, qui fait mention de ce confesseur du duc au 1^{er} août et au 13 septembre 1412 (1), ne donne pas encore à Jean, même à cette époque, le titre d'évêque de Bethléem. De plus Fontana (2), qui semble avoir eu sous les yeux le livre des provisions du pape Jean XXIII, rapporte que le personnage qui nous occupe, appelé à l'évêché de Bethléem à la mort de Michel Le Doyen, ne fut promu qu'en 1412. (*P. F. Io : Mercatus Bethleemitanus antistes et ipse effectus est per obitum Michaelis, a Joanne XXIII, anno 1412.*)

Jean-Sans-Peur, qui avait un grand attachement pour son confesseur, profita de sa toute-puissance à la cour de Charles VI pour recommander tout spécialement auprès du trône l'évêché de Bethléem. Ce fut donc à la demande du duc de Bourgogne que l'autorité royale confirma à notre église la possession des biens qui lui avaient été donnés, et déclara, comme nous avons vu plus haut, que désormais s'ils étaient Français, ou du moins si après un long séjour en France ils faisaient serment de fidélité à la couronne, les évêques de Bethléem jouiraient de toutes les prérogatives accordées aux autres prélats du royaume.

Ce fut ainsi que Jean Marchant devint conseiller d'État, et

(1) « N° 149. A frère Jehan Marchant, confesseur dudit S. (duc de Bourgogne), le premier jour d'aoust (1412) ensuivant qu'il avoit presté à ycellui S., c'est assavoir pour faire une offrande en l'église Saint-Germain dudit lieu d'Auxerre le jour de la feste d'icellui saint. 1 fr. II s. VI d. t.
item pour baiser les reliques ledit jour. III fr. VII s. VI d. t.
et pour les petits monniaux. 1 fr. II s. VI d. t.
Pour ces trois parties. . . . , v fr. XII s. VI d. t.

» N° 151. Audit frère Jehan Marchant, confesseur de M. d. S., le XIII^e jour de septembre ensuivant, qu'il avoit prestez pour faire certaines dévotions secrètes pour ledit S., à luy enchargées faire en la ville de Meleun. III fr. VII s. VI d. t.

» 2^e et dernier compte de Robert de Bailleux, depuis le 1^{er} may l'an 1412, jusqu'au XVI octobre ensuyvant. » — *Les ducs de Bourgogne*, 2^e partie, t. I^{er}, preuves, Archives de Lille. Paris 1849. Comte de LABORDE

(2) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 141.

qu'il eut droit de siéger dans les audiences publiques du Parlement.

On voit par un compte de Jean de Noident, que l'évêque de Bethléem accompagna Jean-Sans-Peur à Provins, en 1419. Comme ils se trouvaient dans cette ville vers l'époque de la fête de saint Thomas d'Aquin, il arriva qu'on ne put se procurer la lamproie qu'un ancien usage voulait qu'on offrit chaque année au confesseur du duc de Bourgogne; aussi, le 4 mars, ce prince fit-il don à Jean Marchant d'une somme de trois francs, à titre de compensation (1).

Après que Jean-Sans-Peur eut été assassiné à Montereau, le 10 septembre 1419, l'évêque de Bethléem resta quelque temps encore à la cour du nouveau duc de Bourgogne, comme le prouve un compte de Gui Guillebault (de 1419-20, fol. 47), qui nous apprend qu'à titre de membre du grand conseil de Philippe-le-Bon (2), il recevait 200 francs par an. Puis, s'étant retiré chez les Dominicains de Lille, il mourut dans leur couvent, le 14 décembre 1422, et fut inhumé dans leur église.

Les frères de Sainte-Marthe et, après eux, les auteurs de la *Nova Gallia christiana* (3) prétendent que Jean Marchant eut un rival, M..., de l'ordre de Saint-Benoît, qui siégeait en 1421. S'agit-il ici d'un évêque *in partibus* de Judée, comme il y en eut jusqu'en 1630? Nous n'avons sur ce point aucun renseignement. Toutefois, une lettre apostolique de Martin V, du 18 juin 1421, que nous allons analyser, pourrait peut-être nous faire plutôt supposer qu'il est question, dans ce cas, d'un prélat espagnol que l'antipape Benoît XIII, après qu'il se fut retiré à Peniscola, aurait injustement assis sur le siège de Bethléem.

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire de Bourgogne*, p. 92.

(2) État des officiers et dom. de Philippe-le-Bon. — *Mém. pour servir à l'hist. de Bourg.*, p. 179.

(3) *Gall. christ.*, t. II, éd. de 1656, eccl. Bethl. : « M. ..., monachus » ordinis S. Benedicti erat Episcopus ex tabulis an. 1421. » — *Gall. christ.*, t. XII, éd. de 1770, eccl. Bethl. — Mgr CROSNIER, *N.-D.-de-B.*, p. 15. — *La France pontif.*, Bethléhem, p. 153.

Certaines possessions situées dans les royaumes de Castille et de Léon, et notamment dans la ville de Carrion-de-Los-Condes et son territoire, ainsi qu'au lieu appelé Quintavela-de-la-Cueza, du diocèse de Palencia, avaient autrefois été données à l'église de Bethléem. Nos évêques avaient joui en paix de ces biens jusqu'au grand schisme d'Occident ; mais à cette époque, ces prélats *ayant eu plusieurs rivaux*, ce bénéfice, d'un revenu annuel de 100 livres de petits tournois environ, fut distrait de leur mense épiscopale.

Le 18 juin 1421 (1), le pape Martin V, voulant retirer ces

(1) « Dilecto filio Joanni de sancto Jacobo ordinis Fratrum Minorum »
 » professori, magistro in theologia. Religionis zelus, literarum scientia,
 » vitæ ac morum honestas, aliaque laudabilia probitatis ac virtutum
 » merita, super quibus apud nos fide digno commendaris testimonio,
 » nos inducunt, ut tibi reddamur ad gratiam liberales. Hodie siquidem
 » omnes concessionones, donationes. et alienationes, distractiones, et
 » arrendationes post exordium pestiferi schismatis, quod (proh dolor)
 » satore zizanias procurante, quadraginta fere annis in Dei viguit Ec-
 » clesia, jam per nonnullos in suis obedientiis pro romanis pontifici-
 » bus se gerentes, quod etiam per nos, post extirpationem ipsius schis-
 » matis, et reintegrationem ipsius Ecclesiæ, importuna devictos instan-
 » tia, sive per se gerentes pro episcopis Bethlehemitan. habentes tamen
 » in ipsa Ecclesia Bethlehemitan. occasione præfati schismatis compe-
 » tiores, seu aliquem ipsorum, aut quosvis de quibuscunque bonis,
 » juribus, jurisdictionibus, domibus, molendinis, pratis, pascuis, cen-
 » sibus, fructibus, redditibus et proventibus in Castellæ et Legionis
 » regnis, ut signanter in villa *de Carrione*, ejusque territorio, ac loco
 » *de Quintavela de la Cueza*, Palentin. diocesis. consistentibus, et ad
 » mensam Episcopalem Bethlehemitan. pertinentibus, et spectantibus,
 » quibusvis tam Ecclesiasticis secularibus et regularibus, quam lai-
 » calibus personis, cujuscunque status, gradus, ordinis, vel conditionis
 » existerent, sub quacunque verborum forma factas, seu concessas per
 » nostras certi tenoris literas, quarum tenores præsentibus haberi volu-
 » mus pro expressis, ex certis causis revocavimus, cassavimus, et
 » annullavimus, ac pro infectis haberi voluimus, prout in eisdem literis
 » plenius continetur. Nos attendentes, quod tu, qui, ut asseris, pro
 » nonnullis ordinis negotiis unionem universalis Ecclesiæ tangentibus,
 » de finibus Hispanorum ad Constantien. accessisti, ac ibidem, et etiam
 » alibi in ipsorum negotiorum persecutione magnis laboribus te expo-
 » suisti, expensas que magnas fecisti; et propterea, necnon præmisso-
 » rum meritorum tuorum intuitu, tibi, qui dilecti filii Henrici magistri

biens des mains de ceux qui les détenaient illégalement, les donna en commende à un Franciscain espagnol du nom de Jean de Saint-Jacques, qui était maître en théologie, confesseur du grand-maître de l'ordre de Saint-Jacques-de-l'Épée, et qui avait assisté au concile de Constance.

» militiæ Sancti Jacobi *de Spata*, ut asseris, confessor existis, et per
 » cujus medium, industriam, labores, sumptus, et favores, quibus in
 » illis partibus etiam apud principes diceris abundare, jura, jurisdic-
 » tiones, fructus, redditus, proventus, etc., hujusmodi recuperari speran-
 » tur; et tandem ad ipsam redire Bethlehemitan. Ecclesiam, quæ non
 » est in præfatorum plenaria possessione bonorum de alicujus subven-
 » tionis auxilio providere, gratiamque specialem facere volentes, omnia
 » hujusmodi bona, jura, jurisdictiones, demos, molendina, etc., census,
 » etc. in præfatis villa *de Carrione*, ejusque territorio, ac loco *de Quin-*
 » *tavela de la Cuesza* Palentin. Diocœs. et quibuscunque aliis locis
 » ipsorum Castellæ et Legionis regnorum consistentia, quæ, ut quot
 » sint, præsentibus haberi volumus pro expressis, quorumque omnium
 » fructus, redditus, et proventus centum librarum Turonen. parvorum,
 » secundum communem æstimationem valorem annum, ut asseris,
 » non excedunt, tibi, donec aliam æqualis, vel melioris fructus, et
 » valoris provisionem pacificè assecutus fueris, per te tenenda, regenda,
 » et etiam gubernanda, cum omnibus juribus, et pertinentiis commen-
 » damus : ita quòd liceat tibi, hujusmodi commenda durante, fructus,
 » redditus, et proventus dictorum bonorum, jurium, jurisdictionum,
 » domorum, molendinorum, etc. et censum liberè percipere, et habere,
 » eosque in tuos, et illorum usus convertere, necnon aliàs de illis dis-
 » ponere, et ordinare, prout præfata bona, jura, etc. et proventus pro
 » tempore obtinentes de illis disponere, et ordinare potuerunt, seu etiam
 » debuerunt; alienatione tamen quorumcunque bonorum immobilium,
 » et pretiosorum mobilium eorundem tibi penitus interdicta : non obs-
 » tante quòd ordinis Fratrum Minorum professor existas, ac constitu-
 » tionibus, etc. contrariis quibuscunque. Volumus autem, quod quam-
 » primùm aliam æqualis, vel majoris valoris, et commoditatis provisio-
 » nem fueris pacificè assecutus, præfata commenda esset penitus et
 » expiret, ac præsentis literæ nullius sint roboris, vel momenti; dicta-
 » que bona, jura, etc. et proventus ad dictam mensam ex tunc liberè
 » revertantur, liceatque venerabili fratri nostro episcopo Bethlesemi-
 » tan. ipsorum corporalem possessionem apprehendere, et liberè perci-
 » pere et habere, eosque in suos et mensæ præfatæ usus convertere.
 » Nulli ergò nostræ commendationis, et voluntatis infringere, etc.
 » Datum Tyburæ XIV. Kalendas julij anno quarto. » Wadding, *Annal.*
ord. Min., t. V, *Regestum Pontificium*, p. 87.

Ce religieux, jusqu'à ce qu'il eût obtenu une autre commendé, devait jouir de ce bénéfice, qui retournerait alors à la mense épiscopale de Bethléem.

Le Pape écrivit en même temps à l'évêque de Ciudad-Rodrigo, ainsi qu'à un abbé et à un prieur du diocèse de Palencia, pour leur recommander de veiller à l'exécution de ses volontés.

Il advint de ces possessions éloignées ce qui était arrivé depuis longtemps déjà pour l'église Saint-Martin de Vetula et le prieuré Notre-Dame de Bishopsgate : l'évêché de Bethléem s'en trouva privé à tout jamais.

Quant à l'abbé de Marolles, qui fait mention d'un *Fr. N.*, moine de l'ordre de Saint-Augustin (1), qui aurait été évêque de Bethléem en la même année 1421, il commet visiblement une erreur, qui a été causée par une bulle que nous avons déjà étudiée en parlant de Hugues de Curcis. Cette bulle est datée du 11 décembre de la quatrième année du pontificat de Martin, sans autre indication. Toute la difficulté est de savoir s'il s'agit de Martin IV ou de Martin V (or la quatrième année du règne du premier de ces papes est 1284, et la quatrième année du pontificat de Martin V serait 1420, et non pas, comme le dit l'abbé de Marolles, 1421); mais le seul aspect de la charte tranche la question : l'écriture en est évidemment du treizième siècle, et nous l'avons placée à sa date, en la citant au chapitre qui a trait à l'épiscopat de Hugues de Curcis. Ajoutons que, alors même qu'on supposerait que la bulle dont s'agit fût de 1420 ou de 1421, on ne saurait y trouver mention d'un rival de Jean Marchant, puisque le Pape s'adresse aux chanoines de Bethléem, qui suivaient la règle de saint Augustin, ainsi qu'à leur évêque, dont le nom est omis (*Martinus episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri.... episcopo, et dilectis filiis capitulo Bethleemitano ordinis Sancti*

(1) *Inventaire des titres de Nevers*, de l'abbé de Marolles. A la table (t. VI) de cet inventaire, il est fait mention de « Fr. N....., moine de l'ordre de Saint-Augustin », évêque de Bethléem, avec renvoi, à la page 641 du tome I^{er}, à la bulle de Martin IV.

Augustini). Il importe aussi de faire observer que, par le fait seul de leur nomination, tous les évêques de Bethléem, à quelque ordre religieux qu'ils appartenissent, prenaient la qualité de généraux de l'ordre des Bethléémites ou de l'Étoile.

On retrouve dans les procédures du temps, que vers l'année 1420, l'archidiacre de Philippe des Essarts s'étant présenté à l'hôpital du faubourg de Clamecy pour y exercer le droit de visite qu'il prétendait appartenir à l'évêque d'Auxerre, les religieux bethléémites ne voulurent point le recevoir. L'archidiacre en référa au bailliage d'Auxerre, qui l'autorisa à visiter la maison-Dieu Notre-Dame-de-Pantenor. L'affaire sans doute fut portée devant le Parlement, mais le résultat du procès n'est point arrivé jusqu'à nous. Nous savons toutefois que l'évêché d'Auxerre ne fut pas longtemps sans émettre de nouveau ses injustes prétentions.

D'après l'*Amorial de l'ancien duché de Nivernais* (1), Jean Marchant portait : *D'azur, à deux chevrons d'or accompagnés de six étoiles de même : deux en chef, trois entre les chevrons et une en pointe.*

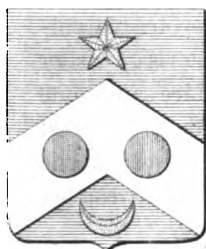
XXIX.

LAURENT PIGNON.

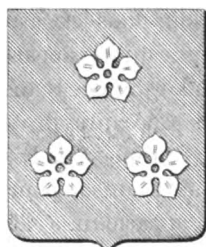
LAURENT PIGNON (2), qui était aussi natif de Sens, fit, de même que son prédécesseur Jean Marchant, profession chez les Dominicains de cette ville. Il étudia d'abord dans la mai-

(1) M. de Soultrait renvoie à cet effet au nobiliaire manuscrit de Bourgogne (de la Bibl. de l'Arsenal). Dans ce manuscrit, il est fait mention d'une famille *Marchand*, portant les armes que nous mentionnons ici ; mais comme le nobiliaire précité n'indique point que notre évêque ait appartenu à cette famille, on ne saurait dire positivement si ce sont bien là les armoiries de Jean Marchant.

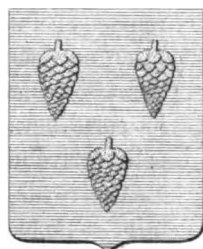
(2) L'abbé Lebœuf (*Mém. sur Auxerre*, t. I^{er}, p. 520) l'appelle Laurent Pinon.



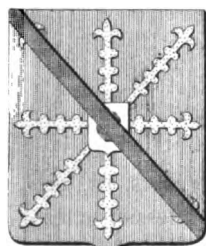
GUILLAUME DE VALLAN
Pag 120.



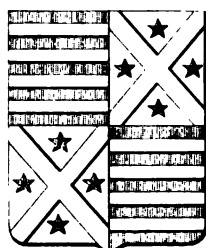
ALBERT L. HERMITE.
Pag 42 Note



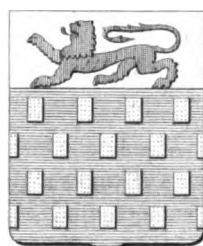
LAURENT PIGNON
Pag 109



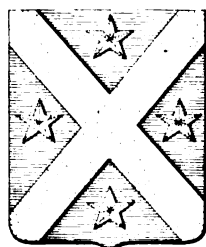
LOUIS ET JEAN DE CLÈVES.
Pag 210 et 213



PHILIBERT DE BEAUJEU
Pag 199



LHARD DE ROCHEFORT
Pag 217



FRANÇOIS DE BATAILLER
Pag 228

son de Saint-Jacques, à Paris, fut ensuite envoyé à Reims en qualité de lecteur en théologie, et devint docteur de l'Université. En 1403, comme il le rapporte lui-même dans sa chronique des chapitres généraux de son ordre, il fut nommé prieur du couvent des Frères-Prêcheurs de sa ville natale. Quelques années plus tard, il fut élu vicaire du provincial de France, comme on voit par un compte de Jean Fraignot, de 1420, folio 104 (1).

La réputation qu'il avait acquise par ses sermons et par ses écrits, attira sur son mérite l'attention du nouveau duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon ; et ce prince le prit pour confesseur. — Laurent Pignon était déjà en charge avant Pâques de l'année 1420, comme en témoigne un compte de Gui Guillebault, dans lequel nous lisons que le 6 avril 1419 (2) (*id est* 1420) « M. le Duc lava les pieds à treize pauvres ; qu'à » cest effet, il fist achepter seize aulnes de toille fine pour les » devantaux de lui, son premier chambellan, frere Laurent » Pignon, son confesseur, et messire Jean des Forges, son » premier aumônier. » Un autre compte du même Gui Guillebault, de 1422, fol. 45, nous enseigne que par lettres patentes données à Dijon le 26 février (1422), le duc de Bourgogne avait accordé à Laurent, en plus de ses gages de confesseur, une pension de 120 livres.

A cette époque, Laurent Pignon avait déjà composé de savants ouvrages, qui lui ont fait donner un rang distingué parmi les écrivains illustres que les Dominicains comptent parmi eux (3). On a de lui : 1° la vie de quarante et un saints sortis des couvents des Frères-Prêcheurs ; 2° la vie de sainte Marguerite de Hongrie, de sainte Catherine de Sienne et de trois autres saintes de l'ordre de Saint-Dominique ; 3° un catalogue des religieux dominicains qui furent élevés à des dignités en dehors de leur ordre. C'est dans cet ouvrage que,

(1) *Mémoire pour servir à l'hist. de Bourgogne*, p. 166

(2) *Ibid.*

(3) *Histoire des hommes illustres de Saint-Dominique*, par le P. Torron, Paris, 1746, t. III, p. 152. — ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. 804.

arrivé à l'année 1394-1395, et parlant de Philippe Froment, qui venait d'être élu à l'évêché de Nevers, il ajoute que ce fut cette même année qu'il écrivit le troisième ouvrage que nous citons ici (*Anno illo fuit scriptus præsens rotulus*); 4° la série des généraux de l'ordre, jusqu'en 1410; 5° un catalogue des prieurs provinciaux de France, jusqu'en 1403; 6° un catalogue des Dominicains qui se distinguèrent par leur science; 7° une chronique abrégée des chapitres généraux et des chapitres provinciaux de France, de 1254 à 1411. Arrivé en 1403, il s'exprime ainsi : *F. Laurent Pignon, lecteur de Reims, fut, vers la fête de la Toussaint de cette année (1403), élevé à la dignité de prieur du couvent où il avait pris l'habit. Il est l'auteur de cette chronique.*

Ces divers ouvrages, écrits en latin, ont été réunis sous le titre de : *Chronicon ordinis Prædicatorum*, ou *Catalogus Fratrum spectabilium ordinis Fratrum Prædicatorum*.

Depuis le 11 décembre 1422, le siège de Bethléem se trouvait vacant par la mort de Jean Marchant. A la demande de Philippe-le-Bon, Bonne d'Artois, comtesse de Nevers, pria le Souverain-Pontife de placer Laurent Pignon à la tête de notre église. Martin V, par une bulle du 5 mars 1423 (1), ratifia ce choix, et vers le même temps le duc de Bourgogne appela le nouveau prélat à la dignité de membre de son grand conseil.

Plusieurs comptes de Gui Guillebault, du 3 octobre 1423 au 3 octobre 1424, du 3 octobre 1424 au 3 octobre 1425, du 4 octobre 1426 au 31 décembre suivant, du 1^{er} janvier 1428 au 31 décembre de la même année (2), font mention de Laurent Pignon, évêque de Bethléem et confesseur de Philippe-le-Bon.

Ce fut pendant qu'il occupait le siège de Bethléem que, s'inspirant, comme il dit lui-même, du livre de Durand de Saint-Pourçain, évêque de Meaux, sur le *Commencement des seigneuries, juridictions et puissances*, notre prélat composa son

(1) BREMOND, *Bull.*, t. II, p. 704.

(2) COMTE DE LABORDE, *Les Ducs de Bourgogne*, Arch. de Lille, 2^e part., t. I^{er}, preuves, n^{os} 685, 689, 825 843, 850, 855, 856.

Traictié du commencement de seigneurie et de diversité d'Etats; et le duc de Bourgogne, qui venait alors (1428) de terminer la guerre qu'il avait faite pendant trois ans contre Jacqueline de Bavière, accepta la dédicace de cet ouvrage, que lui offrit son chapelain dévot et humble serviteur et confesseur, évêque de Bethléem (1).

On prétend que dès 1428, Laurent Pignon s'était démis de son évêché de Bethléem. Plusieurs années après, Philippe-le-Bon obtenait du pape Eugène IV que son confesseur fût appelé au siège épiscopal d'Auxerre. Les bulles sont du 31 mai 1432. Tout d'abord, Laurent eut à lutter contre les prétentions d'un concurrent, le doyen Hugues des Noës, qui s'intitulait évêque élu d'Auxerre, comme le prouve une charte du 17 mai 1432. Hugues des Noës ayant porté plainte au concile de Bâle, le duc de Bourgogne écrivit de son côté, le 26 avril 1433, aux Pères réunis pour ce concile, et leur représenta que ce serait préjudicier aux intérêts d'Auxerre, ville qui dépendait de ses Etats, que de déroger aux dispositions de la bulle pontificale. Du reste, une nouvelle lettre apostolique, datée du 22 avril 1433, mit fin aux prétentions du doyen (2).

Cependant, ce ne fut que le 14 (3) mars 1435 que Laurent Pignon fit son entrée solennelle à Auxerre. Peu de temps après, il suivit Philippe-le-Bon à Arras. L'histoire nous rapporte que, tandis que les conférences qui devaient aboutir au traité qui y fut signé le 21 septembre 1435, entre le duc de Bourgogne et le roi Charles VII, se tenaient dans la célèbre abbaye de Saint-Waast, Laurent fit deux remarquables ser-

(1) ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. 804 et suiv.

(2) « Une lettre écrite par Eugène IV à Philippe, duc de Bourgogne, le 15 juillet 1433, fait voir que ce Pape avoit été fort pressé par ce duc, pour mettre à Auxerre un évêque qui lui fût agréable, et qu'en conséquence le Pontife avoit donné la préférence à Laurent Pinon. » L'abbé LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, t. I^{er}, p. 520.

(3) L'abbé LEBEUF, *Mém.*, t. I^{er}, p. 522, d'après dom Viole. — Selon Echard, ce fut le 4 mars 1435. — Mais Fontana (*Th. dom.*, titre xxxix, p. 125), et Cavalieri (*Gall.*, t. I^{er}, p. 244) se trompent évidemment lorsqu'ils prétendent que cette cérémonie eut lieu le 4 mai 1434.

mons dans lesquels il démontra avec beaucoup d'éloquence les avantages de la paix (1).

Le P. Echard rapporte, d'après les archives de l'ordre des Frères-Prêcheurs, que, de 1435 à 1438, Laurent Pignon fit avec Philippe-le-Bon de nombreux voyages dans les Pays-Bas, et résida souvent tantôt dans le cloître Saint-Pierre de Lille, tantôt à Bruges.

A partir de 1438, Laurent Pignon quitta moins fréquemment son diocèse, où il habitait volontiers le château que les évêques d'Auxerre possédaient à Varzy. Le premier dimanche de l'Avent (1438) (2), il dédia l'église Sainte-Eugénie de cette ville. L'abbé Lebeuf nous fait connaître que, dans cette église, Laurent avait fondé une chapelle sous l'invocation de saint Pierre, martyr, et de saint Thomas d'Aquin, et qu'il s'y était fait représenter à genoux, avec l'habit des Dominicains. Le 10 janvier 1439, il assista à la dédicace de la collégiale Saint-Martin de Clamecy, et, quelques jours après, fit des ordinations au prieuré de La Charité. — En 1440, il assista au chapitre provincial que les Frères-Prêcheurs tinrent dans leur maison d'Auxerre. En 1443, il approuva l'établissement que firent les Dominicains d'Auxerre d'une confrérie de Trépassés, et affranchit un grand nombre d'habitants de la seigneurie d'Oudan. Le 9 mars 1444, il accorda des indulgences à tous ceux qui contribueraient par leurs aumônes à la réédification de l'église Notre-Dame de Toucy. Le 19 juin 1445, Charles de Bourgogne, comte de Nevers, rendit à l'évêque d'Auxerre foi et hommage pour la seigneurie de Donzy; le 25 août suivant, Laurent dédia l'église du prieuré Sainte-Geneviève de Marcy.

Ce fut en faisant la visite de son diocèse, pendant les années 1446 et 1447, que cet évêque dressa des règlements

(1) L'abbé LEBEUF, *Mém.*, t. I^{er}, p. 522. — *Histoire des ducs de Bourgogne*, de M. DE BARANTE, t. IV, p. 450.

(2) Le 21 décembre 1433, il bénit à Dijon l'église Saint-Nicolas; et le 6 mars 1434, il consacra l'église paroissiale Saint-Genès de Flavigny, au diocèse d'Autun.

pour les chanoines de Saint-Etienne de Gien. C'est à tort par conséquent que Fontana, Echard et Cavalieri placent en 1446 la mort de Laurent Pignon.

Nous verrons plus loin que d'assez graves difficultés s'élevèrent entre Laurent Pignon, devenu évêque d'Auxerre, et Arnaud de Limone, un de ses successeurs au siège de Bethlém. Malgré tout, nous ne devons pas oublier de mentionner que la chapelle et l'hôpital du faubourg de Clamecy, ayant été saccagés pendant les guerres, et Arnaud de Limone ayant entrepris de restaurer ces édifices, non-seulement Laurent Pignon permit de quêter à cette occasion dans son diocèse, avec une croix et un reliquaire; mais encore, par un mandement (1) que de Varzy il adressa à son clergé le 4 septembre 1445, le prélat voulut recommander lui-même aux fidèles la petite cathédrale dont il avait été le pasteur, et il accorda des indulgences aux donateurs.

On suppose généralement que Laurent Pignon mourut quelques jours avant Pâques de l'année 1449 (2); mais les comptes d'anniversaires de la cathédrale d'Auxerre, tout en marquant son décès vers la fin du mois de mars, n'en indiquent point l'année. Quant au lieu de sa sépulture, il a paru incertain, nous dit l'abbé Lebeuf, et à ce sujet cet auteur ajoute : « quelques modernes l'ont cru inhumé dans la nef » de la cathédrale devant le crucifix : ils pensent que la » tombe noire qu'on y voyoit il y a soixante ans étoit la » sienne. Mais d'autres, plus instruits, ont écrit que Laurent » Pignon a été inhumé chez les religieux de son ordre, à » Auxerre, où sa sépulture se voyoit au côté gauche du » grand autel, jusqu'à ce que les huguenots eussent entièrement détruit son tombeau et dissipé ses ossements. »

Les Dominicains (3) disent positivement qu'il fut enterré dans l'église de leur couvent d'Auxerre. On ajoute que son

(1) Arch. de l'Yonne.

(2) Piò (*Delle vite*, 2^e p., liv III, p. 44) porte à tort sa mort en 1464.

(3) CAVALIERI, ECHARD, FONTANA. — Dans le même sens, *Gall. christ.*, eccl. Autiss., t. XII, p. 328.

tombeau, qui se trouvait à gauche du maître-autel et était surmonté de sa statue en bronze, fut détruit par les calvinistes, vers 1570.

On voit aujourd'hui encore, à la Bibliothèque Richelieu (mss. lat. 1222, petit in-4°, parchemin) un pontifical que Laurent Pignon fit faire pour son usage en 1436. Le volume est terminé par ces mots : *Istud pontificale fecit scribi dominus Laurentius episcopus Antisidyorensis ordinis Fratrum Prædicatorum. Anno Domini M° CCCC° XXXVI. et fuit complectum quinta die junii*. Au bas de la première page sont peintes les armes de ce prélat, qui sont : *D'azur à trois pommes de pin d'or* (1).

XXX.

JEAN VI DE LA ROCHE.

On ne lit nulle part que Laurent Pignon ait abdiqué en 1428 : la lettre que le duc de Bourgogne écrivit le 26 avril 1433 aux Pères du concile de Bâle, ainsi que l'extrait des registres du Vatican dressé par dom Estiennot feraient au contraire supposer qu'il passa directement de l'église de Bethléem à celle d'Auxerre. JEAN DE LA ROCHE, appelé en 1428 à l'évêché de Bethléem, est-il le successeur de Laurent Pignon, ou bien est-il un des évêques *in partibus* de Bethléem de Judée ? Les auteurs, qui n'ont point fait de distinction entre les deux sièges de Bethléem, nous mettent ici dans un grand embarras, d'où des recherches minutieuses dans les archives mêmes de la cour de Rome pourraient seules nous tirer.

(1) Et non pas, comme il a été dit par plusieurs auteurs, *d'azur, au chevron d'or accompagné de trois pommes de pin de même, deux en chef et une en pointe*. (*France pontif.*, Bethléem.— M. Aristide DEX, *Armorial de l'Yonne*, d'après D. Viole.)

Ce fut le 10 décembre 1428, que le pape Martin V conféra la dignité d'évêque de Bethléem à Jean de La Roche, religieux franciscain, maître en théologie de la faculté de Toulouse (1) et professeur de textes sacrés.

S'il est exact que ce prélat ait remplacé Laurent Pignon dans le gouvernement de notre église, il faut nécessairement supposer que celui-ci s'était démis de ses fonctions plusieurs années avant sa nomination à Auxerre.

Martin V ayant envoyé le cardinal Pierre de Foix en Aragon, pour y éteindre le schisme qu'entretenait le roi Alphonse, Jean de La Roche, qui accompagnait le légat, lui rendit alors de grands services, et on peut dire qu'il coopéra puissamment au rétablissement de la paix dans la catholicité.

Le cardinal de Foix revint à Rome le 8 janvier 1428, et ce fut cette même année que Jean de La Roche fut promu à l'évêché de Bethléem.

L'année 1429 vit finir le grand schisme d'Occident, qui désolait la chrétienté depuis le 21 septembre 1378. Martin V ayant de nouveau envoyé son légat en Aragon, l'antipape Clément VIII (Gilles de Munion) abandonna ses prétentions, le 26 juillet. L'évêque de Bethléem fut présent à l'absolution que, quelques jours après (le 24 août), Pierre de Foix donna au chartreux Dominique de Bonne-Espérance, un des deux cardinaux qui, sur l'ordre de Pierre de Luna (Benoit XIII), avaient élu Gilles de Munion.

Avant de retourner auprès du Souverain-Pontife, le cardinal-légat tint, dans la ville de Tortose, un concile dont la première session eut lieu le 19 septembre 1429. Ce fut l'évêque de Bethléem Jean de La Roche, qui, revêtu de ses ornements pontificaux, célébra en ce jour l'office divin ; et montant en chaire, notre prélat, en présence des Pères assemblés, prononça un sermon fort remarquable, dont les actes de ce concile font mention en ces termes : « Le révérend seigneur évêque de Bethléem parla

(1) *France pontificale*, Bethléhem, p. 155. — Wadding, *Annal. ord. Min.*, t. V, p. 196.

» dans un style élevé et avec une rare habileté, faisant preuve
 » d'un esprit supérieur, d'une grande éloquence, d'une science
 » profonde de la Sainte-Écriture, en même temps que d'une
 » connaissance consommée des poètes, des métaphysiciens et
 » des philosophes : il fortifia ainsi l'esprit et les hautes intelli-
 » gences de tous les assistants et mérita leurs plus grands élo-
 » ges pour un tel et si grand discours solennel (1) ».

Le 9 septembre de la troisième année (2) du pontificat d'Eugène IV (1433), d'après les registres du Vatican, le Pape transféra notre prélat à l'évêché de Cavaillon (3) (Comtat-Venaissin), dont le siège était devenu vacant par la mort de Ferry Galbert.

On ne sait à quelle époque mourut Jean de La Roche ; mais il était encore évêque de Cavaillon (4) en 1436.

XXXI.

DOMINIQUE.

DOMINIQUE était religieux de l'ordre des Frères-Mineurs et maître en théologie (5). D'après Wadding, il fut nommé évêque de Bethléem en 1433, la troisième année du pontificat d'Eugène IV (le 25 septembre, ajoutent les auteurs du *Gallia*

(1) LABBÉ, *Sac. conc.*, t. XII, p. 414, Paris, 1672. — WADDING, *Ann. ord. Min.*, t. V, p. 201.

(2) La quatrième, selon certains auteurs. (*Gall. christ.*, t. XII, eccl. Beth.)

(3) *Gall. christ.*, ecclesia Cabellicensis, t. I^{er}, p. 952.

(4) Et non pas Châlon-sur-Saône. Selon M. de Soultrait, Jean de La Roche, d'une ancienne famille de Bourgogne, aurait été transféré de l'église de Bethléem à celle de Châlon-sur-Saône, et aurait eu pour armoiries : *D'azur à trois fasces d'argent*.

(5) WADDING, *Ann. ord. Min.*, t. V, p. 257.

christiana); mais d'après les registres du Vatican, les bulles ne seraient que du 27 septembre 1434 (1).

XXXII.

ARNAUD-GUILLAUME DE LIMONE.

Le 26 novembre de l'année 1436, après le décès de *Dominique, dernier évêque de Bethléem* (2), le pape Eugène IV donna le siège de notre église à ARNAUD-GUILLAUME DE LIMONE, religieux profès de l'ordre des Carmes, maître en théologie, confesseur et conseiller du comte de Nevers.

Ce prélat fut un de ceux qui eurent le plus à lutter contre l'évêché d'Auxerre. Pour suivre l'ordre chronologique, il convient d'abord de parler de certaine prétention du chapitre de Saint-Martin de Clamecy, à laquelle Arnaud mit fin en 1441. Un ancien usage voulait que, pour honorer la sainte Vierge, le chantre et les chanoines de la collégiale Saint-Martin se rendissent en procession, le jour de la Nativité de Notre-Dame, à l'église de l'évêché de Bethléem, pour y dire une grand'messe. Et à cet effet, l'évêque mettait en ce jour, à leur disposition, livres, calice, ornements et tout ce qui était nécessaire au service divin; de plus, pour récompenser les gens d'église qui assistaient le chapitre de la collégiale, l'évêque remettait pour eux au chantre une somme de cinq sous tournois.

Le chapitre de Clamecy, à l'instigation de l'évêché d'Auxerre, en arriva, au bout de quelque temps, à laisser entendre que, ayant reçu d'Auxerre tous droits de nomination et présentation des chapelles fondées et à fonder en la paroisse

(1) *Gall. christ.*, eccl. Bethl.

(2) L'abbé DE MAROLLES, *Inventaire des titres de Nevers*, t. 1^{er}, p. 628.

de Clamecy, et la chapelle du faubourg de Bethléem dépendant, disait-il, de cette paroisse, c'était à titre de patronage que la collégiale percevait chaque année ces cinq sous tournois.

Arnaud de Limone résolut de couper court à une prétention aussi exorbitante; aussi, le jour de la Nativité (8 septembre) de l'année 1440 et de l'année suivante, refusa-t-il de laisser entrer dans sa petite cathédrale la procession venue de Saint-Martin; puis il cita devant le Pape les chanoines de Clamecy. Enfin, le 26 septembre 1441, Arnaud de Limone, d'une part, et d'autre part le chapitre de la collégiale Saint-Martin « s'étant » assemblés au son de la cloche », l'évêque de Bethléem représenta aux chantre et chanoines de Clamecy qu'il ne dépendait que du Souverain-Pontife; que sa chapelle et ses revenus étaient attachés à l'évêché de Bethléem, dont la disposition appartenait au Pape et non à d'autres; et il ajouta que s'il avait refusé de laisser entrer la procession et de payer cinq sous tournois, c'était parce qu'il ne voulait pas que la collégiale pût s'attribuer sur lui aucune prérogative. Et, en présence de Gasté, clerc, notaire juré du comte de Nevers, « les » dits chantre et chanoines déclarèrent qu'ils n'avaient en » effet aucun pouvoir ni sur l'évêque, ni sur les religieux de » sa maison, non plus que sur sa chapelle; qu'ils les savaient » du reste sujets sans milieu du Saint-Siège; et ils confessèrent » aussi n'avoir aucun droit sur les cinq sous tournois, qu'ils » ne demandaient qu'à titre de récompense et à cause de l'habitude qu'ils avaient chaque année d'aller en procession, et » suivis de leurs paroissiens, honorer la vierge Marie dans » un temple consacré à la Nativité de Notre-Sauveur Jésus-Christ. — Et de son côté, l'évêque de Bethléem, s'engageant » à respecter un tel usage, promit pour lui et ses successeurs, » que chaque fois que le chapitre de Clamecy viendrait, pour » honorer la sainte Vierge, chanter une grand'messe à son » église le jour de la Nativité de Notre-Dame, il payerait audit » chapitre cinq sous tournois; sans que cela pût toutefois » préjudicier au droit que lui et ses successeurs conservaient » de célébrer eux-mêmes cette messe, tout en remettant les

» cinq sous tournois aux chanoines s'ils venaient en procession. — Enfin, les membres de la collégiale Saint-Martin reconnurent que l'évêque ne leur devait rien pour les deux dernières années ; et Arnaud s'engagea à ne point poursuivre l'action qu'il avait introduite en cour de Rome contre les chanoines (1). »

Vers le même temps, Arnaud de Limone ayant fait afficher à la porte de l'hôtel-Dieu de Bethléem qu'il conférerait les ordres dans son église, l'évêque d'Auxerre, qui était alors Laurent Pignon, déclara qu'aucun autre évêque que lui, *mesmement révérend père en Dieu Arnault de l'ordre de Notre-Dame-du-Carme, évêque de Bethléem*, ne pouvait et ne devait conférer les ordres au diocèse d'Auxerre. — C'était par conséquent refuser juridiction épiscopale à Arnaud sur sa chapelle et son hôpital, et méconnaître l'indépendance absolue par rapport à Auxerre de la maison-Dieu Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, tandis que l'évêque de Bethléem y avait un peuple qui se composait de son chapitre, ses religieux et frères convers, et sa maison.

Laurent Pignon obtint des lettres de complainte, à l'exécution desquelles s'opposa Arnaud de Limone, qui interjeta appel le 27 août 1442. Le 5 septembre suivant, la petite chancellerie expédiait à l'évêque de Bethléem des lettres de relief.

Toutefois les deux prélats ayant résolu de terminer leur débat par une transaction, l'affaire ne fut pas poussée plus avant. Aux termes d'un projet de traité, l'évêque d'Auxerre permettait à l'évêque de Bethléem de donner la tonsure et les ordres sacrés à ses sujets, religieux et autres, portant l'habit de religion, à ses commensaux, à ses familiers, et même à ceux qui lui seraient adressés par dimissoires, dans la chapelle Notre-Dame du faubourg de Clamecy, pendant la vie de Laurent

(1) Cet acte fut dressé le 26 septembre 1441, par Gasté, notaire à Clamecy, en présence de Jean Loiseaul, Jean Moreaul, prêtres, Thomas Renouf, clerc, et Thibaut Baudot, habitants de Clamecy, témoins pour ce appelés et requis. (Archives de l'Yonne.)

Pignon seulement ; à la charge de ne faire aucune ordination quand ledit évêque d'Auxerre conférerait les ordres dans la ville de Clamecy, et de lui renvoyer alors tous ses ordinands.

Mais Arnaud de Limone, pour qui la maison-Dieu de Bethléem-lez-Clamecy formait un véritable diocèse (si peu étendu qu'il fût), sur lequel il avait juridiction épiscopale, ne voulut point accepter de telles conditions.

De plus, une permission ainsi limitée était contraire à la qualité d'ordinaire que lui donnait son titre de général de l'ordre de l'Étoile, en raison de quoi sa juridiction s'étendait sur tous les religieux bethléémites, comme il le disait dans une lettre qu'il adressait au mois d'octobre à Laurent Pignon. Il s'exprimait ainsi : « Ma qualité d'évêque me donne le titre » de maître et de général de tout l'ordre de l'Étoile, composé » de chanoines réguliers, suivant la règle de Saint-Augustin. » Cet ordre, qui fait partie de l'église de Bethléem, est dispersé » par toute la terre ; et les Bethléémites, qui me regardent » comme leur supérieur, ne reconnaissent pour leur évêque » que l'évêque de Bethléem : c'est donc le droit commun qui » me donne sur eux et sur tous ceux qui sont soumis à l'église » de Bethléem la juridiction ordinaire et le pouvoir de leur » conférer les ordres sacrés. C'est, du reste, ce que feraient le » général des Frères-Prêcheurs, celui des Franciscains, celui » des Carmes, si à leur titre de général était joint celui » d'évêque. »

Quant à la faculté qui lui appartenait de donner les ordres à ses familiers et à ses commensaux, Arnaud de Limone pouvait se fonder sur le canon des décrétales, qui permettait aux évêques de les leur conférer lorsqu'ils avaient demeuré trois ans chez eux ; car n'oublions point que le débat avait lieu en 1442, tandis que ce n'est que le concile de Trente qui, depuis, a interdit cette même faculté aux évêques *in partibus* (sess. 14, chapitre 2, *De la Réformation*, année 1551), et l'a restreinte à l'égard des autres (sess. 23, ch. 9, *De la Réf.*, année 1563).

Le pape Eugène IV, par une bulle en date du 1^{er} février 1444, ayant commis « l'évêque » d'Avignon, l'official

d'Auxerre et le prieur de Saint-Gilles, pour maintenir l'évêque de Bethléem dans les droits et privilèges généraux à lui accordés par la cour de Rome dans tous les lieux qui dépendaient de son évêché, la paix fut momentanément rétablie entre les deux sièges.

Ce fut alors que Arnaud de Limone entreprit, en 1445, de restaurer sa chapelle et son hôpital, qui avaient eu beaucoup à souffrir pendant les guerres. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, Laurent Pignon lui prêta un concours actif en cette circonstance.

M^{gr} Crosnier (1) observe avec raison que les auteurs du *Gallia christiana* ont commis une erreur en prétendant que Arnaud de Limone rebâtit entièrement sa petite cathédrale du faubourg de Clamecy. En effet, le monument qui existe aujourd'hui encore en partie, date évidemment de la fin du douzième siècle, et n'est autre que celui dont l'évêque Reynier prit possession à son arrivée en France.

Par lettres scellées du grand sceau, et données à Entrains le 11 août 1448, « révérend père en Dieu l'évêque de Bethléem » fut, avec Louis, seigneur des Barres, chevalier, Jean de La Rivière, seigneur de Champlemy, bailli du Nivernais, et six autres personnages, chargé par Charles, comte de Nevers, d'aller « traiter le mariage de ce prince, sous le bon plaisir du roi et le consentement de ses plus proches parents. »

En l'année 1450, Charles de Nevers étant de passage à Clamecy, le nouvel évêque d'Auxerre, Pierre de Longueil, vint le trouver à l'hôtel de l'évêque de Bethléem, et ce fut là que, le 21 septembre, le comte rendit hommage à l'évêque d'Auxerre pour la baronnie de Donzy. L'acte qui mentionne que ce devoir aurait dû être rendu à Varzy, porte que Arnaud fut présent à cette cérémonie.

Deux ans après, Arnaud de Limone ayant conféré les ordres dans son église, une contestation nouvelle naquit entre les deux évêchés. La querelle semblait même devoir devenir si

(1) M^{gr} CROSNIER, *N.-D.-de-Beth.*, p. 16.

vive, que le comte de Nevers dut, à deux reprises différentes, le 1^{er} mars 1453 et le 4 mai suivant, menacer l'évêque d'Auxerre de toute son autorité. Pierre de Longueil, qui ne se sentait pas assez fort pour résister au puissant protecteur d'Arnaud de Limone, se contenta d'abord de déclarer devant notaires, le 27 novembre 1453, qu'il protestait « contre les » ordinations et autres entreprises d'Arnaud, évêque de Beth- » léem, conseiller et confesseur du comte de Nevers, exercées » dans la chapelle dite de Bethléem, près Clamecy, au pré- » judice de la juridiction des évêques d'Auxerre. » Enfin, en 1456, il finit par obtenir des lettres de complainte. Arnaud fit opposition à ces lettres, et, par exploit de Beliard, sergent royal, intima à l'évêque d'Auxerre, à la date du 17 mars 1457, l'appel qu'il avait interjeté au Parlement contre leur exécution. La même année mourut notre prélat : le procès ne fut pas continué, et pour quelque temps encore la paix se trouva rétablie entre les deux églises.

Un assez grand nombre de titres se rattachent à l'épiscopat d'Arnaud-Guillaume de Limone. Un acte du 29 juin 1438, passé devant Huguenin Rocynol, clerc, notaire à Clamecy, constituant bail, de la part de l'évêque de Bethléem, d'une maison sise à Clamecy, au lieu dit Près-le-Moulin-Girault, moyennant 25 sous tournois de rente, nomme notre évêque *Arnoul Guillermo*.— Dans un acte du même notaire, du 25 juillet 1454, portant bail à rente perpétuelle par l'évêque de Bethléem aux frères Colomat, de Dornecy, d'un terrain en friches, sis à Chevroches (Chevroches), notre prélat est appelé *Arnoul de Guillermus*.

Trois chartes sont relatives au Petit-Perron (partie de l'ancien bourg de Pantenor). Par la première, en date du 1^{er} mars 1445, Charles, comte de Nevers, *ayant la garde gardienne de l'évêché de Bethléem*, commet Jean de Migny, son conseiller, et Philibert Chevalier, châtelain de Clamecy et de Châtel-Censoir, pour informer du droit qui appartient à l'évêque de Bethléem sur trois arpents de terre appelés le Petit-Perron, et sur partie duquel héritage Henry Royer, demeurant à Clamecy, a fait élever une tuilerie. — Une autre charte,

du 19 du même mois, est l'information à laquelle ont procédé les deux commissaires, justifiant que le Petit-Perron appartient à l'église et à l'hôtel-Dieu de Bethléem. — La troisième, du 24 mars, contient les lettres patentes du comte de Nevers, ordonnant à Henry Royer de laisser jouir de tout ce terrain l'évêque de Bethléem, à qui il appartient.

N'oublions pas de mentionner une pièce de 1445, par laquelle on voit qu'il y avait à cette époque, au faubourg de Clamecy, des chanoines et des religieux de Bethléem. On lit en effet, dans un acte du 19 mars (1445), passé devant Jean Gouste, et contenant bail à rente de la part de l'évêque à Guillaume Loiseaul, d'une maison située près de l'église Notre-Dame, que ce bail fut consenti par *deux chanoines de l'église de Bethléem et un prêtre religieux de ladite église, tous trois présents à la rédaction de l'acte.*

Par une ordonnance en date du 19 juin 1454, le comte de Nevers, voulant restreindre l'état des dépenses ordinaires de son hôtel, fit rayer dudit état l'évêque de Bethléem avec quatre personnes de sa suite, tout en leur réservant leur dépense de bouche; il fit rayer également quatre chevaux du train de notre prélat. — Mais on doit supposer que, comme compensation, le comte de Nevers fit donner à Arnaud quelque bénéfice, car le pape Calixte III, par un bref du 5 septembre 1455, « oc- » troya à l'évêque de Bethléem dispense de tenir un, deux ou » plusieurs bénéfices ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, » prieurés, prévôtés, dignités, administrations ou offices, pour » lui donner moyen de soutenir sa qualité, considéré qu'il » était maître en théologie, religieux profès de l'ordre des » Carmes, confesseur et conseiller de noble Charles, comte » de Nevers, et évêque *in partibus* (1) de Bethléem de Pales- » tine. »

Arnaud-Guillaume de Limone mourut en 1457 et eut pour successeur Etienne Pilerand.

(1) Les papes donnent toujours à nos prélats le titre « d'évêques *in partibus* de l'église de Bethléem de Palestine, à laquelle sont unis et incorporés la chapelle et l'hôpital de Bethléem-lez-Clamecy. »

XXXIII.

ETIENNE I^{er} PILERAND.

ETIENNE PILERAND, religieux franciscain, maître en théologie, fut, à la mort d'Arnaud-Guillaume de Limone, promu à l'évêché de Bethléem par Calixte III. Wadding, dans ses *Annales de l'ordre des Frères-Mineurs*, nous apprend que les bulles accordées à ce prélat portent la date du 7 octobre de l'année 1457 (1).

Tandis que le siège de notre église était occupé par Etienne, le pape Pie II institua l'ordre militaire de Notre-Dame-de-Bethléem. Bien que, si cet ordre eût subsisté, nos évêques n'eussent dû avoir jamais aucun pouvoir sur ses membres (qui n'avaient, du reste, nul rapport avec les religieux bethléémites ou de l'Etoile), nous croyons cependant, à cause de la similitude des noms, qu'il est utile d'en dire quelques mots.

Après la prise de Constantinople, en 1453, Mahomet II s'étant emparé de l'île de Lemno, Calixte III envoya contre lui le cardinal d'Aquilée, qui reprit cette île sur les Turcs. Pie II, successeur de Calixte, créa, le 18 janvier 1459 (2), l'ordre militaire de Notre-Dame-de-Bethléem, qui devait avoir un grand-maître électif, des frères chevaliers et des prêtres, et s'établir en Lemno, avec mission de s'opposer aux courses continuelles des Turcs dans l'Archipel. Cet ordre, qui devait être fort riche, car le Pape lui avait donné les biens de plusieurs ordres militaires et hospitaliers supprimés à cet effet, fut aboli peu de temps après ; et ce grand dessein n'eut pas de suite, car les chrétiens perdirent bientôt l'île de Lemno (3).

(1) WADDING, *Ann. ord. Min.*, t. VI, p. 399.

(2) G.-G. de Leibnitz a reproduit la bulle d'institution de cet ordre, dans son *Codex juris gentium diplomaticus*. (Hanovre, 1693, CLXXV.)

(3) Le P. Hélyot. *Hist. des ord. monastiques*, t. VIII, ch. LVIII.

Un acte de l'évêché d'Auxerre (1), en date des 30 juin et 2 juillet 1464, nous apprend que Étienne « PILLEREAN » fut le prédécesseur immédiat d'Antoine Buisson au siège épiscopal de Bethléem-lez-Clamecy.

XXXIV.

ANTOINE 1^{er} BUISSON

La contestation qui s'était élevée autrefois entre Auxerre et Autun, sur la question de savoir si l'hôpital et la chapelle de Pantenor étaient du diocèse d'Autun ou de celui d'Auxerre, surgit de nouveau vers 1464. Le siège de notre église étant devenu vacant, plusieurs religieux de Bethléem exposèrent au cardinal Rolin, évêque d'Autun, que la maison-Dieu du faubourg de Clamecy était un bénéfice à sa collation, et lui présentèrent à l'appui de leur assertion d'anciens titres qui établissaient que la maîtrise en avait été précédemment donnée par l'évêché d'Autun. A la demande du cardinal Rolin, le vicaire général de ce prélat fut promu au siège de Bethléem, par bulles du pape Pie II, en date du 1^{er} juin 1464; et en même temps l'évêque d'Autun conféra comme bénéfice au nouvel évêque la chapelle et l'hôpital de Pantenor.

Ce vicaire général de l'église d'Autun se nommait ANTOINE Buisson (2); il était religieux de l'ordre du Mont-Carmel, et docteur en théologie (3). C'est à tort que plusieurs auteurs, notamment Lachesnay-Desbois (4) et Thaumas de La Thau-

(1) Arch. de l'Yonne.

(2) J.-Fr. Née de La Rochelle (*Mémoires*, t. II., p. 22) l'appelle à tort Antoine Boisson.

(3) Un acte du 23 décembre 1469, passé devant Pierre Guedin le jeune, notaire à Clamecy, et contenant bail de certains biens qui dépendaient de l'évêché de Bethléem, donne ce titre à Antoine Buisson.

(4) LACHESNAYE-DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, Aubusson.

massière (1), l'appelant Antoine d'*Aubusson*, le rattachent à l'illustre famille de ce nom en le disant le huitième des treize enfants que Jean d'Aubusson, seigneur de La Borne (mort en 1420), eut de Guyonne de Montéruc, sa femme, nièce du pape Innocent VI.

Pierre de Longueil, évêque d'Auxerre, opposa aussitôt au cardinal Rolin la décision rendue le 29 octobre 1211 ; et, par acte des 30 juin et 2 juillet 1464, l'évêque d'Auxerre, se portant demandeur en complainte contre « messire Antoine Buisson, » de l'ordre des Carmes, évêque de Bethléem, *soi-disant* gouverneur et administrateur de l'hôpital ou maison-Dieu du dit Bethléem, et contre messire le cardinal-évêque d'Autun, » touchant le droit de collation ou institution de la maîtrise » et du gouvernement dudit hôpital, prétendu par ledit seigneur évêque d'Autun », les assigna à comparaître devant le Parlement le 2 septembre suivant. Puis, soutenant de son côté que l'hôpital de Pantenor n'était qu'un simple bénéfice à sa propre collation, Pierre de Longueil en pourvut un de ses chanoines, JEAN OSDRY, official d'Auxerre et licencié en droit. Mais Antoine Buisson ne voulut tenir aucun compte de l'action que Pierre de Longueil venait d'intenter contre lui ; aussi, quelques jours après, conféra-t-il les ordres dans sa petite cathédrale. De là, nouvelle plainte de l'évêque d'Auxerre qui, à la date du 14 juillet 1464, obtint du Parlement commission pour faire assigner Antoine Buisson qui avait entrepris « de faire les ordres » dans l'église de Bethléem, sans sa permission, et pour reprendre l'instance qui, pour semblable motif, avait été commencée quelques années auparavant contre Arnaud de Limone.

On convint cependant de mettre l'affaire en compromis. Au mois de février suivant, l'évêque d'Auxerre se fit représenter par Guillaume Chevalier, chanoine de sa cathédrale, et par Philibert Chevalier, Jean Moreau et Pierre Guedin l'ainé, chanoines de Clamecy ; de son côté, le cardinal Rolin choisit Gui de Montagny ; et il fut convenu que l'abbé de Vézelay déci-

(4) THOMAS DE LA THAUMASSIÈRE, *Histoire du Berry*, M.DC.IXC, p. 818.

derait comme arbitre « sur les contestations mues entre les » parties, au sujet du droit de collation de l'hôpital dudit » Bethléem, et des ordinations que messire l'évêque de » Bethléem se prétendait en droit de célébrer dans l'église » dudit hôpital, tant pour ses sujets et familiers, que pour » ceux qui étaient adressés par dimissoires à tout évêque » catholique ». Mais sur ces entrefaites, Pierre Guedin le jeune, chanoine de Clamecy, et Jean Vaillot, curé d'Oisy, ayant certifié qu'un des évêques de Bethléem, Arnaud de Limone, avait, comme en faisait foi une quittance de 1456, payé au receveur de la dime papale pour le diocèse d'Auxerre, la somme de 18 livres tournois, à cause de l'hôpital de Pantenor, l'évêque d'Auxerre fit, le 11 mars 1465, dresser acte de cette déclaration par-devant Jean Moreaul, notaire à Clamecy. Le projet de compromis fut dès-lors adonné, et Jean Osdry, qui avait été par l'évêque d'Auxerre pourvu de la maison-Dieu Notre-Dame, voulant se maintenir dans sa possession, donna, à la date du 7 avril 1465, procuration à Jean Vaillot, curé d'Oisy, pour que celui-ci fit tous les actes nécessaires à cet effet devant le juge de Mâcon, en l'enquête que l'évêque d'Autun entendait faire pour montrer que l'hôpital de Bethléem n'était pas dans l'étendue de l'évêché d'Auxerre.

L'affaire n'en resta pas là : l'évêque d'Autun qui, pas plus que l'évêque d'Auxerre, n'avait de droits sur l'église de Bethléem, ne voulut rien céder de ses prétentions à Pierre de Longueil. Le 19 mai 1466, l'official d'Autun lança un monitoire qu'il adressa à tout le clergé séculier et régulier et à tous les notaires des diocèses d'Autun, d'Auxerre, de Lyon, de Châlon-sur-Saône, de Besançon, de Langres, etc., contre les injustes détenteurs des biens qui dépendaient de la mense épiscopale de Bethléem. De son côté, l'évêque d'Auxerre accusa un des religieux de la maison-Dieu de Pantenor, Gui de Chassy, de l'ordre de Saint-Augustin et familier d'Antoine Buisson, d'avoir, pour établir que les évêques d'Autun avaient autrefois conféré la maîtrise de l'hôpital, présenté de faux titres au cardinal Rolin. Le même religieux ayant, en même

temps, été accusé de s'être battu avec un clerc du diocèse d'Auxerre, nommé Jean Gouste, et d'avoir proféré des blasphèmes, Pierre de Longueil appela Gui de Chassy à comparaître devant lui; ce religieux n'ayant point obtempéré aux ordres du prélat, l'évêque d'Auxerre l'excommunia, et la sentence fut prononcée en l'église collégiale de Clamecy. Le religieux appela de la sentence, mais l'évêque d'Auxerre obtint, à la date du 17 mars 1467, des lettres royaux portant défense à Antoine Buisson et à Gui de Chassy de porter l'affaire hors de France. Ces lettres furent signifiées à Antoine Buisson par exploit en date du 28 mai suivant. En vain Gui de Chassy demanda-t-il à l'évêque d'Auxerre des lettres *apostolos* : elles lui furent refusées par un acte portant la date du 22 mars 1467.

Vers le même temps, frère Étienne Belli, de l'ordre des Carmes, qui demeurait avec Antoine Buisson, ayant administré les sacrements de Pénitence et de l'Eucharistie, le jour de Pâques (1468), à un nommé Jean Gauthier et à sa femme, de la paroisse Saint-Martin, le chantre de Clamecy le fit citer à Varzy, devant l'official. Fr. Belli, alléguant qu'en sa qualité de Carme, et à cause des privilèges de la chapelle Notre-Dame-de-Bethléem, il avait le droit d'administrer les sacrements aux habitants de Clamecy, *renduz et donnez pauvres malades*, et aux pèlerins *allans et venans en lostel-Dieu de Bethlean*, selon une bulle d'Eugène IV, du 1^{er} février 1444. L'official accorda un délai à Étienne Belli, qui ne comparut point et fut à son tour excommunié. On basa cette excommunication sur ce que les religieux mendiants ne pouvaient administrer les sacrements sans permission de l'ordinaire. Par acte passé devant Joly, notaire à Varzy, en date du 21 juin 1468, Étienne Belli, de l'ordre de Notre-Dame-du-Mout-Carmel, fondé de pouvoirs de l'évêque Antoine Buisson, fit déclarer à Pierre de Longueil qu'il appelait au Pape de la sentence contre lui prononcée au mépris des droits de l'évêque de Bethléem, administrateur de l'hôpital du faubourg de Clamecy et proclamé par indult apostolique exempt de la juridiction d'Auxerre. — Pour répondre à cet acte, Pierre de Longueil

en fit dresser un autre, à la date du 18 juillet de la même année, par-devant Briand, notaire à Cosne ; et, refusant à Fr. Belli des lettres *apostolos*, il soutint que la chapelle de Bethléem était du diocèse d'Auxerre, qu'il était en possession d'y avoir lui-même, ou d'y faire exercer par son archidiacre, tous droits de visite, de procuration et de correction à l'égard des religieux qui y demeuraient ; et que lesdits religieux ne pouvaient y conférer aucun sacrement sans sa permission.

C'était donc, de la part de l'évêque d'Auxerre, méconnaître tous les droits et privilèges accordés par le Saint-Siège à l'évêque de Bethléem sur le territoire dépendant spirituellement de son évêché ; c'était oublier que l'évêque de Bethléem ne relevait que du Souverain-Pontife, et que, de par l'autorité du Pape, l'hôpital et la chapelle du faubourg de Clamecy étaient unis et incorporés à l'évêché de Bethléem de Palestine pour ne former avec lui qu'une seule et même église.

Le 21 janvier 1470, l'official d'Autun, *commissaire du Saint-Siège en cette partie*, adressa commission aux ecclésiastiques et aux notaires des diocèses d'Autun et d'Auxerre, pour « citer » par-devant lui les procureurs de messire l'évêque d'Auxerre, » afin de voir absoudre simplement ou *ad cautelam* frères » Gui de Chassy et Étienne Belli, religieux de la maison » et de l'hôpital de Bethléem, familiers domestiques de » l'évêque de Bethléem, de la sentence d'excommunication » contre eux fulminée par ledit seigneur évêque d'Auxerre ».

On suppose que les deux religieux disparurent, et il semble que pendant quelques années les hostilités furent suspendues entre les deux églises.

Antoine Buisson était devenu le coadjuteur du cardinal Rolin (1). Il avait cette qualité lorsque, en 1466, avec la permission de l'évêque Jean du Poupet, il consacra les églises des Carmes et des Franciscains de Chalon-sur-Saône.

(1) *Gall. christ.*, t. IV, eccl. Augustodunensis, p. 420.

Le nom d'Antoine Buisson, évêque de Bethléem, professeur de théologie, prieur d'Anzy et de Saint-Racho, se trouve aussi dans les statuts synodaux (1) de l'église d'Autun (synode d'été de l'année 1468); et ce fut notre prélat qui, le 15-novembre 1468, tint le synode d'hiver dans la chapelle du palais du cardinal Rolin (2).

On lit dans un cahier des minutes de Berthier Montenat, notaire à Clamecy, que le 16 juin 1470, ce même Berthier Montenat, diocésain d'Autun, reçut la tonsure des mains d'Antoine, évêque de Bethléem, coadjuteur du cardinal Rolin; et que la cérémonie eut lieu à l'hôtel épiscopal de Bethléem, près le pont de Clamecy, « dépendant sans milieu du Saint-Siège (3) ».

Pendant plusieurs années encore, Antoine Buisson gouverna notre église. Il mourut évêque de Bethléem.

(1) MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. IV, p. 503 et 520.

(2) Un ancien inventaire ms. des titres de l'év. de Bethléem fait mention de trois lettres apostoliques du pape Paul II, données l'an IV de son pontificat, « par lesquelles il paroist que les membres et l'Eglise » unis à celle de Bethléem outre la mer ne font qu'un corps et une « même Eglise avec celle de Bethléem deçà la mer dans le Nivernois ». Dans le même sens, *Invent. ms. de l'abbé de Marolles*, t. I^{er}, p. 629, n^o 2291.

(3) « Nos Anthonius dei et apostolice sedis gratia episcopus Bethle-
» mitanus reverendissimi in Xristo patris nostri domini Johannis Rolin
» eadem gratia cardinalis et episcopi Eduensis suffraganeus notum fa-
» cimus quod anno Domini M^{mo} CCCC^{mo} LXX^o die XVI^o mense junii
» in aula domus nostre de Bethleem prope pontem Clameciaci ad cu-
» riam Romanam nullo medio pertinentis, dilecto nobis in Xristo Ber-
» therio filio Johannis Montenat dicte Eduensis diœcesis,..... tonsuram
» contulimus clericalem. Datum sub sigillo nostro quo utimur in talibus,
» anno, mense, die et loco predictis. » Le registre des minutes de
Berthier Montenat. d'où est extrait ce document, est aujourd'hui entre
les mains de M. Courot, notaire honoraire à Clamecy, qui a bien voulu
nous le communiquer.

XXXV.

JEAN VII PILORY.

JEAN PILORY (1), qui avait fait profession au couvent des Dominicains de Blois, fut, le 15 octobre 1469, reçu bachelier en théologie, et, le 6 février 1470, obtint de la Faculté de Paris ses lettres de licence (2). Il devint prieur de la maison de la rue Saint-Jacques, à Paris,

Jean Pilory appartenait à l'école des réalistes, philosophes scolastiques opposés aux nominalistes. Un membre de l'Université de Louvain, Pierre de Rive, ayant composé un traité dans lequel il enseignait que les *propositions du futur contingent* n'avaient point de vérité propre, les nominalistes accusèrent d'erreur Pierre de Rive, et la Faculté de théologie de Paris, consultée, le condamna. Non contents de cette décision, les théologiens de Louvain écrivirent à Rome afin que l'affaire y fût examinée; et, pour sa justification, Pierre de Rive produisit l'approbation que vingt-quatre docteurs réalistes de l'Université de Paris avaient donnée à son traité. Jean Pilory, l'un de ces vingt-quatre docteurs, signa la déclaration suivante : « Adhærendo determinationibus magistrorum nostrorum Petri de Vaucello et Guillelmi de Castroforti, conformiter dico ego frater Johannes Pilory in sacra theologia magister actu regens Parisius et prior in conventu fratrum prædicatorum quod luculenter et planè ad verum sensum

(1) Bremond (*Bull.*, t. III, p. 637) et Fontana (*Monum. domin.*, p. 370, col. 2, 3^e partie, et *Th. dom.*, 1^{re} partie, tit. LXXXVIII, p. 141) l'appellent en latin *Johannes Bilarus*, et Cavalieri (*Gall.*, t. I^{er}, p. 285, n° 236) le nomme en italien *Giovanni Bilaro*.

(2) ECHARD, *Script.*, t. I^{er}, p. 812.

» propositionum præfati magistri determinaverunt. (Sic subscriptum et signatum, — 1471.) Pilory (1). »

Le Saint-Siège condamna les propositions de Pierre de Rive, qui avaient été réduites à vingt-cinq articles.

Sixte IV (qui, tandis qu'il n'était encore que cardinal du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, avait écrit contre l'erreur du docteur de Louvain) appela, quelques années après, Jean Pilory à l'évêché de Bethléem. Les bulles, qui portent la date du 17 septembre 1477, établissent positivement que le personnage dont il est ici question fut le successeur immédiat d'Antoine (Buisson), de qui la mort avait laissé vacant le siège de notre église (2).

On a conservé un assez grand nombre d'actes qui se rattachent à l'épiscopat de « R. P. en Dieu mess. maistre Jehan » Pilory, évêque de Bethléem, docteur en théologie ». Les pièces dont nous parlons n'ont du reste d'importance que sous le rapport des dates ; nous en connaissons douze, dressés par Pierre Morillon, Alexandre Gousté et Pierre Margault, notaires à Clamecy. Le premier de ces actes est du 18 décembre 1478, et les derniers sont du 7 octobre 1482. Ce sont des baux à cens et rente et une reconnaissance de rente au profit de l'évêque de Bethléem sur plusieurs petits héritages situés aux territoires de Clamecy, du faubourg de Bethléem et de la paroisse d'Armes.

Jean Pilory, évêque de Bethléem, fut en même temps coadjuteur de Louis de Gaucourt, évêque d'Amiens. A ce titre, il consacra à Amiens même, le 27 mai 1478, l'église Saint-André, et, deux jours après, l'église Saint-Georges (3).

(1) Stephani BALUZII *Miscellaneorum liber quartus*, Paris, 1684, p. 531.

(2) *Gall. christ.*, eccl. Beth. — Un passage assez obscur, que reproduisent Bremond et Fontana, pourrait faire supposer qu'il ne reçut ses provisions que le 25 septembre : « Magister F. Jo. Bilarus conventus » Blesensis, qui de licentia ordinis fuit assumptus ad episcopatum » Bethleemiticum, habuit gratias in copia signata B. Datum Romæ » 25 septembris 1477. » (*Ex regestis Leonardi de Mansuetis*)

(3) *Gall. christ.*, t. X, eccl. Ambianensis, p. 1203.

XXXVI.

BERTRAND ALBERGEY.

Un acte du 20 janvier 1486, dressé devant Pierre Margault, prêtre, et Jean Grasset, clerc, notaires jurés de Mgr le comte de Nevers, à Clamecy, par lequel *maistre Bertrand ALBERGEY, docteur en théologie, évêque de Bethléem*, donne au chapitre de Saint-Martin de Clamecy deux journaux de terre sis en Saint-Maurice, et reçoit en échange certains droits de censive; — un autre acte du 4 février suivant, passé devant Grasset, notaire, et contenant bail, au profit de *Bertrand Albergey*, de la moitié d'un courtil sis au faubourg de Bethléem; — un troisième acte, du 6 mars 1486, passé également devant Grasset, au profit du même *Bertrand Albergey*, nous font connaître d'une façon précise le nom du successeur de Jean Pilory. Nous ne l'appellerons donc ni *Aldegeri*, avec les auteurs du *Gallia christiana*, ni *d'Audigier*, comme il est dit dans la *France pontificale*.

BERTRAND ALBERGEY, docteur en théologie, était, comme le rapporte Wadding, religieux franciscain (1). Une lettre de cachet de Charles VIII (datée du 16 octobre, sans désignation d'année — 1483 (?) —) nous apprend que ce prélat était conseiller et confesseur du roi de France, et qu'il fut d'abord évêque *in partibus* de Daria. En cette qualité, il fut, en 1181 (2), vicaire général *in pontificalibus* de Julien de La Rovère, évêque de Mende, et devint ensuite coadjuteur de Charles I^{er} de Bourbon, évêque de Clermont.

A la demande de Jean de Clamecy, comte de Nevers, le

(1) WADDING, *Ann. ord. Min.*, t. VI, p. 791.

(2) Il n'était donc pas déjà évêque de Bethléem en 1481, comme il est dit au *Gall. christ.* (1715), t. I^{er}, eccl. Mimatensis, p. 104.

Souverain-Pontife transféra Bertrand du siège de Daria à celui de Bethléem. Il était déjà évêque de Bethléem lorsque, le 3 octobre 1484, il consacra l'église des Franciscains de Vic-le-Comte, au diocèse de Clermont (1).

On a des traces assez nombreuses du séjour de ce prélat à son hôtel-Dieu du faubourg de Clamecy, où, comme le prouve le cahier que nous avons cité plus haut des minutes de Berthier Montenat, « le samedi des Quatre-Temps, après » la fête de l'Exaltation de la Sainte-Croix, de l'année » 1485 », dans sa petite cathédrale (*in sua pontificali ecclesia collegiata beate Marie Bethleemitanæ prope pontem Clameciaci*), il conféra la prêtrise audit Berthier Montenat, qui, à cet effet, s'était muni d'un dimissoire de son diocésain.

Dans la mention d'ordination, l'évêque de Bethléem est qualifié de « maître et administrateur perpétuel de tout l'ordre » des chanoines réguliers de Notre-Dame-de-l'Etoile, sous » la règle de Saint-Augustin ; sujet sans milieu de l'Eglise romaine ». (*Bertrandus dei et sancte sedis apostolice gratia episcopus Bethlemitanus magister et administrator perpetuus totius ordinis canonicorum regularium beate Marie de Stella, sub regula beati Augustini, ad Romanam ecclesiam nullo medio perti-nens.*)

Le roi Charles VIII, par la lettre de cachet que nous avons mentionnée plus haut, priait « le comte de Nevers, comme » ayant droit de nomination et de présentation à l'évêché de » Bethléem, de nommer et présenter à Sa Sainteté pour ledit » évêché, vacation advenant, son amé et féal conseiller et » confesseur l'évêque de Daria, de l'ordre de Saint-François, » coadjuteur de l'évêque de Clermont ».

Ce document a pour nous un grand intérêt, puisqu'il nous enseigne, d'après la déclaration même du roi de France, que le droit de nomination et de présentation à l'évêché de Bethléem appartenait au comte de Nevers.

Pendant leur séjour en Palestine, les évêques de Bethléem

(1) *Gall. christ* (1720), t. II, eccl. Claromontensis, p 294.

étaient, comme tous les prélats du royaume de Jérusalem, nommés à l'élection ; ensuite nous avons vu, en traitant de l'épiscopat de Godefroy (au treizième siècle), que, après avoir été chassés de Terre-Sainte, ils furent pendant quelque temps choisis par le chapitre de leur église, qui faisait agréer son choix par la cour de Rome. Enfin, ce fut le Souverain-Pontife qui nomma directement à cet évêché.

La position spéciale du siège de Bethléem, qui n'avait point de métropolitain depuis 1291, et qui était, quant au titre (mais quant au titre seulement) (1), considéré comme un évêché *in partibus*, fit que les rois de France, même après les lettres patentes de 1413, n'exercèrent jamais, au sujet de notre Eglise, le droit de régle. C'est qu'en effet la donation de Guillaume IV, confirmée par ses successeurs, faisait regarder les comtes (plus tard ducs) de Nevers comme patrons et fondateurs de notre évêché. Aussi quand nos prélats, une fois nommés par le Pape, voulaient jouir des revenus provenant de cette libéralité, ils devaient rendre hommage aux comtes de Nevers, qui avaient *la garde gardienne* de la maison-Dieu et de la chapelle de Pantenor, unies et incorporées à l'évêché *in partibus* de Bethléem, et formant un véritable diocèse. De cet état de choses il résulta que, lorsque le siège de Bethléem était vacant, le comte de Nevers, pour honorer le mérite de quelque personnage ou le récompenser de ses services, proposait souvent au Pape un prélat de son choix. Ce fut ainsi que, peu à peu, on considéra le comte de Nevers comme ayant seul droit de nomination et présentation à notre évêché, tout en reconnaissant que l'institution canonique en appartenait au Saint-Siège. Le concordat de 1516 ne changea rien à cet état de choses : la nomination à l'évêché de Bethléem continua d'appartenir, non pas au roi d'après la loi commune, mais au

(1) *Les Lois ecclésiastiques de France*, par feu M^r Louis de Héricourt, Paris, 1771, p. 193 : « Les évêques qui ne sont que titulaires, n'ayant » point de fidèles qu'ils puissent gouverner, n'exercent ni la juridiction » volontaire ni la contentieuse. Il faut en excepter l'évêque titulaire de » Bethléem, dont la résidence est à Clamecy, dans le duché de Ne- » vers, qui exerce sa juridiction sur un très-petit canton. »

comte de Nevers; et on réserva le droit de libre confirmation au Souverain-Pontife, qui délivrait les provisions et les bulles (1). Il en fut ainsi jusqu'au différend qui prit fin en 1605 : à partir de cette époque, on inséra dans les provisions de nos prélats la clause *de consensu Regis Christianissimi*. Enfin, en l'année 1673, le Parlement ordonna que « celui qui serait » pourvu de l'évêché de Bethléem ne pourrait, à l'avenir, » jouir des revenus de la chapelle et de la maison-Dieu Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy qu'à la condition qu'il eût, » en outre de la nomination du duc de Nevers, obtenu l'agrément du roi (2). »

Un acte du 17 novembre 1489, passé devant Morin, notaire, et contenant bail à rente d'une pièce de terre, au profit de notre évêché, ne nous enseigne pas si, à cette date, Bertrand gouvernait encore l'église de Bethléem.

XXXVII.

PIERRE IV DE SAINT-MAXIMIN.

L'acte du 17 novembre 1489, que nous venons de citer, ne nous donnant pas le nom du prélat qui, cette année, était évêque de Bethléem, nous hésitons à donner place, entre Bertrand Albergey et Hubert Liénard, à un personnage dont les

(1) Aubert LE MIRE, *Geograph. eccles.*, p. 70. — René CHOPIN, *De sacra politica*, liv. II, ch. IV, n° 20. — Guy COQUILLE, *Histoire du pays de Nivern.*, p. 92. — LONGUERUE, *Description historique et géographique de la France*, 1^{re} partie, p. 121. — LA MARTINIÈRE, *Dict. géog. et critique*, Bethlehem — *Dict. univ. de Trévoux*, Bethléem. — MORÉRI, *Grand dict. historique*, Bethléem.

(2) PIGANOL DE LA FORCE, *Nouv. description de la France*, t. X, p. 371. — Arrêt du Parlement de Paris, du 13 juin 1673, *Journal du Palais*, t. 1^{er} (Paris, 1701), p. 398 et suiv. — Louis DE HÉRICOURT, *les Lois eccl. de France*, p. 193.

auteurs dominicains font mention expresse, mais dont on ne retrouve aucune trace dans les documents relatifs à notre église. — Cavalieri (1), Bremond (2), Fontana (3), Feuillet (4), et un grand nombre d'autres écrivains de l'ordre des Frères-Prêcheurs (5) citent un évêque qui, vivant en 1491, aurait, d'après le Livre des provisions d'Innocent VIII, été par ce Pape nommé à Bethléem, le 7 janvier 1488 ou 1489. Ce personnage, qui est appelé le plus souvent PIERRE DE SAINT-MAXIMIN, est désigné quelquefois aussi sous le nom de Pierre de Saint-Maxime; on le nomme encore Pierre de Saint-Maxence ou de Saint-Martin. Dans tous les cas, ajoutent Cavalieri (6) et Bremond (7), il n'y a pas à le confondre avec Pierre de Saint-Maixant qui succéda à Hugues de Curcis sur la fin du treizième siècle.

Pierre de Saint-Maximin avait, disent les Frères-Prêcheurs, fait profession dans un de leurs couvents de Provence (8).

XXXVIII.

HUBERT LIÉNARD.

HUBERT LIÉNARD, docteur en théologie, était évêque de Bethléem en 1492; c'est ce que prouve un acte du 29 juin de cette année, passé devant Montenat, notaire à Clamecy, et con-

(1) CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 301.

(2) BREMOND, *Bull.*, t. IV, p. 82.

(3) FONTANA, *Th. dom.*, tit. LXXXVIII, p. 141.

(4) FEUILLET, *Année dom.*, xxvi février.

(5) PIÒ (*Delle vite*, 2^e p., p. 74) cite ce personnage à l'année 1486.

(6) CAVALIERI, *Gall.*, t. I^{er}, p. 80.

(7) BREMOND, *Bull.*, t. IV, p. 82.

(8) On ne peut le ranger au nombre des évêques *in partibus* de Bethléem de Judée, puisque le titulaire de cette église était alors Christophe Incisa.

tenant bail, au profit dudit évêque, à un nommé « Jean » Barré, de cinq journaux de terre, sis au Buisson-Brûlé, » à la charge de deux deniers de cens et cinq sols de rente ».

Quelques mois après il fut, par le pape Alexandre VI, transféré à l'évêché de Daria.

Il est peu probable que Hubert ait, comme on a dit, été religieux récollet; car la réforme des Frères-Mineurs de Saint-François, commencée en Espagne en 1484, ne s'introduisit pas en France avant la fin du seizième siècle.

XXXIX.

JACQUES HEMERÉ.

Le 3 décembre 1492, le Souverain-Pontife, qui avait transféré Hubert Liénard au siège de Daria, appela, pour remplacer ce personnage à Bethléem, JACQUES HEMERÉ. De ce prélat, nous n'avons aussi que peu de mots à dire : il était, lors de son élection, chanoine de Notre-Dame de Sales, au diocèse de Bourges, et licencié en décret.

Jacques Heméré avait pris pour devise ces mots de l'Ecriture : *Post tenebras spero lucem*. (Job, cap. xvii, v. 12.)

XL.

JEAN VIII DE L'APOSTOLE.

A la mort de Jacques Heméré, le pape Alexandre VI appela à l'évêché de Bethléem JEAN DE L'APOSTOLE, religieux de l'ordre des Augustins, maître en théologie, qui était confesseur du

commun à la cour du roi Charles VIII (1). Les bulles sont du 9 mars 1498.

Robert Gaguin (2), qui nous a laissé par écrit l'ordre des obsèques de Charles VIII, mort à Amboise le 7 avril 1498, nous fait connaître que parmi les prélats qui accompagnèrent le convoi funèbre jusqu'à Saint-Denis se trouvait « l'évêque » de Bethléem, qui avait été confesseur de la maison du feu roi ».

Jean de l'Apostole conserva à la cour de Louis XII la qualité de confesseur du commun, comme il se voit par le compte de la maison de ce prince, pour l'année 1499 (3), au chapitre des gages des officiers de la chapelle ; et, à ce titre, il touchait 240 livres (4).

L'ordonnance pour la maison de Charles VI, datée du Louvre en 1386, avait pour la première fois fait mention de la charge de confesseur du commun. On lit dans cette ordonnance (5) : *Le confesseur du commun et son compagnon (auront à livraison, c'est assavoir) foing et avene pour deux chevaux, et pour forge et hostellage seize deniers par jour, un quart de mosle de busches, deux pieces de chair, deux poulles, trois quartes de vin, douze pains du commun, deux pains de bouche, et chandelles trois caiers*. Sa mission était de confesser les officiers de la maison du roi, et principalement ceux qui composaient ce qu'on appelait les *sept offices*, c'est-à-dire le gobelet, la cui-

(1) ARCHON, *Hist. de la chap. des rois de France*, t. II; *Hist. de la chap. du roi Charles VIII*, p. 431.

(2) *Compendium Roberti GAGUINI, super Francorum gestis, ab ipso recognitum et auctum*, Parisiis, 1500, lib. II. — ARCHON, *Hist. de la chap.*, t. II, p. 431. — Voir aussi *Hist. de Charles VIII*, par Guillaume de Jaligny, André de La Vigne et autres historiens de ce temps-là. Le tout recueilli par feu M. GODEFROY, conseiller et historiographe ordinaire du roy; Paris, 1684, p. 747 et 755.

(3) Guillaume du PEYRAT, *Histoire eccl. de la cour ou les Antiquitez et Recherches de la chapelle et oratoire du roy de France*; Paris, 1645, p. 470.

(4) ARCHON, *Hist. de la chap.*, t. II; *De la chap. du roy Louis XII*, p. 459.

(5) OURoux, *Hist. eccl. de la cour*, t. I^{er}, p. 488.

sine-bouche, la paneterie-commun, l'échansonnerie-commun, la cuisine-commun, la fruiterie, la fourrière. Guillaume du Peyrat, dans son *Histoire ecclésiastique de la cour* (1), dit que de son temps encore, « à toutes les veilles des grandes » festes annuelles, les aumosniers servans qui estoient en » service auprès du roy alloient en tous les dits sept offices et » bailloient sur les aumosnes du roy la somme de dix livres » aux garçons de chaque office, pour aller à confesse, gagner » les pardons, et faire leur bon jour ».

Jean de l'Apostole mourut au commencement de l'année 1501. Antoine Crenel le remplaça à l'évêché de Bethléem ; et la charge de confesseur du commun fut donnée à Antoine Dufour (2) (*de Furno*), qui devint plus tard confesseur ordinaire de Louis XII, et fut évêque de Marseille.

XLI.

ANTOINE II CRENEL (ou DE CRINEL).

ANTOINE CRENEL ou DE CRINEL (3), religieux de l'ordre des Humiliés, était conseiller du roi, son aumônier, et abbé de Notre-Dame-de-l'Étoile, au diocèse de Poitiers (4). En 1501,

(1) DU PEYRAT, *Hist. eccl.*, p. 470.

(2) *Ibid.* — OUROUX, *Hist. eccl.*, t. I^{er}, p. 650.

(3) Les deux formes se trouvent dans deux chartes conservées à la Bibliothèque Richelieu. — Antoine COINEL ou DE CRENEL, *Gall. christ.*, t. II, eccl. Pictaviensis, p. 1354; t. XII, eccl. Beth.; — DE CRESNEL, Mgr CROSNIER, *Notre-Dame-de-Bethléem*, p. 18; — DU CRENEL, *Inv. de l'abbé de Marolles*, t. V, p. 3471; — DE RENEIL, *Inv. de l'abbé de Marolles*, t. I^{er}, p. 631; — Antoine VINEL, *Extrait des titres de l'évêché de Bethléem trouvés au chartrier du prieuré de La Charité*, du 11 octobre 1694, ms.

(4) Il fut, d'après le *Gallia christ.*, le trente-cinquième abbé de Notre-Dame-de-l'Étoile, au diocèse de Poitiers. — L'abbaye Notre-Dame-de-l'Étoile était de l'ordre de Cîteaux.

à la mort de Jean de l'Apostole, le pape Alexandre VI l'appela à l'évêché de Bethléem.

Dès la première année de son épiscopat, il s'éleva un différend assez grave entre ce prélat et l'église collégiale de Clamecy. Nous avons vu que Pierre de Longueil avait, du temps d'Antoine Buisson, excommunié un religieux qui, le jour de Pâques, avait administré les sacrements de l'Eucharistie et de Pénitence à deux paroissiens de Saint-Martin. Pierre de Piles, chantre-curé de Clamecy, fit à son tour défense à l'évêque de Bethléem et à ses vicaires de conférer à l'avenir les sacrements dans la chapelle Notre-Dame ; car cette pratique, disait-il, était une violation des droits de la collégiale. Antoine Crenel répondit à cette prétention par une requête qu'il adressa à la chancellerie ; et le 11 mai 1501, il obtint des lettres de *Committimus* qui lui permettaient d'assigner le chantre de Saint-Martin devant le Parlement, « à l'effet d'être maintenu dans » la faculté d'administrer les sacrements dans l'église et l'hôpital de Bethléem ».

Le procès ne fut point continué. Mais Antoine Crenel, qui pensait bien qu'un jour ou l'autre la collégiale de Clamecy susciterait à sa petite cathédrale quelque nouvel embarras, prit soin de faire établir par acte authentique, que l'usage auquel le chantre de Saint-Martin avait voulu s'opposer était, de temps immémorial, pratiqué par les évêques ses prédécesseurs. Aussi, le 30 décembre suivant (1), le prélat fit-il comparaître devant Millelot et Girault, notaires de la prévôté de Clamecy, un certain nombre de paroissiens de cette ville, qui tous déclarèrent sous serment que, de temps immémorial, en effet, les évêques ou leurs vicaires administraient les sacre-

(1) « A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Philibert Turrin » bourgeois de Clamecy commis à la garde du scel de la prevosté du dict lieu par MM. les Commissaires ordonnez de part le roy nostre sire et sa court de Parlement au régime et gouvernement du comte de Nivernois salut, savoir faisons que par-devant Loys Millelot » prebstre et Pierre Girault clerc, notaires jurez soubz ledict scel » furent présens discrete personne messire Jehan Robert, prebstre ; » honorable homme Guillaume des Prez eaigé de soixante ans ou

ments de l'Eglise à toutes gens renduz et donnez pauvres malades allans et venans en lostel-Dieu et maison dudict Bethlean, et inhumaient dans l'église ou dans le cimetière ceux qui mouraient à l'hôpital; que, suivant une très-ancienne coutume, si un membre de la confrérie de Notre-Dame-de-

» environ, Jehan du Molin tainturier eaigé de xl ans ou environ;
 » Guillaume Brossier, clotier, eaigé de xx ans ou environ; Pierre
 » Certain, coustellier, eaigé de quarente ans ou environ; Pierre
 » Guygnat, eaigé de xl ans ou environ; Philibert Grillot, cordainier,
 » eaigé de xl ans ou environ; Henry Bernasse, huyllier, eaigé de
 » soixante ans ou environ; Pierre Dechaitres, laboureur, eaigé de
 » cinquante ans ou environ, et Gilbert Le Bel, barbier, tous habitans
 » et parochiens dudict Clamecy, lesquelz ont dit, actesté et affirmé
 » pour vérité: Que puis vingt, quinze et dix ans en ça, ilz ont veu par
 » plusieurs foys administrer les sacremens de l'Eglise et inhumer,
 » les cas advenant, par les évêques de Bethlean ou leurs vicaires et
 » commis dans ladicte église et cymetière *toutes gens renduz et donnez*
 » *pauvres malades allans et venans en lostel-Dieu et maison dudict*
 » *Bethlean*; et avec nous ont dit et actesté lesdits Gillebert Le Bel,
 » Henry Bernasse et Grillot, quilz ont veu et est de coustume, et
 » ainsi lont tousjours veu faire que sy *un confrere de la confrairie de*
 » *Nostre-Dame de ladicte église de Bethlean* mouroit en sentence d'ex-
 » communiement pour quelque cause ou raison que ce fust, pourveu
 » que on le peust admener audict hostel et hospital, ledict évesque ou
 » ses commis le inhumoient ou cymetiere dudict Bethleem sans con-
 » tredit d'aucun n'en faire aucune difficulté, et au pres du corps..... en
 » ladicte église durant le service faisant, y avoit ung bassin ou autre
 » aisement pour mettre laulmosne..... qu'on leurs donnoient pour leur
 » faire dire des messes, vigilles et autres suffrages, et sçavent lesdicts
 » actestans..... les choses dessus dictes par ce que puis quarante
 » trente ou vingt ans en ça ilz ont tousjours fait leurs continuelles
 » résidence et demourance en ladicte ville de Clamecy et faulbourg de
 » Bethlean, où ledict hospital est assis et situé..... et que ilz ont de
 » coustume daler souvant par environ. Dont et desquelles choses
 » dessus dictes reverend pere en Dieu Mons. Anthoine évesque de
 » Bethléem, conseiller et aulmosnier du roy nostre sire a requis cet
 » instrument ausdicts notaires pour luy servir en temps et lieu, quy
 » luy ont octroyé ces présentes. En tesmoing de ce nous à la relacion
 » desdicts jurez.... avons scellé ces présentes lettres du scel de
 » ladicte prévosté qui furent faictes et passées le penultime jour de
 » décembre lan mil cinq cens et ung. présens ad ce noble homme

Bethléem, se trouvant sous le coup d'une excommunication, venait à rendre l'âme, *pourveu qu'on le peust admener audict hostel et hospital*, l'évêque le faisait enterrer dans le cimetière de son église, sans que cela donnât lieu jamais à la moindre contestation ; que, de plus, pendant qu'on célébrait le service, on avait l'habitude de placer auprès du cercueil un bassin destiné à recevoir des aumônes, qui servaient à faire dire des messes ou d'autres prières pour le repos de l'âme du défunt.

Nous verrons plus loin (en 1518) que la précaution prise par Antoine Crenel ne fut point inutile.

On trouve, dès l'année 1505, des titres qui établissent que la chapelle Sainte-Catherine de Metz-le-Comte dépendait de l'évêché de Bethléem. Elle continua, jusqu'à la Révolution française, d'être soumise à notre église, à laquelle elle payait chaque année, le jour de Saint-Etienne, certaine redevance. Au nombre des titres que Mgr de Duranti de Lironcourt reçut des héritiers de Quelen, le 7 juin 1781, on voit, outre deux copies de terriers de cette même chapelle Sainte-Catherine, une expédition, signée Frotier, des reconnaissances reçues par ce notaire, du 10 octobre 1730 au 24 février 1732, des cens et rentes dus à nos évêques, « à cause de la chapelle » Sainte-Catherine de Metz-le-Comte, *annexe de l'évêché de » Bethléem ».*

Dans des actes du 24 octobre 1507 et du 23 août 1508, conservés à la Bibliothèque Richelieu, notre prélat, appelé d'un côté Antoine Crenel, et de l'autre Antoine de Crinel, paraît

» Charles de La Tournelle, escuier seigneur de Villamer, discrete per-
» sonne messire Pasquet Grand Jehan, prebstre et Vincent Panetier
» tesmoings. *Signé : MILLELOT et GIRAULT.* »

*Au dos est écrit : « Le VI^e jour de janvier l'an mil V^e et ung à moy
» Philibert Turrin garde des seaulx de la prevosté de Clamecy, cette
» présente actestation ma esté présentée pour sceller : ce que nay peu
» obstant les ceaulx qui m'ont esté hosté par force et violence des
» gens de Mons. de Vezelay, et aussy que les notaires qui ont receu
» ceste présente sont notaires soubz le seel de ladicte prevosté, et cer-
» tifie le tout estre vray, tesmoing mon seing manuel lès cy mis les
» ans et jours dessus dictz. *Signé : P. TURRIN.* »*

comme évêque de Bethléem et abbé de Notre-Dame-de-l'Etoile au diocèse de Poitiers.

Quelque temps avant sa mort, Antoine quitta le siège de Bethléem. Il abdiqua en 1512, entre les mains du pape Jules II, et se retira dans son abbaye. Il vivait encore en 1513, comme le prouve un acte signé de lui, « par lequel, en qualité d'abbé » de l'Etoile, il reconnut avoir reçu cette même année du » receveur du domaine royal, la somme de soixante sols » tournois, à cause de l'anniversaire fondé en cette abbaye par » Alphonse, comte de Poitou (1) ».

XLII.

MARTIN BAILLEUX, DIT DULCIS.

MARTIN BAILLEUX, dit DULCIS, religieux cordelier et professeur de théologie, était curé de la paroisse de Chambon, au diocèse de Bourges, lorsqu'il fut nommé par le pape Jules II évêque *in partibus* d'Arcadie.

Trois bulles lui furent délivrées en cour de Rome, à la date du 5 juillet 1507 : par la première, le Souverain-Pontife donne à « Martin, prêtre, professeur de théologie et curé de la paroisse » de Chambon », l'évêché d'Arcadie, avec les fruits et la juridiction spirituelle et temporelle dudit évêché, tout en l'autorisant à conserver sa cure ; — par la seconde, le nouveau prélat est dispensé de se rendre en son évêché ; il reçoit la permission de demeurer dans la ville et le diocèse de Bourges, et même d'y officier pontificalement avec le consentement de l'archevêque ; — la troisième bulle contient dispense spéciale accordée à Martin de continuer à jouir de la cure de Chambon.

(1) Voir au *Mercur de France*, Paris, 1725, la lettre de l'abbé Le-beuf, du 28 nov. 1724, touchant l'évêché de Bethléem.

Ce fut du siège d'Arcadie que Martin Dulcis fut appelé à celui de Bethléem. En effet, Antoine Crenel ayant, en 1512, fait résignation de son évêché, Françoise d'Albret, comtesse douairière de Nevers, écrivit au Pape pour lui demander de vouloir bien pourvoir du siège épiscopal de Bethléem, « joignant sa ville de Clamecy », devenu vacant, frère Martin Bailleux, dit Dulcis, de l'ordre des Frères-Mineurs qui, en attendant le consentement de Sa Sainteté, s'était retiré auprès d'elle, en son château de Donzy. La lettre est du 8 septembre 1512 ; elle est datée de « La Chapelle d'Angillon ».

Lorsque Jules II mourut, le 21 février 1513, Martin n'avait point encore reçu ses bulles ; c'est pourquoi le 23 mars suivant, du château de Donzy, la comtesse de Nevers adressa à Léon X, qui venait d'être appelé au trône pontifical, une nouvelle lettre de présentation en faveur du même personnage. Les provisions furent enfin expédiées de Rome trois mois après.

La bulle par laquelle Léon X transféra Martin (*episcopum tunc Archadiensem ordinis Fratrum Minorum et theologie professorem*) de l'église d'Arcadie à l'évêché de Bethléem, dont le dernier titulaire s'était démis volontairement (*ex eo quod venerabilis frater noster Antonius episcopus nuper Bethleemitanensis regimini et administrationi ejusdem ecclesie cui tunc preerat, in manibus nostris sponte et libere cessit*), est du 22 juin 1513. — Cinq autres bulles, datées du même jour, accompagnaient celle-ci. Le Pape les adressa : la première, au roi de France, pour lui annoncer la translation de Martin à Bethléem, et prier Sa Majesté d'être favorable à ce prélat, en le continuant et augmentant dans tous les droits de sa nouvelle église ; — la seconde, à l'archevêque de Sens, pour lui recommander l'évêque, et lui demander de faire respecter les privilèges accordés à la cathédrale de Bethléem. L'archevêque de Sens n'était pas métropolitain de Bethléem, mais la maison-Dieu du faubourg de Clamecy se trouvant enclavée dans le diocèse d'Auxerre, il n'était pas inutile, ainsi que plus d'une fois nous avons eu occasion de le faire remarquer, que nos évêques eussent de puissants protecteurs pour les soutenir contre les

agressions d'Auxerre. — Par les trois autres bulles, Léon X mande au clergé (*Le*) *episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis clero civitatis et diocesis Bethleemitanensis*) et au chapitre (*dilectis filiis capitulo ecclesie Bethleemitanensis*), et prie le peuple (*dilectis filiis populo civitatis et diocesis Bethleemitanensis*) de Bethléem de reconnaître pour leur évêque le nouveau pasteur qu'il leur donne.

Ainsi que le prouvent les lettres apostoliques du pape Léon X, l'évêque de Bethléem n'est donc pas, comme ont toujours prétendu les évêques d'Auxerre, un simple prélat *in partibus*. Nous ne saurions trop insister sur ce point que, de l'autorité des Souverains-Pontifes, à l'église de Bethléem, située chez les infidèles, sont unis et incorporés la chapelle et l'hôpital de Pantenor : c'est là que notre évêque peut avoir un clergé, un chapitre et un peuple qui ne doivent se composer, il est vrai, que des chanoines, des religieux, des frères convers et de sa maison ; mais en somme, si peu étendue soit-elle, il a juridiction ecclésiastique.

Tandis que, malgré tout, les évêques d'Auxerre continuaient à poursuivre de leurs vexations les évêques de Bethléem, le département des décimes, dressé en 1516, devait leur fournir plus tard un nouveau prétexte pour persécuter nos prélats, qui ne voulaient point courber la tête devant les injustes prétentions de leurs puissants voisins. L'archevêque de Sens fut, dans la répartition des décimes, porté pour 300 livres, l'évêque d'Auxerre pour 140, l'évêque de Nevers pour 120, l'évêque d'Autun pour 700. On inscrivit l'évêque de Bethléem pour 35 livres ; puis, comme il n'avait point de métropolitain en France, on décida que ce serait par l'entremise du bureau d'Auxerre qu'il ferait parvenir cette somme au trésor royal. Mais tandis que c'était en qualité d'évêque de Bethléem, et à cause de la chapelle et de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy, unies et incorporées à leur évêché, que nos prélats devaient ces 35 livres (et le Pied-Courtin de 1516 (1) en fait

(1) Département des décimes du clergé de France, de l'an 1516, nommé Pied Courtin, 1^{er} vol., f^o 44, v^o, Bibl. Richelieu, ms. Fr. 15742.

foi, puisqu'on y lit simplement ces mots : *Dominus episcopus Bethelenothanus*, 35 l., sans qu'il soit en aucune façon parlé de l'hôpital comme n'étant qu'un bénéfice du diocèse d'Auxerre), les évêques d'Auxerre soutinrent plus que jamais que l'hôpital du faubourg de Pantenor était soumis à leur juridiction, que les évêques *in partibus* de Bethléem n'en étaient qu'administrateurs, et que c'était à ce titre que les 35 livres de décimes étaient versées entre leurs mains.

On se souvient du procès que Pierre de Piles avait voulu, en 1501, intenter contre Antoine Crenel. En 1518, le même chantre-curé de Clamecy fit surgir de nouvelles difficultés entre Notre-Dame-de-Bethléem et la collégiale Saint-Martin. Le 25 octobre 1518, une nommée Jeanne Gauthier qui, avec son mari, Pierre Gauthier, se trouvait à la maladrerie de Clamecy, où ils étaient tous deux atteints de la lèpre, demanda par testament que sa dépouille mortelle fût inhumée dans la chapelle de Pantenor. Elle recommanda de plus que, tandis qu'on transporterait son corps à l'église, on récitât à haute voix les vigiles, et que le jour de son *obit* on célébrât pour le repos de son âme, outre dix messes basses, trois messes hautes : une du Saint-Esprit, une autre de Notre-Dame, et la troisième des Trépassés. Son mari, qu'elle avait institué son légataire universel et son exécuteur testamentaire, s'obligea, de son côté, à accomplir fidèlement les dernières volontés de sa femme.

Jeanne Gauthier mourut peu de temps après. Tandis que le clergé de Bethléem se disposait à aller faire la levée du corps, Pierre de Piles, curé de Clamecy, accompagné de Pierre Millerot et de Claude Gillon, prêtres, d'un nommé Jean Gentin et de divers serviteurs de la collégiale, vint s'emparer du cercueil, qu'il fit transporter à Saint-Martin, en prétendant que l'évêque de Bethléem n'avait pas le droit de procéder à des inhumations dans la chapelle Notre-Dame. Martin Dulcis adressa aussitôt requête au roi ; il exposa : « que lui, ses chapelains, » prêtres, vicaires et généralement tous ceux qu'il commettait » en son église Notre-Dame-de-Bethléem, pouvaient faire » inhumer dans ladite église, ou dans le cimetière attenant,

» le corps de ceux qui, pendant leur vie, par testament et acte
 » de dernière volonté, y avaient élu leur sépulture; qu'il était
 » en possession et saisine d'aller en procession solennelle
 » querir lesdits corps dans les maisons où les personnes
 » étaient trépassées, et de les conduire en son église ou au
 » cimetière; — qu'il était en possession et saisine de dire et
 » célébrer, ou faire dire et célébrer par ses chapelains et com-
 » mis la cérémonie funèbre, avec torches, cierges et autre
 » luminaire; de prendre et percevoir les offrandes, tant en pain,
 » vin, argent, qu'en autres profits, revenus et émoluments;
 » et de contraindre par toutes voies dues et raisonnables les
 » exécuteurs testamentaires à accomplir, quant au service et
 » à la sépulture, les dernières volontés des défunts; — qu'il
 » était en possession et saisine de faire, après le service et les
 » cérémonies, mettre les corps en terre, soit dans l'église, soit
 » dans le cimetière, et de faire ensuite poser des tombes, croix
 » et autres signes en commémoration des morts; — qu'il était
 » en possession et saisine, si aucuns s'efforçaient de
 » mettre obstacle à son droit, de les contredire en justice,
 » attendu qu'il était au su et au vu de tout le monde que les
 » évêques de Bethléem exerçaient paisiblement ces usages
 » depuis dix, vingt, trente ans, et de temps immémorial. »

Le 25 février 1519, le roi octroya à son *amé et féal conseiller frère Martin Dulcis, docteur en théologie et évêque de Bethléem*, des lettres de *Committimus* qui, maintenant ce prélat dans ses « possession et saisine », lui donnaient autorisation d'assigner le curé de Clamecy devant le bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, pour avoir à expliquer devant ce tribunal pourquoi il avait troublé l'évêque de Bethléem dans son droit de faire des inhumations.

Un extrait des registres du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, du 25 mai 1527, signé Brocheton, porte déclaration, par le greffier de la cour, que du temps de Martin Dulcis il a été inutilement fait recherche dans le greffe, à la demande de cet évêque de Bethléem et de son avocat, des écritures que Pierre de Piles pouvait avoir fournies en cette affaire devant les magistrats.

On ne sait point comment finit ce procès.

Il existe un assez grand nombre d'actes rédigés, de 1514 à 1522, par Jean Colas, Claude Gillon, Étienne Morin et N. Camuzat, notaires à Clamecy ; mais ce ne sont que des baux et des constitutions de rente de peu d'importance, au profit de l'évêché. Notre prélat n'y est constamment désigné que sous le nom de Martin Dulcis, et à son titre d'évêque de Bethléem est jointe la qualification de docteur en théologie.

Martin Bailleux, dit Dulcis, mourut vers 1523 (1). Plusieurs années auparavant, il avait fait résignation de sa cure de Chambon : la signature délivrée à cette occasion en cour de Rome porte la date du 30 août 1515.

XLIII.

PHILIBERT DE BEAUJEU.

PHILIBERT DE BEAUJEU, issu des seigneurs de La Maisonfort, appartenait à la famille des anciens seigneurs de Saint-Verain et des sires *d'Asnois, fleur du Nivernois* ; il descendait des comtes du Forez.

Philibert était religieux de Saint-Bénigne de Dijon, de l'ordre de Saint-Benoît. Il se fit recevoir licencié en décret ; puis, étant passé au couvent de Saint-Germain d'Auxerre, qui avait alors pour abbé François de Beaujeu (2), son oncle, il fut, dès 1520, prieur claustral de ce monastère.

(1) Un acte du 13 juin 1523, signé Laurent Prémery, notaire, semble indiquer qu'il n'avait point encore cessé de vivre à cette date.

(2) François de Beaujeu fut abbé de Saint-Germain d'Auxerre, de 1509 à 1542. Voir l'abbé HENRY, *Hist. de l'abb. de S.-Germain*, p. 367 et suiv.

L'année suivante, à la mort de Jean Willemet (1), survenue le 12 octobre 1521, il voulut, sous la protection de la cour de France, se faire nommer abbé de Saint-Nicaise de Reims; mais il dut se retirer devant l'opposition qu'il rencontra de la part de Jacques Joffrin, qui avait été élu par les religieux.

A la mort de Martin Dulcis, Marie d'Albret, comtesse douairière de Nevers, veuve de Charles de Clèves, écrivit au Pape pour la nomination de Philibert de Beaujeu au siège devenu vacant de notre église. Les bulles (2) octroyées par Clément VII, le 17 août 1524, confèrent, « à la prière de Marie

(1) *Gall. christ.*, t. IX, eccl. Remensis, inter abb. S.-Nicasii, p. 204.

(2) « Clemens episcopus servus servorum Dei, dilecto filio Philiberto » de Bello-joco Bethleemitano electo, salutem et apostolicam benedictionem. Apostolatus officium meritis licet imparibus nobis ex alto » commissum quo ecclesiarum omnium regimini divina dispositione » præsidemus, utiliter exsequi coadjuvante Domino cupientes, solliciti » corde reddimus et solertes, ut cum de ipsarum ecclesiarum regiminibus agitur committendis, tales in pastores præficere studeamus, » qui populum suæ curæ creditum sciant non solum doctrina verbi, » sed etiam exemplo boni operis informare, commissas que sibi ecclesias velint et valeant duce domino salubriter regere et feliciter gubernare. Dudum si quidem bonæ memoriæ Martino episcopo Bethleemitano regimini ecclesiæ Bethleemitane præsidente, nos cupientes » eidem ecclesiæ cum vacaret per apostolicæ sedis providentiam utilem et idoneam præficere personam, provisionem ipsius ecclesiæ ordinationi et dispositioni nostræ duximus ea vice specialiter reservandam, decernentes ex tunc irritum et inane si secus super his per quoscumque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attemptari. Post modum vero præfatæ ecclesiæ quæ in partibus infidelium existit, et cui ecclesia de Bethleem nuncupata B. Mariæ prope oppidum Clameciaci Autissiodorensis diocesis in comitatu Nivernensi Romanæ ecclesiæ immediate subjecta, perpetuo canonice unita, annexa et incorporata existit, per obitum ejusdem Martini episcopi qui extra Romanam curiam debitum naturæ persolvit pastoris solatio destituta, nos vacatione hujusmodi fide dignis relationibus intellecta ad provisionem ejusdem ecclesiæ celerem et felicem, de qua nullus præter nos hac vice se intrmittere potuit seu potest, reservatione ac decreto obstantibus supradictis. ne ecclesia prædicta longæ vacationis exponatur incommodis paternis et sollicitis studiis

» d'Albret, l'évêché in partibus de Bethléem, auquel est à perpé-
 » tuité et canoniquement unie, annexée et incorporée l'église
 » Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, immédiatement soumise
 » au Saint-Siège, à Philibert de Beaujeu, moine du couvent de
 » Saint-Germain d'Auxerre, religieux profès de l'ordre de
 » Saint-Benoît, licencié en décret, prêtre, et noble par son
 » père et sa mère ». Les mêmes bulles enjoignent au nouveau
 » prélat « de se rendre à son église de Bethléem, d'y résider
 » personnellement, et lui font défense d'exercer les pontificaux

» intendentes, post deliberationem quam de præficiendo eidem ecclesiæ
 » personam utilem et etiam fructuosam cum fratribus nostris habui-
 » mus diligentem, demum ad te monachum monasterii Sancti Germani
 » Autissiodorensis ad eandem Romanam ecclesiam nullo medio parti-
 » nentis ordinis S. Benedicti, ordinem ipsum expresse professum, in
 » decretis licentiatum, ac in presbyteratus ordine constitutum, et de
 » nobili genere ex utroque parente procreatum, pro quo dilecta in
 » Christo filia Maria de Albreto relicta quondam Caroli dum viveret
 » comitis Nivernensis, pro suas litteras nobis humiliter supplicavit, et
 » cui apud nos de religionis zelo, vitæ munditia, honestate morum,
 » spiritualium providentia et temporalium circumspectione aliisque
 » multipliciter virtutum donis fide digna testimonia perhibentur, direxi-
 » mus oculos nostræ mentis, quibus omnibus debita mediatione pen-
 » satis de persona tua nobis et eisdem fratribus obtrorum exigentiam
 » meritorum accepta ecclesiam Bethleemitanam tibi in spiritualibus et
 » temporalibus plenarie committendo, firma spe, fiduciaque concep-
 » tis, quod dirigente Domino actus tuos præfata ecclesia Bethleemitana
 » per tuæ circumspectionis industriam et studium fructuosum regetur
 » utiliter et prospere dirigetur ac grata in eisdem spiritualibus ac tem-
 » poralibus suscipiet incrementa. Jugum igitur Domini tuis impositum
 » humeris prompta devotione suscipias; curam et administrationem præ-
 » dictas sic exercere studeas sollicitè, fideliter et prudenter ut supradicta
 » ecclesia Bethleemitana gubernatori provideo et fructuoso administra-
 » tori gaudeat se commissam, tuque præter æternæ retributionis præ-
 » mium nostram et dictæ sedis benedictionem et gratiam exinde eo
 » uberius consequi merearis. Volumus autem quod postquam præsentis
 » litteras habueris expeditas, ad ecclesiam Bethleemitanam prædictam
 » te conferas et resideas personaliter in eadem, quodque extra tuas
 » civitatem et diocesim pontificalia nequeas exercere. Datum Romæ
 » apud S. Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingente-
 » simo vigesimo quarto, sexto decimo calendas septembris, pontificatus
 » nostri anno primo. »

» en dehors de son diocèse ». Mgr Crosnier fait à juste raison remarquer que cette défense n'était point absolue, et signifiait seulement qu'il ne pouvait point exercer les fonctions pontificales dans les autres diocèses sans le consentement de leurs évêques. — Cette dernière clause a-t-elle, comme dit Mgr Crosnier, été ajoutée parce que « le Saint-Père voulait » mettre fin à des abus dont les évêques limitrophes avaient eu » à se plaindre » ? Nous ne saurions le dire ; toujours est-il qu'il ne serait point étonnant qu'il se fût élevé quelque difficulté pour l'expédition des provisions, car ce ne fut seulement qu'une année environ après la présentation faite par la comtesse de Nevers, qu'elles furent délivrées. Nous devons faire observer que lorsque le Pape ordonne ici à Philibert de résider personnellement dans son diocèse, il est bien évident qu'il s'agit de la maison-Dieu Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, unie et incorporée à l'évêché *in partibus* de Bethléem. Quant à la défense d'exercer *ailleurs* les pontificaux, elle implique naturellement le droit que le Souverain-Pontife reconnaît à Philibert de les exercer dans sa cathédrale du faubourg de Pantenor.

En outre de sa qualité d'évêque de Bethléem, on trouve que Philibert avait, en 1525, celle de prieur de Saint-Sauveur (1), à Nevers. A la même époque, il était également grand-vicaire et grand-prieur (2) de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre : ce sont les titres qu'on lui donne dans les pièces relatives à un procès que l'abbé et les religieux soutinrent contre l'évêque d'Auxerre, procès considérable qui se termina le 20 mai 1525, par un arrêt du Parlement de Paris (3).

La même année, notre prélat réconcilia l'église et le cimetière de Tonnerre. Cette cérémonie eut lieu le 7 novembre, en présence du bailli Pinot, et le procès-verbal en fut dressé par Ogier Cerveau, notaire apostolique.

On voit par les nombreux actes qu'accomplit pendant son

(1) L'abbé HENRY, *Hist. de l'abb. de S.-G.*, p. 551.

(2) *Ibid.*, p. 367 et 551.

(3) *Gall. christ.*, t. XII, eccl. Autis., inter instrum., col. 222, cxlvii.

épiscopat ce personnage, qui fut coadjuteur de Langres, d'Auxerre et d'Autun, combien il était heureux de se rendre utile.

Le 25 mars 1527, il réconcilia la cathédrale de Langres et l'église Saint-Martin qui, toutes deux, avaient été polluées à la même époque. Ce fut en qualité de coadjuteur de Langres, que Philibert de Beaujeu, « évêque de Bethléem et religieux de Saint-Bénigne », consacra, le 8 décembre 1529, l'église Saint-Michel de Dijon. Revenu dans le Nivernais, il bénit, le 22 janvier suivant, l'église et l'autel de Saint-Jean-aux-Amognes.

François II de Dinteville s'étant absenté de son diocèse, Guillaume Chaussou, official et vicaire général d'Auxerre, donna deux commissions à l'évêque de Bethléem : l'une, le 27 septembre 1530, pour réconcilier l'église Sainte-Eusèbe d'Auxerre, polluée par effusion de sang, et pour y conférer la prêtrise à deux diacres étrangers ; l'autre, le 2 octobre, pour réconcilier le cimetière de Breteau (1).

Au mois de juillet 1531, l'évêque d'Auxerre partit pour Rome, où il était envoyé par François I^{er} ; et pendant les trois années que dura cette ambassade, ce fut Philibert de Beaujeu qui, en qualité de coadjuteur de ce prélat, dut exercer les pontificaux dans le diocèse d'Auxerre. La peste ayant sévi dans la ville épiscopale de François de Dinteville peu de temps après son départ pour l'Italie, Philibert lui en donna avis par une lettre du 14 septembre 1531. En 1534 et 1535, on le trouve encore comme coadjuteur d'Auxerre.

Tout en étant évêque de Bethléem, Philibert de Beaujeu fut doyen de Notre-Dame de Tonnerre. A ce titre, il succéda en 1530 à André de Laval qui était encore en fonctions le 9 mars de cette année. Un acte du 8 janvier 1533 donne textuellement ces titres à notre prélat : « Docteur en droit, » évêque de Bethléem, sujet sans milieu du Saint-Siège apostolique, conseiller du roi et son aumônier, doyen, curé et » maître de l'hôtel-Dieu de Tonnerre. » Une lettre publiée

(1) Près Briare (Loiret).

daïns la *Semaine religieuse de Nevers* (n° 31, 11 octobre 1869) (1), à laquelle nous empruntons les détails qui concernent le passage de Philibert de Beaujeu au doyenné de Tonnerre, nous apprend en outre que le clergé, les échevins et habitants de cette ville, qui s'étaient, en 1536, adressés à l'évêque de Langres, pour se soustraire au singulier privilège que les religieux de Saint-Michel avaient de pouvoir seuls faire les inhumations, virent leur requête agréée, et que l'évêque de Bethléem fut désigné pour bénir deux cimetières.

En 1536, notre évêque, qui avait pour successeur à l'église de Tonnerre Pierre de La Mousse, fut, le 10 avril, nommé par le roi François I^{er} doyen de la collégiale d'Avallon ; et, le 14 mai suivant, le chapitre de cette ville reconnut en cette qualité « Philibert de Beauljeu, docteur es droictz, évesque » de Bethléem ».

Parmi les négociations importantes que François de Dinteville eut à traiter à Rome, il faut compter la sécularisation de l'abbaye de Vézelay, qui fut consommée quelques années plus tard, à la suite d'une bulle du pape Paul III, en date du 11 janvier 1538. Ce fut l'évêque de Bethléem qui promulgua cette bulle : ses lettres de promulgation, datées de Dornecy, au diocèse d'Autun, sont du 16 avril suivant (2).

Le 24 du même mois, Philibert bénit l'église Saint-Hilaire de Challement; le 26 juillet 1546, il consacra deux autels dans l'église de la Chartreuse de Basseville; et la même année, comme il se trouvait au diocèse de Langres, l'évêque de cette ville le chargea d'aller bénir, à Château-Villain, l'église des religieuses du tiers-ordre de Saint-François (3).

En 1551, François de Dinteville donna pouvoir à l'évêque de Bethléem de dégrader un prêtre du diocèse d'Auxerre, qui

(1) Cette lettre, datée de Tonnerre, est de M. Le Maistre, chevalier de la Légion-d'Honneur, ancien correspondant du ministère de l'instruction publique. Nous remercions bien sincèrement M. Le Maistre de certains détails relatifs à Philibert de Beaujeu, qu'il a bien voulu nous adresser directement.

(2) *Gall. christ.*, ex instrum. ecclesiæ Eduensis, LXXV.

(3) En 1548, il consacra l'église de Cessy-les-Bois.

était devenu hérétique. Les lettres de procuration sont du 21 septembre, et datées du château de Regennes (1).

Mais la bonne harmonie cessa de régner entre Auxerre et Bethléem. On voit par un registre de l'année 1534, dont fait mention un ancien inventaire des titres de notre église, que cette même année Philibert de Beaujeu conféra souvent les ordres dans sa petite cathédrale. Sans doute il en fut de même les années suivantes; et on doit supposer que parmi ceux qui se présentèrent devant lui il se trouva des clercs du diocèse d'Auxerre qui n'avaient point reçu de dimissoires de leur évêque, car dans ses statuts synodaux de 1552 (ch. xvii), François de Dinteville fit défense expresse aux clercs d'Auxerre d'aller désormais demander l'ordination à l'évêque de Bethléem.

Philibert de Beaujeu avait obtenu du Souverain-Pontife le privilège de tenir, avec son évêché, plusieurs bénéfices. C'est ainsi qu'en outre d'un prieuré qu'il possédait au diocèse de Langres (2), comme le prouve une signature en cour de Rome de l'année 1530 ou environ, dont fait mention l'abbé de Marolles, on voit qu'il avait, en 1542, l'abbaye de la Faise (3), au diocèse de Bordeaux, et que jusqu'en 1545 il fut abbé de Saint-Sever (4), au diocèse d'Aire.

Malgré les occupations qui souvent le retiennent loin de Clamecy, Philibert de Beaujeu n'en est pas moins un de ceux de nos prélats qui se rendirent le plus utiles à l'évêché de Bethléem.

Nous savons que dès les premières années qui ont suivi la prise de possession de la chapelle et de l'hôpital de Pantenor par les évêques de Bethléem, il y avait un chapitre dans notre cathédrale. Ce chapitre, qui se composait de chanoines

(1) L'abbé LEBEUF, *Histoire de la prise d'Auxerre par les huguenots*, (1723). Preuves justificatives, iij.

(2) L'abbé DE MAROLLES, *Inventaire*, t. I^{er}, p. 637.

(3) *Gall. christ.*, t. II, p. 889, eccl. Burdigalensis, inter abbates Faisiæ. La Faise était de l'ordre de Cîteaux.

(4) *Gall. christ.*, t. I^{er}, p. 1180, eccl. Adurensis, inter abb. S. Severi in capite Vasconia. S. Sever était de l'ordre de S.-Benoît.

réguliers de Saint-Augustin, de l'ordre de Notre-Dame-de-Bethléem ou de l'Etoile (ordre qui avait pour maîtres et administrateurs les évêques de Bethléem : c'est ainsi que nos prélats se qualifiaient encore au quinzième siècle), ce chapitre, disons-nous, n'ayant plus, avant la fin du treizième siècle, le droit d'élire son évêque, perdit peu à peu de son importance. Néanmoins, jusqu'au moment où nous nous trouvons de notre histoire, il y eut toujours des chanoines au faubourg de Clamecy : une charte de 19 mars 1445 prouve qu'il s'en trouvait encore à cette époque ; et de plus des lettres de terrier, en date du 6 avril 1535, accordées par François I^{er} à Philibert de Beaujeu (que le roi appelle son conseiller et son aumônier ordinaire, et qu'il qualifie de sujet sans moyen du Saint-Siège apostolique), énoncent qu'il y avait encore à cette date, à Notre-Dame-de-Bethléem, des chanoines qui y célébraient journellement l'office divin. Mais depuis longtemps ces chanoines, bien différents de ceux du treizième siècle, n'étaient plus que de simples prêtres ou chapelains pris soit dans le clergé séculier, soit dans le clergé régulier, et que nos prélats commettaient à la garde de leur chapelle et de leur maison-Dieu.

Philibert de Beaujeu entreprit d'établir un nouveau chapitre. A cet effet, et de sa fortune personnelle, le 27 septembre 1554, par acte reçu Jean Chouet et Regnault Cognet, notaires sous le sceau de la prévôté de Clamecy, il acheta, de Philippe de La Varenne, des terres ainsi que différents droits dont le revenu devait servir à assigner des prébendes à son chapitre. Et comme les biens provenant de cette acquisition étaient portés en fief par Françoise Duverne, veuve de noble Jean de Fontenay, en son vivant seigneur de la terre de Saint-Pierre-du-Mont, l'évêque de Bethléem fit, le 15 novembre suivant (1),

(1) « Notte sous le scel des Ays d'Angillon. Etablie personnellement
 » noble damoysele Francoyse Duverne, vefve de deffunct noble seigneur
 » Jehan de Fontenay, en son vyvant seigneur de la terre de Nostre-Dame, de
 » la terre et paroisse de Saint-Pere-du-Monts, Foucheranne et Neufville;
 » laquelle sciemment a cogneu et confessé, cognoist et confesse par ces
 » présentes avoir veu et entendu le contenu aux lettres d'une acquisition

déclaration à ladite dame des biens acquis dans sa mouvance, en promettant *bailler à icelle damoysele ung des chanoynes vyvant et morant, pour et a celle 'fin que, par elle, ses hoirs*

» faicte par révérend père en Dieu messire Philibert de Beauljeu, éves-
 » que de Bethleem, conseiller du roy nostre sire, et maistre des re-
 » questes de mond. seigneur, ad ce present, de Philippes de La Va-
 » renne, escuyer seigneur de Bru et de Jignes, receues par Jehan
 » Chouet et Regnault Cognet, notaires soubz le scel de la prevosté de
 » Clamecy, en datte du vingt-septiesme jour du moys de septembre lan
 » mil cinq cens cinquante-quatre, du contenu de laquelle acquisition
 » est apparu à lad. damoysele, led. Delavarenne avoir vendu aud.
 » reverend une pièce de pré assise en Chevreaul, justice et finage dud.
 » Saint-Pere-du-Monts, contenant l'œuvre de douze journées d'homme
 » de faulche ou environ les tenans et abotissans amplement declarez
 » en lesd. lettres d'acquisition. Item plus ung bourdelaige tenu par
 » Jacques Chanbon, maistre Hugues Chanbon, François Chanbon,
 » Pierre et Symon Chanbon et aultres leurs consors, montant cin-
 » quante solz tournoys, troys bichets froment, une poulle et ung bois-
 » seau aveine mesure de Clamecy, payables chacun an au jour et feste
 » Saint-Estienne, lendemain de Nouel. Plus ung aultre bourdelaige deu
 » par Estienne Julinot, Blaise Guillaumot, Guillaume Nauldin et aul-
 » tres leurs consorts, revenant a sextante solz six deniers tournoys
 » deux bichets froment, le tout mesure de Clamecy, payable chacun
 » an audit jour lendemain de Nouel. Plus deux solz six deniers tourn.
 » ung boisseau aveine deu par Eugin Bonin et Pierre Guillaumot à
 » cause de sa femme, chacun an aud. jour. Plus de Symon Chanbon,
 » Estienne Debachatz et aultres pour unze deniers tourn. de bourde-
 » laige, payable chacun an aud. jour et feste. — Item les dixmes du
 » lieu de Davion et du Bochet, qui se partent avec le chapitre de
 » Varzy, le seigneur des Roches, la cure de Saint-Père-du-Monts et
 » le sieur Delavarenne vendeur, qui est pour la part dud. vendeur un
 » sixiesme bled, tiers froment, orge et aveine. — Plus, à cause de la
 » maison roge, troys solz tourn. rente et doze deniers tournoys
 » cens; et doibt chacun an Nicolas Cornette, aud. jour et feste saint
 » Estienne, lendemain de Nouel, pour les heritaiges qu'il tient, conte-
 » nuz au bail faict par Adrien de La Varenne et damoysele Kathe-
 » rine Gentil, sa femme, a icelluy Cornette, le penultiesme jour de
 » janvier l'an mil cinq cens trante huyet; montant icelle acquisition
 » faicte par led. reverend dud. de La Varenne à la somme de huyet
 » vingtz livres tourn. Lesquels heritaiges, bourdelaiges, cens, rentes
 » et dixmes sont tenuz et portez en fief de la dicte damoysele Duverne,
 » à cause de la terre et seigneurie de Saint-Père-du-Monts, pour rai-
 » son de quoy les profitz d'icelle vente luy appartiennent et luy sont

et ayans cause pussent prandre les proffitz dudict fief, ainsi qu'elle et ses predecesseurs avoient acoustumé faire.

Ces acquisition et déclaration furent suivies de l'établis-

» deuz par led. reverend, ainsy qu'il a vollontairement declaré en la
 » presence du juré et des tesmoings soubzscriptz offrant par luy en
 » faire payement à lad. damoysele, laquelle ad ce presante, de sa
 » bonne voullonté a remis et quittez lesd. proffitz a icelluy reverand,
 » et en a icelluy quitté et investy, recognoissant icelluy reverand lesd.
 » heritaiges, cens, rentes, bordelaiges et dixmes estre tenuz et portez
 » en fief de mad. damoysele à cause de sad. seigneurie de Saint-Père-
 » du-Monts; et pour ce que l'intantion dud. reverand est telle de bail-
 » ler icelle acquisition a fonder ses ehanoynes dud. Bethleem sur icelle
 » pour par eux en prandre les proffitz... icelluy reverand avant un...,
 » après lad. fondation, oud. cas sera tenu dedans lan dessusd. et a
 » promys par ces presentes bailler a icelle damoysele ung des cha-
 » noynes vyvant et morant, pour et a celle fin que, par elle, ses hoirs
 » et ayans cause puissent prandre les proffitz dud. fief, ainsi qu'elle et
 » ses predecesseurs ont acoustumé faire au proche lad. vente, quant
 » le cas y echoit. Et par mesme moyen led. reverand a quitté et remys
 » à perpetuité à Nicolas Cornette, receveur de mad. damoysele au
 » lieu de Saint-Père-du-Monts, present, stipullant et acceptant pour
 » luy et ses hoirs et ayans cause, la rente et cencyve par luy deue
 » aud. reverand a cause de lad. acquisition, montant à troys solz
 » tourn. de rente et doze deniers t. de cens assignez sur la maison
 » Roge et ses aultres heritaiges, ainsy quilz sont amplement contenuz
 » en son bail faict par luy dud. Adrien Dalavarenne et sad. femme, de
 » la quelle rente et cencyve icelluy Cornette et sesd. hoirs demeurent
 » quittes et dechargéz, et lesd. maison et heritaiges francs sans aulcun-
 » nes charges, sauf et reservé ung denier tournoys de cens sur lad.
 » maison et heritaiges que icelluy Cornette payera à lad. damoysele
 » chacun an perpetuellement le jour et feste saint Remy, led. cens
 » portant deffauts, droits de retenue et tous aultres droicts. Car ainsi
 » l'ont accordé lesd. parties, promettant, etc., obligeant, etc., renon-
 » çant.

» Faict au chastel de lad. terre de....., le quinziesme jour de novem-
 » bre, l'an mil cinq cens cinquante-quatre, ès presences de noble et
 » scientiffique personne frère Jehan Delaperrine, religieux de Saint-
 » Satur-les-Sancerre, noble homme Philibert Delabarre, maistre
 » François Morizot et Guillaume Pion, demeurans à Courcelles les
 » Brinon, tesmoings.

» (Signé :) Francoyse DUVERNE. — P. DE BEAUJEU.

» N. CHEVALIER. »

ment, dans l'église Notre-Dame-de Bethléem, d'un chapitre de chanoines séculiers, composé d'un doyen, d'un chantre, d'un trésorier et de trois chanoines, que « messire Philibert de » Beauljeu, evesque de Bethléem, conseiller du roy et mais- » tre des requestes de mondict seigneur », fonda le 11 juillet 1555.

Philibert, qui resta jusqu'à la fin de sa vie religieux de Saint-Bénigne de Dijon, ne pouvait régulièrement établir son chapitre sans avoir obtenu le consentement de son abbé; aussi, notre prélat étant venu à mourir avant d'avoir demandé l'autorisation dont s'agit, le doyen et les chanoines de Notre-Dame de Bethléem, nouvellement nommés, prièrent-ils le cardinal de Châtillon, abbé de Saint-Bénigne, de ratifier la fondation faite par Philibert de Beaujeu. L'abbé de Saint-Bénigne acquiesça à leur demande, et en son nom le cardinal de Givry, évêque de Langres, approuva les six prébendes, le 13 juillet 1556.

Les noms des six chanoines nommés par Philibert de Beaujeu nous ont été conservés. Le chapitre était composé de Charles Gillon, doyen; Jean Destempes, trésorier; Philibert Ragon, Jean Mesgrigny, Mathieu Prémery et Savinien Blin. — Mais le dernier avait, avant le 13 juillet 1556, fait résignation de son canonicat et de sa prébende, comme on voit par une procuration *ad resignandum* qu'il donna au mois de juin de la même année; et il fut, un peu plus tard, remplacé par Antoine Morin.

Ces nouveaux chanoines étaient vêtus de violet, s'il faut en croire certaines peintures qui, au commencement du dix-huitième siècle, se voyaient encore, dit l'abbé Lebeuf (*Lettre, Mercure de France, janvier 1725*), dans le sanctuaire de l'église Notre-Dame. Du reste, la couleur violette n'était point particulière au chapitre de Bethléem, puisque les chanoines de la cathédrale d'Auxerre la portaient dans le dix-septième siècle, et que plusieurs autres l'avaient encore du temps de l'auteur que nous venons citer.

Un grand nombre d'actes passés devant Laurent Prémery, Étienne Blanchard, Jean Pougelle et Pierre Regnard,

notaires à Clamecy, contenant baux, échanges et reconnaissances de cens et rentes au profit de l'évêché de Bethléem, se rattachent à l'épiscopat de Philibert de Beaujeu (1).

Au temps où Philibert occupait le siège de Bethléem, le chanoine Dreux Picard, trésorier du chapitre de Saint-Étienne d'Auxerre, « pris d'une grande et singulière dévotion » à l'église de Bethléem, fondée en l'honneur et révérence de « Notre-Dame prez le pont d'Yonne-lez-Clamecy », donna par son testament à la collégiale Saint-Martin de Clamecy la somme de 100 livres tournois, à la condition que chaque année, « le jour de l'octave de la solennité et feste de la Conception Nostre-Dame », ledit chapitre de Saint-Martin se rendrait en procession à l'église de Bethléem, y célébrerait ou ferait célébrer une grand'messe, et remettrait en ce jour à « révérend père en Dieu Mgr l'Évesque de Bethléem la » somme de dix sols tournois », s'il voulait bien faire « fournir par ses gens et serviteurs le luminaire, les chapes, » calice et autres choses nécessaires à faire le divin service en « sadite église ». Le 17 octobre 1530, après s'être assemblés au son de la cloche, en la manière accoutumée, en la présence de Michel Courtois, chanoine d'Auxerre, exécuteur testamentaire de Dreux Picard, le chantre et les chanoines de Saint-Martin s'engagèrent, tant pour eux que pour leurs successeurs, à accomplir la volonté du testateur. Acte fut dressé de cette déclaration devant Pougelle, notaire; François Chevalier, seigneur de Rix, châtelain de Metz, Monceaux-le-Comte et Neuffontaines, étant garde du sceau de la prévôté de Clamecy.

Telle est l'origine d'une ancienne coutume dont les évêques d'Auxerre ont voulu conclure plus tard que le chantre et les chanoines de Saint-Martin ont eu de tout temps le droit de

(1) Au nombre des titres de l'évêché se trouve une sentence du bailliage de Rix, du 7 mai 1549, qui condamne un nommé Lesodots à payer à l'évêque de Bethléem huit années d'une rente de 4 sous 8 deniers, due à notre église sur une terre située au finage de Rix.

L'extrait est signé Depouilli, greffier.

célébrer des offices de fondation dans « l'église de Bethléem , » qu'on ne devait considérer, ajoutaient-ils, que comme une » chapelle de paroisse ». Tandis que cette prétention ne reposait pas sur une base plus sérieuse que celle qui fut réduite au néant, en 1441, par Arnaud de Limone; et qu'il suffisait, pour que l'évêque de Bethléem mît fin à l'usage dont nous parlons, qu'il ne voulût point recevoir les dix sols tournois qui lui étaient dus s'il laissait le chapitre de la collégiale célébrer la messe, chez lui, le jour de la fête de la Conception Notre-Dame.

L'église Saint-Martin de Clamecy doit à la munificence de notre prélat de précieuses reliques dont il fit présent aux fidèles de cette paroisse. Nous tirons de l'ouvrage manuscrit de M. Duviquet (*Notes historiques sur Clamecy*) le passage suivant, extrait du livre de la fabrique (1) :

« Le corps de S. Martin ayant été brûlé, Dieu permit » que ses restes fussent conservés par la maison de Beaujeu, » et remis à cette église par Philibert de Beaujeu, évêque de » Bethléem, le 9 novembre 1539, qui était un dimanche; la » translation des reliques de Monseigneur S. Martin (c'était » la mandibule et une côte de ce saint) fut faite en procession » générale de l'évêché en ladite église. MM. les vénérables » Chanoines du chapitre en partirent en chapes et lumineaire, » suivis de tout le peuple en grande et sincère dévotion, telle- » ment qu'il pouvait y avoir au moins 600 personnes portant » torches et cierges, qui furent reçus par ledit évêque, en son » église de Bethléem, où il fut chanté bels et louables canti- » ques en l'honneur de Dieu, de la Vierge et de leur bon ami » Monseigneur S. Martin. Après ce, ledit révérend évêque fit » don desdites reliques et de leur reliquaire à la fabrique de » Clamecy et aux habitants d'icelle. Et, ce fait, ladite procession » fut parachevée et fut, ledit reliquaire, porté par ledit révé- » rend, le long d'icelle jusqu'à la croix du marché (qui exis- » tait alors à la place où est aujourd'hui le puits), où il fut

(1) Le livre de la fabrique a disparu depuis.

» fait une pause. Et alors ledit révérend bailla au curé de
 » Clamecy, M. Gérard de Piles, ladite relique, qu'il porta à
 » l'église, où ledit révérend chanta la grand'messe en grande
 » dévotion avec tout le peuple, laquelle parachevée, lesdits
 » sieurs du chapitre, *par force*, voulaient avoir ledit reliquaire
 » *pour leur profit particulier*. Mais les habitans et procureurs
 » de la fabrique, *à qui il avait été donné, résistèrent tellement*,
 » que ledit reliquaire fut porté par ledit révérend sur le coffre
 » des pardons de ladite fabrique, et d'icelle au trésor et cabi-
 » net d'icelle..... »

En 1542, il donna à la collégiale de Clamecy un morceau assez considérable de la vraie croix, renfermé dans un caillou du Rhin. Cette relique, que possède aujourd'hui encore l'église Saint-Martin, fut, en 1550, placée sur une croix de bronze doré ; elle porte cette inscription :

R. P. en Dieu Mre Philibert de Beaujeu me fit faire. IN HOC SIGNO VINCES. Adorés tous la Ste Croix par la vertu de laquelle nous avons été racetés.

La mort de Philibert de Beaujeu arriva entre le 11 juillet 1555 et le 10 février suivant. Ce personnage, qui avait été aumônier ordinaire de François I^{er}, portait alors, outre la qualité d'évêque de Bethléem, les titres de religieux de Saint-Bénigne, docteur en droit-canon, conseiller et maître des requêtes du roi.

Ce prélat a été inhumé dans sa cathédrale Notre-Dame-de-Bethléem, à Clamecy. On voit aujourd'hui encore un petit caveau qui règne sous une partie de l'édifice, et dans lequel on descend, du côté nord, par une dizaine de marches placées à l'extérieur. Ce caveau est un carré long de trois mètres environ, sur une largeur d'un mètre cinquante centimètres à peu près ; la voûte, formée par des briques, s'élève à un mètre soixante-quinze centimètres du sol sous lequel a été déposé le corps de Philibert. Les murs offrent en plusieurs endroits des inscriptions dont on ne distingue plus que quelques lettres. La porte est surmontée d'un écusson aux armes de Philibert de Beaujeu, c'est-à-dire *écartelé, au premier et au quatrième*,

de gueules à quatre burelles d'argent, qui est de Beaujeu (1); au deuxième et au troisième, de..... au sautoir de..... accompagné de quatre étoiles de..... (2).

Aucun des cinq personnages que, depuis la mort de Philibert de Beaujeu, jusqu'en 1601, les ducs de Nevers nommèrent à l'évêché de Bethléem et présentèrent au Souverain-Pontife, ne fut consacré. Bien que tous cinq ils eussent successivement pris possession des biens de la maison-Dieu de Pantenor, ils ne furent à vrai dire que des administrateurs de l'église et de l'hôpital de Bethléem-lez-Clamecy. Aussi imiterons-nous les auteurs du *Gallia christiana*, c'est-à-dire que tout en rapportant ce que nous savons de la vie de chacun d'eux, nous ne leur donnerons pas rang dans le catalogue numérique des évêques de Bethléem.

DOMINIQUE PHILELIN.

Le 10 février 1556, François de Clèves, qui le premier porta le titre de duc de Nevers, écrivit au pape Paul IV pour prier Sa Sainteté « d'appeler à l'évêché de Bethléem, devenu vacant » par la mort de noble homme Philibert de Beaujeu, dernier » possesseur dudit évêché, docte et discrète personne messire » DOMINIQUE PHILELIN (3), prêtre du diocèse de Bourges, chanoine prébendé de l'église de Nevers (4) ».

Lorsqu'il voulut prendre possession des biens de l'évêché

(1) Comp. : LACHESNAYE-DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, Beaujeu ; — M. DE SOULTRAIT, *Almanach de la Nièvre*, 1861, 2^e partie, p. 5 et 6.

(2) François de Batailler, qui fut évêque de Bethléem, de 1664 à 1701, portait : d'azur, au sautoir d'or accompagné de quatre étoiles de même.

(3) Les auteurs du *Gallia christiana* l'appellent *Dominique Flelin* ou *Philetien*.

(4) L'abbé DE MAROLLES, *Invent.*, t. I^{er}, p. 631. — Les lettres de présentation du duc François de Clèves sont datées de Nevers.

de Bethléem, Dominique eut à lutter contre CLAUDE LIRON, prêtre, chanoine de la cathédrale d'Auxerre et chantre de Notre-Dame de la Cité, que l'évêque d'Auxerre, soutenant que la maison-Dieu du faubourg de Clamecy était à sa collation, avait la prétention de vouloir faire nommer au siège de notre église. Mais Claude Liron fut repoussé; et Dominique Philelin, dont la nomination n'était point encore confirmée par le Pape, fit résignation peu de temps après (en 1558).

URBAIN REVERZY.

URBAIN REVERZY (1) (c'est ainsi que l'appelle le duc de Nevers dans ses lettres de présentation au pape Paul IV, datées de Paris, le 28 avril 1558) était prêtre du diocèse d'Angers, docteur en théologie, recteur de l'église paroissiale Saint-Eloi-et-Saint-Fiacre de Villevallier, chanoine et prêchantre de la cathédrale de Sens. Sur la présentation de François de Clèves, le Souverain-Pontife lui conféra le titre d'évêque de Bethléem et, sur la recommandation spéciale du même personnage, l'autorisa à conserver sa cure de Villevallier. Toutefois, Urbain dut attendre plus de deux années avant qu'on lui délivrât ses bulles : elles ne sont, en effet, datées que du 17 juillet 1560. Ces lettres apostoliques, du pape Pie IV, font en ces termes mention de l'union et de l'incorporation de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy à l'évêché de Bethléem : *Ecclesia Bethlehemitana in partibus infidelium consistens, cui hospitale Sanctæ Mariæ de Bethlehem nuncupatum, propriè oppidum Clameciaci ducatus Nivernensis Autissiodorensis diocesis, dudum per nobilis Francisci de Cleves ducis Nivernensis progenitores fundatum et dotatum, apostolicâ auctoritate perpetuò junctum existit.*

(1) *Gall. christ.* : URBAIN REVERSY OU DE REVERSYN; l'abbé LEBEUF, *Mercure de France*, janvier 1725 : URBAIN REVERSEY; *Suppl. au Dictionnaire de MORÉRI*, t. II (1735), p. 193 : URBAIN DE REVERSEY.

Urbain Reverzy a écrit en latin une histoire des archevêques de Sens, ouvrage qui n'est plus connu aujourd'hui que par une citation de Pithou (1) dans ses notes sur les *Capitulaires des rois de France*. On apprend par cette citation, tirée du livre de notre prélat (*Urbanus Reversus canonicus et præcentor Senonensis, doctor theologus, in Historia de Vitis Pontificum Senonens.*), que ce ne fut que pour un temps que Louis XII obtint des évêques que l'on chantât l'antienne *O Salutaris hostia*, à l'élévation des messes canoniales, et pour l'opposer aux oraisons du pape Jules II (2).

Il n'avait pas encore pris possession de l'église Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy quand, le 24 juillet 1559, fut fondée une grand'messe qui, le vendredi de chaque semaine, devait y être célébrée en l'honneur de la sainte Vierge. L'acte de cette fondation fut dressé en ces termes :

« Par-devant Antoine Rousset, nottaire royal....., comparurent Phelippes Decarobles, escuyer, seigneur de Chassy, Givredy et Leplessis....., d'une part; et venerables et scientifiques personnes maistre Charles Gillon, doyen; Jean Destempes, thrésorier; Philibert Ragon, Jean Mesgrignon (*sic*), et Mathieu Prémery, prestres chanoines de l'église Nostre-Dame de Bethléem, faisant et représentants la plus saine et grande partie de leur chapitre et capitulants en iceluy audit lieu, assembléz pour les affaires et négociations dudit chapitre....., d'autre part. — Lesquelles parties ont fait et passé le contract qui s'en suit. Scavoir que ledit Decorables (*sic*), meü de dévotion, et pour le remède et salut de son âme a volu fonder pour luy et damoiselle Perrette de Saint-Quentin sa femme, leurs hoirs, et ayants cause présents et à venir, une haute-messe de Nostre Dame par chascune semaine au jour de vendredy sept heures du matin en lad. église, qui sera couppetée par trois fois cinq coups,

(1) *Karoli magni et Ludovici pii christianis..... capitula. Ex bibliotheca Pithæana*, Parisiis, 1703, p. 58 du *Glossaire*.

(2) *Suppl. au Dictionnaire de MORÉRI; LEBUEF, Merc. de France.*

» et à chaque coup autant que pourra estre dit un *Pater* et
 » *Ave Maria*, et par la plus grosse cloche d'icelle église, à ce
 » que toutes personnes ayant dévotion d'ouyr laditte messe
 » en laquelle ledit fondateur les participe se y puissent par-
 » ticiper; et avant que commencer laditte messe, lesdits cha-
 » noines et chapitre, et celuy qui celebrera icelle se diront les
 » pseaulmes de *Miserere mei Deus secundum*, et après trois fois
 » *Ave Maria*, et *Sancta Maria mater Dei ora pro nobis peccatoribus*
 » et *pro defunctis. Amen*; et à la fin de laditte messe, la pseaulme
 » de *De profundis* à la nef, et devant le crucifix de laditte église,
 » et en après le *Libera* avec les oraisons accoustumées de dire
 » pour les trespasés; sauf que où les festes de Nativité, Cir-
 » concision, Apparition Nostre-Seigneur, les cinq festes Nostre-
 » Dame, et feste de Toussaints, et Trespassez, et de Saint-
 » Martin escherront au jour de vendredy, ne seront tenus
 » lesdits vénérables, dire que les pseaulmes et suffrages sus
 » dits à haute voix, et non ladite messe; et commenceront
 » ledit service dès vendredy prochain, moyennant la somme de
 » huit livres tournois de rente, que ledit escuyer a droit de
 » prendre par chacun an, au jour et feste saint André sur les
 » héritages qui en suivent, à savoir..... etc.,..... Promettant.....
 » lesdits venerables doyen, chanoines et chapitre, par parole
 » de prestres,..... tenir, entretenir, et avoir agréable, ferme et
 » et stable a toujours le contenu en ces présentes..... En
 » témoin de ce nous garde (du scel)..... avons scellé..... ces
 » présentes qui furent faites et passées audit Clamecy, aud.
 » chapitre,..... le vingt-quatriesme jour de juillet l'an mil cinq
 » cent cinquante-neuf (1). »

Urbain Reverzy mourut peu de temps après avoir reçu ses bulles, ainsi que nous verrons au chapitre suivant. Il prit possession de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy, mais ne fut point sacré.

(1) D'après une copie authentique, du 30 juillet 1731, signée Berryat et Frotier, notaires.

ANTOINE TRUSSON.

ANTOINE TRUSSON, religieux de l'ordre de Saint-Augustin, avait, grâce à la protection de François de Clèves, qui l'honorait de son amitié, été nommé, le 28 juillet 1558, abbé de Toussaints-en-l'Isle, au diocèse de Châlons-sur-Marne. Il prit possession, en cette qualité, le 28 août 1559, et reçut la bénédiction des mains de l'évêque de Châlons, le 5 septembre suivant (1). Le siège de notre église étant devenu vacant par la mort d'Urbain Reverzy, le duc de Nevers, qui était alors dans son gouvernement de Champagne, écrivit de Troyes, le 5 décembre 1560 (2), au pape Pie IV, pour lui demander de vouloir bien conférer à Antoine Trusson « l'évesché de Beth- » léem ez parties des infideles, auquel l'hôpital fondé en » l'honneur de Notre-Dame de Bethléem, vulgairement

(1) *Gall christ.*, t. IX, eccl. Catalaunensis, inter abb. Omnium Sanctorum de Insulâ, p. 950. L'abbaye de Toussaints était de l'ordre de Saint-Augustin.

(2) « A vous nostre très-saint pere le pape, François de Clèves, duc de » Nivernois, souverain des terres outre Meuse, marquis d'Isles, comte » de Rethelois, Beaufort et Auxerre, pair de France, gouverneur et » lieutenant-général pour le roy très-chrétien en ses pays de Champagne » et Brie, très-humble salut avec honneur et deue obéissance. Comme » vacant l'église et l'évesché de Bethléem ez parties des infideles, » auquel l'hôpital fondé en l'honneur de Notre-Dame de Bethléem, » vulgairement nommé et appelé près la ville de Clamecy, diocèse » d'Auxerre, en notredit duché est pareillement uni; lequel hôpital nos » prédécesseurs grans peres et majeurs, en mémoire et recordation du » très-saint hôpital de Bethléem ez dittes parties des infideles où Notre- » Seigneur Jésus-Christ a été reçu et logé Dieu et Homme, et en icelui » a voulu naître pauvre pour nous faire riches en son royaume, ont » fondé et dotté iceluy, en contemplation de quoy la nomination et pré- » sentation à cause de notredit duché à nous, et à vous et au Saint- » Siège apostolique, la collation et toute autre disposition apparten- » nent de toute ancienneté toutefois et quantes que vacation y échet, et » soit ainsi qu'il est à présent vaquant par la mort et décès de messire

» nommé et appelé près la ville de Clamecy, diocèse d'Auxerre,
» est uni ».

Une pièce du 23 décembre 1560 nous fait connaître quels étaient, à cette date, les membres du chapitre de Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy : le chapitre était composé de Charles Gillon, doyen ; Jean Destempes, Philibert Ragon, Jean Mesgrigny, Mathieu Prémery et Antoine Morin, prêtres, chanoines.

L'acte dont nous parlons est une procuration que les doyen et chanoines susnommés donnèrent (par-devant Léonard Clerc, notaire à Clamecy) à deux d'entre eux, Jean Mesgrigny et Antoine Morin, afin de « bailler en leur nom ledit » Mesgrigny pour homme vivant et mourant, et pour être » par luy rendu foi et hommage par-devant la dame de » Saint-Pierre-du-Mont, à raison des acquisitions faites par » défunct M. Philibert de Beaujeu, cy-devant évesque de » Bethléem, de plusieurs bourdelaiges et aultres droicts » estant au fief de ladite dame ».

» Philibert de Beaujeu, de *Bello-Joco*, jadis évêque dudit évesché et » paisible possesseur, ou de M^e Urbain de Reversin ou autres, nous » duement informés des sens, littérature, probité de vie, bonne et loua- » ble conversation, suffisance et capacité de vénérable et religieuse » personne frere Antoine Trusson, prêtre de l'ordre de Saint-Augustin, » et religieux de l'abbaye et monastère de Toussaint-en-l'Isle de » Châlons, iceluy audit évesché et hôpital de Notre-Dame-de-Bethléem » audit diocèse d'Auxerre, ses droits, honneurs, prérogatives et préé- » minences accoustumées par ces présentes, présentons et nommons à » votre Sainteté, icelle très-humblement suppliant, audit Trusson » vouliés conférer et donner ledit évesché et hôpital de Bethléem, avec » tous et chacun ses droits, honneurs, prérogatives et prééminences, » profits et appartenances, pour par iceluy Trusson jouir et user ainsi » que ses prédécesseurs évesques de Bethléem, et donner sur ce lettres » nécessaires, sauf notre droit et l'autrui. En temoignage de quoy » nous avons signé ces présentes de notre main, et fait contre-signé » par l'un de nos secrétaires, et scellé de notre scel. Donné à Troyes, » le 5 décembre 1560.

François DE CLEVES. »

(*Gall. christ.*, eccl. Bethl., inter instrum., V.) — Cet acte est reproduit en entier au tome III (p. 2638) de l'ouvrage manuscrit de dom Violle, intitulé *Des églises d'Auxerre* (Bibl. d'Auxerre).

Deux actes de vente, l'un du 14 janvier 1564, passé devant Adrien Pasquelin, notaire à Clamecy ; l'autre du 2 octobre 1567, reçu Robynet, notaire à la même résidence (ces actes contenant tous deux constitution de cens et rente au profit de l'évêque de Bethléem), nous apprennent que Antoine Trusson avait pris possession de la chapelle et de l'hôpital du faubourg de Clamecy. Mais comme le Souverain-Pontife ne lui faisait point délivrer ses bulles, Antoine fit résignation en 1568, et se retira dans son abbaye de Toussaints-en-l'Isle, où le roi le maintint malgré les réclamations de René de Mailly. Il vivait encore en 1574, époque à laquelle il se démit de son abbaye, et reçut un prieuré en compensation (*prioratum Viaxonnx in compensationem obtinuit*) (1).

CHARLES DE BOURBONNAT.

Le 10 septembre 1568, Henriette de Clèves, héritière du duché de Nivernais, et Louis de Gonzague, époux de cette princesse, désignèrent au pape Pie V, pour qu'il l'appelât à succéder à Antoine Trusson, CHARLES DE BOURBONNAT, prêtre, chanoine régulier de Germenay, au diocèse de Nevers, de l'ordre de Saint-Augustin.

Ce personnage avait déjà pris possession au 26 novembre suivant, comme le prouve un bail passé (2) en son nom avec Jean de Beaujeu, d'une place de maison sise au faubourg de Bethléem.

Le second de ceux des actes ayant rapport à son administration qui nous ont été conservés, porte la date du 12 septembre 1571. C'est un bail consenti (3) par « Charles de Bourbonnat, évêque de Bethléem, en personne », à Hugues

(1) *Gall. christ.*, t. IX, p. 950.

(2) Devant Léonard Clerc, notaire à Clamecy.

(3) Devant Pierre Delavau, notaire à Clamecy.

Grasset, marchand à Clamecy, pour un héritage situé à Villiers-sur-Yonne et dépendant de l'évêché de Bethléem.

Le 30 septembre 1573, il obtint de Charles IX des lettres royaux qu'il avait sollicitées pour être autorisé à procéder à la « confection du terrier des droits, biens, redevances, etc., » appartenant à l'évêché, et qui n'avaient point été relevés » depuis l'épiscopat de Philibert de Beaujeu ». A ces lettres se trouve jointe une ordonnance de *Committimus* (signée Gousset), en date du 6 décembre 1573, qui prescrit aux magistrats du siège présidial de Saint-Pierre-le-Moutier de faire procéder aux recherches nécessaires pour l'établissement de ce terrier.

L'*Inventaire manuscrit* de l'abbé de Marolles fait mention d'un livre de « frère Genin » contenant divers mémoires écrits de la main de Louis de Gonzague « pour les choses qu'il » vouloit faire en son duché de Nevers », et portant la date de 1575. D'après ces notes, il paraît que ce prince avait résolu d'accroître le revenu de l'évêché de Bethléem ; malheureusement il ne mit pas ce projet à exécution : en effet, suivant un contrat signé le 3 septembre 1591, le fermier payait seulement la modique somme de *cent quarante livres* chaque année ; et un ancien inventaire des titres de notre église fait mention d'un acte passé devant Delavau, notaire à Clamecy, le 29 octobre 1596, contenant « bail du revenu de Bethléem à » Etienne Mercier, moyennant *sept-vingts livres* ».

Nous avons expliqué, dans un des chapitres précédents (1), comment il se faisait que l'évêque de Bethléem, lorsqu'il payait ses décimes, était compris sur le rôle du diocèse d'Auxerre. L'abbé Lebeuf qui, de cette particularité, conclut que l'évêque d'Auxerre avait nécessairement juridiction spirituelle sur l'église de Bethléem, dit à ce sujet (2) qu'il lui est tombé entre les mains un compte de 1577, dressé à l'occasion des sommes que le clergé dut payer alors pour le rachat du

(1) Voir au chapitre qui a rapport à l'épiscopat de Martin Bailleux, dit Dulcis.

(2) *Mercur de France*, janvier 1725.

temporel des églises qui pouvait avoir été vendu ; et que l'article qui suit immédiatement celui de messire Jacques Amyot est conçu en ces termes : *De monsieur l'Evêque de Bethléem la somme de cent cinquante livres*. L'évêque de Bethléem avait en effet, comme les autres évêques de France, été taxé par les cardinaux de Lorraine et de Bourbon pour l'aliénation des biens ecclésiastiques. La cote à laquelle il avait été imposé était, non pas de cent cinquante livres, mais de *six-vingts livres* (120 l.) ; et, de même qu'il faisait pour les décimes, il devait remettre cette somme au bureau d'Auxerre. Mais Charles de Bourbonnat, qui pouvait à juste titre appuyer sa réclamation sur ce que plusieurs de ses prédécesseurs n'avaient point été sacrés, tout en exposant qu'il n'avait du reste lui-même pas encore reçu ses bulles, adressa requête aux commissaires de Sa Sainteté pour leur demander de n'être point soumis à une telle contribution. Et, dans son désir d'être déchargé d'une imposition aussi lourde pour les modestes revenus de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy, il alla jusqu'à prétendre dans ses conclusions que « l'église de » Bethléem n'était ni cathédrale ni collégiale, qu'elle portait » seulement le titre d'évêché honoraire, et qu'au surplus ce » n'était qu'un pauvre hôpital. » La requête fut renvoyée devant les députés du diocèse d'Auxerre, pour qu'ils eussent à en vérifier le contenu. Les députés répondirent que M. de Bourbonnat avait titre d'évêque, et qu'il y avait dans l'église de Bethléem un doyen et des chanoines. Néanmoins, les commissaires du Souverain-Pontife déchargèrent de sa cote Charles de Bourbonnat, « comme n'étant son bénéfice de la » qualité de ceux sur lesquels était octroyée cette imposition » par le Pape, bien qu'elle eût lieu sur les évêchés ». La sentence qui prescrit la décharge, rendue le 20 juillet 1580 (?), porte ces mots : « Sur la requête à nous présentée le 8 octobre » dernier, par messire Charles de Bourbonnat, évêque de » Bethléem, en Judée, et, à raison de ce, administrateur de » l'église et hôpital de Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, en » Nivernois, diocèse d'Auxerre. » Les rédacteurs de la sentence ont oublié que Charles de Bourbonnat, qui n'avait pas

reçu l'institution canonique, n'était qu'évêque désigné ; aussi, dans l'espèce, est-il exact qu'il n'était qu'administrateur de la maison-Dieu de Pantenor.

Les auteurs du *Gallia christiana* rapportent qu'en 1586 les légats du Saint-Siège affranchirent l'église de Bethléem de toutes redevances ecclésiastiques. Nous devons dire qu'il n'est nullement fait mention de ce fait dans les titres de l'évêché.

Charles de Bourbonnat, qui ne fut qu'évêque désigné de Bethléem, conserva jusqu'à sa mort les biens de la chapelle et de l'hôpital du faubourg de Clamecy. Son successeur fut présenté au Saint-Siège vers 1583.

SIMÉON JOURDAIN.

Henriette de Clèves et Louis de Gonzague choisirent, pour remplacer Charles de Bourbonnat à l'évêché de Bethléem, « maître SIMÉON JOURDAIN, chanoine régulier de l'ordre de » Saint-Augustin, prieur de Saint-Gildard de Nevers, et » licencié en droit-canon ».

D'après les auteurs du *Gallia christiana* et d'après l'abbé de Marolles, les lettres de nomination auraient été expédiées de Paris, le 31 mai 1584. Mais il est évident qu'il y a eu, quant à l'année, erreur de copiste ; et nous devons supposer que le personnage qui nous occupe avait été présenté au Saint-Siège en 1583, au plus tard, puisqu'il avait déjà pris possession des biens de la maison-Dieu de Pantenor au 22 août 1583. A cette date, en effet (ainsi que nous le prouve un registre des minutes de Pierre Robynet, notaire à Clamecy), « messire » Syméon Jourdain », comparant en personne et prenant la qualité d'« évesque de leglise de Bethlean », fit bail d'accense à Jean Turrin et Jean Charron, de Clamecy, de dix-huit journaux de terre de la mouvance de l'évêché, moyennant une redevance annuelle de neuf bichets de blé-froment, mesure de Clamecy, et la somme de quinze écus, une fois payée, qui

devait être employée aux réparations de l'église et de l'hôtel épiscopal.

Le même registre des minutes de Robynet offre, à la date du 2 août précédent, un exemple de la déclaration de foi et hommage que devait le chapitre de Bethléem au seigneur de Saint-Pierre-du-Mont, à raison des biens acquis par Philibert de Beaujeu : cette déclaration est faite par Étienne Mercier, curé de Rix, doyen de l'église Notre-Dame.

Siméon Jourdain ne reçut point de la cour de Rome l'institution canonique. Son successeur fut présenté au Pape en 1588.

XLIV.

LOUIS DE CLÈVES.

Nous venons de voir que nul des personnages qui, depuis la mort de Philibert de Beaujeu, se trouvèrent appelés à l'évêché de Bethléem, ne fut sacré, et que le Saint-Siège n'agréa qu'un seul d'entre eux, Urbain Reverzy. Ajoutons que Louis DE CLÈVES, qui remplaça Siméon Jourdain, fut pendant plus de dix-sept ans sans pouvoir obtenir ses bulles.

Ce fut le 13 mars 1588, que Louis de Gonzague désigna Louis de Clèves pour occuper le siège de Bethléem, *devenu vacant par le décès de messire Philibert de Beaujeu*, DERNIER POSSESSEUR DUDIT ÉVÊCHÉ.

Louis était le fils naturel de François de Clèves (1) (qui fut abbé commendataire du Tréport) et d'Antoinette du Bouchet. Chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin, il avait été nommé, en 1562 (2), abbé commendataire de Bouras, au diocèse d'Auxerre. En 1574, il devint abbé de

(1) François était fils de Gilbert de Clèves et frère de Charles, comte d'Eu.

(2) *Gallia christ.*, t. XII, eccl. Autiss., p. 458. Bouras était de l'ordre de Cîteaux.

Toussaints-en-l'Ile (1), dignité dans laquelle il succéda à Antoine Trusson. Quelque temps après, Benoît Jacquet, prieur de La Charité-sur-Loire, lui céda son bénéfice; et le pape Clément VIII, par une bulle portant la date du mois d'août 1595 (2), l'autorisa à garder ce prieuré (qui était de l'ordre de Saint-Benoît), à la condition que dans l'année il ferait profession; ce ne fut cependant qu'en 1598 qu'il prononça ses vœux, entre les mains de Claude Renou, sous-prieur de La Charité (3).

Les auteurs du *Gallia christiana* qui, au nombre des évêques qui n'ont point été sacrés, placent, entre Charles de Bourbonnat et Siméon Jourdain, un docteur en théologie du nom de LOUIS HÉBERT, dont la nomination n'aurait pas encore été confirmée en 1579, paraissent avoir puisé ce détail dans un inventaire manuscrit des titres de Bethléem, qui renferme quelques inexactitudes, et où il pourrait bien y avoir, quant au passage qui nous intéresse, erreur de copiste en ce qui touche la date et le nom du personnage. On lit en effet, dans cet inventaire, que « le 12 novembre 1579, » requête fut présentée au lieutenant-général du Nivernais » par le procureur général du duc, pour faire assigner les » héritiers de défunt Jourdain et tous autres détenteurs et » usurpateurs des biens et du revenu de l'évêché de Bethléem » dont les ducs de Nevers sont les fondateurs et les patrons, » en attendant que messire *Louis Hébert*, docteur en théologie, » nommé et présenté au Pape, ait recouvré ses bulles de provision et institution ». A cela nous objecterons d'abord que les lettres de présentation de Siméon Jourdain nous apprennent positivement que son prédécesseur immédiat fut Charles de Bourbonnat. Quant à la date, elle est bien certainement inexacte, puisque, Siméon Jourdain n'ayant été nommé que vers 1583, il ne peut être question des héritiers de

(1) *Gallia christ.*, t. IX, p. 951, eccl. Catalaunensis.

(2) *Gallia christ.*, t. XII, p. 411, eccl. Autiss.

(3) Tandis qu'il était prieur de La Charité, Louis de Clèves fonda dans cette ville, en 1602, un couvent de Récollets.

défunt Jourdain en 1579. Notre avis est que la requête portait sur son original, non pas Louis Hébert, mais *Louis de Clèves*; et que ce nom, qui était sans doute orthographié *Louis Clebves* ou *Clesves*, a fait commettre une erreur au rédacteur de l'inventaire.

En attendant que le Souverain-Pontife lui fit expédier ses provisions, Louis de Clèves administra, en qualité d'*économé*, les biens de la maison-Dieu de Bethléem. Ce fut, en effet, sous ce titre d'*économé*, que, le 3 septembre 1591, « il affirma le » revenu de l'évesché à noble homme Fiacre de Creil, grenetier de Clamecy, moyennant cent quarante livres, se réservant la faculté de demourer quand il voudroit dans la maison épiscopale, où le doyen fait sa résidence et acquitte le service divin (1) ».

Lorsque mourut la duchesse Henriette, la cour de Rome n'avait point encore confirmé la nomination de Louis à l'évêché de Bethléem; aussi, le 1^{er} octobre 1601, Charles de Gonzague, qui, au mois de juin précédent, avait pris l'administration du duché de Nevers, adressa-t-il au Souverain-Pontife de nouvelles lettres de présentation en faveur de « dom Louys » de Clèves, religieux, bastard, de bonnes mœurs, pourvu d'autres bénéfices; n'y ayant eu aucun évêque sacré en laditte église et hospital de Notre-Dame-de-Bethléem depuis le décès de Philibert de Beaujeu ». Les provisions ne furent délivrées que plusieurs années après, par Paul V : elles sont datées du 3 août 1605, an I^{er} du pontificat de ce Pape.

Le siège de notre église ayant été occupé sans interruption depuis la création de l'évêché de Bethléem jusqu'à la mort de Philibert de Beaujeu, on s'étonne de voir que, pendant un demi-siècle, aucun des cinq personnages que les ducs de Nevers présentèrent au Saint-Siège n'ait été sacré, et que même quatre de ces personnages n'aient point reçu l'institution canonique.

Ce point nécessite quelques explications.

Nous avons dit, dans la première partie de cet ouvrage, que

(1) Dom VIOLE, t. III (ms.) *Des églises d'Auxerre*, p. 2635 et 2636.

depuis le grand schisme d'Occident jusqu'en 1630, il y eut deux sièges bien distincts de Bethléem : l'évêché de Bethléem dont les titulaires furent, depuis 1413, assimilés aux autres prélats du royaume de France, et l'évêché *in partibus* de Bethléem de Judée.

Lorsque François de Clèves, en 1556, présenta Dominique Philelin, Paul IV, qui occupait alors le trône pontifical, résolut de ne point reconnaître d'autre évêque de Bethléem que le prélat titulaire (successeur médiat de THOMAS ALBIZZI) de Bethléem de Judée, qui vivait alors, et qu'avait nommé Jules III. — Tout d'abord, Pie IV n'imita point son prédécesseur, et il accorda des bulles à Urbain Reverzy; mais ayant sans doute été surpris par la maladie qui le fit descendre au tombeau quelques mois après, Urbain mourut sans avoir été sacré.

La difficulté reparut tout entière quand François de Clèves nomma Antoine Trusson; et dès-lors, ni Pie IV lui-même, ni aucun des pontifes qui se succédèrent jusqu'à Paul V ne voulut agréer les personnages que désignèrent les ducs de Nevers. Bien plus, le titulaire de Bethléem de Judée étant venu à mourir tandis que Clément VIII gouvernait l'Église, ce pape lui donna pour successeur, le 20 novembre 1595, VINCENT CORRERIO DE CAMEROTA.

Ce fut en vain que Charles de Gonzague, dans ses lettres du 1^{er} octobre 1601, exposa au Souverain-Pontife « que l'évêché » de Bethléem était établi au faubourg de Clamecy depuis la » seconde croisade, à laquelle prirent part Guillaume, comte » de Nevers, et Gui, son frère; que Guillaume mourut en Palestine, et y fut enterré à Bethléem; enfin, que les chrétiens » ayant été chassés de Terre-Sainte par les infidèles, Gui avait » amené avec lui en France l'évêque de Bethléem, spolié » de son diocèse, lui avait assigné une retraite au faubourg de la ville de Clamecy, et fait bâtir une église » dont le revenu devait être employé à l'entretien de l'évêché (1) ».

(1) Dans cet exposé, le duc de Nevers reproduit la légende, et non pas l'historique de l'établissement à Clamecy des évêques de Bethléem.

Enfin la contestation, qui provenait principalement du refus de la cour de Rome de reconnaître aux ducs de Nevers le privilège que le concordat de 1516 avait accordé aux rois de France de nommer aux sièges épiscopaux, vit fin sous le pontificat de Paul V. Et pour éviter tout différend, on décida que désormais, dans les provisions des évêques de Bethléem, nommés sur la présentation des ducs de Nevers, on insérerait cette clause : *De consensu Regis Christianissimi*. En conséquence, les bulles que Paul V fit, le 3 août 1605, délivrer à Louis de Clèves, furent accordées à ce prélat : *ad supplicationem nobilis viri Caroli ducis Nivernensis, et de consensu serenissimi principis Henrici Francorum regis xpistianissimi*.

La cour de Rome, qui ne devait plus conférer le siège de Bethléem que sur la présentation du duc de Nevers et du consentement du roi, assimilait donc bien évidemment cet évêché aux autres sièges de France. Vincent Correrio de Camerota conserva son titre jusqu'à sa mort, qui arriva le 24 janvier 1630, mais il fut le dernier évêque *in partibus* de Bethléem de Judée.

L'attitude que prit l'église d'Auxerre en voulant, à la mort de Philibert de Beaujeu, faire nommer un de ses chanoines au siège de Bethléem; les prétentions de François de Donadieu et l'opposition que cet évêque chercha plus tard à mettre à la prise de possession solennelle de Louis de Clèves, pourraient jusqu'à un certain point nous faire supposer que ces embarras avaient été suscités par les évêques d'Auxerre. Cela, du reste, leur aurait été d'autant plus facile, que, il faut bien le reconnaître, le clergé de France était en général mal disposé pour les évêques de Bethléem, dont il était toujours tenté de regarder comme un abus de pouvoir l'exercice que nos prélats faisaient des pontificaux dans leur modeste cathédrale.

François de Donadieu ayant voulu troubler Louis de Clèves dans son administration des biens de la chapelle et de l'hôpital de Pantenor, en soutenant que ces biens formaient un bénéfice à sa collation, Charles de Gonzague avait, le 21 décem-

bre 1603, fait expédier aux officiers de la chambre des comptes de Nevers des lettres patentes pour leur enjoindre de rechercher, afin de les remettre à l'évêque désigné de Bethléem, tous les titres qui établissaient le droit de patronage des ducs sur notre église. Et le 14 mars 1605, la même chambre des comptes était obligée de rendre une « ordonnance portant contrainte » à l'encontre du fermier de Clamecy, pour la somme qu'il » devait payer par chacun an à M. de Bethléem ».

Sur ces entrefaites, Louis de Clèves recevait ses bulles le 3 août 1605. Le dimanche de la Passion (12 mars) de l'année 1606, il fut sacré dans la chapelle haute de l'évêché de Paris par le cardinal Pierre de Gondi, assisté de Henri de Gondi, évêque de Paris, et de Charles de Saint-Sixt, évêque de Riez. Les lettres de sacre et de prestation de serment entre les mains de Pierre de Gondi sont, par mandement du cardinal, signées Baudouin.

L'évêque d'Auxerre fut enfin obligé de laisser notre prélat jouir en paix des revenus attachés à la maison-Dieu de Pantenor. Mais comme, après avoir été sacré, Louis de Clèves voulait prendre possession solennelle de la chapelle et de l'hôpital de Bethléem-lez-Clamecy, que les bulles qui lui avaient été octroyées déclaraient unis et incorporés à l'évêché *in partibus* de Bethléem, et offrait même de prouver que cette union existait depuis longtemps, François de Donadieu répondit que ce qui pouvait avoir été fait l'avait été sans le consentement des évêques d'Auxerre. En conséquence, il donna procuration à maître Germain Ccchon, avocat à Auxerre, pour faire former « opposition à la prise de possession que messire Louis de » Clèves, prieur de La Charité, entendait faire de la chapelle » et de l'hôpital de Bethléem, sis au faubourg de la ville » de Clamecy, *sous prétexte de certaine bulle obtenue de » Sa Sainteté conférant audit sieur prieur de La Charité » l'évêché de Bethléem, avec union de ladite chapelle; tandis » que l'union n'avait jamais eu lieu, ou que du moins » elle n'avait pas été faite dans les formes ». En vertu de cette procuration, acte d'opposition fut dressé le 11 mai 1606 par-devant Depouilly, notaire, et signifié *audict sieur**

prieur de La Charité, en personne, dans ladite chapelle de Bethléem.

De tels faits prouvent combien Léon X avait eu raison de recommander l'évêché de Bethléem à la sollicitude des rois de France et à celle des archevêques de Sens.

Louis de Clèves (1) mourut le 22 mars 1609, dans son prieuré Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Bonny (au diocèse d'Auxerre), qu'il tenait depuis 1605 d'Albert de Lenoncourt, à qui il avait cédé son abbaye de Bouras. Il fut inhumé dans le chœur de l'église de La Charité.

Ce prélat portait : *De gueules, au rais d'escarboucle pommelé et fleurdélié d'or, de huit pièces, enté en cœur d'argent à l'escarboucle de sinople; brisé d'un bâton de sable brochant sur le tout.*

ÉRARD DE ROCHEFORT.

ÉRARD, fils de Joachim DE ROCHEFORT, baron de Pluvaut et gouverneur de Vézelay, et de Françoise de Livron (2), appartenait à une des familles les plus illustres de Bourgogne; il comptait parmi ses ancêtres Guillaume et Gui de Rochefort, qui furent tous deux chanceliers de France.

Érard de Rochefort était très-jeune encore lorsque Nicolas Jeannin, abbé de Vézelay, fit résignation en sa faveur. En attendant qu'il atteignit l'âge d'homme, la riche abbaye de la Madeleine fut administrée par un abbé *fiduciaire*, Jean Jurain, qui laissa place à Érard dès que celui-ci put remplacer officiellement Nicolas Jeannin.

Le titre d'abbé de Vézelay « ne pouvait, dit M. Chérest dans » sa savante *Étude historique sur Vézelay*, échoir à des mains » plus dignes de le porter et même de lui rendre son ancien

(1) D'après dom Viole, Louis de Clèves portait aussi le titre de prieur de Cessy-les-Bois.

(2) *Gall. christ.*, t. IV, eccl. Augustodunensis, inter abb. Vezel., p. 475.

» lustre. Érard de Rochefort apparaît comme une heureuse et
 » consolante exception dans la triste série des abbés commen-
 » dataires. Son premier soin fut de se faire ordonner prêtre,
 » afin de remplir d'une manière complète et régulière la mis-
 » sion à laquelle il s'était voué. Il revendiqua aussitôt le pri-
 » vilège que les anciennes bulles, confirmées par celles de
 » 1538, avaient conféré à ses prédécesseurs : il se fit consacrer
 » et bénir, comme un évêque. Il prouva ainsi qu'à ses yeux
 » les fonctions abbatiales n'étaient pas seulement une source
 » de richesse ou de puissance mondaine. Il y voyait quelque
 » chose de plus élevé, une dignité ecclésiastique, une préla-
 » ture : et de même qu'il en réclamait l'honneur, il n'en
 » répudiait pas les charges. Érard de Rochefort montra toutes
 » les qualités d'un administrateur habile, vigilant, soucieux
 » de l'avenir, tel enfin qu'on voudrait en rencontrer toujours
 » à la tête des abbayes ». Aussi, de tous côtés, l'attention fut-
 elle attirée sur lui. Le roi l'appela dans ses conseils ; en 1610,
 il fut nommé doyen du chapitre d'Auxerre (1), et le clergé de
 ce diocèse le choisit en 1614 (2) pour le représenter aux États-
 Généraux de Paris ; en 1621 (3), il fut député par la province
 de Sens à l'assemblée générale du clergé de France ; le 21 mai
 1625 (4), les chanoines d'Autun l'appelèrent au décanat, en
 remplacement de Nicolas Jeanuin qui venait de mourir. Il
 fut aussi prieur de Mefve (5), abbé de Cervon-en-Morvand (6),
 abbé commendataire de Saint-Léonard de Corbigny (7).

(1) *Gall. christ.*, t. XII, eccl. Autiss., p. 355. — L'abbé LEBEUF, *Mémoires*, t. I^{er}, p. 745.

(2) *Gall. christ.*, t. IV, p. 475.

(3) *Gall. christ.*, t. XII, p. 355.

(4) *Gall. christ.*, t. IV, p. 437, inter decanos Eduenses.

(5) M. CHÉREST, *Étude historique sur Vézelay*; *Bulletin de la société des sciences historiques de l'Yonne*, année 1868, p. 405 et 406, notes. — Dans un bail du 23 novembre 1621, Érard s'intitule *conseiller du roy en ses conseils d'État et privé*, et prend la qualité de *prieur de Mefve*.

(6) M. CHÉREST, *Étude hist. sur Vézelay*, p. 406.

(7) *Gall. christ.*, t. IV, p. 478, inter dec. seu abb. S. Leonardi de Corbiniaco.

A la mort de Louis de Clèves, le duc de Nevers avait, en 1609, nommé Érard de Rochefort à l'évêché de Bethléem; mais ce prélat ne voulut point faire les dépenses que nécessitait l'obtention des bulles et la cérémonie du sacre.

On ne sait pas exactement à quelle époque mourut Érard; mais ce fut environ quinze ans après qu'il eut cédé son abbaye de Vézelay à son neveu François de Rochefort, qui « prit possession le 13 février 1631, en conséquence des » bulles du pape Urbain VIII, du 11 avril 1628, et de la résignation de son oncle (1) ».

Érard de Rochefort portait pour armoiries : *D'azur semé de billettes d'or, au chef d'argent chargé d'un lion léopardé de gueules* (2).

XLV.

JEAN IX DE CLÈVES.

JEAN DE CLÈVES, chanoine régulier de Saint-Augustin, était fils du frère naturel de Louis de Clèves. Par suite de la résignation que son oncle fit en sa faveur, il tenait en commende l'abbaye de Toussaints, que le pape Clément VIII lui avait conférée, alors qu'il n'était que « cleric du diocèse de Paris », par des bulles portant la date du 23 janvier 1601 (3). Vers 1606, il fut abbé commendataire de Bouras (4); et, en

(1) M. CHÉREST, *Etude hist. sur Vézelay*, p. 407, notes.

(2) Comparez : François du CHESNE, *Histoire des chanceliers et gardes des sceaux de France*, Paris, 1680, p. 538; — PALLIOT, *La vraie et prof. science des arm.*, p. 92; — DUNOD DE CHARNAGE, *Mémoires pour servir à l'histoire du comté de Bourgogne*, Besançon, 1740, p. 156 et 157.

(3) L'abbé DE MAROLLES, *Invent.*, t. I^{er}, n° 2312. — D'après le *Gall. christ.*, t. IX, p. 951, ses bulles seraient seulement de 1606.

(4) *Gall. christ.* t. XII, eccl. Autiss., inter abb. Boniradii, p. 458.

1609 (1), Paul V lui conféra en commende le prieuré conventuel de La Charité, que Louis de Clèves lui avait cédé vers 1605.

Érard de Rochefort n'ayant point accepté le siège de notre église, le duc de Nevers nomma Jean de Clèves à l'évêché de Bethléem. On ne sait pas exactement à quelle date le Souverain-Pontife fit expédier les bulles ; on croit cependant qu'il fut agréé par le Saint-Siège dès 1611. Dans tous les cas, bien qu'il prenne la qualité d'évêque de Bethléem dans un acte du 26 mars 1613 (2), il ne fut sacré que le 20 mars 1615. Jean de Clèves reçut la consécration des mains de François, cardinal de La Rochefoucauld, assisté de Paul Hurault de l'Hospital, archevêque d'Aix, et de René de Breslay, évêque de Troyes. La cérémonie eut lieu à Paris, dans l'église des religieuses capucines.

Ce fut notre prélat qui, le 20 mars 1616, consacra « la chapelle connue à Vézelay sous le nom de chapelle basse, et que l'abbé Érard de Rochefort avait remise en état et appropriée aux besoins du culte (3) ».

Jean de Clèves mourut dans son prieuré de La Charité, le 9 octobre 1619, et fut inhumé dans le chœur de l'église Notre-Dame, à côté de son oncle.

(1) L'abbé de MAROLLES. *Invent.*, t. I^{er}, n^{os} 2316 et 2318. Mais d'après le *Gall. christ.*, t. XII, p. 411 (*inter priores Caritatis*), il faudrait supposer que Paul V (*et non Pie V*, lui octroya ses bulles en 1606.

(2) « Lettre de visa de Jehan de Cleves, évesque de Bethléem, abbé de Toussaints-en-l'Isle et prieur de La Charité, pour une pension de 50J l. faicte et créée en faveur du recteur et autres personnes du collège de Charleville, au diocèse de Rheims, sur les fruicts et esmolumens du prioré conventuel de S.-Pierre-et-S.-Paul de Bony-sur-Loire, dépendant immédiatement de Cluny, de l'autorité du Pape et du consentement de Hanri de Freteville, prieur dudict prioré de Bony, créé en cour de Rome. Faict à Nevers, l'an 1613, le 26^e mars. » (*Inv. ms* de l'abbé de Marolles, t. I^{er}, n^o 2325.) Le prieuré S.-Pierre-et-S.-Paul de Bonny, dont le prieur était seigneur spirituel et temporel de la ville, dépendait du prieuré de La Charité.

(3) M. CHÉREST, *Étud. hist. sur Vézelay*, p. 404.

Ce personnage avait les mêmes armoiries que Louis de Clèves.

XLVI.

ANDRÉ DE SAUZÉA.

ANDRÉ DE SAUZÉA (1) naquit dans le Forez, près de Montbrison. Théologien et prédicateur distingué, il devint recteur du collège d'Autun (2), à Paris.

A la mort de Jean de Clèves, dont il était, croit-on, neveu par sa mère, André de Sauzéa fut appelé à l'évêché de Bethléem par le duc de Nevers, Charles de Gonzague. La cour de Rome agréa cette nomination ; mais ce fut seulement sous le pontificat d'Urbain VIII, que le nouveau prélat put obtenir ses bulles : données à Rome, à Sainte-Marie-Majeure (*de consensu regis xpistianissimi*), elles portent la date du 23 octobre 1623.

Le 18 février de l'année suivante, l'évêque de Bethléem fut consacré par Alphonse de La Croix, évêque de Grenoble, assisté de Raphaël de Bologne, évêque de Mégare et coadjuteur de Digne, et de Sébastien de Rosmadec, évêque de

(1) Et non pas André de Sauzay, du Sauzay, de Sazéa, de Sosée, de Sozée ou de Sosea. Comp. : *Gall. christ.*, eccl. Beth. ; — M. DE SOULTRAIT, *Arm. du Nivernais* ; — M. FISQUET, *France pontif.*, p. 161 ; — Mgr CROSNIER, *N.-D.-de-Beth.*, p. 21 ; — HURTAUT et MAGNY, *Dict. hist. de Paris*, t. II, p. 446 ; — J.-Fr. NÉE DE LA ROCHELLE, *Mémoires*, t. II, p. 23 ; — l'abbé LEBEUF, *Mémoires*, t. I^{er}, p. 686 ; — Dom VIOLE, *Des églises d'Auxerre*, t. III, p. 2636.

(2) Le collège d'Autun ou du cardinal Bertrand fut fondé en 1341 par Pierre Bertrand, natif d'Annonay, en Vivarais, évêque d'Autun, et depuis cardinal, sous le titre de Saint-Clément. Ce prélat donna la maison qu'il avait à Paris dans la rue Saint-André-des-Arts, pour servir de collège, et elle fut appelée de son nom le collège du cardinal Bertrand ou d'Autun. (HURTAUT et MAGNY, *Dict. hist. de Paris*, t. II p. 445.)

Vannes. La cérémonie eut lieu à Paris, au cloître de Saint-Germain-des-Près, dans la chapelle Notre-Dame. Quelques années après, le 2 juillet 1630, André de Sauzée consacrait le maître-autel de cette même chapelle.

Le nom de l'évêque de Bethléem se trouve au nombre de ceux des archevêques, évêques et prélats de France (1) qui furent présents, le mardi 27 mai 1625, à l'audience que le roi Louis XIII donna, dans le palais du Louvre, au légat du Saint-Siège.

En l'année 1634, la paix fut troublée plus violemment que jamais entre l'église d'Auxerre et celle de Bethléem. La modicité des revenus de son évêché ayant poussé André de Sauzée à conférer les ordres à plusieurs clercs qui étaient venus à lui, sans dimissoires, de différents diocèses de France, et à recevoir des présents de ceux qu'il avait ainsi ordonnés, il en résulta certains abus : Dominique Séguier, évêque d'Auxerre, s'empressa d'en tirer parti et déposa une plainte devant les prélats réunis à l'assemblée générale du clergé de France, qui fut tenue à Paris, en 1635 et 1636, au couvent des Augustins.

Aux *Affaires extraordinaires* et sous le titre de *Plaintes contre l'évêque de Bethléem*, la *Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France* (2) donne le compte-rendu du débat que, vu l'importance du sujet, nous reproduisons en entier :

« Dans la séance du 25 juin (1635), Mgr l'évêque d'Auxerre » remontra que Mgr l'évêque de Bethléem (3) causoit un très-grand désordre dans son diocèse et dans deux ou trois

(1) D. FELIBIEN et D. LOBINEAU, *Hist. de Paris*, t. V, p. 568. Le nom de l'évêque de Bethléem est cité entre celui de l'évêque de Nîmes et celui du coadjuteur de Metz.

(2) *Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France, depuis l'année 1530 jusqu'à présent* ; ouvrage composé sous la direction de Mgr l'Évêque de Mâcon, autorisé par les assemblées de 1762 et 1765. (Paris, 1767-1778, t. II, p. 789 et suiv.)

(3) « Il étoit procureur de sa nation en l'Université de Paris. » (*Journal.*)

» autres voisins du lieu où il exerce ses fonctions épiscopales,
» où il admet indifféremment toutes sortes de personnes aux
» ordres sacrés, sans examiner ni leur naissance, ni leur
» capacité, et quoiqu'elles aient été refusées par les autres seigneurs évêques, et ce par des voies indignes de sa profession
» et dignité ; que pour remédier à ce mal, lui et quelques
» autres de Mgrs les Évêques mettent une clause dans les
» dimissoires qu'ils donnent à leurs diocésains, par laquelle
» ils leur ôtent la liberté de s'adresser audit seigneur évêque de
» Bethléem ; mais qu'il ne s'arrête pas à cela, qu'il les reçoit
» sans dimissoires, et même s'est porté à effacer cette clause
» dans leurs lettres ; que toutes ces actions étant préjudiciables
» à l'autorité des seigneurs évêques, et honteuses au caractère
» dont il est revêtu, devoient être réprimées à l'avenir, étant
» de la dignité de la compagnie d'y pourvoir.

» Ce mal a été jugé très-grand et mériter un prompt
» remède, et pour ce Mgrs les évêques de Séez et d'Auxerre
» ont été priés de concerter ensemble quelques moyens de le
» faire cesser.

» Le 18 août, Mgr l'évêque de Séez, commis, avec
» Mgr l'évêque d'Auxerre, pour ouïr les plaintes faites contre
» le seigneur évêque de Bethléem, et concerter les moyens
» d'y remédier, prit le bureau et dit qu'il leur avoit été remis
» des dépositions de quatre ou cinq prêtres séculiers ou réguliers, faites les unes devant le vicaire général de l'archevêché de Sens, procédant à la visite du diocèse, et les autres
» devant l'official d'Auxerre, ou un notaire de cette ville de
» Paris, par lesquelles ils reconnoissent avoir reçu les saints
» ordres du seigneur évêque de Bethléem sans dimissoires de
» leurs évêques diocésains et moyennant de l'argent, dont la
» somme était convenue avant la réception dudit ordre. — Et
» confessent en outre qu'ils ont vu plusieurs autres qui ont
» été admis aux ordres sans dimissoires, ni examen, aussi
» pour de l'argent, qu'il exigeoit plus ou moins, selon la condition et les moyens des personnes ; et en ont vu renvoyer
» d'autres, comme capucins et autres religieux, parce qu'ils
» n'en avoient pas. Mgr de Séez dit ensuite qu'il y avoit deux

» moyens de faire cesser les désordres que cause ledit seigneur
 » évêque de Bethléem par ce commerce qu'il fait : le premier,
 » de supplier le Roi de demander la suppression de cet évêché
 » au Pape et le consentement de M. le duc de Mantoue ; le
 » deuxième, de demander à Sa Sainteté des commissaires *in*
 » *partibus*, pour procéder sur ces plaintes contre ledit seigneur
 » de Bethléem (1).

» Ces moyens ont été agités quelque temps ; mais d'autant
 » que Mgr de Séez n'avoit pas apporté lesdites dépositions,
 » l'assemblée désirant de les voir, et attendu aussi l'absence
 » de Mgr l'évêque d'Auxerre, l'un des commissaires, la déli-
 » bération fut renvoyée au 20 août.

» Le 20 août, Mgr l'évêque de Séez dit que Mgr l'évêque
 » de Bethléem supplioit l'assemblée de vouloir l'ouïr sur les
 » plaintes faites contre lui. Il fut résolu qu'avant que de pro-
 » céder à aucune délibération, ledit seigneur seroit ouï, et
 » l'audience lui fut donnée au lendemain.

» Le 21 août, Mgr l'évêque de Séez fit lecture des infor-
 » mations dont il avoit fait rapport le 18 dernier ; étant achevée,
 » Mgr l'évêque de Bethléem entra dans l'Assemblée, et étant
 » assis dans une chaire mise au devant de Monseigneur le
 » Président (2), il dit, qu'étant averti des plaintes formées
 » contre lui dans la Compagnie, il avoit désiré de venir lui
 » rendre compte de ses actions, et de se soumettre à tout ce
 » qu'elle lui ordonneroit ; que les plaintes n'étoient fondées
 » que sur la collation des ordres qu'il tenoit dans son église
 » de Bethléem ; qu'il avoit un pouvoir légitime de les conférer
 » dans sadite église ; que ses prédécesseurs depuis quatre
 » cents ans y avoient fait toutes les fonctions épiscopales ;
 » qu'il étoit vrai que, n'ayant aucun revenu pour s'entretenir,
 » il avoit reçu de l'argent de quelques-uns de ceux qu'il avoit

(1) « Il fut proposé de le suspendre de sa dignité, à l'exemple d'un
 » certain évêque de Milo, qui fut condamné par le Pape à descendre
 » au rang des ecclésiastiques du second ordre. » (*Journal.*)

(2) « Personne ne fut le recevoir, et il fut assis au rang des laïques. »
 (*Journal.*)

» ordonnés ; mais que la nécessité l'y contraignant, il avoit
» pu le faire ; et néanmoins, puisqu'il voyoit que Mgrs les
» Évêques, dont les diocèses sont voisins de son église,
» n'avoient pas agréable qu'il exercât cette fonction, il déclara
» roit qu'il se soumettoit entièrement au jugement de la Compagnie,
» et promettoit de ne jamais conférer les ordres dans
» ladite église, si l'Assemblée le désireroit ainsi ; et en outre
» qu'il offroit de consentir à la suppression de son évêché, en
» tant qu'en lui étoit, si l'Assemblée le jugeoit convenable, la
» suppliant de faire mettre par écrit sa déclaration, et moyennant
» de ce faire cesser les plaintes faites contre lui.

» Mgr l'archevêque de Bordeaux lui répondit que l'importance
» et la gravité des excès que tout le monde publie, qu'il
» a commis en l'exercice d'une des plus sacrées fonctions de
» l'épiscopat, qui étoient venues jusqu'aux oreilles du Roi (1),
» avoient donné sujet à l'Assemblée d'ouïr les plaintes qui y
» ont été portées, de voir les informations qui lui ont été
» remises, et de penser aux moyens d'y apporter le remède
» que la gloire de Dieu et le bien de l'Eglise requièrent ;
» qu'elle est bien aise de le voir dans la disposition de prévenir
» le mal qui pouvoit lui en arriver ; qu'elle délibérerait
» sur sa déclaration, et essayeroit de lui donner toute la satisfaction
» qu'il lui seroit possible.

» Ledit seigneur de Bethléem s'étant retiré, le sieur de
» Saint-Josse fut chargé de lui faire signer sa déclaration,
» pour icelle rapportée en être délibéré, ainsi que la Compagnie
» verra à faire.

» Le 22 août, Mgr l'évêque d'Auxerre présenta la déclaration
» écrite et signée de la main de Mgr l'évêque de Bethléem,
» dont la lecture ayant été faite, la Compagnie s'en contenta
» et ordonna qu'elle seroit insérée dans le procès-verbal.

(1) Dominique Séguier, évêque d'Auxerre, était premier aumônier de Louis XIII ; il n'est pas étonnant que le roi ait été informé de la gravité des excès que ledit évêque d'Auxerre reprochait à André de Sauzéa.

« Nous ANDRÉ, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, évêque de Bethléem, ayant su les plaintes qui ont été faites à Nosseigneurs de l'Assemblée générale du Clergé de France ; après leur avoir rendu nos devoirs et leur avoir exposé ce qui faisoit pour notre justification, désirant, non-seulement de leur rendre toute sorte de respect et de soumissions, comme à une sainte Compagnie qui représente l'Eglise Gallicane, mais encore leur ôter tout sujet de douter à l'avenir de la sincérité de nos actions, Nous nous sommes volontairement soumis à tout ce qu'il leur plaira nous ordonner, même consentir, en tant qu'en nous est, à la suppression de notredit évêché, si nosdits Seigneurs le jugent à propos pour le bien et honneur de l'Eglise, et à nous abstenir entièrement à l'avenir d'administrer les saints ordres en notre dite église, ni ailleurs, si ce n'est que nous en fussions requis par quelqu'un de Nosseigneurs les Prélats, pour les soulager dans leurs diocèses. En foi de quoi j'ai signé les présentes, ce 22 août 1635.

» Signé : † ANDRÉ, évêque de Bethléem. »

» Le 31 août, Mgr de Bordeaux représenta que l'Assemblée avoit vu, il y a quelques jours, la déclaration faite et signée par Mgr l'évêque de Bethléem, laquelle fut acceptée, mais nulle résolution prise pour la faire exécuter ; et partant qu'il seroit nécessaire de déterminer ce que la Compagnie peut désirer de lui, puisqu'il s'est soumis à son jugement, afin de faire cesser les plaintes auxquelles il a donné sujet.

» Cette affaire a été longtemps contestée ; et délibération prise par Provinces, il a été résolu que Mgr l'év. d'Auxerre seroit supplié de faire signer audit seigneur de Bethléem une déclaration, par laquelle il promettra de ne donner jamais les ordres dans son église, ni ailleurs, qu'à la réquisition du seigneur évêque diocésain ; et en outre, de lui faire passer une procuration en Cour de Rome et ailleurs où besoin sera, pour consentir à la suppression de l'évêché de Bethléem ; et moyennant ce, que le Roi sera très-humble-

» ment supplié, de la part de la Compagnie, de vouloir gratifier ledit seigneur de Bethléem d'une pension sur quelque abbaye, pour lui aider à vivre selon la dignité de son caractère; et jusqu'à ce qu'il ait plu au Roi de lui faire ce don, il a été ordonné qu'il sera couché sur l'état des ministres convertis ou des gratifications, pour la somme de *quatre cents livres de pension*, dont il sera payé par le sieur Receveur Général du Clergé. Et pour pourvoir à ce que ledit seigneur ne contrevienne à la promesse qu'il aura faite, de ne conférer les saints ordres que sous la condition susdite, Mgr l'évêque d'Auxerre a été prié de veiller à lui faire exécuter sa déclaration; et au cas qu'il s'en dispense, de défendre au R. G. de payer la susdite pension, à peine d'être rayée en ses comptes. Et d'autant que l'Assemblée a jugé que le meilleur moyen d'empêcher de pareils désordres est la suppression de son évêché, il a été conclu que le Roi sera très-humblement supplié d'en écrire à Sa Sainteté, et de charger M. son Ambassadeur d'en faire instance en son nom, comme aussi de témoigner à M. le duc de Mantoue que Sa Majesté désire cette suppression; et en outre, que la Compagnie en écrira à mondit seigneur de Mantoue et le suppliera d'y consentir.

» Le 20 novembre, Mgr de Saintes rapporta que M. le Nonce lui avoit dit que Mgr l'évêque de Bethléem lui faisoit instance de s'employer à Rome à ce qu'il pût jouir d'une cure, dont il a la résignation depuis plusieurs années; mais qu'il ne l'avoit pas voulu faire qu'il ne sût si Mgrs les autres Prélats l'auroient agréable; qu'il lui avoit répondu que le seul intérêt de Mgrs les Prélats étoit que M. de Bethléem ne fît aucunes fonctions épiscopales en quelque lieu que ce fût, et qu'hors ce point, ils seroient bien aises qu'il reçût du Saint-Siège et de lui toutes sortes de grâces et de faveurs.

» Le 18 décembre, de relevée, Mgr l'évêque d'Auxerre remit deux actes passés par Mgr l'évêque de Bethléem, du 14 novembre dernier, par-devant Dupuis et Boucher, notaires de cette ville; l'un contenant une procuration pour consentir en

» son nom à la suppression du titre de l'évêché de Bethléem-
 » les-Clamecy et changement en icelui de prévôté bénéfice
 » simple ; et l'autre, une déclaration par laquelle ledit sei-
 » gneur de Bethléem promet de ne conférer jamais les ordres
 » sacrés dans l'église dudit évêché, ni ailleurs, que pour le
 » soulagement et à la prière ou permission de Mgrs les autres
 » Prélats ; et au cas qu'il contrevienne à cette promesse, con-
 » sent à ce que la pension qui lui a été accordée par l'Assem-
 » blée lui soit rayée.

» Lesdits deux actes ont été lus ; et après, la Compagnie,
 » voulant gratifier ledit seigneur de Bethléem, a augmenté la
 » pension qui lui a été ci-devant accordée de deux cents livres,
 » pour en faire en tout la somme de *six cents livres*, dont il
 » sera payé par le Receveur Général, aux termes de la délibé-
 » ration du 31 août dernier ; et Mgr l'évêque d'Orléans a été
 » prié de tenir la main à la poursuite de ladite suppression en
 » cour de Rome. »

André de Sauzée tint fidèlement la parole qu'il avait don-
 née : il ne fit plus d'ordinations dans sa petite cathédrale du
 faubourg de Clamecy. Mais le Pape, le roi de France et Charles
 de Gonzague ne voulurent point consentir à la suppression de
 l'évêché de Bethléem.

Par ce fait même de payer une pension à l'évêque de Beth-
 léem pour qu'à l'avenir il ne conférât plus les ordres dans sa
 cathédrale, il nous semble évident que le clergé reconnaissait
 implicitement que notre prélat avait juridiction ecclésiastique.
 Ne pourrait-on même pas supposer que si le clergé de France
 n'avait considéré André de Sauzée que comme un simple
 évêque *in partibus*, il se fût plutôt empressé de demander
 contre lui l'application du chapitre II du décret de la réforma-
 tion (1) (sess. 14 du concile de Trente), que de prendre la

(1) « Aucun des évêques qu'on nomme titulaires, encore qu'ils fas-
 » sent leur résidence ou leur demeure, pour quelque tems, en un lieu
 » qui ne soit d'aucun diocèse, même exempt, ou dans quelque monas-
 » tère, de quelque ordre que ce soit, ne pourra, en vertu d'aucun pri-

précaution de lui constituer une rente (qui fut continuée à plusieurs de ses successeurs) pour qu'il renoncât à causer préjudice aux autres évêques du royaume en continuant de faire les ordinations ?

A la date de 1635, les archives de l'église de Clermont font mention de notre prélat comme étant alors coadjuteur de Joachin d'Estain, évêque de cette ville.

André de Sauzée mourut à Paris, le 13 avril 1644, et fut inhumé dans le couvent des Grands-Augustins.

Par une clause de son testament, dont nous donnons ci-dessous la teneur, il fonda une messe basse qui devait être dite à perpétuité, et chaque jour de l'année, dans l'église de Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy :

« Je soubzsigné, André de Sauzée, evesque de Bethléem,
 » et principal du college d'Autun, à Paris, y demeurant;
 » considerant l'arrest irrevocable de mort et estant incertain
 » de l'heure d'icelle, et esperant mon salut en la misericorde
 » de Dieu par les miracles de la passion de mon Sauveur,.....
 » je me recommande en Dieu, recourant a ses infinies miseri-
 » cordes;..... je donne et legue trois cens livres tournois
 » de rente annuelle a l'hospital de Bethléem lez Clamecy,
 » pour l'entretenement des pauvres passans et aultres pauvres
 » du faulxbourg de Bethléem, a la charge qu'il sera celebré
 » a perpetuitté tous les jours de l'année une messe basse en
 » l'eglise de Bethléem a mon intention par un pauvre prebtre

» vilège qui lui ait été accordé pour promouvoir pendant un certain
 » tems tous ceux qui viendroient à lui, ordonner ou promouvoir à
 » aucuns ordres sacrez ou moindres, ni même à la première tonsure,
 » le sujet d'un autre évêque, sous prétexte même qu'il seroit de ses
 » domestiques, buvant et mangeant tous les jours à sa table, sans le
 » consentement exprès de son propre prélat, ou lettres dimissoires. Tout
 » évêque qui contreviendra à ce règlement sera de droit suspens de ses
 » fonctions pour un an; et celui qui aura été ainsi ordonné, sera aussi
 » suspens de l'exercice des ordres qu'il aura reçus de la sorte, autant
 » de tems qu'il plaira à son prélat. » (*Pouvoir limité des évêques in partibus*, ch. II, décret de la réf., rendu en 1551 (sess. 14 du concile de Trente). — Voir *Hist. eccl.* de l'abbé Fleury, p. 242, t. XXX.)

» dudit lieu, sans que ladite rente de trois cens livres annuelle puisse ny doibve estre employée que pour la celebration de ladite messe et pour ayder a l'entretienement desdicts pauvres. Et pour l'exécution du present article je nomme Monsieur le Curé de Clamecy, conjointement avec Monsieur le premier Eschevin de ladite ville de Clamecy. » Cet acte porte la date du « vingt-quatriesme juillet mil six cens quatre-vingt-trois ».

Pour se conformer aux dernières volontés du défunt, Antoine des François, conseiller du roi, contrôleur au grenier à sel d'Annonay, neveu et légataire universel d'André de Sauzéa ; — Louis Chevalier, écuyer, seigneur de Pressures, chantré-chanoine et curé de la collégiale Saint-Martin ; — et Antoine Robineau, conseiller du roi, lieutenant civil en l'élection et premier échevin de Clamecy : ces deux derniers, exécuteurs testamentaires, — remirent aux officiers de la municipalité de Clamecy, le 29 octobre 1644, une somme de cinq mille quatre cents livres tournois ; puis il fut décidé que sur les trois cents livres de rente que, placée à raison du denier dix-huit, la somme principale devait produire, on payerait chaque année deux cents livres à un prêtre pour qu'il célébrât la messe fondée par l'évêque de Bethléem. Au nombre des ecclésiastiques qui furent chargés de cette desserte, on trouve d'abord, vers 1648, un sieur Chappuy qui, étant du diocèse d'Auxerre, dut, à cet effet, demander permission à Pierre de Broc, son ordinaire ; puis Nicolas Faulquier, qui mourut à Clamecy, le 1^{er} novembre 1710, à l'âge de soixante-neuf ans (1). — Le 17 février 1731, un prêtre nommé François Thierriat, appuyant sa demande sur ce qu'il était né à Clamecy, qu'il y demeurait, qu'il était sans fortune, et que depuis quatre mois la messe

(1) Extrait des registres de l'état civil de Clamecy : « Le premier jour de novembre 1710 est décédé maistre Nicolas Faulquier, âgé de soixante-neuf ans, prestre, chappelain de la première portion des lampes et desservant la messe de Bethléem fondée par Monseigneur de Sauzea, évesque dudit lieu... — Signé : CARRÉ, chantré-curé. »

d'André de Sauzée n'était plus célébrée, fit assigner Pierre Oury, chantre-curé de Saint-Martin, et Pierre Le Moyne, avocat en Parlement, premier échevin de la ville, pour qu'ils eussent à exécuter en sa faveur la dernière volonté de l'ancien évêque de Bethléem. En conséquence, il les appela à comparaître par-devant le bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier, pour s'y entendre condamner à « donner au demandeur le con-
» sentement qui lui était nécessaire pour pouvoir dire en la
» chapelle de Bethléem les messes basses fondées par André
» de Sauzée ; lui remettre chaque année, de quartier en quar-
» tier, la somme de deux cents livres ; et lui payer des dom-
» mages-intérêts pour n'avoir point, depuis quatre mois, fait
» droit à sa réclamation ». On ignore si le procès fut pour-
suivi. Toujours est-il qu'à partir de cette époque la municipa-
lité de Clamecy s'entendit avec les Récollets qui avaient leur
couvent au faubourg de Beuvron, et que ces religieux acquit-
tèrent cette fondation jusqu'à la Révolution (1).

Dans un bail du revenu de sa chapelle, en date du 16 novembre 1639, André de Sauzée s'étant qualifié « évêque de
» Bethléem en Judée et hospitalier de Notre-Dame de Beth-
» léem-lez-Clamecy », les évêques d'Auxerre, dans un mé-
moire qu'il composèrent en 1769, contre Mgr de Queleu, en
ont voulu conclure que l'église de Bethléem du faubourg de

(1) Les anciens registres de la municipalité de Clamecy témoignent que, pendant la Révolution, des prêtres assermentés célébrèrent la messe dite d'André de Sauzée : « Le 6 juin 1793, sur la dési-
» gnation des habitants du faubourg de *Pantenor*, dit des *Sans-
» Culottes*, le conseil général de la commune accepte à l'unanimité
» l'offre faite par le citoyen Tenier, prêtre, de desservir la messe
» qui se célèbre tous les jours dans l'église oratoire dudit faubourg,
» à la charge des deux cents livres attribuées à la célébration de cet
» office, d'après les dispositions testamentaires de l'ancien évêque de
» Sauzée, rétribution dont ledit citoyen Tenier se réserve de disposer
» comme bon lui semblera. » (*Éphémérides clamecicoises*, par
M. SONNIÉ-MORET, *Journal de Clamecy*, numéro du 31 août 1871.)
M. Sonnié-Moret ajoute avec raison qu'il est « présumable que, pour le
» moment où elle se produisait de la sorte, la proposition du citoyen
» Tenier ne reçut pas longtemps sa réalisation. »

Clamecy n'était qu'une administration unie de fait à l'évêché *in partibus* de Bethléem.

L'année même de sa mort (1644), André de Sauzée, évêque de Bethléem et principal du collège d'Autun, fonda dans ce collège deux bourses pour deux enfants « de la ville d'Annony et lieux circonvoisins (1) ».

M. de Soultrait, qui appelle notre évêque André du Sauzay, lui donne pour armoiries : *d'azur, à la tour d'argent maçonnée de sable, sur une terrasse de sinople, accostée de deux étoiles du second email*. La famille du Sauzay, pour laquelle l'*Armorial du Nivernais* nous renvoie à l'*Histoire du Berry*, de Thaumassière, n'a, croyons-nous, aucun rapport avec André de Sauzée.

XLVII.

JEAN-FRANÇOIS BONTEMPS.

JEAN-FRANÇOIS BONTEMPS, docteur en théologie, était aumônier et prédicateur ordinaire du roi. A la mort d'André de Sauzée, Charles II de Gonzague l'appela à l'évêché de Bethléem. Les lettres de présentation, données au nom du duc de Mantoue, par François, comte de Brambat, son ambassadeur à Paris, portent la date du 17 avril 1644. Le 21 du même mois, la reine-mère, régente du royaume, écrivit au cardinal Renaud d'Est, pour recommander le futur prélat; et, le 15 juin suivant, elle fit écrire pour le même sujet à l'ambassadeur de France à Rome.

Bien que le Saint-Siège eût agréé la nomination et fait expédier les bulles, Jean-François Bontemps fut pendant plusieurs années sans pouvoir jouir des biens de son église.

(1) HURTAUT et MAGNY, *Dict. de Paris*, t. II, p. 446.

En effet, Pierre de Broc, évêque d'Auxerre, voulut, comme ses prédécesseurs, soutenir que la maison-Dieu de Bethléem-lez-Clamecy était un bénéfice à sa collation ; aussi, le 28 octobre 1647, octroya-t-il des lettres de provision pour cet hôpital à PHILIPPE DE MONTMORENCY, abbé de Lannoy, au diocèse de Beauvais, qui, après en avoir pris possession le 7 novembre, fit, avec la permission de Pierre de Broc, desservir la chapelle Notre-Dame par un prêtre nommé Nauldin.

Enfin, protégé par la régente, ainsi que par Charles II de Gonzague, qui était devenu paisible possesseur du duché de Nevers, l'évêque de Bethléem put écarter ceux qui détenaient injustement les biens de son évêché. Et François Herly, ambassadeur du duc, ayant, au nom de son maître, par mandement du 15 février 1650, enjoint aux officiers de la châtellenie de Clamecy de permettre à Jean-François Bontemps d'entrer en libre jouissance des biens de l'évêché, le prélat se rendit à Clamecy et prit possession, en personne, le 24 du même mois de février (1). Le lendemain, il se rendit à Saint-Pierre-du-

(1) « Cejourd'huy jeudy vingt-quatre febvrier mil six cens cinquante, »
 » heure de neuf du matin en l'evesché Nostre-Dame de Bethléem-lez-
 » Clamecy par-devant le notaire royal soubzsigné, en la presence des tes-
 » moins cy-apres, est comparu en personne reverend pere en Dieu
 » Jean-François Bontemps, evesque dud. Bethléem, conseiller et aulmos-
 » nier du roy, lequel s'est addressé à venerable et discrete personne
 » m^r Claude Nauldin prebtre au diocese d'Auxerre habitué aud. Cla-
 » mecy, auquel il a faict entendre avoir le brevet de nomination dud.
 » evesché de Son Altesse Serenissime de Manthouë duc de Nivernois,
 » quoy que ce soit de mons^r le comte de Brambat surintendant des af-
 » faires de sad. Altesse, qu'il a representé, commençant en ces mots :
 » Nous François comte de Brambat, chevalier de l'ordre du Redempteur
 » ambassadeur extraordinaire de Son Altesse Serenissime de Manthouë
 » au roy treschrestien, surintendant general de ses affaires et chef de
 » son conseil en France, datté du dix-septiesme avril mil six cens qua-
 » rente-quatre, signé François comte de Brambat, scellé aux armes de
 » sad. Altesse, de cire rouge, et plus bas signé Magnus ; ensuite duquel
 » il a requis le mettre en possession dud. evesché ensemble des droictz,
 » heritages, fruitz, profitz, revenuz et emolumens. — A quoy obtempe-
 » rant par led. Nauldin et veu par luy led. brevet et nomination, l'a
 » faict entrer en l'eglise par la principale porte et l'a mené et conduit

Mont, et là, entre les mains de Hugues Girard, procureur fiscal de la baronnie, il rendit la foi et l'hommage qu'il devait au seigneur dudit lieu, « à cause d'une sixiesme des dixmes » de bledz du Grand-Davion et le Boischot, cens, rentes, bour-
 » delages », qu'il avait « droict de prendre par chacun an, à » cause de son evesché de Bethléem, sur plusieurs heritages
 » assis aud. lieu de Davion et aultres lieux circonvoisins
 » mouvans et tenuz en fief dud. seigneur de Saint-Pere-du-
 » Mont ».

» devant le grand autel, faict mettre à genoux, où ayant led. sieur Bon-
 » temps faict son oraison et baisé led. autel, l'a faict toucher le messel,
 » l'aigle et pupitre, sonner la cloche de lad. eglise, touché le timbre a
 » troys foys, puis l'a faict seoir en la chaise episcopalle, et de la conduit
 » à lad. porte principale entrée de lad. eglise, où en la presence de moy
 » notaire et des cy apres nommez et soubzsignez, habitans dud. Clamecy,
 » mesmes de nobles hommes Jean Faulquier et Pierre Millelot advocat
 » et procureur fiscaux de sad. Altesse en sa chastellenye de Clamecy,
 » lecture a esté faite dud. brevet et nomination affin que personne n'en
 » pretende cause d'ignorance et par ainsy apres lesd. seremonies et aul-
 » tres accoustumees faire, mesme celebré par led. s^r Bontemps la sainte
 » messe aud. principal autel, led. s^r Nauldin a mis en la vraye. reelle
 » et actuelle possession dud. evesché led. s^r Bontemps, et de tous les
 » fruictz, heritages, revenuz et emolumens. — Dont de tout icelluy
 » s^r Bontemps evesque a requis acte à moy notaire susd. à luy octroyé,
 » et de ce qu'il ne s'y est trouvé aulcung empeschement, ensemble de ce
 » qu'il a retiré led. brevet et nomination en la presence desd. sieurs
 » advocat et procureur fiscaux, M. Pierre Delavau l'esné notaire de-
 » meurant audict Clamecy, honorable homme Symon Demarande mar-
 » chant dem^t aud. lieu, et aultres tesmoins habitans dud. Clamecy et
 » faultbourg dud. Bethléem, soubzsignez, en la presence desquelz led.
 » s^r Bontemps a encores faict apparoir du mandement de monsieur
 » François Herly ambassadeur extraordinaire a present en France
 » pour sad. Altesse, du quinzieme des present moys et an, adressant
 » à messieurs les officiers de lad. chastellenye de ce lieu, à l'effect dud.
 » evesché et prinse de possession, lesquels officiers, par lesd. sieurs
 » advocat et procureur fiscaux, ont protesté que lad. prise de possession
 » ne pourra nuire ny prejudicier aux droictz de sadicte Altesse.

» Signé: BONTEMPS, evesq. de Beth.; FAULQUIER, MILLELOT,
 » J. JAMET, F. VEZINIER, C. NAUDIN, MABLOT, F. VAVIN,
 » H. GUIGNARD, JEAN BOUTIGNY, DELAVAU, CLOISEAU,
 » PIERRE VESBRE, DEMARANDE, P. BREULLER, DELAVAU. »

Pendant son séjour à Clamecy, Jean-François Bontemps, « conseiller du roy et son aulmosnier et predicateur ordinaire, evesque de Bethléem », donna à bail, à Simon Demarande et à Françoise Gousté sa femme, pour cinq années à partir du 17 avril suivant, tout le revenu temporel de l'évêché, comprenant : « l'hostel episcopal, cheneviere et jardin ; dans l'enclos, grands et petits jardins, bastimens dud. grand jardin, aisances et appartenances d'iceux ; la vigne, pré, terres, cens, rentes, bourdelages, dixmes et tous autres droictz generalmente quelzconques et deppendans,..... mesme le droict de mainmorte et proffictz qui pourroient escheoir pendant ce bail à cause du boys de Monthergeot, tenu par les venerables religieux de Basseville » ; toutefois, l'évêque se réservait : « le dedans de l'église, le cloistre, le Mont-de-Calvaire, sa chambre, l'antichambre avec le cabinet, son usage de la salle lorsqu'il seroit en personne, l'usage aussy du petit jardin devant le portal ;..... la chambre du marguillier et la coupe du boys dud. evesché » ; de plus, les fermiers devaient le fournir « de verjus, de vin, et nourrir son cheval, pendant quinze jours par an de son séjour, » et faire « des reparations audict hostel episcopal et en toute lad. maison pour quatre livres par an ». Le prix du bail fut fixé à trois cents livres tournois pour chaque année, et les fermiers s'engagèrent à payer en outre les décimes auxquelles l'évêque serait taxé. Acte fut dressé de ces conventions, le 3 mars 1650, devant Delavau père et fils, notaires ; la minute porte les signatures : Bontemps, evesq. de Bethléem ; Demarande, Françoise Gousté, M. Frotier, C. Naudin, Delavau et Delavau.

Nous avons dit, en traitant de l'épiscopat d'Arnaud de Limone, que ce prélat avait dû, en 1445, faire restaurer la chapelle et l'hôpital de Pantenor, qui avaient eu beaucoup à souffrir pendant les guerres ; on rapporte aussi qu'en l'année 1568 une bande de reîtres, sous le commandement du duc de Deux-Ponts, saccagea le faubourg de Bethléem. Il paraît qu'au dix-septième siècle on n'avait point perdu le souvenir de ces désastres, car les fermiers prirent le soin de faire insé-

rer, dans l'acte que nous venons de citer, la clause suivante :
 « Au cas où pendant cedict bail iceux preneurs seroient con-
 » trainctz sortir par gens de guerre ou garnisons ; et qu'il ce
 » fasse dommages ausd. bastimens, ils ny seront tenus. »

Avant de quitter son hôtel épiscopal pour retourner à Paris, comme il voulait faire savoir à tous que le Souverain-Pontife reconnaissait, dans les bulles qu'il lui avait octroyées, que la chapelle et l'hôpital du faubourg de Clamecy, unis et incorporés à l'évêché de Bethléem, dépendaient directement du Saint-Siège (ce qui prouvait qu'ils n'étaient en aucune façon soumis à la juridiction d'Auxerre), Jean-François Bontemps fit placer l'inscription suivante (1) au-dessus de la porte principale de sa cathédrale : 1650. ESGLISE DE L'EVESCHÉ NOSTRE-

(1) Cette inscription est connue par un procès-verbal qui fut dressé lors des difficultés (dont nous aurons à parler) qui surgirent entre Mgr Louis Le Bel, évêque de Bethléem, et Mgr Charles de Caylus, évêque d'Auxerre.

« Cejourd'huy vingt-deux décembre mil sept cent trente, deux
 » heure de relevée, en nostre hostel et pardevant nous François Parent
 » avocat en Parlement, lieutenant ordinaire civil criminel et de police
 » de la ville et chatellenie de Clamecy, est comparu le procureur fiscal
 » de Monseigneur en cette dite chatellenie, lequel nous a dit que Mon-
 » seigneur ayant droit de présenter et nommer à l'evesché de Bethleem
 » situé dans un des faulbourgs de cette ville de Clamecy, il estoit de
 » son interests de soutenir les prerogatives privileges et autres droits
 » de ladite eglise, et de prevenir et repousser les atteintes qu'on y
 » pouroit donner ; et comme il y a dans ladite eglise une inscription
 » qui prouve qu'il est immediatement dependante au Saint-Siège,
 » et qu'il seroit à propos de constater son existence, son estat ac-
 » tuel, et son ancienneté, il nous requeroit qu'il nous plust nous y
 » transporter afin d'en dresser nostre proces-verbal, pour servir et
 » valloir ce qu'il appartiendra, et a signé.

» Signé : NÉE DELAROCHELLE. »

» Sur quoy faisant droit nous ordonnons que nous nous transporte-
 » rons sur-le-champ avec le procureur fiscal et nostre greffier ordinaire
 » dans le faulbourg de Bethleem ou est scituée l'eglise de Nostre-
 » Dame de l'evesché de Bethleem a l'effet d'y dresser le proces-verbal
 » requis.

» Signé : PARENT, MILLELOT.

DAME DE BETHELEEM IMMÉDIATEMENT DEPENDANTE DU SAINT-SIÈGE.

La même année, à la date du 19 juin, notre prélat obtint de la châtellenie de Clamecy, de « faire enlever les restes de » murs d'un petit jardin en ruine assis au-devant de la mai-

» Et à l'instant nous lieutenant susdit, en exécution de nostre ordonnance cy-dessus, nous somes transportez avec le procureur fiscal et nostre greffier ordinaire audit faulbourg de Bethелеem, et y estant arrivé à la porte de l'eglize dudit avesché de Bethелеem, nous avons veu et remarqué au-dessus du portail de la grande porte par ou on entre dans lad. eglise, au-dessous d'une figure en pierre representant la très-sainte Vierge tenant l'Enfant-Jésus sur son bras, une planche de bois de la longueur d'environ trois pieds, de largeur d'environ un pied, peinte en blanc et attachée avec trois pattes de fer au mur ; et ayant fait venir une echelle pour estre plus a portée de lire ce qui est escrit sur lad. planche, nous y somes montez et avons leu en presence de quantité d'habitans assemblez au devant de ladite porte les mots qui suivent escrits en lettres mouslées avec de l'ancre rouge, fond blanc : *Eglise de l'evesché Nostre-Dame de Bethелеem immédiatement dependante du Saint-Siège*, et au-dessus est escrit en chiffre et mesme caractaire grosseur et ancre 1650 ; au costez desquels chiffres sont des fleurs de mesme couleur rouge en guise de vase brisé en colonne ; et nous a esté dit par lesd. habitants qu'ils avoient toujours veus lad. inscription au mesme estat qu'elle est actuellement, sinon que lesd. lettres estoient autresfois en lettres d'or, mais que les fabriciens de lad. eglise en ayant fait blanchir les voutes et murailles il y a environ dix ans firent mettre sur lad. planche la couleur rouge et le fond blanc qu'elle porte actuellement, parce que les lettres començoient à s'en effacer. Dont de tout ce que dessus nous avons dressé le present procès-verbal, les jour et an susdits, pour servir et valloir ce qu'il appartiendra ; et a le procureur fiscal signé avec nous et nostre greffier ordinaire, ensemble partyes des habitants qui ont assisté à l'examen que nous avons fait de ladite inscription, les autres en plus grand nombre ayant déclaré ne scavoir escrire ny signer, de ce requis et interpellé suivant l'ordinaire.

» Signé : NÉE DELAROCHELLE, PARENT, MILLELOT, greffier ;
 » SANGLÉ, DEBAIZE, COMTE, MILLOT, COQUILLE,
 » PORTRAIT, LAMARTINIÈRE, GIVRAY, MORACHE,
 » C. NAULIN, FOUCHARD, François MARCELLOT, SURUGUE, P. MORIZOT, L. NAULIN, ROSALIE
 » BERNARD, VEZINIER. »

» son épiscopale de l'évêché de Bethléem, pour que dorénavant la place demeurât commune au public et servît à décorer ladite maison, sans que personne y pût rien planter, » sinon du consentement du seigneur évêque ».

D'après M. de Soultrait, Jean-François de Bontemps aurait eu pour armoiries : *d'or au chêne de sinople, au chef de gueules chargé d'un léopard d'or.*

XLVIII.

CHRISTOPHE D'AUTHIER DE SISGAU.

CHRISTOPHE D'AUTHIER DE SISGAU, évêque de Bethléem et fondateur de la congrégation du Saint-Sacrement en France, naquit à Marseille le 6 avril 1609. Il était fils d'Antoine, seigneur de Saint-André, de l'ancienne maison des Altieri, qui donna à l'Église le pape Clément X (1670-1676) et plusieurs cardinaux. Sa mère était Claire de Séguier, originaire d'Aix, en Provence; quand elle mourut, Christophe n'avait encore que six ans. Dès la plus tendre enfance, notre prélat se fit remarquer par une grande piété. On lui donna d'abord pour précepteur un prêtre lorrain, sous la conduite duquel il fit de grands progrès en science et en vertu. Christophe avait tant d'amour pour la solitude, qu'ayant dû suivre son père à son château de la Peinne, dans la Haute-Provence, il s'en réjouit, dans l'espérance de pouvoir y servir Dieu avec moins de distraction qu'il ne faisait dans la ville. Après être resté deux ans dans ce château, il fut envoyé à Avignon pour y étudier au collège des jésuites. Il n'était encore qu'en troisième, que ses compagnons, charmés de la douceur de sa conversation, recherchaient son amitié, le consultaient comme leur maître et le regardaient comme leur modèle. Dans sa chambre, Christophe avait dressé une sorte d'oratoire, où il assemblait ses disciples, les entretenait de la manière dont il faut prati-

quer la religion catholique, et ne parlait jamais du sacrement de l'Eucharistie sans verser des larmes.

Comme il se sentait porté à embrasser la vie religieuse, le jeune d'Authier demanda l'avis de son directeur, qui l'exhorta à ne pas recevoir en vain la grâce du Seigneur. Une réponse si conforme à ses inclinations le remplit de bonheur, et il crut qu'il ne devait pas différer plus longtemps l'exécution de son pieux dessein. Aussi, bien que ses humanités ne fussent pas encore terminées, se présenta-t-il aux Pères Jésuites pour les prier de le recevoir dans leur compagnie : ce qu'ils lui accordèrent, à la condition qu'il finirait auparavant sa rhétorique. Mais la résignation qui lui fut faite de l'office de capiscol dans l'abbaye Saint-Victor de Marseille, bénéfice qu'il dut accepter contre sa volonté, changea ses projets : il se rendit à Aubagne, où se trouvait l'évêque de Marseille, qui lui donna la tonsure le 15 août 1626 ; d'Aubagne il alla à Marseille, pour prendre possession de son bénéfice et commencer son noviciat.

Pendant le temps que l'Eglise prescrit aux religieux pour se préparer à leur profession, d'Authier garda une continuelle retraite. Dès son entrée dans l'abbaye, il avait réglé l'usage qu'il devait faire du revenu de son bénéfice, dont ce qui excédait les frais de sa dépense, qui était fort modique, était distribué aux pauvres ou employé à d'autres bonnes œuvres. Un de ses oncles, camérier du même couvent, lui ayant en mourant laissé ses meubles, Christophe, qui trouvait qu'ils étaient trop riches pour la cellule d'un moine, les vendit et en distrioua le prix aux malheureux. Enfin, après l'année de son noviciat, il fit profession entre les mains du prieur claustral, le 11 octobre 1627.

Christophe retourna alors à Avignon pour y faire ses études de philosophie et de théologie. Le 25 mars 1632, comme il priait dans la chapelle des religieuses de Sainte-Claire, Dieu lui manifesta qu'il voulait se servir de lui pour établir une communauté de prêtres qui travailleraient à réparer, autant par la sainteté de leur vie que par leurs discours, les désordres qui s'étaient introduits dans l'Eglise par le trop grand attachement que le clergé avait pour les biens de la terre et les vanités

du siècle. D'Authier n'hésita point : après avoir choisi neuf de ses condisciples, il leur fit part de son projet d'établir « une » congrégation dans laquelle leur piété lui avait fait juger » qu'ils s'engageroient d'autant plus volontiers, qu'elle étoit » destinée par le ciel même à la réforme des désordres causés » par l'avarice du clergé ; les priant de s'unir à lui dans une » entreprise si sainte et si utile à l'Église (1) ». Ils acceptèrent tous la proposition qu'il leur fit de se joindre à lui, et, le 15 avril 1632, s'étant assemblés dans une chapelle du couvent des Carmes-Déchaussés, ils firent, après la messe, leur vœu entre les mains de Christophe, qui n'avait encore que vingt-trois ans. Tel fut le commencement de la congrégation du Saint-Sacrement. Peu de temps après, tandis que ces jeunes gens ne songeaient qu'à s'appliquer plus que jamais à étudier et à se rendre capables du ministère auquel ils s'étaient destinés, poursuivis par la calomnie, ils durent se séparer afin de se mettre à couvert de la persécution.

D'Authier était resté à Avignon avec deux ou trois de ses compagnons : il y acheva sa quatrième année de théologie, pendant laquelle il célébra sa première messe, le 10 juin 1633 ; et il reçut le bonnet de docteur le 8 juillet suivant. Il se rendit ensuite à Rome pour soumettre au Pape le dessein de sa congrégation. Urbain VIII témoigna qu'il en était satisfait, et lui ordonna de s'employer particulièrement aux missions et à la direction des séminaires, en attendant que le Saint-Siège jugeât à propos de lui donner une approbation solennelle. Christophe revint en France. A son arrivée en Provence, Louis de Bretel, archevêque d'Aix, lui donna, en 1634, à Aix même, la chapelle Notre-Dame de Beauvesez, avec une maison adjacente, pour qu'il pût y vivre selon son institut. D'Authier s'y établit avec ses compagnons, qui vinrent le retrouver ; puis aussitôt il partit avec quelques-uns d'entre eux pour aller au village de Cadenet, ouvrir le cours de ses missions. C'est là que lui et les siens furent, pour la première

(1) Le P. HÉLYOT, *Hist. des ord. mon.*, t. VIII, ch. XIII, p. 87 et suiv.

fois, honorés par la voix du peuple du nom de *Missionnaires du Clergé*, qu'ils conservèrent jusqu'à ce que le Pape eût approuvé leurs réglemens. Quatre mois après, au commencement de janvier 1635, une seconde maison s'élevait à Brignoles, dans le même diocèse, et l'archevêque d'Aix reconnaissait cette communauté sous le titre de *Congrégation des Clercs de la Mission*. En 1638, à la demande de François de Loménie, évêque de Marseille, Christophe fit dans cette ville un troisième établissement, auquel l'archevêque d'Aix donna le titre de *Congrégation des Missionnaires du Clergé*, après en avoir approuvé les statuts, qui avaient été dressés par le fondateur. Ce nouvel institut produisit à sa naissance de tels résultats, que le cardinal de Richelieu, sur le récit qu'on lui en fit, résolut de l'installer à Paris, au collège de Bourgogne, avec des revenus suffisants pour vingt-quatre prêtres. Mais tandis qu'à la fin de décembre 1638, d'Authier se rendait dans la capitale du royaume avec vingt de ses missionnaires, il apprit, en passant par Valence, la mort du père Joseph (François Leclerc du Tremblay), de qui dépendait tout le succès de cet établissement.

Christophe ne songea plus qu'à retourner en Provence ; mais il voulut auparavant saluer l'évêque Jacques de Gelas de Leberon. Ce prélat, croyant que la Providence n'avait permis le passage de ces pieux personnages par son diocèse que pour qu'il les y retînt, les pria de rester pour travailler à la réforme de son clergé, et leur donna la conduite d'un séminaire pour ses ordinands. Cette maison fut érigée à Valence, le 16 janvier 1639.

D'Authier, que sa qualité de capiscol ou préchantre de l'abbaye Saint-Victor astreignait à la résidence, ne voulut point, bien qu'il eût obtenu des dispenses du prieur claustral et du chapitre, manquer aux devoirs de sa charge ; aussi prit-il la résolution d'aller se démettre de son office, qu'il permuta contre un bénéfice à simple tonsure.

De retour à Valence sur la fin de décembre 1639, il fit, avec six de ses prêtres, la visite des deux diocèses de Die et de Valence. En 1640, il créa une nouvelle maison à Senlis.

Au mois de février 1643, Christophe se rendit à Marseille pour y commencer une mission pour les forçats des galères ; il l'entreprit avec sept membres de son institut, qui furent secondés par quatre des disciples de saint Vincent de Paul. Puis il érigea dans l'église de sa communauté une confrérie sous le titre de *Saint-Homme-Bon*, en faveur des ouvriers, et s'occupa d'un établissement destiné à recevoir les pauvres prêtres qui venaient s'embarquer à Marseille pour passer les mers. Cette dernière entreprise n'eut point tout le succès qu'on espérait.

Il était à peine revenu à Valence, que l'évêque de Viviers l'appelait dans son diocèse pour y faire une visite pastorale ; il rendit le même service aux évêques d'Orange, d'Uzès et de Saint-Paul-Trois-Châteaux.

Voyant le nombre de ses missionnaires augmenter de jour en jour, d'Authier sollicita de nouveau du Souverain-Pontife une autorisation spéciale. Après quelque hésitation, Urbain VIII, par un bref du 4 juin 1644, lui donna un commencement d'approbation. Au mois de novembre de la même année, la Propagande nomma Christophe recteur des deux collèges apostoliques d'Avignon. D'Authier n'était point satisfait du bref d'Urbain VIII, car ce Pape n'avait point lu les règlements qui lui avaient été présentés ; il fit de nouvelles poursuites en cour de Rome et, le 20 novembre 1647, obtint enfin d'Innocent X une bulle par laquelle le Souverain-Pontife, après avoir fait examiner les statuts de la congrégation par divers cardinaux, la confirmait sous le titre de *Congrégation du Saint-Sacrement pour la direction des missions et des séminaires* : c'est de là que ses membres ont été appelés depuis, *prêtres missionnaires de la congrégation du Saint-Sacrement*. « Le refus » que l'on avoit fait d'abord d'accorder à M. d'Authier la » confirmation de son institut, et de nommer dans la bulle » un directeur général que l'on avoit demandé pour le gouvernement de cette même congrégation, provenoit de ce que ce » saint fondateur étant religieux profès de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, on ne jugea pas à propos de le mettre à

» la tête d'une congrégation ecclésiastique, ni de lui en
 » substituer un autre à sa place pendant la vie; mais son
 » rare mérite et la sainteté de sa vie l'emportant sur toutes
 » sortes de considérations, on leva enfin cette difficulté, en
 » supprimant ce point, que l'on changea en un pouvoir
 » général qui fut donné par cette bulle, aux prêtres de cette
 » congrégation, de s'élire un directeur tel qu'ils trouveroient à
 » propos; et on travailla à élever M. d'Authier à l'épiscopat,
 » quoiqu'il eût plusieurs fois refusé cette dignité (1). »

Ces considérations engagèrent Christophe d'Authier de Sisgau à aller une seconde fois à Rome; et pendant son séjour dans cette ville, sur la nomination du duc de Nevers, le Souverain-Pontife l'appela au siège alors vacant de Bethléem. Le nouveau prélat fut sacré le 26 mars 1651, par le cardinal Spada, dans l'église Saint-Jérôme-de-la-Charité. A son retour en France, il prêta serment de fidélité à Louis XIV. Dès lors, en vertu des lettres patentes de Charles VI, il prit rang au nombre des évêques de France, et devint conseiller du roi.

La dignité d'évêque dont Christophe avait été revêtu l'ayant mis en état d'exercer jusqu'à sa mort les fonctions de directeur de son institut, il ne songeait plus qu'à donner tous ses soins pour l'établir parfaitement, lorsqu'il fut obligé de faire un troisième voyage à Rome, où il fut député par les évêques de France. Il était chargé par ces prélats de remettre à Innocent X la lettre qu'ils adressaient au Saint-Siège, à la demande du roi Jean IV, au sujet du refus que faisait le Pape de nommer aux évêchés de Portugal les personnages que le monarque présentait, bien que sur vingt-sept sièges un seul fût rempli: encore celui qui l'occupait était-il un vieillard infirme.

Christophe resta deux années à Rome et ne put réussir dans sa négociation. Il revint en 1654 à Paris, d'où il était parti le 6 février 1652.

(1) Le P. Hélyot, *Hist. des ord. mon.*, t. VIII, ch. xiii.

On voit par deux de ses lettres (1), l'une du 13 janvier 1653, l'autre du 3 février suivant, écrites de Rome et adressées à Paris au sieur Galluet, son fondé de pouvoirs (2), qu'il avait pris possession (3) de la chapelle et de l'hôpital du faubourg de Pantenor. Dans ces lettres, qui font mention d'un procès qui s'éleva entre lui et son fermier (Simon Demarande) de Clamecy, Christophe recommandait à son mandataire de louer à de nouveaux fermiers les biens de l'évêché et de vendre la coupe du bois dit de Bethléem, sis en la justice d'Armes. En conséquence, le 19 avril 1653, par-devant Pierre Delavau, notaire à Clamecy, fut dressé un acte contenant bail (pour trois ans, à partir du lendemain 20 avril), consenti par ledit sieur Galluet, *procureur, ayant charge de révérend père en Dieu messire Christophe Autier de Sisgau, conseiller du roy en ses conseils, évêque de Bethléem*, à Etienne et Pierre Leclerc frères, demeurant en la paroisse de Surgy, de tout le revenu temporel de l'évêché de Bethléem-lez-Clamecy, « consistant en :

- » hôtel épiscopal, chenevière, jardins, colombier dans l'enclos,
- » bâtiments dans le grand jardin, vigne, pré, terres, cens,
- » rentes (4), dîmes et autres droits ; sans autre réserve que
- » l'église, le cloître, le Mont-du-Calvaire, ainsi que l'usage
- » pour l'évêque et ses agents, quand ils seraient à Clamecy,
- » d'une chambre, d'une antichambre, du cabinet, de la salle
- » et des jardins ». Ce bail était fait en outre moyennant une redevance de trois cents livres, payable chaque année, et en

(1) Les originaux sont entre les mains de M. Courot, notaire honoraire à Clamecy, qui a eu l'obligeance de nous les communiquer. — La lettre du 13 janvier fait allusion à l'affaire de Portugal.

(2) Le sieur Charles Galluet avait été constitué mandataire de l'évêque de Bethléem le 5 février 1652, par acte passé devant Vaultier et Bornot, notaires à Paris.

(3) On lit dans la lettre du 3 février : « Je ne voy pas que les fermiers vous puissent refuser le payement depuis qu'ils ont payé » M. Bontemps, ou depuis le temps que j'ay pris possession de » l'évesché. »

(4) On y compronait les soixante livres que les ducs de Nevers devaient aux évêques de Bethléem, aux termes des titres du 23 avril 1245 et du 27 avril 1291.

outre à la charge d'acquitter les décimes auxquelles l'évêque pouvait être taxé, jusqu'à concurrence de soixante livres par an. Le même acte contient vente aux preneurs de la coupe du bois de l'évêché, à raison de vingt-cinq livres par arpent. Un acte du 26 avril (1), joint au précédent, nous apprend que suivant un arpentage fait par Delavau, la superficie du bois de Bethléem était de *trente-huict arpents onze carreaux*.

En 1657, les habitants de Thiers, en Auvergne, prièrent Christophe d'accepter un établissement dans leur ville ; il s'y rendit vers la fin de l'année pour y faire une mission, et l'évêque de Clermont fit de cette nouvelle maison un séminaire, qui depuis a servi aux retraites des curés du diocèse. En 1659, notre prélat fut appelé en Provence pour installer ses missionnaires et faire une visite pastorale dans le diocèse d'Arles. La même année, il se rendit à sa maison épiscopale du faubourg de Clamecy (2), comme le prouvent : 1° un acte du 22 septembre 1659, contenant cession par *Christophe Authier de Sisgaut, évêque de Bethléem*, à Sébastien Bonnet, moyennant cent cinquante livres, de son droit de champart sur divers héritages ; 2° une procuration, en date du 23 septembre, donnée par *Christophe Authier de Sisgaut, conseiller du roi en ses conseils*, pour recevoir les revenus de son évêché. — Ces deux pièces, datées de Clamecy, portent la signature de *Christophe, E. de Bethléem*.

Charles II de Gonzague ayant, le 11 juillet 1659, vendu à Mazarin tous les biens qu'il possédait en France, le cardinal obtint du roi, au mois d'octobre 1660, des lettres confirmatives du duché-pairie du Nivernais, tant pour lui que pour ses héritiers. Il paraît que le ministre de Louis XIV avait eu le dessein de donner une juridiction plus étendue à l'évêque de Bethléem, en faisant entrer Clamecy dans son diocèse ; déjà

(1) Deux jours auparavant, c'est-à-dire le 24 avril, le mandataire de l'évêque et les nouveaux fermiers avaient procédé à la visite des bâtiments de l'évêché, et le procès-verbal constatant l'état actuel desdits bâtiments avait été dressé par le notaire Delavau.

(2) Il faisait sa résidence ordinaire à Valence.

il avait obtenu un édit portant création d'un présidial dans cette ville, qu'il voulait rendre plus importante; mais la mort l'empêcha (le 9 mars 1661) de donner suite à son projet. Le présidial ne fut même pas établi à Clamecy : ce fut à Montargis que siégea ce tribunal (1).

Le pieux fondateur de la congrégation du Saint-Sacrement ayant marqué, dans les règlements de l'ordre, qu'il y aurait dans chaque province une maison de solitude, un gentilhomme des environs de Thiers lui offrit à cet effet un de ses châteaux, situé dans la Limagne. Le 18 novembre 1666, il s'y enferma avec trois prêtres et quelques laïques qui voulaient fuir le monde. L'année suivante, les missionnaires du séminaire de Valence le prièrent de les venir voir pour une affaire importante : Christophe se mit en chemin au mois d'août; mais ayant été pris d'une grande fièvre, il dut, à son arrivée à Valence, se mettre au lit; et la maladie fit de tels progrès, que, le 17 septembre 1667, sur les sept heures du soir, il rendit le dernier soupir. Il était âgé de cinquante-huit ans.

Dès le mois d'octobre 1663, notre prélat avait fait cession de son évêché entre les mains du Pape, au profit de François de Batailler; ce dernier ne prêta serment de fidélité au roi qu'au mois de mai 1665; aussi le résignant continua-t-il, jusqu'à cette époque, d'être considéré comme l'administrateur légitime des biens de l'évêché; c'est ainsi qu'on trouve, à la date du 2 février 1665, un bail d'emplacement de maison, consenti devant Delavau, notaire, à Sébastien Bonnet, « pour le bien » et utilité de l'évesché de Bethleem », par Jean Mangenel, prêtre, « comme ayant charge et pouvoir de illustrissime et » reverendissime pere en Dieu M^{re} Xphe Authier de Sisgot, » evesque dud. Bethleem ».

Nous lisons les détails suivants dans la *France pontificale* :
 « Christophe d'Authier fut inhumé avec beaucoup de pompe » dans l'église paroissiale de Saint-Jean (à Valence). En 1720, » le chœur de cette église ayant été reconstruit, les restes du

(1) P. GILLET, *Annuaire du département de la Nièvre*, année 1807, p. 61 et suiv. — J.-Fr NÉE DE LA ROCHELLE, t. II, p. 29.

» vénérable prélat furent exhumés en présence de Mgr de Catellan, évêque de Valence, et déposés dans la sacristie, où ils restèrent jusqu'en 1742. Cette année-là, Mgr Milon, successeur de Mgr de Catellan, en ordonna la translation solennelle devant le maître-autel, et les fit inhumer dans un petit caveau entièrement isolé de tous les autres. Un procès-verbal, revêtu de tous les témoignages les plus authentiques, renferme les détails de la cérémonie et l'indication des signes destinés à constater l'identité de ces précieux restes. En 1845, l'église de Saint-Jean ayant été démolie et réédifiée sur un plan beaucoup plus vaste et plus riche, le caveau qui renfermait le cercueil de l'illustre et saint fondateur des missionnaires du Saint-Sacrement, et sur lequel depuis de longues années on ne voyait plus d'inscription, fut heureusement découvert. Quelques sceaux encore intacts y furent recueillis avec soin, ainsi que quelques fragments de toile cirée que l'humidité avait épargnés. Les ossements furent déposés dans une boîte scellée avec soin, et plusieurs personnes en signèrent le procès-verbal. Il est bien à regretter qu'après la construction de l'église, on eût replacé ces vénérables dépouilles, dans le caveau qui leur était destiné, sans aucun appareil. Une translation nouvelle aurait honoré le souvenir du saint prélat, et contribué à tirer de l'oubli un nom si digne de vivre dans le cœur de tous les prêtres de l'église de France (1). »

La *Vie de Christophe d'Authier de Sisgau, évêque de Bethléhem, instituteur de la congrégation du Saint-Sacrement* (2), a été écrite par Nicolas Borely, docteur en théologie, prêtre de la même congrégation. Paris, 1667, in-8°; Lyon, 1703, in-12.

(1) M. FISQUET, *France pontif.*, Bethléhem, p. 166.

(2) Nous n'avons pu retrouver quelles étaient les armoiries de Christophe d'Authier de Sisgau. Selon Lachesnaye-Desbois, ALTIER, en Provence, porte : *d'argent, à la bordure de gueules, au chef d'azur brochant sur le tout*. — Quant à la famille ALTIERI, de laquelle descend D'AUTHIER DE SISGAU, elle porte : *d'azur, à six étoiles à six rais d'argent, posées par 3, 2 et 1, à la bordure d'azur sur argent*.

Tandis que Christophe occupait le siège de notre église, un gentilhomme d'origine normande, Pierre de Béthencourt, dit de Saint-Joseph, né en 1619, au bourg de Villaflore dans l'île de Ténériffe, institua vers 1660, à Guatemala (d'où elle se répandit dans le Pérou et dans le Mexique), une communauté de religieux qui s'engageaient à servir les malades, et qui plus tard eurent non-seulement des hôpitaux, mais encore des écoles publiques.

Ces religieux, qui prirent le nom de Bethléémites, du nom de l'hôpital que Pierre de Béthencourt fonda à Guatemala et dédia à Notre-Dame de Bethléem, ne formèrent d'abord qu'une congrégation séculière du tiers-ordre de Saint-François. Innocent XI, par sa bulle du 26 mars 1687, leur permit de faire des vœux solennels sous la règle de Saint-Augustin; et, le 27 juillet 1707, Clément XI confirma cet ordre.

Pierre de Béthencourt mourut le 25 avril 1667. Antoine de La Croix, qui lui succéda comme directeur de la congrégation, établit, en 1688, des filles et des femmes du même institut, pour qu'elles prissent soin des personnes de leur sexe.

Les frères hospitaliers bethléémites dont nous parlons ici, qui n'ont du reste rien de commun avec l'ordre de Notre-Dame-de-Bethléem ou de l'Étoile, sont, dit le P. Hélyot, « habillés comme les capucins, avec cette différence qu'ils » portent des chapeaux, qu'ils ont une ceinture de cuir au » lieu de corde, et sur le manteau, du côté droit, un écusson » qui représente la Nativité de Notre-Seigneur Jésus-Christ. » Les religieuses ont le même habillement et gardent la » clôture; elles font aussi vœu de pauvreté, de chasteté, » d'obéissance et d'hospitalité; leur supérieure a le titre de » sœur majeure (1). »

(1) Le P. HÉLYOT, *Hist. des ord. mon.*, t. III, ch. XLVII. — RICHARD et GIRAUD, *Bibl. sac.*, Bethléémites. — MORÉRI, *Dict.*, Bethléémites, Béthencourt.

XLIX.

FRANÇOIS DE BATAILLER.

Le pape Alexandre VII, ayant considéré que la résignation que Christophe d'Authier de Sisgau avait faite entre ses mains constituait pour le siège de Bethléem une vacance *in curiâ*, fit application du privilège que le Saint-Siège s'était réservé, dans ce cas, pour toutes les églises de France, par le premier article du concordat de 1516. C'est pourquoi, sans attendre de présentation de la part du duc de Nevers, le Souverain-Pontife nomma directement, en 1664, à l'évêché de Bethléem, un religieux capucin, FRANÇOIS DE BATAILLER, qui fut sacré à Rome par le cardinal Pio, le 15 juin de la même année (1).

A son retour en France, François de Batailler prêta serment de fidélité au roi, le 6 mai 1665 (2), afin de jouir des privilèges accordés aux évêques de Bethléem par les lettres patentes de Charles VI. Enfin, le 1^{er} juin (3) suivant, par procuration donnée à un prêtre qu'il désigna à cet effet, il prit possession de la chapelle et de l'hôpital du faubourg de Clamecy, unis et incorporés à son siège épiscopal.

Mais bientôt après surgit entre ce prélat et le duc de Nevers un grand procès qui ne fut terminé qu'en 1673, par un arrêt du Parlement.

« Les choses en cet état, » lisons-nous dans le *Journal du Palais* (4), « on prétend que quelques officiers de Monsieur

(1) Le 25 juin, selon le *Gall. christ.*

(2) Le 8 mai, selon le *Gall. christ.*

(3) Le 8 juin, selon le *Gall. christ.*

(4) BLONDEAU et GUERET, *Journal du Palais*, t. I^{er}, Paris, 1701 p. 398.

» le duc de Nevers, qui vouloient se rendre maistres de cet
» évesché, intimiderent le sieur Batailler, et par une tran-
» saction du 2 septembre de la mesme année (1665), l'obli-
» gerent de s'en demettre, et d'y renoncer en faveur du sieur
» d'Authier, son résignant, qui ne paroist point présent
» à la transaction, mais seulement un nommé Lalloüé,
» soy disant avoir charge de luy pour accepter cette renon-
» ciation.

» Deux jours après cette transaction (*rebus integris*), le
» sieur Batailler revoque la démission qu'il avoit faite, et
» envoie en cour de Rome sa revocation, où elle a esté in-
» sinuée.

» Depuis cette revocation, le sieur d'Authier estant decédé
» sans avoir fait admettre la renonciation, ni obtenu de nou-
» velles bulles, Monsieur le duc de Nevers nomma à cet éves-
» ché maistre FRANÇOIS SERVIER; il sollicita des bulles en
» cour de Rome; mais l'affaire, portée dans la congrégation
» consistoriale, où ces sortes de choses majeures ont coutume
» de se traiter, intervint en 1669 (le 13 août) un décret en fa-
» veur du sieur Batailler.

» Sous l'assurance de ce décret, le sieur Batailler passe
» un bail de la chapelle de Bethleem, il y commit un prestre
» pour la desservir; mais le nommé Servier en ayant commis
» pareillement un de sa part, le sieur Batailler fait en
» mesme temps donner assignation aux requestes du palais,
» tant à Servier, pour voir dire que défenses luy seroient
» faites de prendre la qualité d'evesque de Bethleem, qu'au
» prêtre par luy commis, à ce que pareillement défenses luy
» fussent faites de s'immiscer dans la desserte de cette
» chapelle.

» Le différend porté aux requestes du Palais, Monsieur le
» duc de Nevers présente sa requeste, afin d'être receu partie
» intervenante; et par cette requeste il conclut contre le sieur
» Batailler, à ce que défenses luy fussent faites de prendre la
» qualité d'evesque de Bethleem. Pour ses moyens il alléguoit
» la transaction du 2 septembre 1665. Mais le sieur Batailler
» opposoit à cette transaction le décret rendu à Rome à son

» profit : ce qui obligea Monsieur le duc de Nevers à inter-
 » jeter appel comme d'abus de ce décret.

» Cependant, au lieu de poursuivre le jugement de cet
 » appel, Monsiour le duc de Nevers traduit tout de nouveau
 » le sieur Batailler à Rome ; et enfin, après une très-longue
 » et très-exacte discussion, intervint un second décret le
 » 13 septembre 1670 en faveur du sieur Batailler ; et ce dé-
 » cret fut suivi d'un bref du 22 du mesme mois, qui le confir-
 » me dans le titre d'evesque de Bethleem.

» Monsieur de Nevers interjette appel comme d'abus de
 » ce second décret ; sur lequel, ensemble sur le précédent
 » appel du premier décret ; et sur le principal évoqué, qui
 » consistoit : 1. dans les lettres obtenües par le sieur Batailler
 » contre la transaction cy-dessus mentionnée ; 2. en la re-
 » quete de Monsieur le duc de Nevers, à ce que défenses
 » fussent faites au sieur Batailler de prendre la qualité d'eves-
 » que de Bethleem ; 3. en la requete présentée par le sieur
 » Batailler contre Servier, à ce que pareilles défenses luy fus-
 » sent faites, la cause ayant esté portée à l'audience de la
 » grand'chambre. »

Après les plaidoiries d'Abraham, pour M. le duc de Nevers ;
 de Guilloire, pour messire de Batailler, et de Gondault, pour
 maître Servier, « est intervenu arrest, par lequel :

« LA COUR a receu la partie de Gondault intervenante ; et
 » sans s'arrêter à son intervention, faisant droit sur les appel-
 » lations comme d'abus, dit qu'il a esté mal, nullement et abu-
 » sivement procédé et ordonné ; a évoqué le principal pendant
 » aux requestes du Palais : et y faisant droit, ayant égard aux
 » lettres, a remis et remet les parties en l'estat qu'elles estoient
 » avant la transaction du 2 septembre 1665. Ce faisant, et sans
 » tirer à conséquence, a maintenu et gardé la partie de Guilloire
 » (M. de Batailler) en la possession et jouissance de la chapelle
 » et maison de Nostre-Dame de Bethléem près Clamecy, unie à
 » l'Evesché de Bethléem. ORDONNE QU'A L'AVENIR AUCUN POUR-
 » VEU DE L'EVESCHÉ DE BETHLÉEM NE POURRA JOUÏR DES

» REVENUS DE LADITE CHAPELLE ET MAISON, S'IL N'A ESTÉ
 » POURVEU SUR LA NOMINATION DU DUC DE NEVERS, AVEC
 » L'AGRÉMENT DU ROY; et en conséquence fait main-levée à
 » la partie de Guilloire des saisies faites desdits revenus, sans
 » restitution de fruits tant contre la partie d'Abraham (M. le
 » duc de Nevers), que contre celle de Gondault (M. Servier);
 » sauf à la partie de Guilloire de se pourvoir contre les fermiers(1)
 » pour ce qui leur reste entre les mains. Dépens compensés. —
 » Prononcé par Monsieur le premier président de Lamoignon,
 » le 13 juin 1673. »

En 1666, François de Batailler avait conféré les ordres dans la cathédrale d'Auxerre. Quelques années après, il fut envoyé par Marguerite de Lorraine, veuve de Gaston d'Orléans, pour lever de terre le corps de la bienheureuse Ide, comtesse de Boulogne, dans l'église du prieuré du Waast. La cérémonie eut lieu le 28 septembre 1669, en présence de François Perrochel, évêque diocésain.

Le dernier acte que nous ayons qui fasse mention des chanoines établis par Philibert de Beaujeu, est du 30 janvier 1603 : C'est un acte de foy et hommage par les vénérables de l'église de Bethléem, aux seigneurs de Saint-Pierre-de-Monts, pour les dixmes et redevances appartenantes au chapitre; signé: Ragon, notaire. Quelques années plus tard, le chapitre tomba, après avoir dissipé une grande partie de ses biens. — Lorsqu'André de Sauzée fonda la messe qui a porté son nom (1643), il n'y avait plus de chanoines dans notre église (2).

(1) Le fermier du revenu temporel de la chapelle Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy était alors Sébastien Bonnet.

(2) J.-Fr. Née de La Rochelle (*Mémoires*, t. II, p. 24 et 25) commet une grave erreur lorsqu'il dit : « Pierre de Beaujeu (?) fut titulaire (de l'évêché de Bethléem) au quinzième siècle, et » Philibert de Beaujeu en 1530..... L'évêque de Bethléem, Pierre (?) de » Beaujeu, dont on voit le mausolée au côté gauche du grand autel » de cette église, y avait fondé des prébendes pour six chanoines, qui » célébraient exactement l'office divin au quinzième siècle, et servaient » de clergé à l'évêque lorsqu'il donnait les ordres, ce que l'on apprend

Nous avons vu plus haut que lorsque la congrégation consistoriale eut rendu son décret du 13 août 1669, François de Batailler avait commis un prêtre pour desservir sa petite cathédrale. En souvenir de l'ancien chapitre de Notre-Dame, il conféra à ce prêtre le titre de doyen (1), comme le prouve une lettre de provision qu'il accorda à cet effet à Pierre Bouillout, chanoine de la collégiale Saint-Martin de Clamecy. Cette lettre, donnée à Paris, au palais d'Orléans, le 5 novembre 1669, porte la signature de François, évêque de Bethléem, et est scellée du sceau de ses armes.

Un mémoire de cette époque nous apprend que le doyen Bouillout, continuant les usages suivis de temps immémorial dans l'église Notre-Dame, y fit célébrer les offices du dimanche, donner l'eau bénite, offrir le pain bénit les jours de fêtes de la sainte Vierge, exposer le Saint-Sacrement pendant l'octave de la Fête-Dieu, donner la bénédiction solennelle, et faire des processions tous les premiers dimanches de chaque mois. Des ecclésiastiques et des religieux y venaient aussi faire la prédication aux fidèles. Mais ce doyen ayant, du produit des quêtes de la grand'messe et des vêpres du dimanche, édifié une chaire, un confessionnal, un tabernacle et acheté un ostensor, le chantre de Clamecy prétendit que ces faits constituaient l'établissement dans la ville d'une seconde paroisse, et qu'on ruinait par conséquent la fabrique de Saint-Martin. Plainte fut dressée contre « ces sortes d'entreprises qui étaient, » disait-on, contre l'autorité d'Auxerre et le bon ordre »; et Nicolas Colbert, pour punir Pierre Bouillout, qui, en sa qualité de chanoine de Saint-Martin, était son diocésain, lui ôta tous ses pouvoirs, qu'il ne lui rendit depuis qu'à la condition qu'il n'exercerait que *in solâ Sancti Martini ecclesiâ*.

» par plusieurs fondations acceptées par ces chanoines. Mais ayant » dissipé leurs biens, le chapitre tomba, et, depuis près de deux siècles, on ne célébrait plus aucun office dans cette église, lorsqu'André » de Sozée fonda à perpétuité une messe basse pour chaque jour. » Voir aussi P. GILLET, *Annuaire de la Nièvre*, 1807.

(1) Toutefois, il ne le nomma que doyen amovible.

Le 4 février 1672, François de Batailler nommait doyen (amovible) de son église un autre chanoine de la collégiale de Clamecy, Antoine Guillier. La lettre de provision, donnée également au palais d'Orléans, à Paris, est revêtue de la signature de notre prélat, et de son sceau. Plus tard, Pierre Bouillout redevint doyen de Bethléem : c'est ce que nous apprend un acte du 18 septembre 1690.

Le 18 juillet 1673, l'évêque de Bethléem fit porter à la connaissance des fidèles un bref de Clément X, du 23 novembre 1672, accordant des indulgences à la confrérie de Saint-Philibert, qui avait été érigée dans notre cathédrale longtemps auparavant (par Philibert de Beaujeu, sans doute) : elle existait déjà en 1583, comme le prouve un inventaire de 1694 qui, à la cote treizième, fait mention d'un *rolle des confreres de la confrerie de Saint-Philiberte en l'église de Bethleem-lez-Clamecy, en 1583*. Cette confrérie n'était point la première qui eût été établie dans la chapelle de Pantenor ; en effet, on voit, d'après un acte du 30 décembre 1501, que dès cette époque il y avait une *confrairie de Nostre-Dame dans ladite eglise de Bethlean*. Plus tard, sous l'épiscopat de Mgr de Quelen, on trouve quatre confréries : celles de Saint-Philibert et du Saint-Nom-de-Jésus (dont l'établissement était ancien), et celles de Sainte-Anne et de Sainte-Barbe (d'institution plus récente).

Les religieux de la chartreuse Notre-Dame du val Saint-Jean de Basseville (1) devaient à l'évêché de Bethléem, à

(1) Les armoiries de la chartreuse de Basseville étaient : *d'azur, semé de fleurs de lis d'or, au saint Jean d'or brochant sur le tout*. (*Armorial général de France*, mss., généralité d'Orléans, p. 233, Bibl. Richelieu.) — Un ancien sceau du chapitre de Saint-Martin de Clamecy, appendu à une charte de janvier 1242, représente la légende de saint Martin, autour de laquelle on lit ces mots : *Signillum capituli Beati Martini Clamiciacensis*. (Archives de France, collection des sceaux, n° 7154.) L'*Armorial général de France*, dressé en exécution de l'édit de 1696, donne pour armoiries au chapitre de l'église collégiale de la ville de Clamecy : *de gueules à quatre chevrons d'argent*. (Généralité d'Orléans, p. 887.)

cause du bois et de la terre de Montbergeot qu'ils possédaient, le droit d'*homme vivant et mourant*. A cet effet, le 22 janvier 1674, ils présentèrent le nommé Claude Avril, maréchal, au mandataire de notre prélat (1). Dans l'acte qui fut dressé à cette occasion par Delavau jeune, notaire à Clamecy, il est rapporté que « François de Batailler, évêque de Bethléem et » conseiller du roi en ses conseils », faisait alors sa demeure ordinaire à Paris, « dans l'enclos de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés ».

Les évêques des provinces non sujettes aux décimes, n'ayant point d'intérêt aux affaires qui se traitaient dans les assemblées provinciales, n'y siégeaient point (2). L'évêque de Bethléem, qui cependant payait décimes, n'étant point convoqué, François de Batailler résolut de faire entendre à ce sujet ses réclamations. C'est pourquoi, tandis que le clergé se trouvait réuni en assemblée générale ordinaire, en 1670, au couvent des Cordeliers de Pontoise, notre prélat « demanda la grâce » ou qu'on lui permit d'entrer dans les assemblées provinciales, comme payant décimes, ou qu'on le déchargeât desdites décimes, dont il payait chaque année soixante livres, quoique le revenu de son évêché ne fût que de trois cents livres. Sur quoi le Compagnie ayant fait la réflexion qu'elle ne devait point toucher (3) au département des décimes, qui avait été fait en 1516, déclara ne pouvoir accorder ladite grâce audit seigneur évêque, à cause des conséquences (4) ». Cette délibération fut prise le 22 octobre 1670.

Toutefois, quand il se tenait des assemblées générales de l'Église gallicane, pour les affaires qui concernaient toutes les provinces de la domination du roi, l'évêque de Bethléem était appelé à y siéger, non pas, comme les évêques *in partibus*, à

(1) Ce mandataire était un prêtre de Paris, nommé Gilbert Rohais.

(2) Louis DE HÉRICOURT, *Lois eccl.*, p. 301.

(3) Cependant on avait cru pouvoir y *toucher* déjà, pour élever de trente-cinq à soixante livres la taxe des décimes de l'évêque de Bethléem.

(4) *Collection des procès-verbaux du clergé*, t. V, Assemblée de 1670, § XII.

une place séparée, mais au nombre des autres évêques de France, avec lesquels les lettres patentes de Charles VI lui donnaient le droit de marcher de pair, à la condition qu'il eût prêté serment de fidélité à la couronne. C'est ainsi que le clergé s'étant, au sujet de la régale, réuni extraordinairement à l'archevêché de Paris, aux mois de mars et de mai 1681 (1); et plus tard « Nosseigneurs les Archevêques et Evêques qui » étaient à Paris pour les affaires de leurs diocèses ayant été » convoqués, en la manière accoutumée et suivant les règles » ments, pour l'assemblée qui, par ordre de Louis XIV, fut » tenue à l'archevêché le 30 septembre 1688 (2) », nous voyons « François de Batailler, évêque de Bethléem », assister à ces assemblées, et y siéger au même rang que les autres prélats du royaume.

Après l'édit du mois de décembre 1672, les chevaliers de Saint-Lazare et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel voulurent s'emparer de la maison-Dieu Notre-Dame-de-Bethléem, comme étant un hôpital et devant à ce titre, disaient-ils, être réuni aux deux ordres royaux. François de Batailler forma opposition. Mais un arrêt de la chambre royale, rendu contradictoirement contre notre prélat, à la date du 3 décembre 1685, ayant ordonné la réunion, la prise de possession eut lieu le 18 septembre 1690, ainsi que le prouve un acte dressé à cette date, d'où nous avons extrait ce qui suit :

« Par-devant les notaires royaux, à Clamecy, sont comparus Mgr le Grand-Vicaire général et MM. les Chevaliers » et Commandeurs de l'ordre de N.-D.-Mont-Carmel et » Saint-Lazarre de Jérusalem, par messire Jean-Paul du » Hautoy, chevalier, grand-bailly de Longuuy, gouverneur

(1) *Procez-verbal de l'assemblée extraordinaire de Messeigneurs les Archevêques et Evêques tenuë en l'archevêché de Paris, aux mois de mars et de may 1681.* Paris, chez Frédéric Léonard, 1681.

(2) *Proces-verbal de l'assemblée de Messeigneurs les Archevêques et Evêques qui se sont trouvez à Paris pour les affaires de leurs diocèses, tenuë par ordre du Roy dans l'archevêché le jeudy trentième du mois de seplembre mil six cens quatre vingt huit.* (Pièce en quatre feuillets.)

» du comté de Charoloy, pour prendre possession de l'hospital
 » et maison-Dieu de Bethléem, qui est uni à l'ordre de Saint-
 » Lazarre. En présence de Pierre Bouillout, chanoine de
 » Saint-Martin et doyen de l'évesché de Bethléem; de Martin
 » Bourbon, receveur au grenier à sel de Clamecy. Ledit
 » hospital et maison-Dieu s'est toujours appelé évesché de
 » Bethléem, et se conciste en une église sous le tiltre de Nostre-
 » Dame, deux petites chappelles au-devant de l'église, cloistre
 » dans lequel il y a un petit jardin appelé le jardin des Olives,
 » le Mont-Calvaire; et la maison épiscopalle se concistante en
 » chambres, salle, greniers, écuries à costé, cours, colom-
 » bier et jardins. Les bastiments sont au-dedans en très-
 » mauvais estat, la plus-part des planchez estants pourris
 » faulte de couverture; laquelle couverture paroist avoir esté
 » réparée depuis peu sur les logements cy-dessus, à la reserve
 » du cloistre qui est extrêmement ruisné, tant par la couver-
 » ture que bois qui sont pourris, et la plus grande partie
 » estants par terre. » La minute est signée : du Hautoy,
 Bouillout, Bourbon; Gaudard et Pourcher, notaires.

Cette prise de possession fut suivie d'une transaction par laquelle on laissait à François de Batailler, sa vie durant, la jouissance de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy et de ses dépendances (1). Enfin, l'édit du mois de mars 1693 ayant désuni les maladreries et hôpitaux des ordres de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de Saint-Lazare, les évêques de Bethléem recouvrèrent la pleine propriété de leurs biens.

A la fin du dix-septième siècle, et alors que depuis longtemps (2) les malades n'étaient plus reçus à l'hôpital Notre-

(1) Par-devant Philibert de La Saleine, juge ordinaire de la ville et de la châtellenie de Clamecy, et à la requête du sieur Esprit d'Hugues, fondé de pouvoirs de messire François de Batailler, deux procès-verbaux de visite de « l'hostel épiscopal de l'évesché de Bethléem et ses dépendances » furent dressés, le 2 octobre 1690 et le 15 novembre suivant, à l'occasion de l'expiration du bail du fermier Jean Vezinier.

(2) En 1501 (voir acte du 30 décembre de cette année), on voyait encore des « pauvres malades allans et venans en lostel-Dieu et maison » dudit Bethlean ».

Dame-de-Bethléem, une pieuse fille nommée Jeanne Simpol (1) résolut de procurer aux malheureux un asile où ils pussent être secourus. A cet effet, elle prit à rente de François de Batailler une maison et un jardin situés au faubourg de Bethléem, et compris dans les héritages de l'évêché. Aux termes de l'acte qui, à ce sujet, fut passé devant Pourcher, notaire à Clamecy, à la date du 12 février 1693, elle devait payer chaque année vingt livres, le jour de la fête de saint Remy. Aidée, dans la sainte mission qu'elle s'était donnée, par une autre fille du nom de Raffin, Jeanne Simpol s'installa dans cette maison « avec ses malades, jusque-là retenus dans une » étroite habitation du même faubourg (2) ». La ville de Clamecy s'associa bientôt à une si charitable entreprise ; et André Colbert, évêque d'Auxerre, voulant de son côté coopérer à une pareille œuvre, fit, par arrêt du conseil du 10 septembre 1695 et lettres patentes du roi délivrées en décembre de l'année suivante, réunir au nouvel hôpital de Clamecy les maladreries de Clamecy, de Corvol-l'Orgueilleux et de Druyes. Par un autre arrêt du 3 juillet 1699, confirmé par le Parlement de Paris le 17 septembre 1700, la maladrerie d'Armes fut, malgré les administrateurs de l'hospice de Vézelay, également annexée à la maison qu'avait fondée Jeanne Simpol. Dès le 8 septembre 1697 (3), André Colbert, à son retour des Etats de Bourgogne, était venu à Clamecy pour visiter (4) le nouvel hôtel-Dieu et en bénir les salles ; enfin, comme les bâtiments n'étaient point assez vastes, on transporta peu après (le 25 septembre 1719) cet établissement au centre de la ville, dans le local qu'il occupe encore aujourd'hui.

François de Batailler consacra, dans l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris, l'autel de Saint-Symphorien, en 1670 ; le

(1) Jeanne Simpol mourut le 13 février 1722.

(2) Consulter l'excellente notice que M. Sonnié-Moret a écrite sur l'hôpital ou hospice de Clamecy. (*Journal de Clamecy*, numéros des 25 février, 4, 11 et 18 mars 1869.)

(3) *Mercure galant*, septembre 1697, p. 116.

(4) En 1684, André Colbert avait prétendu qu'il avait droit de visite sur l'église Notre-Dame de Bethléem.

maître-autel, le 3 mars 1678 ; et, en 1683, ceux de Saint-Casimir et de Sainte-Marguerite. Avec le consentement de François de Harlay, archevêque de Paris, il procéda, le 10 novembre 1692, à la vérification des reliques des saints Vincent, Bienvenu et Boniface, martyrs, qui avaient été données le 20 avril 1672 par le Souverain-Pontife. Le 22 mai 1694, il bénit les châsses destinées à contenir ces reliques qui, avec la permission de l'évêque d'Auxerre, furent, le 20 juin suivant, transportées solennellement par le clergé de Saint-Martin de Clamecy dans l'église Notre-Dame de Bethléem. L'archevêque de Sens l'ayant prié, en 1684, de conférer le sacrement de Confirmation à Brienon-l'Archevêque, la cérémonie eut lieu les 28 et 29 mai de cette année : François de Batailler confirma alors deux cent quarante-trois hommes et garçons, et deux cent cinquante-six femmes et filles, dont les noms sont inscrits sur les registres de la paroisse.

Notre prélat fut nommé abbé commendataire de Joncels, au diocèse de Béziers, le 14 août 1686 (1), et de Saint-Eusèbe, au diocèse d'Apt, en 1688. Puis il permuta avec Jean-François de Brizay d'Enonville, évêque de Comminges, et devint, au mois de mai 1693, abbé commendataire de La Bussière (2), au diocèse d'Autun (3).

François de Batailler, évêque de Bethléem, conseiller du roi et abbé de Notre-Dame de La Bussière, mourut à Paris, dans la maison des chanoines de Sainte-Croix, le 20 juin 1701, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans (4). Ses obsèques eu-

(1) *Gall. christ.*, t. VI, eccl. [Biterrensis, p. 403 et 424. Joncels et Saint-Eusèbe étaient de l'ordre de Saint-Benoît.

(2) *Gall. christ.*, t. IV, eccl. Augustod., p. 498. La Bussière était de l'ordre de Cîteaux.

(3) D'après une pièce manuscrite du temps (jointe au dossier Bethléem, Arch. de France : VI, *Archevêchés et Evêchés; Hist. ecclés.*, L, 728), « le clergé lui donnait trois mille livres de pension ».

(4) *Recueil des nouvelles ordinaires et extraordinaires, relations et récits des choses venues tant en ce royaume qu'ailleurs, pendant l'année 1701*. Paris, 1702 ; n° 25, *Gazette* du 25 juin 1701, p. 300. — Voir aussi le dossier Bethléem des Archives, cité à la note précédente.

rent lieu le mardi 21 juin dans l'église Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie, où il fut inhumé.

On a de lui : *Discours sur la cérémonie de la consécration de l'église royale de la paroisse de Versailles, prononcé le 30 octobre 1686* ; Paris, 1687, in-4° ; — *Discours sur la cérémonie de la consécration de l'église royale de Marly, prononcé en 1689* ; Paris, 1689, in-4° ; — *Discours sur la cérémonie de la consécration de l'église des religieuses capucines de Paris, prononcé le 27 août 1689* ; Paris, 1689, in-4°.

François de Batailler portait pour armoiries : d'azur, au sautoir d'or accompagné de quatre étoiles de même (1).

LOUIS DE SANLECQUE.

Le Père LOUIS DE SANLEQUÉ, chanoine régulier de Sainte-Geneviève, prieur de Garnay (2) et de Fors (3), naquit à Paris en 1652. Il était fils de Jacques de Sanlecque, qui se distingua dans la gravure des caractères d'imprimerie. Son grand-père, qui s'appelait également Jacques et fut imprimeur et graveur célèbre, était originaire de Charleu, dans le Boulonnais.

La seigneurie de Sanlecque (4), en Picardie, qui était dans le patrimoine de cette famille, lui avait donné son nom.

Louis de Sanlecque était tout jeune encore lorsqu'il entra

(1) *Armorial général de France*, Bibl. Richelieu, mss., Paris, t. I^{er}, p. 1253, n° 1596. — Voir aussi aux archives de l'Yonne l'empreinte de son sceau, sur les provisions que notre prélat conféra à Pierre Bouilout et à Antoine Guillier, le 5 novembre 1669 et le 4 février 1672.

(2) Garnay, dans le Perche, diocèse de Chartres. (EXPILLY, *Dict. géogr. de France*.)

(3) MORÉRI, *Dictionn.*, Sanlecque. — Fors, en Poitou, diocèse de La Rochelle. (EXPILLY, *Dictionn. géogr.*.)

(4) DE VIGNEUL-MARVILLE, *Mélanges d'histoire et de littérature*, 2^e éd., Paris, 1700-1701, t. I^{er}, p. 80. — Sanleques, dans le Boulonnais (EXPILLY, *Dict. géog.*); ou Senlecques (*Dict. des Postes*).

chez les chanoines réguliers de Sainte-Geneviève : ces religieux lui trouvèrent de si grandes dispositions pour les belles-lettres, qu'ils l'envoyèrent à leur collège de Nanterre pour y professer les humanités. Le P. Pilgrain, professeur de rhétorique, qui a acquis une certaine réputation par ses poésies latines, ayant remarqué avec quelle facilité Sanlecque faisait les vers, l'engagea un jour à donner une pièce de récréation pour le carnaval. Comme il n'avait qu'un mois pour composer et pour dresser ses élèves à la déclamation, Sanlecque fit représenter le *Bourgeois gentilhomme* de Molière, en donnant avant cette comédie quatre à cinq cents vers de sa façon, où il introduit des gens de toutes les provinces, qui se présentent à la porte du théâtre, gardée par des Suisses, et ceux-ci en font payer l'entrée en chantant ce refrain :

Pas d'argent, pas de Suisse.

On n'a plus de cette pièce que quelques fragments, dont la lecture fait regretter qu'on ne l'ait point conservée entière non plus que plusieurs autres qu'il fit jouer pendant son séjour à Nanterre, où pendant huit ans environ il enseigna les humanités d'abord, et ensuite la rhétorique. « Mais, rapporte un » mémoire du temps, ayant cessé de régenter et se trouvant » plus de loisir, il voulut monter sur le haut du Parnasse » avec les plus célèbres poètes satiriques; il osa même se » mesurer avec Boileau-Despréaux, et donna pour signal un » sonnet qui mortifia un peu ce prince de la satire (1). »

Voici l'histoire de ce sonnet, qui valut à Louis de Sanlecque sa nomination à l'évêché de Bethléem.

La *Phèdre* de Racine venait d'être représentée par les comédiens de l'hôtel de Bourgogne, le 1^{er} janvier 1677: Pradon, qui à l'instigation de la duchesse de Bouillon et du duc de Nevers, son frère, avait travaillé sur le même sujet, fit jouer sa *Phèdre* sur le théâtre de la troupe du roi, le 3 du

(1) TITON DU TILLET, *Le Parnasse françois, dédié au Roi*, Paris, 1732, p. 550 (d'après un mémoire du P. Titon, ami de Sanlecque).

même mois. A la suite de la représentation de la pièce de Racine, M^{me} Deshoulières, amie de Pradon, écrivit contre cette tragédie un sonnet qui fut attribué à tort au duc de Nevers. Aussitôt parut contre ce dernier personnage, composé sur les mêmes rimes que le premier, un second sonnet, où M. de Nevers crut reconnaître l'œuvre de Boileau (1), et auquel il répondit lui-même et toujours sur les mêmes rimes. On pourrait même supposer que le grand seigneur ne se contenta pas de se venger par des vers, si on en juge par un quatrième sonnet, que Louis de Sanlecque, pour plaire au duc, commença ainsi, en reprenant les mêmes bouts-rimés :

Dans un coin de Paris, Boileau tremblant et blême,
Fut hier bien frotté (2), quoiqu'il n'en dise rien.
Voilà ce que produit son style peu chrétien.
Disant du mal d'autrui, l'on s'en fait à soi-même.

Le reste du sonnet était à la louange du duc de Nevers, qui, à partir de cette époque, fut pris pour Sanlecque d'une telle amitié, qu'il voulut plus tard lui procurer l'évêché de Bethléem.

Ce fut le jour même de la mort de François de Batailler, que Philippe-Julien Mazarini-Mancini écrivit au pape Clément XI, pour lui demander de vouloir bien appeler au siège de notre église, « Louis de Sanlecque, chanoine régulier de » Saint-Augustin ». La lettre de nomination et présentation, datée de Paris le 20 juin 1701, est signée : « Philippe, duc de » Nivernois et de Donzinois », et contre-signée « Buffet ».

Le 24 du même mois il fut présenté au roi, de qui il fallait, aux termes de l'arrêt du 13 juin 1673, avoir obtenu le consentement. Puis le Souverain-Pontife ayant confirmé la nomi-

(1) C'est de ce second sonnet que parle Boileau, lorsqu'il dit, épître vi, vers 61 : *Un écrit scandaleux sous votre nom se donne.*

(2) « Pradon avoit dit, à la table de M. Pellot, premier président de » Rouen, que M. Despréaux avoit reçu des coups de bâton. » *Œuvres de Boileau-Despréaux*, édition de Lefevre de Saint-Marc, Paris, 1772. Voir la note se rapportant au vers 60 de l'épître vi.

nation, le P. de Sanlecque avait déjà reçu les compliments de quelques prélats et de plusieurs personnages, qui le traitèrent de Monseigneur et lui donnèrent chez eux le fauteuil et la droite (1); sa famille lui avait procuré un train de maison en rapport avec sa nouvelle dignité; déjà même il avait fait profession entre les mains du nonce (2). Mais ses satires contre les faux directeurs et contre les évêques lui furent funestes : ses ennemis représentèrent si vivement au roi le tort que de tels écrits pouvaient faire à la religion, que Louis XIV le déclara *indigne* et s'opposa à ses bulles. En vain le P. de La Chaise, confesseur du roi, et Bontems, gouverneur de Versailles, plaidèrent-ils en faveur de leur ami : le roi fut inflexible. — Le P. de Sanlecque se retira dans son prieuré de Garnay, qu'il a tant chanté dans ses poésies (3), et il y mourut le 14 juillet 1714, fort regretté de ses paroissiens, qui étaient plus maîtres que lui-même des revenus de sa cure.

Le P. Titon, son ami, rapporte une anecdote qui, à tort ou à raison, se racontait alors, et qui prouve le peu de soin que

(1) TITON DE TILLET, *Le Parnasse françois*, p. 550.

(2) « Quoique le P. Sanlecque n'ait jamais été réellement évêque de Bethléem, sa famille n'a pas laissé de le faire peindre avec une soutane violette, ainsi que je l'ai vu chez un de ses parens. » Note de Saint-Marc, p. 112, t. II, des *Œuvres de Boileau*.

(3) Petite épitre en vers « au T. R. P. de La Chaise ». Elle fut envoyée l'année 1690 :

Permettez, mon Révérend Père,
Qu'un malheureux prieur-curé
Vous dépeigne ici sa misère,
C'est-à-dire son prieuré.

Dans mon église l'on patrouille
Si l'on ne prend bien garde à soi;
Et le crapaud et la grenouille
Chantent tout l'office avec moi.

Près de là sont, dans des mesures,
Cinq cens gueux couverts de haillons.
Point de dévôte à confitures,
Point de pénitente à bouillons.

Sanlecque prenait de son temporel. A mesure que, faute de faire réparer le toit de sa maison, il pleuvait dans la chambre où il couchait, il se contentait, disait-on, de changer son lit de place, et, en mois d'un an, lui fit occuper ainsi tous les coins et le milieu de l'appartement. On ajoutait que Sanlecque avait composé sur ce sujet une pièce de vers intitulée : *Les Promenades de mon lit*; mais elle n'a point été publiée.

Avant sa mort, Sanlecque avait fait amende honorable à Boileau, dans une pièce intitulée : *Apothéose de Boileau*, ou *Boileau et Momus*. Le satirique lui en sut gré; aussi, au vers 36 de son épître x, en effaçant les noms de Regnard et Bellocq, qui s'étaient réconciliés avec lui, Boileau retira-t-il également celui de Sanlecque, pour remplacer ces trois noms par ceux de Pinchène, Linière et Perrin (1).

Comme ils n'ont ni terre ni rente,
Et qu'ils sont tous de pauvres gens
(Dans un curé, chose étonnante),
Je suis triste aux enterrements.

Sanlecque commençait ainsi sa satire iv, que, de Garnay, il adressa, en 1689, « à M. Bontems, gouverneur de Versailles » :

Prodige de la cour, ami tendre et sincère,
Bontems, fais-moi l'honneur de plaindre ma misère.
La maison que j'habite est un taudis plein d'eau,
Où l'air est empesté comme dans un tombeau.
Tout est dans mon désert ou marais, ou montagne.
Un seul chemin de fange est toute ma campagne.
Là, le tems est si long, et le brouillard si noir,
Que je prens tous les jours le midi pour le soir.
• Etc., etc., etc.

(1) Mes vers,
Dans peu vous allez voir vos froides rêveries
Du public exciter les justes moqueries,
Et leur auteur jadis à Régnier préféré,
A Pinchène, à Linière, à Perrin comparé.

« Dans la première composition il y avoit : *A Sanlecque, à Regnard, à Bellocq comparé.* » Note de S.-Marc, t. II, épît. x, p. 173, des *Œuvres de Boileau*.

Les poésies de Sanlecque, vantées de son temps, sont peu connues aujourd'hui. Elles ont été imprimées plusieurs fois. La première édition parut sous ce titre : *Poésies héroïques, morales et satiriques, par M. de *** , avec quelques épigrammes, sonnets, madrigaux, etc., du même auteur.* Harlem (Lyon), in-8°, 1696. — La seconde édition, très-correcte et en beaux caractères, fut imprimée à Harlem (Lyon), in-12, 1726, sous ce titre : *Poésies du P. Sanlecque, etc.* — Une troisième édition parut à Genève, en 1732. — Enfin, l'édition la plus complète des *Poésies du Père Sanlecque, chanoine régulier de l'ordre de Sainte-Geneviève*, fut publiée par Monchesnay en 1742, à Amsterdam (à la suite des *Bolæana* ou *Bons Mots de M. Boileau*). Ce recueil consiste en deux épitres au roi, cinq satires, une épitre au P. de La Chaise, une épitre à un prélat, une épitre au duc de Nevers, un poème sur les mauvais gestes de ceux qui parlent en public, et surtout des prédicateurs (1) ; des épigrammes, des placets, des madrigaux, etc. ; un poème latin sur la mort du P. Lallemand, chanoine régulier de Sainte-Geneviève ; l'apothéose de Boileau ; et les sept psaumes de la Pénitence, traduits en vers français (2).

(1) Cette pièce commence ainsi :

C'est en vain qu'un docteur qui prêche l'Evangile
Mesle chrétiennement l'agréable et l'utile :
S'il ne joint un beau geste à l'art de bien parler,
Si dans tout son dehors il ne sçait se régler,
Sa voix ne charme plus, sa phrase n'est plus belle ;
Dès l'exorde j'aspire à la gloire éternelle ;
Et dormant quelquefois sans interruption,
Je reçois en sursaut sa bénédiction.

.

Le P. Bouhours, dans son *Recueil de vers choisis*, Paris, 1693, a aussi reproduit cette pièce sous le titre de *l'Art de Prescher ou du Geste*.

(2) « Sanlecque (Louis), né à Paris, en 1650, chanoine régulier, poète qui a fait quelques jolis vers. C'est un des effets du siècle de Louis XIV que le nombre prodigieux de poètes médiocres dans les

L.

CHÉRUBIN-LOUIS LE BEL.

Louis XIV ne voulant pas agréer la nomination du P. de Sanlecque, le duc de Nevers appela à l'évêché de Bethléem CHÉRUBIN-LOUIS LE BEL, dit en religion le R. P. Chérubin (1), définitéur général des Récollets.

Louis Le Bel, neveu du fermier général (2) du même nom, appartenait à une famille noble. Il naquit vers 1662, au diocèse de Beauvais. Tout jeune encore, il avait fait profession chez les Frères-Mineurs de la stricte observance; et, dirigé dans ses études par le fameux P. Hyacinthe, Récollet, le P. Chérubin avait à peine vingt-six ans, que déjà il régenta la théologie. Il était devenu ensuite lecteur en philosophie et en théologie, et enfin définitéur général de son ordre: à ce titre il avait assisté à deux chapitres généraux qui furent tenus, l'un à Rome, l'autre en Espagne.

Louis Le Bel était fort aimé de sa communauté, et jouissait à la cour d'une haute réputation de science et de bonté. Le Souverain-Pontife et le roi lui donnèrent plusieurs fois des missions importantes, et ce fut lui qu'ils chargèrent d'apaiser les différends qui s'étaient élevés entre les Cordeliers de Paris; il dut aussi, vers 1702, à la demande de la cour de Rome et de celle de France, aller rétablir la bonne harmonie qui avait été troublée chez les Récollets de Provence.

« quels on trouve des vers heureux. La plupart de ces vers appartiennent au temps, et non au génie : mort en 1714. » (VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV.*)

(1) Le P. SIMPLICIEN, *Etat de France*, t. II, p. 654.

(2) C'était ce fermier général qui devait loger le futur évêque de Bethléem et entretenir ses carrosses. (Dossier Bethléem, aux Archives, pièce manuscrite.)

Le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, qui avait besoin du P. Chérubin dans son diocèse, ayant prié Louis XIV d'agréer la nomination, le monarque lui avait répondu que l'évêché de Bethléem était de trop faible importance pour un personnage du mérite de Louis Le Bel, et qu'il lui voulait aussi donner un abbaye. Ce fut le 29 mars 1702, que le roi signa le brevet d'approbation au choix qu'avait fait le duc de Nevers.

Il restait à obtenir du Pape l'institution canonique ; mais, ainsi que nous aurons à l'expliquer, on fut sur ce point moins heureux qu'on ne pensait, car pendant plus de dix ans Clément XI ne voulut point accorder la confirmation qui lui était demandée.

Les parents du P. de Sanlecque, qui du reste avaient de puissants protecteurs à Rome, interprétaient en leur faveur le refus que faisait le Saint-Siège d'octroyer à Louis Le Bel ses provisions. « Il est bien vrai, disaient-ils, que le roi ayant » donné au P. Chérubin, à la date du 29 mars 1702, son brevet d'approbation à la nomination que le duc de Nevers a » faite de ce Récollet à l'évêché de Bethléem, le Pape ait » d'abord reçu cette nomination ; mais, ajoutaient-ils, lorsque » le Souverain-Pontife en parla au cardinal-prodataire, cette » Éminence lui dit : « Votre Sainteté se souviendra, s'il lui » plaît, qu'elle me donna ordre, il y a du temps, de remplir » mon registre du nom du P. de Sanlecque pour cet évêché. » » Si bien que lorsqu'on avait depuis parlé au Pape de Louis Le » Bel, il avait répondu : « Je ne puis pas donner un même » évêché à deux personnes. Que les concurrents s'accommodent. » — « On m'assura vers le commencement de may » 1704, » lit-on dans une note manuscrite du temps, « que le » Pape, sollicité de la part du roy par le cardinal de Janson » d'expédier les bulles de l'évesché de Bethléem pour le R. P. » Cherubin Le Bel, Récollet, Sa S^m avait répondu qu'il n'etoit pas en estat de les donner, la place estant remplie par la » première nomination que M. le duc de Nevers avait faite » de Sanlecq, à qui la grace estant accordée, il avoit ses droits » acquis ; et qu'ainsy il faut que ledit P. Sanlecq se demette

» pour pouvoir admettre le Recollet ; le roy a repliqué qu'il
 » ne vouloit pas se commettre avec son sujet (1). »

Mais nous devons chercher ailleurs la cause de l'opposition que mit le Saint-Siège à la nomination de Louis Le Bel. Une des notes manuscrites contenues au dossier Bethléem (*Hist. eccl.*, VI, arch. et évêchés, L. 728) des Archives de France, fait allusion au véritable motif de ce refus : « A Paris, ce 10^e février 1703. Le R. P. Cherubin, Recollet, nommé à l'evesché de Bethléem par M. le duc de Nevers, du consentement du roy, qui a donné le bref l'esté passé 1702, auroit desjà obtenu ses bulles de Rome, n'estoit une difficulté qui est survenue de la part du Pape, qui a prétendu que cet evesché estant *in partibus infidelium*, il devoit y nommer (2). » Ce fait nécessite une explication assez étendue.

Voici en effet ce qui était survenu :

Nous avons vu plus haut la contestation qui s'était élevée entre Rome et Nevers, relativement à l'institution canonique qu'Alexandre VII avait conférée, en 1664, à François de Batailler, sans donner le temps à Philippe-Julien Mancini d'user de son droit de nomination et présentation à l'évêché de Bethléem, droit que les Papes reconnaissaient aux ducs de Nevers, sous le nom de *jus supplicandi*. La congrégation consistoriale avait, dans son décret du 13 septembre 1670, déclaré que les provisions délivrées à François de Batailler conserveraient leur plein et entier effet ; mais de plus le même décret portait : qu'à l'avenir les ducs de Nevers continueraient à jouir du *jus supplicandi*, toutes les fois qu'il y aurait une

(1) Archives de France, dossier Bethléem, 2^e pièce ms.. Une note de la même main est ainsi conçue : « En may 1704 on me dit que le Pape ne vouloit point luy (à Louis Le Bel) donner de bulles, disant qu'il avoit accordé cette grace à Sanlecq et que mesme ce religieux estoit de fait de son carrosse et train que ses parens luy avoient donné. »

(2) On lit à la suite : « Sa Sainteté a demandé qu'estoient devenus les 6,000 l. qui luy avoient esté attribuez autres fois par les ducs de Nevers, qui en sont les fondateurs. » Il s'agit ici des biens de la maison-Dieu de Pantenor.

vacance au siège de Bethléem. Clément X confirma ce décret, le 22 du même mois, par un bref dans lequel il eut soin d'insérer ces mots : *Cæterum in futuris vacationibus poterit nobis vel Romano pontifici pro tempore existenti à ducibus Nivernensibus supplicari*. Mais le duc de Nevers, qui voulait que la cour de Rome reconnût son droit, non-seulement pour l'avenir, mais encore pour le cas présent, exigeant que François de Batailler ne portât point le titre de Bethléem et fût remplacé au siège de notre église par François Servier, avait interjeté un appel comme d'abus, dont nous avons vu le résultat, à la date du 13 juin 1673. — Tandis que cet appel était pendant au Parlement, la conduite que tint en cette occasion le duc de Nevers mécontenta tellement la cour de Rome, que, l'affaire ayant, par ordre de Clément X, été de nouveau portée devant la congrégation consistoriale, deux décrets, l'un du 11 mars, l'autre du 11 juin 1671, déclarèrent que, *désormais, l'hôpital ou monastère de Notre-Dame, situé près Clamecy, duché de Nevers, diocèse d'Auxerre, cesserait d'être uni et incorporé à l'évêché de Bethléem, auquel il était joint depuis plusieurs siècles; et que ces union et incorporation cessaient d'exister parce que Philippe-Julien, duc de Nevers, refusait à François de Batailler la libre possession dudit hôpital ou monastère*.

Néanmoins, comme le duc de Nevers avait, après l'arrêt du Parlement du 13 juin 1673, laissé l'évêque de Bethléem jouir paisiblement des biens de la chapelle et de la maison-Dieu du faubourg de Clamecy, la cour de Rome n'avait point demandé la mise à exécution des décrets des 11 mars et 11 juin 1671. Mais de nouvelles difficultés ayant été créées par le refus que fit le roi d'agréer la nomination de Sanlecque et par la présentation de Louis Le Bel, concurrent de ce dernier, on comprend facilement que le Pape, FAISANT ALLUSION AUX DÉCRETS DES 11 MARS ET 11 JUIN précités, put dire que l'évêché de Bethléem N'ÉTANT PLUS qu'un siège *in partibus*, il avait dorénavant seul le droit d'en conférer le titre. Plusieurs congrégations spéciales furent tenues en 1702, 1703 et 1704; et il semblait que le dénoûment

de la question allait être ajourné indéfiniment, quand Philippe-Jules-François Mazarini-Mancini fut, par la mort de Philippe-Julien, son père, appelé en 1707 au duché de Nevers.

Le nouveau duc comprit que l'attitude qu'avait prise son prédécesseur à l'égard de Rome était le motif du refus qu'opposait le Saint-Siège à la nomination de Louis Le Bel. Aussi, le 6 juillet 1708, adressa-t-il requête à Clément XI, pour lui exposer, « en s'appuyant sur l'histoire, sur les témoignages » de René Chopin (1) et d'Aubert Le Mire (2), ainsi que sur » les provisions mêmes délivrées par le Saint-Siège, que l'évêché de Bethléem, établi en France depuis 1223, près de » Clamecy, était à la nomination des comtes (plus tard ducs) » de Nevers. Il représentait humblement à Sa Sainteté qu'il » ne pouvait être rendu responsable des actes de son père ; La » suppliait de rendre aux ducs de Nevers, soit par un indult » apostolique, soit par un bref, LE JUS SUPPLICANDI dont ils » avaient été privés par Clément X ; et La pria d'annuler les » décrets de la Congrégation consistoriale, qui avaient distrahit » de l'église de Bethléem la chapelle et l'hôpital du faubourg » de Clamecy. Il terminait en disant que l'église de Bethléem » était comprise dans celles du royaume ; que ses évêques » jouissaient des mêmes privilèges et des mêmes honneurs » que les autres prélats de France ; que, quant à la désignation d'évêques *in partibus infidelium* qu'on leur donnait, » ELLE N'AVAIT TRAIT QU'A LA DÉNOMINATION ; mais que les » évêques de Bethléem avaient leur résidence en France ; la » preuve en était que depuis Paul V on avait soin d'insérer » dans les provisions la clause *de consensu regis christianissimi*,

(1) « Existit quoque in Gallia Bethleemitanus episcopatus, prope » Clametium oppidulum, in Altissiodoren. territorio, *sed non de territorio* : quum præsulatus ille pontificio imperio pure subjiçiat. » Quisquis autem præfectus est illic pio hospitali diversorio, quod » Nivernenses reguli extruxerunt, idem et episcopus nuncupatur, haud » tamen ampliori censu locuples quam 500 libellarum proventus » annui. » (René CHOPIN, *De Sacra politica*, p. 278.)

(2) Aubert LE MIRE, *Géograph. ecclésiast.*, p. 70.

» pour remédier aux inconvénients qui, précédemment,
 » avaient pris naissance lorsque la cour de Rome avait voulu
 » conférer à des étrangers le titre de Bethléem, tandis que
 » l'église de Bethléem était comprise au nombre de celles du
 » royaume. »

Le 6 avril 1713, la Congrégation consistoriale appelée à examiner la question, prenant en considération la requête de Philippe-Jules - François Mazarini - Mancini, décréta que
 » l'hôpital ou monastère de Notre-Dame, près Clamecy, qui
 » depuis plusieurs siècles était joint à l'évêché de Bethléem
 » et en avait été séparé par les décrets des 11 mars et 11 juin
 » 1671, — décrets qui, toutefois, n'avaient point encore été
 » mis à exécution, — demeurerait uni et incorporé audit
 » évêché; que le duc de Nevers serait rétabli dans son *jus*
 » *supplicandi*, et qu'il y avait lieu d'admettre la présentation
 » qu'il avait faite, avec le consentement de S. M. Très-Chré-
 » tienne, du R. P. Chérubin-Louis Le Bel, Récollet: à la con-
 » dition cependant que le duc actuel de Nevers déclarât qu'il
 » désapprouvait hautement les entreprises de Philippe-
 » Julien, son père, tant contre les décrets de la S. Congrè-
 » gation, que contre le bref et l'autorité du Saint-Siège (1). »

(1) « Cum de ecclesia Bethlemitana, et de hospitali seu monasterio
 » S. Mariæ prope Clameciacum in ducatu Nivernensi Autissiodoren.
 » diœcesis antiquissimo tempore eidem ecclesiæ unito, ob supplicatio-
 » nem Nivernensium ducum pluries superiore sæculo provisum fuerit,
 » ex decretis vero sanctæ hujus Congregationis habitæ die 11 martii et die
 » 11 junii anni 1671, illa ab isto disjungenda esset, eo quod Philippus
 » Julianus tunc Nivernensium dux e possessione præfati hospitalis seu
 » monasterii excludens Franciscum Battailler a Sa. M^e. Alexandro sep-
 » timo absque ejusdem ducis supplicatione Bethlemitanum episcopum
 » constitutum tanquam ab abusu perperam ad seculares magistratus
 » provocaverit, et decreto hujus sacræ Congregationis die 13 septembris
 » 1670 atque literis in forma brevis Sa. M^e. Clementis X, die 22 ejusdem
 » mensis et anni emanatis parere renuerit, quamvis in utrisque forma
 » remanente ejusdem Battailler provisione apostolica, ob liberam in
 » manibus SSmi dimissionem Bethlemitanæ ecclesiæ, tunc secuta,
 » quod in futuris vacationibus posset a ducibus Nivernensibus Romano
 » Pontifici pro tempore existenti supplicari indulgeretur, Philippo Julio
 » præsentè Nivernensium duce humillimè instante ut, eadem separa-

En conséquence de ce nouveau décret, Louis Le Bel, proposé à Rome le 27 novembre 1713, fut préconisé le 11 décembre suivant, et obtint le lendemain le *munus consecrationis*. Les bulles ayant été enregistrées le 10 janvier 1714, le nouvel évêque de Bethléem fut sacré, le 4 février de la même année, par Humbert Ancelin, ancien évêque de Tulle, assisté de François-Gaspard de Grammont, évêque *in partibus* d'Aréthuse et coadjuteur de Besançon, et de Henri-Auguste Le Pileur, évêque de Saintes : la cérémonie eut lieu dans l'église des Récollets, à Paris. — Le 14 du même mois, Louis Le Bel prêtait serment de fidélité au roi.

Le 28 mai 1714, ainsi que le constate le procès-verbal dressé à cette occasion par Jean Pourcher, « notaire royal apostolique » résidant à Clamecy, M^e Joseph Gestat, prêtre, prieur d'Asnois, muni de la procuration (1) de Louis Le Bel, prenait, au nom de l'évêque de Bethléem, « possession corporelle, » réelle et actuelle dudit évêché de Bethléem et de ses droits, » appartenances et dépendances, par la libre entrée de l'église » Notre-Dame dite de Bethléem-les-Clamecy, prise d'eau

» tione nunquam executioni demandata, ille paterni facti minime reus
 » ad præfatum supplicandi jus restituatur, sacra Congregatio rebus
 » consistorialibus præposita, re non modo inspecta, sed diligenter etiam
 » excussa, iisque etiam expressis, quæ in Congregationibus particulari-
 » bus habitis anno 1702, 1703 et 1704 decreta fuerunt, censuit si Ssmo
 » D. N. placuerit, supplicationem ejusdem Philippi Julii pro R. P.
 » Cherubino Le Bel ordinis strictioris observantiæ Scti Francisci factam
 » *de consensu regis xpmi* esse admittendam ; post emissam tamen
 » prius ab eodem duce declarationem per quam improbentur omnia a
 » Philippo Juliano illius patre gesta tum contra sacræ Congregationis
 » decreta, tum contra breve et auctoritatem Pontificiam ; et facta per
 » me infra scriptum secretarium relatione, Sanctitas Sua sacræ Congre-
 » gationis sententiam benigne probavit. Datum Romæ die 6 aprilis
 » 1713.

» (L. † S.) G. cardinalis CARPINEUS. — Dominicus RIVERA,
 » sac. Congregationis consistorialis secretarius. »

(1) Cette procuration, reçue Aveline, notaire à Paris, le 10 avril 1714, nous apprend que Louis Le Bel habitait alors à Paris, enclos des Récollets, faubourg et paroisse Saint-Laurent.

» bénite , toucher de la porte , prières à Dieu faites à genouïl
 » devant l'autel du chœur de ladite église , baiser d'iceluy ,
 » toucher du pupitre , son des cloches , et par les autres cérè-
 » monies et formalités requises et accoustumées (1) ».

Le siège d'Auxerre était , depuis 1701 , occupé par Charles de Caylus. Ce prélat , qui n'avait point abandonné les prétentions injustes de ses prédécesseurs , avait profité de la situation difficile dans laquelle se trouvait notre église depuis la mort de François de Batailler , pour faire en 1709 sa visite dans la chapelle Notre-Dame-de-Bethléem , et rendre une ordonnance concernant cette même chapelle. Quelques années après , de nouvelles difficultés surgissaient entre les deux évêchés.

Louis Le Bel , après la prise de possession de sa petite cathédrale , avait choisi pour vicaire général Edme Souard , curé d'Armes , au diocèse d'Autun ; et il avait chargé les religieux récollets du faubourg de Beuvron de célébrer les offices dans son église , selon la coutume qui y était observée depuis un temps immémorial. — Mais le chapitre de la collégiale de Clamecy , qui se voyait soutenu par M. de Caylus , son diocésain , se permit de prétendre que les évêques de Bethléem n'avaient jamais fait célébrer les cérémonies du culte dans la chapelle Notre-Dame ; et que ce n'était que depuis quelques années seulement qu'on faisait de telles entreprises contre les droits de la fabrique Saint-Martin , en établissant pour ainsi dire une seconde paroisse dans la ville. C'est pourquoi , le chantre et les chanoines de la collégiale portèrent plainte à l'évêque d'Auxerre , qui , à la date du 7 janvier 1729 , rendit une ordonnance pour défendre de célébrer à l'avenir aucun office dans l'église de Bethléem. Le 16 février suivant , copie de cette or-

(1) Un rapport d'experts dressé la même année , à l'expiration du bail du fermier Collas , marchand de bois à Clamecy , énonce que « faute de » faire aux bâtimens de la maison épiscopale et de la chapelle » de Bethléem , des réparations estimées à 3,181 l. 10 s. , lesdits bâtimens seront *impraticables* ». Le procès-verbal de prestation de serment par lesdits experts est du 29 octobre 1714.

donnance fut signifiée à Nicolas Coquille, fabricant de Notre-Dame.

Au-dessus de la porte latérale de notre église (côté de l'épître), on lisait l'inscription suivante, tracée en caractères gothiques :

**Simon † Brocquan † Marchant † Bourgeois † Daucerre †
 Pour † luy † et † ses † ancestres †
 De † devotion † estant † mort † emeu †
 En † ceste † esglise † fonde † a † grand † salu †
 Lequel † se † dict † aux † cinq † festes †
 De † Nostre † Dame † apres † (vespre)s †
 Pour † ses † parens † et † tous † descendes †
 Dite † tous † bons † crestiens † Requiescant † in † pace †
 Saict † en † decembre † le † vingte † quatre †
 En † lan † mil † cinq † centz † cinquante † quatre †**

Des ennemis de l'évêque de Bethléem, pour favoriser les prétentions de l'évêque d'Auxerre et détruire les preuves qui pouvaient exister de la célébration des offices qui, de tout temps, s'était faite dans notre cathédrale, poussèrent la mauvaise foi jusqu'à effacer le mot *vespres* compris dans cette inscription. A la date du 13 juin 1729, procès-verbal fut dressé par deux notaires de Clamecy, à la réquisition de Louis Le Bel : trente habitants du pays déclarèrent qu'ils avaient toujours vu l'inscription saine et entière, et que depuis trois semaines seulement on avait fait disparaître les six premières lettres du mot *vespres*. Le 29 juillet suivant, le procureur fiscal de la châtellenie de Clamecy rendait plainte au juge ordinaire civil, criminel et de police de cette ville, au sujet de la radiation du mot dont s'agit. — Enfin, le 9 août de la même année, le procureur fiscal requérait le juge de faire établir, au moyen d'une enquête, quels étaient les usages qui, de tout temps, avaient été observés dans l'église de Bethléem. Ving-quatre personnes furent appelées devant le magistrat et attestèrent

qu'elles savaient positivement, tant pour l'avoir vu que pour l'avoir entendu dire à leurs ancêtres, que toujours on y avait célébré les offices, chanté grand'messes, vêpres et saluts, offert le pain bénit, fait des processions tous les premiers dimanches de chaque mois, exposé le Saint-Sacrement pendant l'octave de la Fête-Dieu ; que de tout temps on y avait prêché, confessé, et même institué des confréries. Plusieurs des témoins ajoutaient qu'ils avaient vu M. de Batailler y conférer les ordres et bénir des cloches (1).

L'évêque de Bethléem ne voulut tenir aucun compte des défenses de M. de Caylus. C'est pourquoi les religieux récollets ayant, le jour de Noël et le jour de la Conception de la sainte Vierge, célébré des messes hautes et béni des pains dans notre église, le vice-gérant de l'officialité d'Auxerre rendait, le 4 juin 1730, une sentence (2) par laquelle il condamnait le Père gardien du couvent des Récollets de Clamecy à réciter, à genoux et tête nue, les sept psaumes de la pénitence, huit vendredis consécutifs.

Edme Souard, grand vicaire de Louis Le Bel, avait refusé d'obéir à l'ordonnance de l'évêque d'Auxerre : on exerça contre lui une violente persécution. Le 15 mars 1731, copie de l'ordonnance de M. de Caylus lui fut signifiée à la requête des chanoines de la collégiale de Clamecy, et on lui donna injonction de s'y conformer. — Puis il s'établit entre l'église Saint-Martin et l'évêché d'Auxerre une correspondance (3) relative aux prétendus empiètements de l'évêque de Bethléem et de ses agents. Le curé d'Armes fut accusé d'avoir, dans sa paroisse d'Armes, au diocèse d'Autun, confessé plusieurs personnes de Clamecy et fait faire la première commu-

(1) Ce fut vers le même temps (le 22 décembre 1730), que fut dressé le procès-verbal constatant qu'on lisait au-dessus du portail de notre modeste cathédrale l'inscription suivante : 1650. *Eglise de l'Evesché Nostre-Dame de Bethleem immédiatement dependante du Saint-Siège.*

(2) Elle fut signifiée, le 5 juillet 1730, au P. gardien des Récollets.

(3) Cette correspondance est conservée aux archives de l'Yonne.

nion à des enfants de cette ville : le 14 juin 1731, l'officialité d'Auxerre rendait contre lui un décret d'ajournement personnel, et décidait que, jusqu'au jour de sa comparution, ce prêtre serait suspendu *de ses fonctions et bénéfices dans le diocèse d'Auxerre*. Le 4 juillet, un nouveau décret déclarait que Souard serait appréhendé au corps et conduit dans les prisons de l'officialité d'Auxerre, pour répondre à la plainte dirigée contre lui. — Il fallut un décret de l'officialité de Sens, en date du 27 juillet 1731, pour que le pauvre prêtre pût être relaxé, mais à la charge de se représenter à première réquisition.

Louis Le Bel résolut de faire cesser toutes les vexations dont il était l'objet de la part de M. de Caylus. A cet effet, il adressa requête au roi, « pour qu'il plût à Sa Majesté le main-
 » tenir dans les droit et possession de faire desservir son
 » église épiscopale de Bethléem-lez-Clamecy par tels nombre
 » et qualité de prêtres qu'il jugerait à propos, soit réguliers,
 » soit séculiers ; d'y faire célébrer des grand'messes, vêpres,
 » saluts, etc., et généralement tous offices : déclarant ne pré-
 » tendre et n'avoir jamais prétendu exercer dans sadite église
 » aucunes fonctions *curiales*. En conséquence, casser l'ordon-
 » nance de l'évêque d'Auxerre du 7 janvier 1729, ainsi que
 » toutes sentences et tous décrets rendus par l'official de ce
 » prélat contre les Récollets de Clamecy et le curé d'Armes ;
 » faire défense à l'évêque d'Auxerre de le troubler à
 » l'avenir. »

Le conseil d'État tenu à Versailles, en présence du roi, rendit, le 1^{er} mars 1732, l'arrêt suivant : « Le roi, étant en son con-
 » seil, renvoie la requête devant les sieurs commissaires pour
 » les affaires ecclésiastiques, pour icelle communiquée ; et sur
 » les titres, pièces et mémoires qui seront remis par les
 » parties estre par les sieurs commissaires, au rapport du sieur
 » Rouillé d'Orfaül, maistre des requêtes, donné avis à Sa
 » Majesté, et iceluy vû et rapporté, estre par lui ordonné ce
 » qu'il appartiendra. (Signé) Phélypeaux. » Scellé du grand
 sceau, le 21 du même mois.

La requête fut communiquée à M. de Caylus, qui fit dresser

de longs mémoires, afin de chercher à établir que M. Le Bel n'avait ni territoire épiscopal, ni juridiction dans la chapelle Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy. Mais l'affaire n'avait point reçu encore de solution (1) lorsque, le 8 octobre 1738, l'évêque de Bethléem mourut à Paris, au couvent des Récollets, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Le 8 janvier 1721, Chérubin-Louis Le Bel avait obtenu une pension de 1,200 livres sur l'archevêché de Vienne; et au mois de juillet 1724, Louis XV lui avait donné en commendé l'abbaye de Lieu-Restauré (2), au diocèse de Soissons.

Ce prélat portait pour armoiries : *de sinople, à la fasce d'argent* (3).

(1) *Mémoires de l'abbé Lebeuf*, continués par MM. CHALLE et QANTIN, t. II, p. 338.

(2) *Call. christ.*, t. IX, eccl. Suessionensis, p. 504. — Cette abbaye, de l'ordre de Prémontré, lui rapportait 4,000 livres de revenu.

Messire Jean Parisot, chevalier, conseiller du roi, maître des requêtes, exécuteur testamentaire de Louis Le Bel, régla, avec le fermier du revenu de l'évêché, ce qui était dû à la succession du prélat. Il ressort d'un acte du 10 octobre 1739, que le fermier ne devait que l'année échue au 1^{er} octobre 1738, c'est-à-dire 410 livres, plus 90 livres pour le bois de l'année : total, 500 livres, dont il fallait déduire la somme de 32 livres 10 sous que le fermier avait payée pour les décimes. Cet acte fut passé à Clamecy, à l'hôtel des Trois-Trompettes, où était descendu M^e Parisot, et dressé par-devant Tapin et Bethenon, notaires.

(3) *Armorial manuscrit des évêchés de France* (cab. des Estampes, Bibl. Richelieu, Pc 19). — PALLIOT, *la Vraie science des arm.*, p. 323.

LI.

LOUIS-BERNARD LA TASTE.

LOUIS-BERNARD LA TASTE naquit le 12 février 1692, à Bordeaux. D'après certains auteurs (1), il aurait commencé par être domestique chez les Bénédictins de Sainte-Croix de cette ville; et ces religieux, après avoir remarqué ses heureuses dispositions pour l'étude, se seraient intéressés à lui et auraient pris soin de son instruction. Cette assertion ne nous paraît point exacte; car nous apprenons par un procès-verbal de 1755, énonçant la qualité de ceux de ses parents qui participèrent à sa succession, que sa famille n'était point aussi obscure qu'on a prétendu. Quoi qu'il en soit, il entra, le 31 juillet 1708, au prieuré de la Daurade (2), après avoir terminé sa philosophie. Il avait acquis déjà une certaine réputation en enseignant la théologie dans plusieurs maisons de son ordre, et en dernier lieu à l'abbaye Saint-Germain-des-Prés, lorsqu'on lui donna, en 1729, le prieuré des Blancs-Manteaux, à Paris. En 1736, il était nommé assistant du prévôt général de la congrégation de Saint-Maur.

Dom La Taste se distingua surtout dans sa lutte contre les Jansénistes, dont il fut un des antagonistes les plus redoutables. En effet, du 15 avril 1733 au 29 février 1740 (3), il lança contre les Appelants, les Convulsionnaires et les défenseurs des miracles du cimetière Saint-Médard, des écrits qui,

(1) LADVOCAT, *Dict. hist.* — CHAUDON et DELANDINE, *Dict. hist.* — *Nouvelle biographie générale* de Firmin-Didot, Paris, 1862, t. XXVIII. — RICHARD et GIRAUD, *Bibl. sacrée*, au mot La Taste.

(2) *Gall. christ.*, t. IX, eccl. Catalaunensis, p. 936.

(3) Peut-être même y eut-il à la vingt et unième lettre une deuxième partie, qui parut le 1^{er} mai 1740.

sous le titre de *Lettres théologiques*, firent beaucoup de bruit. Aussitôt il vit s'élever contre lui les partisans nombreux du diacre Pâris ; et, comme parmi ceux-ci se trouvaient certains magistrats qui avaient été atteints par les railleries du Bénédictin, on obtint, à la date du 4 janvier 1738 (1), un arrêt du Parlement ordonnant la suppression de la dix-neuvième lettre, dans laquelle il mettait ses adversaires aux prises et les réfutait les uns par les autres. Tandis que dom La Taste attaquait ses ennemis par le raisonnement, par la discussion, les Jansénistes lui adressaient les injures les plus grossières, le traitant de *bête de l'Apocalypse*, *blasphémateur*, *diffamateur*, *mauvaise bête de l'île de Crète*; *moine impudent*, *bouffi d'orgueil*; *écrivain forcené*; *auteur abominable d'impostures atroces et d'ouvrages monstrueux* (2). Notre Bénédictin ayant dit un jour qu'en tombant il s'était fait mal au gosier, les Convulsionnaires s'écrièrent qu'il était bien difficile d'imaginer qu'on pût, en faisant une chute, se blesser au col, et s'empressèrent de proclamer que c'était là un miracle de punition (3). Vers le même temps, les défenseurs du diacre Pâris firent courir le bruit que l'ouvrage de Carré de Montgeron (4) avait vaincu dom La Taste : ils firent aussitôt répandre dans la capitale une gravure représentant un religieux de Saint-Maur qui, à la vue du livre de Montgeron, livre qu'on avait dépeint tout rayonnant de gloire, abandonnait la dix-neuvième lettre théologique, laissait tomber sa plume à terre, et était saisi tout-à-coup d'un transport de fureur. — Cette première estampe fut suivie d'une seconde, qui représentait un démon passant sa tête par une chatière en disant à dom

(1) MICHAUD, *Bibl. univ.*, La Taste.

(2) CHAUDON et DELANDINE, *Dict. hist.*

(3) Dom La Taste, qui n'avait pu s'empêcher d'en rire, écrivait à cette occasion : « Le pauvre M. Pâris seroit-il assés puissant ou » assés méchant pour me prendre à la gorge ? » — *Lettres théologiques*, t. II, p. 1153, P. S. de la dix-neuvième lettre (deuxième partie).

(4) CARRÉ DE MONTGERON, *la Vérité des miracles du diacre Pâris*, 1737-41-48.

La Taste : *Benè scripsisti de me.* Au bas on trouvait cette épigramme :

A L..... son bien-aimé
 Le diable la nuit dernière
 Par le trou de la chatière
 Disoit d'un ton enrhumé :
Benè scripsisti de me.

A ce sujet, l'auteur des *Lettres théologiques* écrivait : « Le tableau est déjà fait : je sçais gens qui l'ont vû, et chès qui ils l'ont vû. Je rirai volontiers de la plaisanterie, et tout de suite je continuerai d'écrire. Ainsi mon combat avec les Appellans deviendra de jour en jour curieux. Ils me répondront à coups d'estampes, et moi je frapperai toujours à grands coups de raisons et d'autorités (1). »

Le célèbre controversiste rencontra des inimitiés jusque dans les rangs des docteurs de Sorbonne et des théologiens, qui l'accusèrent d'avoir avancé des doctrines peu orthodoxes sur la question des miracles en général. Thierry, professeur de Sorbonne, l'attaqua publiquement. La Taste soutint qu'on ne l'avait point compris ; et plus tard, lorsque l'abbé de Prades voulut, pour sa propre défense, se servir de quelques-uns des principes attribués à notre Bénédictin, celui-ci fut des premiers à s'élever contre la thèse de l'abbé.

Il paraît (2) que certains religieux de la congrégation de Saint-Maur allaient lui susciter de fâcheuses affaires au prochain chapitre général de l'ordre, quand, pour le soustraire à leurs tracasseries, on l'appela à l'évêché de Bethléem.

Le siège de notre église était vacant depuis le 8 octobre 1738. — Ce fut le 1^{er} décembre de la même année, que le duc de Nevers adressa au Souverain-Pontife des lettres de nomination et présentation en faveur de dom Louis-Bernard La Taste. Le roi donna le brevet d'approbation ; et le Pape délivra

(1), P. S. de la dix-neuvième lettre théologique, deuxième partie.

(2) MICHAUD, *Biog. univ.*

les provisions le 23 février 1739. Puis, après avoir fait enregistrer ses bulles le 21 mars, notre prélat fut consacré le 5 avril, dans la chapelle haute de l'archevêché de Paris, par Charles-Gaspard-Guillaume de Vintimille, archevêque de ce diocèse, assisté de François Renaud de Villeneuve, évêque de Viviers, et de Charles-Antoine de La Roche-Aymon, évêque de Tarbes. Le 20 du même mois, il prêtait serment de fidélité à la couronne ; et le 19 août 1739, dom Gaspard de Laporte, prieur de Saint-Pierre-le-Vif et Saint-Remy-lez-Sens, muni de la procuration du nouvel évêque (1), prenait possession de l'église du faubourg de Clamecy et de ses dépendances.

En 1753, plusieurs prélats du royaume manifestèrent les craintes que leur inspirait l'*Histoire du peuple de Dieu* (2), que le P. Isaac-Joseph Berruyer, de la compagnie de Jésus, venait de publier : Monseigneur de Paris réunit à ce sujet à sa maison de campagne de Conflans (3), le 3 décembre de cette année, ceux des évêques de France qui se trouvaient alors dans la capitale, afin de prendre avec eux les mesures nécessaires pour que le livre en question ne tombât point entre les mains des fidèles. Louis-Bernard La Taste fut, avec les archevêques de Cambrai, de Paris et de Sens, les évêques de Lescar et de Vannes, prié de faire un examen approfondi de cet ouvrage. L'évêque de Bethléem assista également à la conférence qui, pour le même objet, fut tenue dix jours après (le 13 décembre) (4) à l'archevêché de Paris.

Le roi, en agréant la nomination de dom La Taste, en 1738,

(1) Il demeurait alors à Paris, à l'abbaye Saint-Germain-des-Prés.

(2) Le titre de l'ouvrage poursuivi était : *Histoire du peuple de Dieu...*, ou *le Texte sacré des livres du N. T. réduit en un corps d'histoire*, par le P. Isaac-Joseph Berruyer, seconde partie ; à La Haye, chez Neaulme et C^e, 1753, 8 vol. in-12. (V. *Nouvelles ecclésiastiques* du 6 février 1754.)

(3) *Procès-verbal de l'assemblée de N.V. les prélats, tenue à Conflans, le lundi 3 décembre 1753*, in-4°, pièce.

(4) *Procès-verbal de l'assemblée de NN. les prélats, tenue à Paris, le jeudi 13 décembre 1753*, in-4°, pièce.

lui avait en même temps donné en commende l'abbaye de Moiremont (1), au diocèse de Châlons-sur-Marne.

Notre prélat fut, en 1747, nommé visiteur général des Carmélites de France : il était déjà supérieur des religieuses de cet ordre du couvent de Saint-Denis. Ce fut dans cette ville, où il était arrivé malade le 17 avril 1754, que, le 22 du même mois, il rendit son âme à Dieu. Les Bénédictins de l'abbaye royale le firent inhumer le lendemain dans le chœur de l'église des Carmélites.

Même après qu'il eut été élevé à l'épiscopat, les Jansénistes, dans leur colère contre leur adversaire, se permirent de l'insulter, en faisant circuler un grossier pamphlet, intitulé : *Compliment et requeste des diocésains de Bethléem, à Mgr D. de La Taste, leur évêque. Fait en leur nom par un Tel Parisien, écrivain au charnier des Innocents. Donné au public avec des notes critiques, historiques et grammaticales, par M. ***, interprète du Roi d'Ivetot. Imprimé au Phantôme mitré, M.D.XXXIX (sic).* La brochure (in-12, trente-six pages) a pour épigraphe ces vers de La Fontaine :

... Il faut faire aux méchants guerre continuelle
La paix est fort bonne de soy,
J'en conviens ; mais de quoy sert-elle
Avec des ennemis sans foi ?

(Fable xiii, liv. III.)

Ce pamphlet porte à la fin la date du 15 avril 1739 (2).

L'abbé Hachette, grand vicaire de Reims, visiteur des

(1) Cette abbaye, de l'ordre de Saint-Benoît, rapportait environ 5,500 livres de revenu.

(2) Plusieurs années auparavant, les Jansénistes avaient, sous le nom supposé d'un évêque de Bethléem, fait paraître un premier pamphlet, contre les adversaires des doctrines du P. Quesnel ; il est intitulé : *Mandement de Monseigneur l'évêque de Bethléem, revu, corrigé, augmenté de plus des deux tiers, accompagné de notes instructives*

Carmélites, avait, à la mort de dom La Taste, fait dans une lettre circulaire l'éloge des vertus de ce personnage ; les *Nouvelles ecclésiastiques*, organe du jansénisme, poussèrent l'impudence jusqu'à ne point respecter la mémoire de l'évêque de Bethléem, qui venait, disaient-elles, de *finir son ignominieuse carrière*, et dont M. Hachette avait osé *faire un saint et un saint de premier ordre*. Les *Nouvelles ecclésiastiques* (1) débitaient ensuite les contes les plus absurdes sur la fin de notre prélat. Comme il s'était trouvé pris d'un violent mal de gorge à son arrivée à Saint-Denis, il n'avait pu, paraît-il, recevoir le Saint-Viatique : les défenseurs du diacre Pâris voyaient là encore un miracle de punition.

Louis-Bernard La Taste a écrit : *Lettres théologiques aux écrivains, défenseurs des convulsions du tems*, recueil de vingt et une lettres, formant deux volumes in-4° (1733-1740); — *Réutation* (2) *des lettres adressées à M.M. les Commissaires nommés par le Roi, pour délibérer sur l'affaire présentée au Parlement, au sujet du refus des sacrements, ou des lettres prétendues pacifiques*; Paris, 1^{er} janvier, 25 avril et 15 août 1753, in-12; — *Lettres au Carmélites du faubourg Saint-Jacques*. Il fut répondu à cet ouvrage par les *Lettres apologétiques*.

D'après Barbier (*Dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes*), notre évêque serait l'éditeur des *Lettres de sainte Thérèse*, traduites de l'espagnol en français par M^{me} de

et agréables, et suivi de plusieurs *Épigrammes*: MDCXCII (in-12, quarante-sept pages). En 1714, les Jansénistes répandirent un second pamphlet qui, dirigé contre les défenseurs de la bulle *Unigenitus*, fut imprimé sous ce titre : *Second Mandement de Monseigneur l'évêque de Bethléem, de l'an 1714, enrichi de plusieurs notes instructives et agréables*: MDCCXIV; suivi de la *Publication du Mandement, de Réflexions, de deux pièces de vers sur l'air de : Ramenez la cheminée du haut en bas*, et d'un *Sonnet* (in-12, quarante pages).

(1) *Nouvelles ecclésiastiques*, ou *Mémoires pour servir à l'histoire de la constitution Unigenitus*, numéro du 18 septembre 1754.

(2) Cet ouvrage a été attribué aussi au P. Pabouillet, de la compagnie de Jésus.

Maupeou et l'abbé Pélicot; 1748, deux volumes in-4° (1). — Mais c'est à tort que les *Nouvelles ecclésiastiques* (2) le représentent comme étant l'auteur des *Observations sur le refus que fait le Châtelet de reconnaître la Chambre royale*, 1754, in-4°, ouvrage que le Parlement fit brûler par la main du bourreau. On a également commis une erreur en attribuant à dom La Taste : *Requête du promoteur de l'officialité de Paris, contre cinq des miracles de saint Médard*, 1735; et *Réflexions sur une enquête ordonnée par le cardinal de Noailles, au sujet de ces miracles*, 1736.

LII.

CHARLES-MARIE DE QUELEN.

Issu d'une famille noble et ancienne de Bretagne, CHARLES-MARIE DE QUELEN naquit à Quimper en 1703. Il était depuis 1733 curé du Havre, où sa mémoire est aujourd'hui encore en vénération, quand, le 17 février 1754, le roi lui donna en commende l'abbaye Notre-Dame de La Rivour (3), au diocèse de Troyes. Peu après, le duc de Nevers l'appela à l'évêché de Bethléem, devenu vacant par la mort de dom La Taste. Au mois de mai suivant, Louis XV confirma la nomination;

(1) Nous nous permettons de faire observer que le premier volume des *Lettres de sainte Thérèse*, qui avait paru *seul* en 1660, ne fut réédité, *seul* encore, qu'en 1753, à Paris, traduit par M. Chappé de Ligny; et qu'il ne parut à Paris, en 1748, que le deuxième volume, traduit par « feu la R. M. de Maupeou, prieur des Carmélites de Saint-Denis ». Dom La Taste n'aurait donc, croyons-nous, été l'éditeur que du deuxième volume des *Lettres de sainte Thérèse*.

(2) *Nouvelles ecclésiastiques*, numéro du 18 septembre 1754.

(3) De l'ordre des Cîteaux. (*Gall. christ.*, eccl. Trecentis, t. XII, p. 601.)

et après avoir, le 16 août de la même année, reçu du pape Benoît XIV l'institution canonique, M. de Quelen fut sacré le 19 janvier 1755 par Bertrand-Jean-Baptiste-René du Guesclin, évêque de Cahors, assisté de Gaspard-Alexis du Plan des Augiers, évêque de Die, et de François de Saint-Jean de Pruniers, évêque de Grasse : la cérémonie eut lieu à Paris, dans la chapelle du séminaire Saint-Sulpice. Le 24 du même mois, le nouveau prélat prêta serment de fidélité à la couronne.

Pour confirmer ce que nous avons dit plus haut, relativement à dom La Taste, de qui la famille n'était point, pensons-nous, d'aussi basse extraction qu'il a été rapporté par certains auteurs, nous croyons devoir faire ici mention des actes des 9 et 16 avril 1755, par lesquels, avant de prendre possession de l'évêché de Bethléem, M. de Quelen (1), comparant par M^e Etienne Millelot, son procureur, fit, à Clamecy, constater les dégradations qui avaient été faites sous son prédécesseur à la chapelle Notre-Dame et aux bâtiments qui en dépendaient (2). Ces actes, dressés devant Claude-François de Bèze de Pignolle, juge ordinaire de la ville et de la châtellenie de Clamecy, énumèrent les noms et qualités des héritiers de dom La Taste. On trouve ainsi : « François de La Taste, » garde des bijoux de la feuë reine d'Espagne, demeurant à » Paris, rue d'Enfer, tuteur de ses enfants mineurs, donataire » res, pour moitié, des droits de Jean Vitale de La Taste, ancien garde-bijoux de la feuë reine d'Espagne ; et demoiselle Jeanne Girard de La Taste, du royal monastère Saint-Louis de Poissy, aussi donataire pour moitié des droits de » Jean Vitale de La Taste. »

Le 12 mai 1766, par-devant Michel Bonhomme, notaire à Villiers-sur-Yonne, résidant à Clamecy, l'évêque de Bethléem consentait bail, pour neuf années, à François Gavard : 1^o des revenus de l'évêché, moyennant 380 l. par an ; 2^o de

(1) Il demeurait à Paris.

(2) Les réparations à faire furent estimées 286 l. 15 s.

la maison épiscopale, pour la somme de 200 l., payable aussi chaque année.

Depuis quatorze ans M. de Quelen jouissait en paix de son évêché, quand M. de Cicé, qui occupait le siège d'Auxerre, ressuscita les anciennes prétentions de ses prédécesseurs. Au mois de mai 1769, notre prélat était venu à sa maison-Dieu du faubourg de Clamecy, avec cinq ecclésiastiques. Par acte du 19 du même mois (1), il avait donné à l'un d'eux, Pierre-Antoine Gayot, curé d'Isle-Aumont, du diocèse de Troyes, les titres de grand archidiacre de son église de Bethléem, et de vicaire général; nommé un autre son secrétaire; et, le même jour, conféré à Edme Millelot des Limes, notaire à Clamecy, des lettres de provision aux termes desquelles il le créait son greffier des insinuations ecclésiastiques. Le lendemain, M. de Quelen se rendit dans sa petite cathédrale, où il procéda à l'ordination d'un diacre et d'un sous-diacre : l'un ecclésiastique séculier, l'autre religieux, et tous deux munis de dimissoires; il annonça que l'année suivante il viendrait ordonner ceux qui, munis de dimissoires, se présenteraient à lui; puis il donna la bénédiction solennelle aux fidèles assemblés. Avant de quitter Clamecy, notre évêque avait vivement engagé les PP. Récollets de cette ville à continuer de faire régulièrement l'office canonial dans son église, les dimanches et fêtes.

Le tout ayant été porté à la connaissance de l'évêque d'Auxerre, M. de Cicé s'en émut à ce point, qu'il résolut de porter plainte devant l'assemblée générale du clergé. Il fit immédiatement dresser un long mémoire dans lequel il énumérerait d'abord les faits que nous venons de rapporter. Il disait ensuite que l'évêque de Bethléem avait offert la confirmation

(1) On lit dans les provisions que M. de Quelen donna au curé d'Isle-Aumont : « Te in partem sollicitudinis nobis a Domino cre-
 » dite assumendum duximus; » et il lui donna « plenam et generalem
 » et liberam auctoritatem ea munia in nostrâ diœcesi gerere, quæ ad
 » archidiaconum et vicarium generalem de jure et de consuetudine
 » spectant et pertinent. »

« à ceux de ses diocésains qui la lui demanderaient » (le mémoire ajoute toutefois que personne ne se présenta pour recevoir ce sacrement); que ce prélat n'avait point apporté avec lui d'ornements pontificaux, et que la cérémonie de l'ordination s'était faite en aube et en chasuble, sans crosse, ni mitre, ni tunique, ni dalmatique, ni aucun des vêtements que portent les évêques dans de telles circonstances; que deux particuliers du faubourg de Bethléem étaient cités, dans un des actes de l'officier public qu'il avait créé, comme habitant le territoire soumis à sa juridiction. M. de Cicé ajoutait : « Il est aisé de » voir que l'intention de M. de Quelen est de se faire dans le » faubourg de Clamecy un diocèse complet. » Et, prétendant que notre évêque n'avait ni territoire épiscopal, ni peuple, ni clergé, ni juridiction spirituelle, il concluait ainsi : « 1° L'évê- » ché de Bethléem, en Palestine, n'ayant jamais été transféré » à Clamecy, ni uni à la chapelle de l'hôpital de cette ville, » les évêques d'Auxerre n'ont jamais pu être dépouillés de la » juridiction légitime qu'ils ont toujours eue et exercée dans » toute l'étendue de la paroisse de Clamecy et dans les églises » de cette ville. — 2° Les évêques de Bethléem n'ont jamais » été fondés, ni en titres, ni en possession, pour s'arroger dans » cet hôpital un titre et un territoire épiscopal, s'y former un » clergé et un peuple, y faire des fonctions épiscopales, y per- » mettre et autoriser, au préjudice de la juridiction de l'évê- » que d'Auxerre et du curé de Clamecy, la prédication, l'ad- » ministration des sacrements, la célébration des offices » publics, l'établissement des confréries, des processions pu- » bliques et solennelles, des oblations et bénédictions. — D'où » il résulte que M. de Quelen n'a pas dû, sans la permission de » M. l'évêque d'Auxerre, conférer les ordres dans cette cha- » pelle, créer un archidiacre, offrir la confirmation aux peu- » ples, donner la bénédiction solennelle, et entreprendre » d'établir dans la même chapelle un office public et des con- » fréries. »

A la requête de M. de Cicé, l'affaire fut portée devant les prélats du royaume, réunis en assemblée générale, en 1770, au couvent des Grands-Augustins de Paris. Et à la séance du

lundi 27 août, Mgr l'archevêque de Toulouse, prenant la parole sur ce sujet, s'exprima en ces termes (1) :

« Messieurs et Messieurs,

» Mgr l'évêque d'Auxerre se plaint de ce que Mgr l'évêque
 » de Bethléem, sans lui avoir demandé le *Licet*, ni obtenu sa
 » permission, a entrepris de donner les ordres et la confirma-
 » tion dans la chapelle du faubourg de Clamecy qui, comme
 » vous savez, a été unie au siège de Bethléem. Le titre de
 » cette union n'existe plus, mais quand il existeroit, il fau-
 » droit qu'il renfermât une donation positive de territoire et
 » de juridiction; sans quoi elle ne peut se présumer. Les droits
 » des ordinaires sont si essentiels et si imprescriptibles qu'il
 » faut les titres les plus positifs pour y déroger. Dans un
 » mémoire détaillé que nous a remis Mgr l'évêque d'Auxerre,
 » il établit que non-seulement Mgr l'évêque de Bethléem n'a
 » aucun titre qui lui donne droit de faire les fonctions épis-
 » copales dans cette chapelle de Clamecy, mais qu'il y a des
 » preuves qu'il ne l'a pas; que sa prétention est démentie par
 » l'aveu même d'un ancien évêque de Bethléem (2); que
 » plus anciennement encore un jugement arbitral de l'évêque
 » d'Orléans (3), qui avoit à décider à qui de l'évêque d'Autun
 » ou de l'évêque d'Auxerre appartenoit la juridiction sur
 » cette chapelle, l'a adjugée à celui-ci sans contradiction de

(1) Procès-verbal de l'Assemblée générale du Clergé de France, tenue à Paris, au couvent des Grands-Augustins, en l'année 1770. M. l'abbé de Cicé, secrétaire de l'Assemblée. Paris, 1776, p. 593. — Voir aussi Collection des procès-verbaux du Clergé. Assemblée de 1770, t. VIII, 2^e partie, p. 1832.

(2) André de Sauzée.

(3) Comment l'évêque d'Auxerre a-t-il pu faire parler de la sorte Mgr de Toulouse? On se souvient que le jugement arbitral de l'évêque d'Orléans est de 1211, c'est-à-dire qu'il date de plusieurs années avant que les évêques de Bethléem aient quitté la Palestine et qu'ils aient pris possession des biens provenant de la libéralité des comtes de Nevers.

» l'évêque de Bethléem, qui étoit présent à ce règlement.
 » M. de Caylus ayant été troublé par des actes du prédéces-
 » seur de M. dom de La Taste, qui a lui-même précédé l'évê-
 » que actuel, s'y opposa par une sentence de son officialité
 » contre le grand vicaire prétendu de cet évêque. L'instance
 » est pendante au Conseil; les nouveaux actes de Mgr de
 » Bethléem peuvent donner lieu à Mgr l'évêque d'Auxerre
 » de la reprendre, et il demande vos bons offices s'il y est
 » forcé: et comme il paroît par le mémoire de Mgr l'évêque
 » d'Auxerre qu'il s'agit d'une entreprise sur la juridiction
 » ordinaire, qui ne peut et ne doit recevoir d'atteinte à moins
 » de privilèges évidemment constatés, vous croirez, sans
 » doute, que si Mgr l'évêque d'Auxerre est dans le cas de
 » la défendre, le Clergé doit se joindre à lui pour en soutenir
 » les droits. »

On aurait pu faire observer à Mgr de Toulouse que le décret de la Congrégation consistoriale du 6 avril 1713 prouvait, d'une manière péremptoire, que l'union de la chapelle Notre-Dame au siège de Bethléem *ne cessait point d'exister*; et que toutes les bulles accordées depuis par les Souverains-Pontifes énonçaient expressément que la chapelle et la maison-Dieu du faubourg de Clamecy étaient toujours incorporées à l'évêché. M. de Quelen aurait pu ajouter que la déclaration qu'aurait faite un de ses prédécesseurs n'étoit capable ni d'anéantir les droits concédés par la cour de Rome, ni d'annuler les lettres patentes de Charles VI. Notre prélat aurait pu faire remarquer aussi qu'on se trompait étrangement à l'égard du jugement arbitral rendu par Manassès d'Orléans; car en 1211, date de ce jugement, les évêques de Bethléem n'avaient pas encore quitté la Palestine.

Mais personne sans doute ne releva les graves et nombreuses erreurs contenues dans le mémoire de M. de Cicé; car le procès-verbal de la séance ajoute: « Le rapport fini,
 » l'Assemblée a délibéré d'accorder à Mgr l'Évêque d'Auxerre
 » tous les bons offices que pourront exiger les circonstances
 » de l'entreprise de Mgr de Bethléem. » Néanmoins, l'affaire

ne fut pas poussée plus avant ; et, à partir de cette époque, on ne voit pas que la paix ait de nouveau été troublée entre l'église d'Auxerre et celle de Bethléem.

La *France pontificale* cite un trait édifiant de M. de Quelen, pendant qu'il était curé du Havre : « Il avait l'habitude de » porter, quand il faisait nuit, du pain et du bois aux pauvres : » un soir que le fardeau était plus pesant qu'à l'ordinaire, un » petit fagot caché sous son manteau lui échappa et trahit » ainsi, aux yeux des passants, sa charité et son amour des » malheureux. »

Il mourut au Faou, près Châteaulin, le 21 avril 1777. Mgr de Quelen, qui fut archevêque de Paris, de 1821 à 1839, était le petit-neveu de notre prélat.

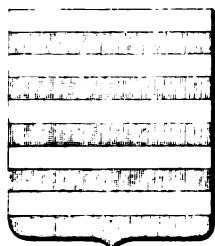
La famille de Quelen a pour armoiries : *burelé d'argent et de gueules de dix pièces* (1).

LIII.

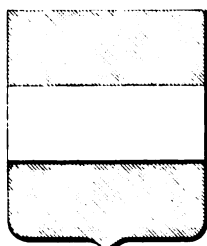
FRANÇOIS-CAMILLE DE DURANTI DE LIRONCOURT.

FRANÇOIS-CAMILLE DE DURANTI DE LIRONCOURT, successeur de M. de Quelen, naquit à Paris le 9 octobre 1733. Il était chanoine honoraire et vicaire général de Laon, et, avec MM. les abbés de Royère, d'Agoust et de La Tour, aumônier par quartier de M^{me} Sophie de France, lorsque, sur la présentation du duc de Nevers et avec l'agrément du roi, le Pape le nomma à l'évêché de Bethléem au mois d'août 1777. Sacré le 26 avril 1778, il prêta serment de fidélité à la couronne le 28 du même mois. Le 25 janvier 1778, il avait été appelé à rempla-

(1) D'HOZIER, LACHESNAYE-DESBOIS, PALLIOT.



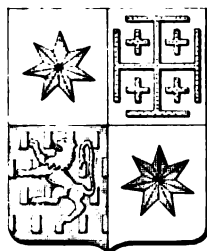
CHARLES-MARIE DE CULLEN
Pag. 288



CHÉRUBIN LOUIS LE BEL.
Pag. 275



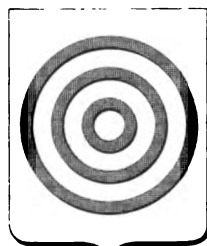
ETIENNE BAGNOUD
Pag. 302



PAROISSE NOTRE-DAME
DE BETHLEEM-BEZ-DAMFRY
Pag. 321



CHRISTOPHE INCISA.
Pag. 32



THOMAS ALBIZZI
Pag. 35



BERNARDIN VACCA
Pag. 34 (Vaussi l'Errata)

cer également M. de Quelen à l'abbaye de La Rivour, que Louis XVI lui donna en commende.

M. de Duranti ne vint jamais visiter son église Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, dont il prit possession par procureur.

Le 7 juin 1781, par-devant Boulard (1), notaire à Paris, ce prélat donna décharge aux héritiers de Quelen de certains titres de l'évêché : terriers, baux à rente, contrats d'acquisition, etc., qui s'étaient trouvés entre les mains de son prédécesseur, lequel, à la mort de dom La Taste, les avait reçus des Bénédictins de Saint-Maur.

A la date du 8 mars 1786, devant Millelot des Limes, notaire à Clamecy, fut dressé, au nom de M. de Duranti (2), le dernier bail des biens de l'évêché de Bethléem. Ce bail, qui devait commencer le 1^{er} octobre 1786 et finir en 1795, fut consenti à Charles-Basile Thomas, marchand de bois à Clamecy, pour la somme de sept cent vingt livres par chaque année : moyennant quoi le fermier jouirait de tout le revenu temporel de l'évêché. Dans ce revenu on comprenait les 60 l. de rente que devaient les ducs de Nevers, aux termes des actes du 23 avril 1245 et du 27 avril 1291. Toutefois l'évêque se réservait les trente-huit arpents du bois sis à Armes, appelé bois de Bethléem; il se réservait également une chambre pour son usage quand il viendrait à Clamecy, le logement de ses gens et celui du sacristain. De plus, les preneurs devaient, chaque année, le lundi avant la foire de Bethléem, fournir aux officiers de la châtellenie de Clamecy une chambre pour l'expédition de la justice (3).

(1) Une expédition de cet acte appelle à tort notre évêque : Duranti de Lenoncourt.

(2) M. de Duranti avait à cet effet donné procuration à M. Née de Charmois, le 9 janvier 1786, par acte privé, donné à Paris, et signé : FN. CAM., evesque de Bethléem.

(3) Le 15 janvier 1787, le fermier entrant, Charles-Basile Thomas, fit dresser un état de lieux. Le fermier sortant était « René Coquille, » étant aux droits de Pierre Jâmet. »

Si on observe que malgré la modicité de leur revenu, nos prélats, qui payaient 33 florins $\frac{1}{3}$ pour la taxe de leurs bulles, devaient en outre chaque année 60 l. de décimes, on voit que leur position eût véritablement été malheureuse si le roi ne leur avait en même temps donné une abbaye. La Rivour rapportait à M. de Duranti 10,000 l. de rente.

A la date du 20 février 1788 (1), on trouve encore un acte dressé au sujet de l'hommage rendu au nom de M. de Duranti, pour ce qui restait encore à notre église des biens acquis par Philibert de Beaujeu dans la seigneurie de Saint-Pierre du Mont (2).

La période révolutionnaire avançait à grands pas. Le 5 mai 1789, les États-Généraux étaient convoqués à Versailles.

Bientôt l'Assemblée constituante, qui, au mois d'août, avait aboli les dîmes ecclésiastiques, mettait, par le décret des 2-4 novembre, *tous les biens du clergé à la disposition de la nation*. « Cette formule laconique contenait des conséquences de » confiscation que tirèrent rapidement de nombreux décrets. » Le 19 décembre, une portion des biens du clergé et de ceux du domaine de la couronne était d'abord mise en vente jusqu'à concurrence de 400 millions; peu de temps après, les mesures de confiscation devenaient de jour en jour plus complètes.

Au nombre des biens composant le domaine temporel de l'évêché, à l'époque où M. de Duranti fut appelé au siège de Bethléem, se trouvait d'abord l'hôtel épiscopal, situé au sud de la cathédrale; il en était séparé par les ruines d'un ancien cloître dont il ne restait plus que quelques piliers. Cet hôtel, qui avait son entrée principale à l'ouest, sur la place du faubourg, se composait d'un rez-de-chaussée comprenant trois grandes pièces et un cabinet situé sous le grand escalier, et

(1) Cet acte fut dressé devant Michel Bonhomme, notaire, résidant à Clamecy.

(2) La terre de Saint-Pierre-du-Mont appartenait alors au marquis d'Argence.

d'un premier étage qui avait un vestibule, cinq chambres, un corridor et deux cabinets: le tout dans un état frappant de délabrement et de vétusté, bien que la succession de Louis Le Bel eût fait faire des réparations qui, tant pour les bâtiments que pour l'église, avaient coûté 3,000 livres (1). Au bâtiment principal était joint un pavillon carré, situé au midi, sur le chemin de Clamecy à la maladrerie d'Armes. Dans un corps de logis se trouvant en avant du cloître qui reliait la chapelle à la maison épiscopale, habitait le sacristain. Les dépendances comprenaient: une vinée, une grange, une écurie, un colombier, des caves creusées dans les roches. A côté s'étendaient des cours, des jardins et une vigne. Un jardin qui était près du cloître portait le nom de jardin des Oliviers. Derrière les bâtiments de l'hôtel, on avait taillé des escaliers dans le roc; et dans une des anfractuosités de la montagne s'élevait, à un endroit qu'on appelait la chapelle du Mont-Calvaire, un grand crucifix au pied duquel était érigé un autel: chaque année, le vendredi saint, on s'y rendait en procession (2).

L'évêque de Bethléem possédait en outre: le bois de Bethléem, d'une superficie de 38 arpents environ, sis au territoire

(1) Le 29 octobre 1714 (voir note 1, page 271), à l'expiration du bail du fermier Jacques Collas, marchand de bois à Clamecy, les experts appelés pour constater les dégradations avaient déclaré que, faute de faire aux bâtiments de l'évêché et à la chapelle des réparations qu'ils estimaient à près de 3,200 l., « ces bâtiments seraient *impraticables* ». Après qu'un arrêt eut été rendu par le Parlement de Paris, le 7 août 1741, et à la suite d'une transaction intervenue entre les parties, « du consentement du duc de Nevers, *présentateur audit évesché*, » il fut convenu entre les héritiers de Louis Le Bel et dom La Taste, que la succession de Louis Le Bel serait tenue de faire des réparations jusqu'à concurrence de 3,000 l. On décida néanmoins que le cloître serait laissé dans l'état où il se trouvait.

Un acte du 17 avril 1744, dressé devant François Parent, lieutenant ordinaire civil, criminel et de police de la ville et de la châtellenie de Clamecy, à la requête de dom La Taste, comparant par M^r Joseph Massé, son procureur, constate que ces réparations ont été faites.

(2) J. Fr., NÉE DE LA ROCHELLE, *Mémoires*, t. II, p. 19.

d'Armes ; le pré de Bethléem , comprenant trois ou quatre arpents , dont partie se trouve aujourd'hui enclavée dans le jardin de M. Félix Bonneau ; environ quinze journaux de terre labourable , en différentes pièces , et deux journaux de pré , sur le finage de Clamecy.

En outre , le fermier du revenu temporel touchait chaque année , au nom de l'évêque : 1^o les 60 livres de rente que payaient les ducs de Nevers , en exécution des titres de 1245 et de 1291 ; 2^o les 20 livres de rente foncière dues sur la maison que Jeanne Simpol avait , en 1693 , convertie en hôpital ; 3^o une portion de la dîme des grains de Davion (1) ; 4^o quatre bichets de froment (à 6 l. le bichet) et sept livres en argent , dus sur la chapelle Sainte-Catherine de Metz-le-Comte , le jour de Saint-Etienne ; 5^o enfin différentes autres rentes et redevances pouvant s'élever à 150 l. environ.

L'évêché de Bethléem fut atteint des premiers par les lois révolutionnaires. En exécution du décret rendu au mois de décembre précédent , le mandataire de M. de Duranti de Lironcourt présenta à la municipalité de Clamecy , le 23 janvier 1790 , la déclaration des biens et les droits qui dépendaient du siège de ce prélat ; et après qu'une estimation en eut été faite par le sieur Hollier-Labretonnière , expert nommé par le directoire du district , et assermenté le 10 novembre 1790 devant les juges ordinaires de Clamecy , une première séance d'enchères fut tenue le 26 mars 1791. Le 10 avril suivant , le directoire du district assemblé , il fut , en présence de MM. Sanglé , maire , et Duplès , officier municipal , commissaires de la municipalité de Clamecy , procédé à l'adjudication définitive de *l'hôtel épiscopal , et de ses aisances et dépendances comprenant vînée , grange , écurie , cour , jardin , colombier , vigne et cave* , dont le sieur Augustin Massé , entrepreneur de bâtiments , se rendit acquéreur pour la somme de *dix mille six cents livres* , tant en son nom personnel que pour le sieur François De-

(1) Cette portion de la dîme de Davion était tout ce qui restait à l'évêché des acquisitions faites par Philibert de Beaujeu sur la seigneurie de Saint-Pierre-du-Mont.

noue, marchand de bois. Le même jour (10 avril), Charles-Basile Thomas acheta aussi une partie des biens dont il était le fermier. Le reste des propriétés de l'évêché (l'église exceptée : elle ne fut vendue que plusieurs années après) fut aliéné vers la même époque.

En décrétant la constitution civile du clergé (12 juillet-24 août 1790), l'Assemblée constituante avait complètement assimilé la division ecclésiastique à la division civile du Royaume, déclaré en conséquence qu'il n'y aurait qu'un évêché par département, et désigné Nevers pour être le chef-lieu du diocèse de la Nièvre. Dès lors le siège de Bethléem se trouva supprimé, et momentanément l'église Notre-Dame fut réunie, avec Clamecy et l'ancien faubourg de Pantenor, au diocèse de Nevers (1).

Mgr de Duranti de Lironcourt, après être resté quelque temps encore en France (2), se vit obligé, après le décret de l'Assemblée législative du 26 août 1792, de partir pour l'exil. Il se réfugia en Angleterre, où il mourut au commencement de ce siècle, après avoir refusé, en 1801, de se démettre de son évêché, que le concordat, disait-il, ne pouvait lui enlever (3).

L'église Notre-Dame, à laquelle, à cause de l'exiguité de ses dimensions, nous avons souvent donné le nom de chapelle,

(1) Mgr de Suffren de Saint-Tropez, évêque de Nevers, n'ayant pas voulu prêter le serment qu'exigeait le décret des 27 novembre-26 décembre 1790, sur la constitution civile du clergé, avait dû, en 1791, se réfugier à Turin. M. Guillaume Tollet, curé de Vandenesse, proclamé par les électeurs, le 23 février 1791, évêque constitutionnel de la Nièvre, fut sacré à Paris le 27 mars, et installé à Nevers le 3 avril de la même année.

(2) Au commencement de son épiscopat, il avait son appartement à l'hôtel du duc de Nivernais, rue de Tournon, à Paris. Il demeura plus tard rue du Bac.

(3) Nous ne savons si notre prélat appartient à la famille de Duranti qui porte pour armoiries : *d'argent, au cerisier arraché de sinople fruité de gueules, au chef de gueules chargé d'une étoile à six rais d'or* ; devise : *Soli æternitati*.

date de la fin du douzième siècle. Commencée sans doute par les ordres de Guillaume II de Nevers, après que le comte eut, en 1147, établi un hôpital sur les bords de l'Yonne, elle fut, avec cette maison-Dieu, dont elle faisait partie, donnée par Guillaume IV aux évêques de Bethléem. Nos prélats s'étant, comme nous l'avons vu, réfugiés en France au treizième siècle, ce modeste monument devint leur cathédrale, sous l'invocation de Notre-Dame de Bethléem.

Cette petite église mesurait (intérieurement) dix-huit mètres dans sa longueur, six mètres quatre-vingt-dix centimètres dans sa largeur (1), et la voûte était à onze mètres cinquante centimètres du sol. Elle avait son entrée principale à l'ouest : son portail s'élevant sur la place dite de Bethléem. L'édifice était surmonté d'un clocher qui se dressait au-dessus du chœur. Une porte latérale percée au côté sud communiquait avec les dépendances de l'hôtel épiscopal.

L'église Notre-Dame, qui existe aujourd'hui encore dans sa plus grande partie, avait la forme d'un parallélogramme rectangle; le sanctuaire en était tourné dans la direction de l'orient. Les nervures des voûtes, à arceaux croisés, sont à ogive naissante; les piliers sont couverts de colonnettes et surmontés de chapiteaux à feuilles grasses recourbées; toutes les fenêtres sont à plein cintre (2). De chaque côté de la porte principale se trouvait une petite chapelle. Un jubé construit en bois supportait de mauvaises orgues dont, au rapport du procès-verbal de visite dressé les 19 et 20 août 1739, on ne pouvait plus jouer, à cette époque déjà, depuis dix ou douze ans.

Les décrets concernant les ornements et autres effets mobiliers des églises ne trouvèrent dans notre cathédrale qu'une sacristie bien pauvre. Un inventaire, qui avait été dressé

(1) La largeur entre les piliers est de cinq mètres quatre-vingts centimètres.

(2) Comparez : *Esquisse archéologique des principales églises du diocèse de Nevers*, par M. l'abbé BOURASSÉ, p. 93.

moins de cinquante ans auparavant (1), prouve en effet que son trésor était des plus modestes.

En exécution du décret des 6-15 mai 1791, l'église Notre-Dame devait être vendue « dans la même forme et aux » mêmes conditions que les biens nationaux (art. 1^{er}). » Le 23 mai suivant, elle fut mise en adjudication devant le tribunal du district de Clamecy. Toutefois ce ne fut que le 1^{er} thermidor an IV (19 juillet 1796) que les administrateurs du département de la Nièvre, *pour et au nom de la République française, et en vertu de la loi du 28 ventôse précédent*, en présence et du consentement du commissaire du Directoire exécutif, déclarèrent vendre et délaisser, moyennant la somme de *dix-neuf cent quatre-vingts francs*, au citoyen François Denoue, marchand de bois, demeurant à Clamecy, UN BATIMENT SERVANT CI-DEVANT DE CHAPELLE, SITUÉ A CLAMECY,

(1) « Inventaire des ornements et effets et linge qui sont dans la » sacristie de l'église de Bethcelem, fait par nous sousignez ce dix-neuf avril 1750. — Premièrement huit devant du grand autel sçavoir » deux de damas blanc, un de damas a fons rouge et fleurees blanches, » un de serge violette, un de damas couleur de rosse, un de satin » vert a fleure blanche, un de damas cramoisy, et un de serge noire. » Plus aux deux petits auteles de la neffe huit devant d'autel dont l'un » ne peu pas servir, sçavoir l'un de damas fons blanc, couleur de » rose, un de calmande noire, deux de satin rayé de differantes coul- » leurs, un de calmande rayé, et un de satin vert. Plus deux napes a » dentelle et a carreaux de toille pour couvrir les images, plus dix-sept » napes d'autel tant groses que fines dont une partie sont eussez, plus » quinze voilles garnis de d'antelle pour mettre sur les saintees tant » bons que mauvais, plus quatre corporos dans quatre bourees, plus » quatre obbes tant bonnes que mauvaises, deux mauvaises cintures, » plus deux surplis, quatre amis, vingt six tant purificatoires que » lavabos, plus un voile de taffetas blanc garnis de dentelle d'argent » feaux, deux chappes l'une de damas blanc, et l'autre de damas rouge, » un tapis de toille peinte garnie de dentelle d'argent feaux, deux cha- » subles l'une de damas rouge et l'autre de damas blanc garnies de » leurs etolle et manipulles, de même étoffe, une de cuire d'ore garnie » de son etolle et manipulle, une chasuble de damas noir garnie de » son etolle et manipulle plus une autre chasuble de satin vert garnie » de son etolle et manipulle, une autre chasuble de voile violet garnie » de son etolle et manipulle, une autre de serge fons blanc garnie de

tenant d'un long, du nord, partie au jardin de l'acquéreur et aux bâtiment et aisances du citoyen Parny; d'autre, du sud, à la cour et au bâtiment (l'ancien hôtel épiscopal) dudit acquéreur; du levant au même, et du couchant à la place publique du faubourg de Bethléem. L'acte d'aliénation, dressé à Nevers (1) en séance de l'administration centrale, est signé: Gallois, président; Jousselin, Parent l'ainé, Passot, B. Tenaille, administrateurs; Bouguellet, commissaire du Directoire exécutif; Frotier, secrétaire en chef, et Taquenet (2).

» son etolle et manipule, un autre de voile blanc, garnie de son etolle
 » et manipule, une autre de damas cramoisy pareillement garnie de son
 » etolle et manipule, plus une autre a bande de toille brodée de cal-
 » mande rouge brodée et de calmande noire garnie d'etolle et mani-
 » pule blanche, plus une autre de satin a fons blanc et a fleurees de
 » differentees couleurs garnie de son etolle et manipule, plus une
 » autre de calmande noire garnie de son etolle et manipule, six voilles
 » de calice tant de damas que de droguet de soie de differentes cou-
 » leurs, un calice d'argent avec sa pateine pour l'usage ordinaire, plus
 » un autre grand calice d'argent avec sa pateine renferme dans son
 » etuît, plus deux burettes d'argent, un soleil avec le pied d'argent le
 » tout renferme dans une boitte, lequel calice, burette, et soleil ont ete
 » remis au sieur Bardet fermier qui sen est chargé et l'autre calice
 » pateine, ornements effets et linge cy-dessus ont ete laisse dans la
 » sacristie au sieur Coquille fabricien qui sen est charge ainsy que des
 » autres effets qui suivent: p^r quatre burettes detain, une grande croix
 » de cuivre pour la procession, un ancensoire de cuivre avec sa navette
 » et cullier, un benettier de cuivre, une fontaine detain, une autre
 » croix de cuivre d'ore garnie de reliques et de bois de la vray croix,
 » un breviere, deux messelles bien relies, et deux mauvais, huit vasses
 » d'orees garnies de bouquets, une lampe de cuivre, un mauvais bon-
 » net carré deux equilles de cuivre pour quester, et aux deux costes
 » du grand autel deux grandes boittes de sapin ou il a deux reliqueres
 » ou sont les reliques de saint Boniface et de saint Bonnaventure.
 » (Signé) CHEVANE, — BARDET, — F. LOISEAU, — COQUILLE, — NÉE
 » DELAROCHELLE. » — L'original de cet inventaire est entre les mains de
 M. Moreau de Charny, qui a bien voulu nous le communiquer.

(1) Cet acte fut enregistré à Nevers le même jour (1^{er} thermidor an IV).

(2) Ce dernier, Edme Taquenet, propriétaire à Clamecy, était muni de la procuration que, devant Bouquerot, notaire à Clamecy, François Denoue lui avait donnée le 29 messidor précédent.

L'ancienne cathédrale de Bethléem, à laquelle, pour rendre hommage aux croisades que rappelle son nom, la suite des siècles avait conservé sa dignité, et qui, sur son siège épiscopal, a vu se succéder près de cinquante prélats, n'est plus aujourd'hui qu'une annexe d'hôtellerie !

Les passions des hommes détruisirent donc, en un instant, le glorieux souvenir que le temps épargnait ; souvent, hélas ! elles font ainsi disparaître les plus nobles pages de l'Histoire !

QUATRIÈME PARTIE.

L'ÉVÊCHÉ DE BETHLÉEM,

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

D'après l'article 2 du concordat du 15 juillet 1801 (que le Souverain-Pontife ratifia le 15 août suivant), une nouvelle circonscription des diocèses devait être faite par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement français. Aux termes des lettres apostoliques que Pie VII donna en exécution de cet article, le 29 novembre de la même année, l'évêché de Bethlém, *suffragant de l'archevêché de Sens* (1), se trouva canoniquement « annulé, supprimé et éteint à perpétuité ». La même bulle réduisait à dix métropoles et cinquante évêchés, le nombre des sièges du territoire de la République. Puis, le 9 avril 1802, le cardinal Caprara, légat du Pape, se basant, pour établir la circonscription des nouveaux archevêchés et évêchés de France, sur le tableau joint aux articles

(1) C'est par erreur que la bulle du 29 novembre 1801 compte Bethlém au nombre des suffragants de Sens; en effet, bien que l'évêché de Bethlém-lez-Clamecy se trouvât enclavé dans le territoire soumis à la juridiction métropolitaine de Sens, nous avons vu que le siège de notre église dépendait directement du Souverain-Pontife.

organiques (loi du 8 avril 1802), incorpora le département de la Nièvre tout entier à l'évêché d'Autun, qui avait pour métropole l'église archiépiscopale de Besançon.

A la suite du nouveau concordat qui fut signé le 11 juin 1817, et suivant lequel « les sièges qui avaient été supprimés » dans le Royaume par la bulle du 29 novembre 1801 devaient » être rétablis en tel nombre qu'il serait convenu, comme étant » le plus avantageux pour le bien de la religion, » Sa Sainteté avait, le 27 juillet 1817, rétabli l'évêché de Nevers ; mais en réalité ce siège ne fut pas occupé avant qu'on eût voté la loi du 4 juillet 1821 et qu'on eût publié la bulle du 6 octobre 1822 (1). Tout le département de la Nièvre (Clamecy, ses faubourgs et le territoire de l'ancien évêché de Bethléem y compris) fit dès lors partie du nouveau diocèse de Nevers, qui devenait suffragant de Sens.

Mgr Millaux, préconisé le 17 mai 1823, sacré le 6 juillet suivant, fit son entrée solennelle à Nevers le 31 du même mois. Plusieurs fois ce prélat sollicita de la cour de Rome, pour lui et ses successeurs, le droit d'ajouter à son titre épiscopal celui de Bethléem : ce fut sans succès. Quelques années après, à la demande du roi de Sardaigne, le Saint-Siège conféra à l'abbé de Saint-Maurice-d'Agaune la dignité d'évêque *in partibus* de Bethléem.

La royale abbaye de Saint-Maurice-d'Agaune, fondée en 350 dans le Valais, est un des monastères les plus anciens de l'Occident. Les Papes lui ont accordé des privilèges nombreux ; Sigismond, Charlemagne et saint Louis l'ont enrichie de possessions considérables ; et les ducs de Savoie, ses protecteurs, l'ont comblée de leurs dons et de leurs faveurs.

Charles-Albert, duc de Savoie et roi de Sardaigne, voulant témoigner son attachement à cette maison dont ses ancêtres avaient été les bienfaiteurs, et étant heureux de prouver à plusieurs de ses membres qu'il connaissait particulièrement combien il leur était dévoué, pria Grégoire XVI de vouloir

(1) Voir l'ordonnance royale des 31 octobre-11 décembre 1822.

bien donner à *perpétuité* aux abbés de Saint-Maurice l'évêché de Bethléem *in partibus infidelium*. Charles-Albert, qui portait, comme les princes de sa famille, le titre de roi de Jérusalem, voulait, en demandant le rétablissement de ce siège, honorer le nom de Bethléem, si étroitement uni au souvenir du royaume de Palestine. Sa Sainteté accéda au désir du roi, et, par lettres apostoliques du 3 juillet 1840, déclara que le prélat gouvernant alors le monastère d'Agaune serait évêque *in partibus* de Bethléem, et que désormais tous les abbés canoniquement élus, par le fait même de leur élection, seraient *in perpetuum* évêques *in partibus* de Bethléem. De nouvelles lettres apostoliques, accordées par Grégoire XVI le 4 août suivant, conféraient aux abbés de Saint-Maurice la dignité de prélats domestiques du Souverain-Pontife, et accordaient aux chanoines de l'abbaye les mêmes privilèges qu'aux chanoines de cathédrale.

LIV.

ÉTIENNE II BAGNOUD.

Mgr ÉTIENNE BAGNOUD, né à Lens, district de Sierre, canton du Valais, le 2 janvier 1803, fit ses études avec succès au collège de la royale abbaye d'Agaune; et en 1823, le 1^{er} janvier, il était, par sa profession solennelle, reçu au nombre des chanoines (1). Ordonné prêtre le 23 décembre 1826, il fut nommé professeur de principes et rudiments, puis professeur de syntaxe et de grammaire. Nommé vicaire capitulaire, à la mort de l'abbé François de Rivaz, il assembla dès le lendemain le chapitre général, qui le proclama abbé le 3 septembre 1834.

(1) Ce sont des Augustins

L'étendue de ses connaissances intellectuelles, les qualités de son cœur et ses manières affables lui avaient gagné tous les cœurs de ses confrères, l'estime profonde des magistrats du canton, et le respect de tous les habitants de la ville de Saint-Maurice.

M. Bagnoud gouvernait le monastère avec sagesse et prudence, et mettait tous ses soins à faire prospérer le collège, lorsque la bulle du 3 juillet 1840 le nomma évêque de Bethléem. Le prélat fut consacré à Sion, le 26 juillet de la même année, par Mgr Roten. — Rentré dans la maison qu'il édifiait de son zèle et de ses vertus, l'abbé-évêque eut des moments bien pénibles à supporter. Les années 1843 et 1844 furent pour le Valais des temps d'orages politiques, pendant lesquels le couvent eut à souffrir. Vint ensuite la guerre du Sonderbund, en 1847. Placée à l'entrée du Valais, l'abbaye d'Agaune avait tout à craindre : Monseigneur, ayant donné à tous ses chanoines l'ordre de fuir, resta seul pour garder la maison qui lui avait été confiée; et, par sa fermeté, il la sauva de la ruine où la révolution avait voulu la jeter.

En 1856, à la prière de Mgr Pavy, évêque d'Alger, Mgr Bagnoud voulut fonder un monastère à Medjez-Amar, province de Constantine, non loin de l'ancienne Hippone que saint Augustin a illustrée; mais l'insalubrité du climat et les maladies le forcèrent d'abandonner un établissement pour lequel il avait conçu de si belles espérances. Désormais toute son activité se porta sur le collège de l'abbaye, auquel il voua tous ses soins.

Ce fut Mgr Bagnoud qui inaugura à Aigle, canton de Vaud, la religion catholique que la révolution religieuse avait, au seizième siècle, bannie de ce pays. L'abbé-évêque se rendit en 1865 et 1867 à Paris, et en 1868 à Bordeaux, pour quêter en faveur de l'église qu'il avait fait élever à Aigle. Grâce à son dévouement apostolique, de nombreuses aumônes ont été recueillies et ont puissamment aidé aux frais considérables nécessités par l'édification du monument

A la voix de S. S. Pie IX, Monseigneur de Bethléem partit

pour Rome le 25 novembre 1869. Après avoir assisté au concile du Vatican, le vénérable prélat est allé reprendre le gouvernement de l'abbaye de Saint-Maurice, vers laquelle le rappelait sa sollicitude pastorale.

En qualité d'abbé de Saint-Maurice, Mgr Étienne Bagnoud porte le titre de comte; et avant même d'avoir été promu à l'épiscopat, il avait la crosse et la mitre (1). Il est grand-croix des SS.-Maurice-et-Lazare. Ses armoiries sont : *d'azur, au chevron d'argent accompagné de trois étoiles de même; au chef des abbés de Saint-Maurice, évêques de Bethléem, qui est cousu de gueules, chargé d'une croix tréflée d'argent* (c'est la croix de Saint-Maurice) *adextrée d'une mitre surmontant un A (Abbaye) et sénestrée d'une seconde mitre surmontant un B (Bethléem) de même.*

Lettres apostoliques, en date du 3 juillet 1840, par lesquelles le pape Grégoire XVI confère la dignité d'évêque de Bethléem in partibus infidelium à l'abbé de Saint-Maurice-d'Agaune et à ses successeurs in perpetuum.

« GREGORIUS PP. XVI.

» AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

» In amplissimo Apostolicæ dignitatis atque auctoritatis
 » gradu, nullis certe nostris promeritis, sed ineffabili Divinæ
 » Providentiæ consilio collocati, ac propterea de universo Domi-
 » nico grege, quem Pastor Æternus Nobis pascendum com-

(1) L'abbé de Saint-Maurice est aussi sujet sans milieu du Saint-Siège.

» misit, vehementer solliciti, ea profecto omnia libenter agere
» solemus, quæ ad maiorem Dei gloriam promovendam, ac
» spirituales animarum salutem procurandam pertinere posse
» videntur. Itaque sedulo diligenterque inspicientes quid
» ecclesiarum omnium decori, atque utilitati conveniat,
» Decessorum Nostrorum vestigiis inhærentes, amplis hono-
» ribus abbatiales interdum ecclesias decorare opportunum
» ducimus, ut divini cultus splendor magis eniteat, atque
» uberius inde Dominici gregis fructus existat. Equidem nos
» minime latet, insignem Abbatialem et Regalem Ecclesiam
» Sancti Mauricii penes Helvetios inferiore in Valesia sitam,
» cum proprio territorio, originis vetustate, territorii ejusdem
» amplitudine, populi frequentia, cleri numero, et Canonici-
» corum collegio summopore præstare, ac plura regularia et
» secularia beneficia habere. Ipsius autem Abbas, qui Canonici-
» corum collegii princeps, ac Primicerii dignitate ornatus,
» infule ac pedi, seu pastoralis honore insignitus, in pluribus
» illius districtus parœciis jurisdictionem quasi episcopalem
» exercet, atque huic Apostolicæ Sedi una cum Canonicorum
» collegio, totaque Abbatia immediate subjectus, Sardinia
» comitis titulo, et magna cruce regii ac militaris ordinis
» Sanctorum Mauricii et Lazari semper decoratur, Canonici-
» corum vero collegium ex pluribus viris conflatum, quorum
» alii spiritualia parœciis præbent subsidia, alii divinas in
» choro laudes concelebrant, alii communem agunt vitam ex
» regula a fel. reg. Pio VII Prædecessore Nostro approbata.
» Quod quidem Canonicorum collegium eo in districtu stu-
» diorum curam agens omni diligentia, et industria prospicit,
» ut juvenus in binis præsertim gymnasiis ad pietatem
» omnemque virtutem mature fingatur, utque amœnioribus
» litteris severioribusque disciplinis rite imbuatur. Accedit
» etiam, quod maxime interest, ut idem Canonicorum colle-
» gium Catholicæ Religionis propagandæ studio vehementer
» incensum, nullisque curis, neque laboribus, neque im-
» pendii sibi parcendum ducat, quo illis in regionibus majora
» in dies ipsa religio incrementa suscipiat, atque homines e
» cæcis errorum fluctibus emersi ad Catholicæ Ecclesiæ gre-

» mium redeant. Jam vero cum Nobis expositum fuerit rei
 » catholicæ ac spiritualis animarum salutis bono utile om-
 » nino esse, si illius Abbatiae in tempore Abbas episcopali
 » titulo in partibus infidelium honestetur; Nos, quibus esse
 » nihil potius potest, quam omni cura, vigilantia, contentione
 » in Dei Optimi Maximi gloriam amplificandam, ac sempi-
 » ternam hominum salutem quibusque rebus procurandam
 » incumbere, de venerabilium Fratrum Nostrorum S. R. E.
 » Cardinalium negotiis propagandæ fidei præpositorum con-
 » silio, Abbatiam ipsam hujusmodi dignitate atque honore
 » decorandam, eique episcopalem titulum de Bethleem in
 » Syria in partibus infidelium perpetuo adsignandum existi-
 » mavimus. Quamobrem ejusdem Abbatiae, et Canonicorum
 » collegii meritorum ratione habita, firmis tamen semper in
 » ea Abbatia manentibus, ibique vigentibus omni statu, qua-
 » litate, certa scientia, matura deliberatione, deque Aposto-
 » licæ Nostræ potestatis plenitudine, hisce Litteris Abbatiae
 » S. Mauritii penes Helvetios in Valesia inferiore episco-
 » palem titulum de Bethleem in partibus infidelium perpe-
 » tuum in modum adsignamus, atque attribuimus, atque
 » illius in tempore Abbatem Episcopum de Bethleem in Syria
 » constituimus, et declaramus, eumque nomine, titulo, et
 » honore episcopali perpetuo decoramus, ac volumus ut
 » Abbas Sancti Mauritii et Episcopus de Bethleem appelletur,
 » cum omnibus et singulis juribus, privilegiis, honoribus,
 » insignibus, prærogativis, quibus episcopi in partibus infi-
 » delium utuntur, fruuntur, vel uti ac frui possunt, et pote-
 » runt. Atque id ita concessum volumus, ut sequuta ejusdem
 » Abbatis canonica electione, etiam Episcopus de Bethleem in
 » partibus infidelium electus maneat, utque electionis con-
 » firmationem una cum ecclesiæ episcopalis provisione ab
 » hac Apostolica Sede Litteris Apostolicis sub annulo Piscatoris
 » semper obtinere debeat, et teneatur. Hæc concedimus atque
 » indulgemus, statuimus et mandamus, decernentes has
 » præsentis Litteras firmas, validas et efficaces existere, et
 » fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obti-
 » nere, ac illis in omnibus et per omnia plenissime suffra-

» gari ; sic que in præmissis per quoscunque judices odina-
 » rios, et delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Audi-
 » tores, et S. R. E. Cardinales, sublata eis et eorum cuilibet
 » quavis aliter judicandi, et interpretandi facultate, et auc-
 » toritate judicari, et definiri debere, ac irritum et inane, si
 » secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel
 » ignoranter contigerit attentari. Non obstant. quoties opus
 » fuerit, fel. record. Benedicti XIV, Prædecessoris Nostri,
 » super divisione materiarum, aliisque apostolicis, atque in
 » universalibus, provincialibusque et synodalibus Conciliis
 » editis generalibus vel specialibus constitutionibus, et ordi-
 » nationibus, nec non ejusdem Abbatiae et Canonorum col-
 » legii etiam juramento, confirmatione apostolica, aut quavis
 » firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privi-
 » legiis quoque, indultis, et litteris apostolicis in contrarium
 » præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et inno-
 » vatis, quibus omnibus, et singulis illorum tenores præsen-
 » tibus pro plene et sufficienter expressis, ac de verbo ad
 » verbum insertis habentes, illis alias in suo robore perman-
 » suris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specia-
 » liter, et expresse derogamus, aliisque omnibus etiam spe-
 » ciali et individua mentione, et derogatione dignis in
 » contrarium facientibus quibuscumque.

» Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, sub annulo
 » Piscatoris, die III Julii MDCCCXL, Pontificatus Nostri
 » anno decimo.

» (Sig.) A. Card. LAMBRUSCHINI. »

Lettres apostoliques du 4 août 1840, aux termes desquelles le pape Grégoire XVI confère à perpétuité aux abbés de Saint-Maurice, évêques de Bethléem, le titre de prélats domestiques de Sa Sainteté; crée douze chanoines honoraires; accorde aux chanoines titulaires et aux chanoines honoraires de l'abbaye d'Agaune, qu'il autorise à porter le camail et la cappa-magna, les mêmes privilèges qu'aux chanoines de cathédrale.

« GREGORIUS PP. XVI.

» AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

» Ea est dignitas ac splendor Canonicorum collegii Regiæ
 » Abbatiae Sancti Mauricii in Valesia inferiore apud Helvetios,
 » tanto hic amplissimus ordo erga Catholicam Sedem, cui im-
 » mediate subjectus, flagrat obsequio, ut Nos ex arcano Divi-
 » nae Providentiæ consilio in Petri cathedra collocati, alacri
 » libentique animo, illum peculiaris beneficentiæ Nostræ testi-
 » moniis complecti existimaverimus.

» Quapropter per similes Nostras Apostolicas Litteras, die
 » tertia superioris mensis editas, principem illius dignitatem,
 » quæ Primicerii nomine fruitur, atque Abbas exstat, aliisque
 » honorificentissimis insignibus decoratur, episcopali titulo de
 » Bethleem in partibus infidelium perpetuo ornandam esse
 » decrevimus, iisque privilegiis ac juribus, quæ hujusmodi
 » episcoporum propria sunt, augendam esse mandavimus.

» Nam verò, quum ejusdem collegii Canonicis de christiana
 » et civili republica optime meritis, propensam Nostram vo-
 » luntatem magis magisque confirmare, et majori præmio
 » eorum curas in recta juventutis institutione, in multiformi
 » gratiæ Dei dispensatione posita rependere exoptemus,
 » eorum preces benigne excepimus, dum a nobis postularunt,
 » ut ipsum Episcopum Abbatem Antistitem, seu Prælati Nostri
 » Domestici titulo decorare, eorumque numerum duodecim

» Canonicis honorariis augere velimus, quorum sex arbitrio
 » Nostro, cæteri vero, præter primos sex, ab ipso Episcopo
 » Abbate nominandos, ab eodem Canonicorum collegio, cunc-
 » tis suffragantibus erunt adlegendi, et qui omnes in choro
 » consideant, et Canonicorum titularium principantium
 » vestes deferant, utque demum utrisque non solum sacræ
 » trabæ. seu cappæ magnæ usum, sed et honores ac privi-
 » legia Canonicorum Cathedralium conferantur. In quam
 » quidem sententiam eo facilius devenimus Romæ, Ponti-
 » ficum Eugenii I, Sthephani III, Adriani J, Leonis III,
 » Eugenii II, Honorii II, Leonis IX, Eugenii III, Alexan-
 » dri III, Clementis III, Alexandri IV, et Gregorii X, Præde-
 » cessorum Nostrorum exempla ad oculos habentes, qui ex
 » octavo Ecclesiæ sæculo, tam inclytum Canonicorum collegium
 » peculiari indulgentia complexi sunt, ac plane rati fore ut
 » ecclesiastici viri in illud cooptati ampliora beneficia adepti,
 » magis conentur internis virtutibus enitere, et ad sacra quæ-
 » que ministeria accurate implenda benignitatis etiam Apos-
 » tolicæ incitamento impellantur. Ipsi enim qui se probabiles
 » jam Deo exhibent operarios inconfusibiles, recte tractantes
 » verbum veritatis, certam nobis injiciunt spem, decus, quod
 » sibi ex ejusmodi nostris privilegiorum additamentis acce-
 » dit, sustinendum, tuendumque, curatores tum gravitate et
 » morum innocentia, tum non vulgari sacrarum litterarum
 » scientia, disciplinarum et artium, quibus pollent, et sine
 » quibus illa non modo mirantur homines, sed etiam despi-
 » cere plerique solent. Novam igitur beneficentiæ Nostræ
 » significationem huic amplissimo Canonicorum ordini Regiæ
 » Abbatiae Sancti Mauriti, in Valesia inferiore, apud Helve-
 » tios, exhibere volentes, omnesque, et singulos, quibus hæ
 » Litteræ favent, a quibusvis excommunicationis, suspensionis
 » et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et
 » pœnis quovis modo, vel quavis de causa latis, si quas forte
 » incurrerint, harum serie absolventes, ac absolutos fore cen-
 » sentes, Auctoritate Nostra Apostolica hisce Litteris concedi-
 » mus et indulgemus, ut Episcopus Abbas commemoratæ
 » Abbatiae Sancti Mauriti et Canonicorum collegii Primicerius

» perpetuo Antistes etiam , seu Prælatus Noster Domesticus
» dicatur et habeatur, atque in aliorum Domesticorum Antis-
» titum cœtum et numerum cooptetur, eorumque privilegiis,
» juribus, honoribus, indultis, quibus ipsi perfruuntur, vel
» uti frui possint. Ad hæc eidem Canonicorum collegio facul-
» tatem æque perpetuum in modum tribuimus et elargimur
» duodecim adsciscendi Canonicos honorarios, ita tamen ut
» sex eorum nominatio a Nobis per alias nostras similes Apos-
» tolicas Litteras constituatur, reliquorum vero sex prima vice
» ab Episcopo Abbate tantummodo, deinde per ejusdem
» Episcopi Abbatis, et Canonicorum collegii suffragia omnino
» fiat, ipsique Episcopo Abbati, vel ejus Vicario generali jus sit
» eorum quemlibet canonica institutione donare. Hisce autem
» Canonicis honorariis ita adlectis et renuntiatis liceat inter
» aliorum Canonicorum subsellia considerare, atque in choro,
» cæterisque ecclesiasticis cæremoniis et functionibus uti lineo
» manicato amiculo, vulgo rochetto, et brevi palliolo, seu
» mozzetta lanea exilis textura coloris purpurei, tempore hie-
» mali, serica autem æstivo tempore, quemadmodum Cano-
» nici titulares participantibus utuntur. Utrisque demum, scili-
» cet Canonicis titularibus participantibus, et honorariis eadem
» Auctoritate Nostra tribuimus et impertimur, ut deinceps in
» choro, in sacris supplicationibus, et in aliis quibuslibet
» Ecclesiæ functionibus, sacram trabeam, seu cappam ma-
» gnâ cum mozzetta concolorem albæ mustellæ pellibus hie-
» mali tempore, æstivo autem tela serica subsutam gestare
» libere et licite possint, et valeant, ac præterea omnibus ubi-
» que perfrui honoribus, et privilegiis, quæ Canonicorum
» collegiis cathedralium ecclesiarum, dummodo fuerint rite
» instituta, ex Sacrorum Canonum præscripto concessa sunt.
» Hæc concedimus, atque indulgemus, præcipimus, atque
» mandamus, decernentes has præsentis Litteras semper fir-
» mas, validas et efficaces existere, et fore, suosque plenarios
» et integros effectus sortiri et obtinere, et eorum causa,
» quæ expressa sunt, hoc, futurisque temporibus plenissime
» suffragari, sicque in præmissis per quoscunque judices or-
» dinarios et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici

» Auditores judicari, et definiri debere, ac irritum et inane,
» si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel
» ignoranter contigerit attentari; non obstantibus felicis
» recordationis Benedicti XIV, Prædecessoris Nostri, super
» divisione materiarum, aliisque apostolicis ac in universali-
» bus, provincialibusque et synodalibus conciliis editis gene-
» ralibus vel specialibus constitutionibus et ordinationibus,
» necnon commemorati Canonorum collegii Regiæ Abbatiae
» Sancti Mauriti, aliarumque cathedralium ecclesiarum,
» etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis fir-
» mitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis
» quoque indultis, et litteris apostolicis in contrarium præ-
» missorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis,
» quibus omnibus et singulis illorum tenores præsentibus
» pro plene et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum
» insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad
» præmissorum effectum, hac vice duntaxat specialiter, et
» expresse derogavimus, cæterisque contrariis quibuscumque.

» Datum in Arce Gandulphi, sub annulo Piscatoris, die
» IV Augusti MDCCCXL, Pontificatus Nostri anno decimo.

» (Sig.) A. Card. LAMBRUSCHINI. »

APPENDICE.

L'ARCHIDIACONÉ DE BETHLÉEM

ET

LA PAROISSE NOTRE-DAME DE BETHLÉEM-LEZ-CLAMECY,

AU DIOCÈSE DE NEVERS.

Le 13 septembre 1849, Mgr Dufêtre, évêque de Nevers, rendit une ordonnance portant organisation administrative de son diocèse, qu'il divisa en deux archidiaconés, six archiprêtres et vingt-six doyennés.

Aux termes de la même ordonnance, il fut décidé que l'un des archidiaconés, qui aurait pour titulaire le premier vicaire général, porterait la dénomination d'archidiaconé de Nevers, et comprendrait les archiprêtres de Nevers, de Château-Chinon et de Decize. Et *afin d'honorer autant que possible le souvenir de l'ancien siège épiscopal de Bethléem, compris dans la circonscription nouvelle du diocèse de Nevers*, Mgr Dufêtre voulut que le second archidiaconé, qui devait désormais se trouver sous la dépendance du deuxième vicaire général, devint l'archidiaconé de Bethléem et se composât des archiprêtres de Clamecy, de Cosne et de La Charité (1).

(1) L'archiprêtré de Clamecy se compose des doyennés de Clamecy, Brinon, Corbigny, Lormes, Tannay, Saizy et Varzy; l'archiprêtré de Cosne se compose des doyennés de Cosne, Donzy, Entrains et Saint-Amand; l'archiprêtré de La Charité comprend les doyennés de La Charité, Pouilly et Prémery. (*Ordo*, 1872.)

I.

M. l'abbé Gaston DE COSSIGNY (1), ancien aumônier de la duchesse de Berry, était chanoine titulaire de Montauban, quand il fut appelé par Mgr Dufêtre à Nevers, comme grand vicaire. Ce fut lui qui le premier porta le titre d'archidiacre de Bethléem, à lui conféré par l'ordonnance du 13 septembre 1849, précitée (2). Mais il ne jouit que peu de temps de cette dignité, car il fut obligé, l'année suivante, pour raison de santé, de renoncer à remplir les fonctions de vicaire général. Il se livra au ministère de la prédication, puis se rendit à Venise auprès de la duchesse de Berry, qui l'avait de nouveau choisi pour aumônier. A la demande de la princesse, le respectable ecclésiastique fut nommé camérier d'honneur de S. S. Pie IX. Obligé peu après de s'éloigner de la duchesse, il reprit alors le ministère de la prédication, pour lequel il éprouvait un attrait secondé par une mémoire extraordinaire et par une élocution correcte et facile. Il mourut en 1870, près de Gail-lac, au château de ses ancêtres, dont il était demeuré propriétaire.

Mgr l'archevêque d'Alby, qui lui avait conféré des lettres de vicaire général honoraire, a tenu à honneur de prononcer lui-même l'oraison funèbre de M. de Cossigny (3).

(1) Il fit ses premières études au petit séminaire de l'Esquille, à Toulouse, sous la direction du célèbre abbé Isac, puis se rendit à Paris au séminaire de Saint-Sulpice. Après avoir été ordonné prêtre, il fut envoyé, en qualité d'aumônier, à l'hospice de Rosny.

(2) Ce fut M. l'abbé Gaume qui, aux termes de la même ordonnance, devint archidiacre de Nevers.

(3) *Quelques paroles de Mgr l'archevêque d'Alby aux obsèques de Mgr de Cossigny, Camérier de Sa Sainteté.* Huit feuillets in-12, impr. à Alby.

II.

Augustin-Joseph CROSNIER, né à Nevers le 10 juillet 1804, fit ses humanités au petit séminaire de Nevers; il alla ensuite au grand séminaire d'Autun, où il suivit le cours de philosophie et celui de la première année de théologie. Revenu à Nevers, dont le siège épiscopal venait d'être rétabli, il y termina ses études théologiques. Après avoir professé au petit séminaire et au collège de cette ville, il fut ordonné prêtre le 1^{er} mars 1828 et nommé vicaire de Saint-Saulge. Le 1^{er} avril, M. l'abbé Crosnier reçut sa nomination pour la paroisse de Bona, qu'il desservit tout en remplissant les fonctions de vicaire de Saint-Saulge. Le 1^{er} juin suivant, il fut appelé à la cure de Saint-Parize. Transféré à Donzy le 21 octobre 1835, il entreprit aussitôt la reconstruction de l'église de sa nouvelle résidence. Les travaux importants que cette réédification avait nécessités étaient terminés en 1843; et, le 3 juillet de la même année, Mgr Dufêtre consacrait l'édifice qui venait de s'élever sous la direction habile de M. Crosnier: à cette occasion, le digne prêtre fut nommé chanoine honoraire. Le 1^{er} juin 1850, Mgr de Nevers l'appela auprès de lui en qualité de vicaire général et d'archidiacre de Bethléem.

Ce fut M. l'abbé Crosnier qui, en 1851, institua la Société nivernaise des lettres, des sciences et des arts. Les membres de cette société, pour rendre hommage à l'étendue des connaissances intellectuelles du savant fondateur, ont toujours voulu l'avoir à leur tête comme président.

Le 8 juin 1855, le Saint-Père, voulant honorer les mérites de M. l'abbé Crosnier, lui conféra la dignité de protonotaire apostolique *ad instar participantium*. Le 16 juin de l'année suivante, il reçut le brevet de chevalier de la Légion d'honneur.

En 1860, à la mort de Mgr Dufêtre, qui avait pour son noble

caractère une profonde estime, Mgr Crosnier fut élu premier vicaire général capitulaire. Mgr Forcade, transféré l'année suivante au siège de Nevers, a conservé à Mgr Crosnier le titre de premier grand vicaire qu'il portait depuis 1852.

Les ouvrages publiés par Mgr Crosnier sont les suivants : *Tableau synoptique*, placard de quatre feuilles, Nevers, 1841 ; — *Eléments d'archéologie*, in-18, Tours, 1844 ; — *Iconographie chrétienne*, in-8°, Caen, 1846 ; — *Monographie de la cathédrale de Nevers*, grand in-8°, Nevers, 1854 ; — *Prières et cérémonies de la consécration d'une église*, in-18, Nevers, 1854 ; — *Relation des fêtes des 3 juin 1855 et 30 avril 1857*, in-8°, Nevers, 1857 ; — *Hagiologie nivernaise*, grand in-8°, Nevers, 1860 ; — *Vie de Mgr Dufêtre*, in-8°, Paris, 1868 ; — *Etudes sur la liturgie nivernaise*, in-8°, Nevers, 1868 ; — *Notre-Dame de Bethléem-les-Clamecy*, brochure in-8°, Nevers, 1869. — On a du même auteur un grand nombre de mémoires qui ont paru dans le *Bulletin monumental*, dans le *Bulletin de la Société nivernaise* et dans la *Semaine religieuse de Nevers*.

III.

Né à Corbigny, le 12 mai 1802, René-Nicolas SERGENT fit au grand séminaire de Nevers ses études théologiques. Après avoir été ordonné prêtre, le 11 mars 1826, il fut immédiatement chargé de la paroisse de Mars-sur-Allier ; on l'appela ensuite à professer la rhétorique au collège de Nevers, où il resta jusqu'à la révolution de 1830 : il devint alors vicaire-administrateur de Bazoches-en-Morvand.

En 1832, M. l'abbé Sergent fut nommé à Nevers vicaire de la cathédrale ; il en remplit les fonctions jusqu'au mois d'octobre 1833, époque à laquelle il alla enseigner la rhétorique au petit séminaire de Corbigny. Devenu supérieur de cette maison en 1839, il donna sa démission en 1847. La cure de

Brinon-les-Allemands se trouvant vacante, Mgr Dufêtre l'offrit à M. Sergent, qui prit possession de son église le 1^{er} octobre 1847, tout en conservant le titre de vicaire général honoraire, que l'évêque de Nevers lui avait conféré alors qu'il était supérieur du petit séminaire du diocèse.

En 1850, le curé de Brinon quitta sa paroisse pour s'acquitter des fonctions de recteur de l'académie de la Nièvre, qui venaient de lui être confiées ; mais il occupa sa nouvelle position moins de deux années, car Mgr Dufêtre, qui savait que M. Sergent ne voulait point s'attacher définitivement à l'Université, lui proposa, en 1852, un grand-vicariat. M. l'abbé Sergent accepta avec reconnaissance et devint ainsi archidiacre de Bethléem, à la place de M. Crosnier qui se trouva appelé à succéder à M. Gaume, démissionnaire, comme premier vicaire général et archidiacre de Nevers.

Nommé évêque de Quimper, par décret impérial en date du 6 février 1855, Mgr Sergent fut préconisé le 23 mars suivant et sacré le 20 mai de la même année.

La France catholique a été douloureusement frappée de la mort inopinée du vénérable prélat, qui rendit son âme à Dieu, le 26 juillet 1871, tandis que revenant du Mont-Dore il retournait dans sa ville épiscopale (1).

On a de Mgr Sergent une traduction (2) des *Méditations sur les vérités essentielles de la religion* du P. Michel Kroust.

IV.

Pierre CORTET naquit à Château-Chinon en 1817. Il fit ses humanités au petit séminaire de Nevers, passa au grand

(1) Voir dans la *Semaine religieuse du diocèse de Nevers*, n° 22, 5 août 1871, une excellente notice sur Mgr Sergent.

(2) La première édition en a été publiée en 1854.

séminaire de la même ville, et se rendit ensuite à Saint-Sulpice de Paris. Après avoir professé au grand séminaire de Nevers, M. l'abbé Cortet, qui était devenu curé de Colmery, fut nommé à l'église de La Charité. Son évêque lui confia, en 1850, la direction du petit séminaire qui, de Corbigny, venait d'être transféré à Pignelin; puis M. Sargent ayant été appelé au siège épiscopal de Quimper, M. l'abbé Cortet le remplaça comme vicaire général et comme archidiacre de Bethléem. A la mort de Mgr Dufêtre, il fut élu vicaire général capitulaire. Mgr Forcade, à son arrivée dans le diocèse, en 1861, lui avait conservé son titre d'archidiacre de Bethléem; mais il donna sa démission en 1865 pour se consacrer uniquement au petit séminaire de Pignelin.

M. l'abbé Cortet, que Mgr Thomas a, en 1867, appelé auprès de lui à La Rochelle, comme vicaire général, est chevalier de la Légion d'honneur.

V.

Le titre d'archidiacre de Bethléem est porté aujourd'hui par M. l'abbé BELLAUNAY.

Né à Tilly (Seine-et-Oise), le 21 décembre 1813, Louis-Thomas Bellaunay fut ordonné prêtre à Versailles, en 1838. Après avoir été curé de Guerville, dans son diocèse natal, il alla retrouver son ami d'enfance, Mgr Forcade, qui, transféré au siège épiscopal de la Basse-Terre (Guadeloupe), le 12 septembre 1853, le nomma son grand vicaire.

Quand Mgr Forcade, qu'un décret impérial du 11 décembre 1860 appelait à succéder à Mgr Dufêtre, quitta la Guadeloupe, M. l'abbé Bellaunay demeura comme vicaire général administrateur du diocèse de la Basse-Terre jusqu'à l'arrivée du nouvel évêque, c'est-à-dire pendant environ deux ans. Il vint alors rejoindre à Nevers Mgr Forcade.

M. l'abbé Bellaunay, chevalier de la Légion d'honneur,

camérier de S. S. Pie IX, a remplacé M. Cortet, en 1865, en qualité de vicaire général et d'archidiacre de Bethléem.

Nous avons vu comment l'antique chapelle Notre-Dame du faubourg de Clamecy, après avoir, pendant plusieurs siècles, servi de cathédrale aux évêques de Bethléem, avait été, pendant la Révolution, vendue aux enchères publiques. En 1838, une souscription fut ouverte à l'effet de racheter le monument et de rendre au culte l'ancienne église épiscopale. Par une lettre circulaire qui, à cette occasion, fut adressée aux fidèles, et dans laquelle l'histoire de la modeste cathédrale était retracée en quelques mots, on exposait que l'église Saint-Martin « étant évidemment insuffisante » pour la ville de Clamecy, l'église de Bethléem pourrait devenir une succursale destinée à la nombreuse population du faubourg (1).

Mais, bien qu'elle eût été placée sous le patronage de Mgr Naudon, évêque de Nevers, qui, à la date du 19 août 1838, voulut recommander lui-même cette bonne œuvre à la charité et au zèle de ses diocésains, la souscription ne put aboutir.

Trente ans plus tard, on devait reprendre l'idée d'établir à Clamecy une seconde paroisse. Mgr Forcade donnant à cette entreprise son concours le plus dévoué, il fut décidé qu'un temple, placé sous l'invocation de Notre-Dame, serait ouvert de nouveau dans ce faubourg de Pantenor où, grâce à la libéralité de Guillaume IV, les évêques de Bethléem avaient trouvé un refuge.

Sur la demande de Mgr de Nevers était rendu, à la

(1) On proposait alors, si le but de la souscription se trouvait atteint, de dédier l'ancienne église de l'évêché à *saint Nicolas, patron des frotteurs*.

date du 24 février 1869, le décret impérial dont la teneur suit :

« NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
» A tous présents et à venir, salut :

» Sur le rapport de Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;
» Vu les articles 61 et 62 de la loi du 18 germinal an X ;
» Vu les propositions de l'évêque de Nevers et du préfet de la Nièvre,

» AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS CE QUI SUIT :

» ARTICLE PREMIER.

» Est érigée en succursale l'église de Bethléem-lez-Clamecy, diocèse de Nevers, département de la Nièvre, canton de Clamecy, circonscription conforme au plan annexé au présent décret.

» ART. 2.

» Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

» Fait au Palais des Tuileries, le 24 février 1869.

» NAPOLEON.

» Par l'Empereur :

» *Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au
» département de la justice et des cultes,*

» J. BAROCHÉ. »

En conséquence de ce décret, une ordonnance épiscopale, en date du 25 mars suivant, érigeait canoniquement la paroisse Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, et fixait sa circonscription.

« ORDONNANCE

» DE M^r L'ÉVÊQUE DE NEVERS

» ÉRIGEANT EN PAROISSE LE FAUBOURG DE BETHLÉEM - LEZ -
» CLAMECY.

» THÉODORE-AUGUSTIN FORCADE, par la grâce de Dieu
» et du Saint-Siège apostolique, Évêque de Nevers, Prélat
» Assistant au Trône Pontifical, etc.,

» A tous ceux qui ces présentes verront, salut et bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

» Considérant qu'en vertu d'une concession faite par Guillaume IV, comte de Nevers, cinquante évêques de Bethléem ont successivement siégé, depuis le douzième siècle jusqu'à la fin du dix-huitième, dans le quartier de la ville de Clamecy qui s'appelle encore de nos jours le faubourg de Bethléem, et qu'il importe de perpétuer ce grand et pieux souvenir dans l'une des villes les plus anciennes et les plus illustres de notre diocèse;

» Considérant que la population laborieuse et si digne d'intérêt du faubourg de Bethléem se trouve trop éloignée de l'église Saint-Martin, qui est actuellement son église paroissiale, pour se rendre commodément aux offices et remplir facilement ses devoirs religieux;

» Considérant que, n'étant pas assez vaste pour qu'un millier de personnes y trouvent en même temps accès et ne paraissant pas susceptible d'agrandissement, la susdite église de Saint-Martin est d'ailleurs très-insuffisante pour une ville dont la population s'élève à près de six mille âmes;

- » Vu l'avis et l'assentiment empressé de M. le curé de
- » Saint-Martin, archiprêtre de Clamecy ;
- » Vu l'avis du conseil de fabrique de la susdite église ;
- » Vu l'avis du conseil municipal de la ville de Clamecy ;
- » Vu le décret impérial, en date du 24 février dernier,
- » rendu sur le rapport de S. Exc. M. le Garde des Sceaux,
- » ministre de la justice et des cultes, ensuite de notre propo-
- » sition et de celle de M. le Préfet de la Nièvre, par lequel
- » décret le faubourg de Bethléem-lez-Clamecy est civilement
- » érigé en succursale ;
- » Le saint nom de Dieu invoqué et notre conseil
- entendu,

» NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS CE QUI SUIT :

- » ART. 1^{er}. — Nous séparons à perpétuité de la paroisse
- » Saint-Martin de Clamecy et nous distrayons de la juri-
- » diction du curé de cette paroisse toute la partie de la susdite
- » ville qui se trouve à l'est du cours de l'Yonne et du canal
- » du Nivernais, pour en constituer une paroisse distincte et
- » indépendante, laquelle nous érigeons et déclarons érigée
- » par les présentes (1).

(1) Une ordonnance rectificative, fixant la circonscription de la nouvelle paroisse Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, fut, en ces termes, rendue le 1^{er} août 1869 par Mgr l'Évêque de Nevers :

- « THÉODORE - AUGUSTIN FORCADE, par la grâce de Dieu et du
- » Saint-Siège apostolique, Évêque de Nevers, Prélat Assistant au
- » Trône Pontifical, etc.,
- » A tous ceux qui ces présentes verront, salut et bénédiction en
- » Notre-Seigneur Jésus-Christ.
- » Vu le décret impérial, en date du 24 février dernier, par lequel
- » l'église de Bethléem, à Clamecy, est civilement érigée en succur-
- » sale ;
- » Vu notre ordonnance, en date du 25 mars dernier, érigeant cano-
- » niquement ladite paroisse de Bethléem ;
- » Considérant que la délimitation de la nouvelle paroisse, fixée par

» ART. 2. — L'église de la nouvelle paroisse recevra le
» titre de Notre-Dame de Bethléem, qui était celui de l'an-
» cienne cathédrale.

» ART. 3. — En attendant que nous puissions, selon notre
» intention et notre ferme espérance, soit racheter et restaurer
» la vieille cathédrale de Bethléem, soit élever une autre
» église digne de l'importance de la nouvelle paroisse, les exer-

» notre ordonnance, n'est pas, de tout point, conforme à celle que
» détermine le décret impérial ;

» Considérant que cette contradiction n'existe que dans les termes,
» notre intention ayant été de nous conformer au décret visé dans
» ladite ordonnance,

» NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS CE QUI SUIT :

» ARTICLE PREMIER.

» L'art. 1^{er} de notre ordonnance du 25 mars 1869 est et demeure
» rapporté, *en ce qui concerne la délimitation* de la paroisse.

» ART. 2.

» Nous adoptons et fixons pour limites de la paroisse de Bethléem
» celles qui sont déterminées par le décret impérial du 24 février der-
» nier, suivant le tracé bleu du plan annexé audit décret, et dont la
» copie est déposée à la préfecture de la Nièvre. — Ces limites sont :
» la rue de Chevroches, — la rue de la Fontaine-des-Mûres, — la sec-
» tion de la rue de la Monnaie, faisant suite à la précédente, jusqu'à
» la rue du Pont-Châtelain, — la rue du Pont-Châtelain, — le canal
» depuis ce pont jusqu'au pont Charles X, — la section de la rue
» Basse depuis le pont Charles X jusqu'à sa rencontre avec l'avenue
» de la gare, — l'avenue de la gare, — et la voie ferrée. (Le côté *est*
» seulement de toutes ces lignes appartient à la nouvelle paroisse.)

» Donné à Nevers, sous notre seing, le sceau de nos armes et le
» contre-seing de notre chancelier, le premier août de l'an de grâce
mil huit cent soixante-neuf.

» † AUGUSTIN, Év. de Nevers.

» Par mandement :

» MARBOT. »

- » cices du culte divin auront lieu dans une église provisoire
- » que nous allons immédiatement faire construire à nos
- » frais.

- » ART. 4. — Et en attendant l'ouverture de cette église
- » provisoire et l'installation du curé de la nouvelle paroisse,
- » M. le curé-archiprêtre de Saint-Martin continuera à exercer
- » sa juridiction sur la ville entière.

- » Donné à Nevers, en notre palais épiscopal, sous notre
- » seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du chan-
- » celier de notre évêché, le vingt-cinq mars de l'an de grâce
- » mil huit cent soixante-neuf.

» † AUGUSTIN, Év. de Nevers.

» Par mandement :

» MARBOT. »

Aussitôt on se mit à l'œuvre pour construire une église provisoire qui, quatre mois après, se dressait entre la rivière d'Yonne et la route d'Armes, au faubourg de Bethléem.

Le samedi 24 juillet 1869 eut lieu la bénédiction des cloches de la nouvelle paroisse; le lendemain dimanche (1), Mgr Forcade bénit l'édifice et installa le curé de Notre-Dame, M. l'abbé Dumont.

Né à Château-Chinon, le 8 août 1836, Henri-Louis-Jean Dumont fut ordonné prêtre le 25 mai 1861, dans la chapelle du grand séminaire de Nevers, et nommé vicaire de Saint-Martin de Clamecy le 6 juin suivant; tout en demeurant vicaire de Clamecy, il était appelé, le 28 septembre 1863, à desservir la paroisse de Chevroches. Se confiant avec raison en l'intelligente activité de M. l'abbé Dumont, ce fut sur lui que

(1) Voir la *Semaine religieuse du diocèse de Nevers*, n° 21, 2 août 1869.

Mgr Forcade jeta les yeux pour organiser la paroisse naissante de Bethléem : Sa Grandeur lui en confia l'administration, le 25 mars 1869. Grâce au zèle dévoué de son pasteur et à la charité des fidèles, la nouvelle église s'est trouvée, en peu de temps, amplement pourvue de tous les objets et de tous les ornements nécessaires à l'exercice du culte (1).

M. l'abbé François Judas, qui reçut la prêtrise le 18 septembre 1869, a été, le jour même de son ordination, adjoint à M. le curé de Bethléem, en qualité de vicaire.

Une ordonnance de Mgr l'évêque de Nevers, en date du 20 décembre 1870, a déterminé ainsi qu'il suit la fête patronale de Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy :

« THÉODORE-AUGUSTIN FORCADE, par la grâce de Dieu et
 » du Saint-Siège apostolique, Évêque de Nevers, Prélat
 » Assistant au Trône Pontifical, etc.,

» A tous ceux qui ces présentes verront, salut et bénédiction en N.-S. J.-C.

» Considérant que, depuis la fin du douzième siècle jusqu'à
 » la fin du dix-huitième, les évêques de Bethléem, exilés de
 » la Terre-Sainte, ont eu, dans un faubourg de la ville de
 » de Clamecy, une cathédrale, dont les ruines existent encore,
 » et y siégeaient *tanquam in sede propria*;

» Considérant que Nous avons récemment séparé ce fau-
 » bourg de la paroisse Saint-Martin de Clamecy, et y avons,
 » avec l'agrément du Gouvernement, érigé une nouvelle pa-
 » roisse;

» Considérant que, pour perpétuer le souvenir de l'an-
 » cienne cathédrale, Nous avons donné à l'église provisoire

(1) Nous pensons qu'il ne sera pas sans intérêt de savoir que, d'après un *Etat général des dépenses faites pour l'établissement de l'église paroissiale (provisoire) de Notre-Dame de Bethléem*, ces dépenses se sont élevées : 1° pour la construction, à 10,000 francs ; 2° pour le mobilier, les vases sacrés, les ornements, le linge, les vêtements, à la somme de 15,000 francs environ, et que ces frais sont aujourd'hui presque entièrement couverts.

- » de cette paroisse le titre de *Notre-Dame de Bethléem*, lequel
- » doit être transmis plus tard à l'église définitive ;
 - » Considérant que, n'ayant pu découvrir le jour où l'on
 - » célébrait dans l'ancienne cathédrale la fête de ce titre, il ne
 - » Nous reste qu'à le déterminer ;
 - » Considérant que c'est au jour et à l'heure où elle a donné
 - » naissance à son divin Fils dans la grotte de Bethléem,
 - » que la très-sainte Vierge est devenue *Notre-Dame de Beth-*
 - » *léem* ;
 - » Après avoir pris à ce sujet l'avis du conseil de fabrique
 - » de la paroisse, autorisé par Nous à se réunir en séance
 - » extraordinaire le 17 courant ;
 - » Le saint nom de Dieu invoqué ,

» NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS CE QUI SUIIT :

- » ART. 1^{er}. — La fête de Noël sera la fête titulaire, ou, selon
- » l'expression usitée en France, la fête patronale de l'église
- » *Notre-Dame de Bethléem*, et la messe de minuit sera
- » spécialement considérée comme la messe de ladite fête pa-
- » tronale.

- » ART. 2. — M. le curé de Notre-Dame-de-Bethléem est
- » chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

- » Donnée à Nevers, en notre palais épiscopal, sous notre
- » seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du vice-
- » chancelier de notre évêché, le 20 décembre 1870.

» † AUGUSTIN, Év. de Nevers.

» Par mandement :

» MARBOT. »

La paroisse Notre-Dame a des armoiries qui, en langage symbolique, disent tout le passé de la vieille chapelle de Pante-nor ; elle porte : *écartelé, au premier et au quatrième, d'argent à*

l'étoile de Bethléem à sept rais de gueules; — au deuxième, d'argent à la croix potencée et contre-potencée d'or, cantonnée de quatre croisettes de même (qui est du royaume de Jérusalem); — au troisième, d'azur semé de billettes d'or, au lion d'or armé et lampassé de gueules brochant sur le tout (qui est de Nevers ancien).

L'étoile à sept rais est celle qui se trouve en 1293 sur le contre-sceau de Hugues de Curcis. L'écu des rois de Jérusalem et celui des comtes de Nevers y ont été joints pour rappeler que Baudouin I^{er} est le fondateur de l'évêché, et afin d'honorer Guillaume IV et ses successeurs, protecteurs de nos prélats.

Sur le sceau paroissial de Notre-Dame, ces armes sont accompagnées de la devise que portaient jadis les évêques de Bethléem :

VIDIMUS STELLAM EJUS IN ORIENTE.

Plaise à Dieu que le monument où Reynier trouvait un refuge au treizième siècle, sortant prochainement de ses ruines, devienne l'église définitive qui a été promise à la population de Bethléem-lez-Clamecy !

SUPPLÉMENT.

Nous avons parlé (page 160) de l'ordre militaire de Notre-Dame-de-Bethléem, créé par le pape Pie II en 1459, ainsi que (page 246) de la communauté de Bethléémites établie par Pierre de Béthencourt au dix-septième siècle : ces institutions n'avaient, avons-nous dit, aucun rapport avec l'ordre de Bethléem ou de l'Étoile dont nos prélats étaient « les maîtres » et les administrateurs perpétuels ». Plusieurs monastères, qui ne dépendaient aucunement de l'évêché dont nous venons de tracer l'histoire, se placèrent également sous l'invocation de Notre-Dame de Bethléem ; nous pensons qu'il peut être de quelque utilité de citer les principales maisons qui prirent ainsi le nom de la ville où Notre-Seigneur vint au monde.

En première ligne, il importe de mentionner l'illustre abbaye Saint-Pierre de Ferrières, au diocèse de Sens ; souvent on la désigne sous le nom de Bethléem, à cause d'une de ses chapelles qui était dédiée à la sainte Vierge. Ce couvent, situé à trois lieues de Montargis, était de l'ordre de Saint-Benoît ; il avait été fondé par le roi Clovis. Au nombre des abbés de ce monastère, on compte Alcuin, saint Aldric ou Audri, évêque de Sens, et le célèbre Loup (*Servatus Lupus*) de Ferrières. Il existait dans cette maison une fameuse confrérie dite de Notre-Dame-de-Bethléem.

Un couvent de femmes, de l'ordre de Cîteaux, connu sous le nom d'abbaye de Bethléem, s'élevait jadis dans l'île de Schouwen, à quelque distance de Zierikzée, l'ancienne résidence des comtes de Zélande. Foppens (1) rapporte plusieurs chartes qui furent octroyées à ce monastère, au treizième siècle, par les comtes de Hollande ; des lettres de protection lui furent aussi données : en 1390, par Albert de Bavière ; en 1504, par Philippe-le-Beau, et en 1507, par l'empereur Maximilien. On est certain que ce couvent subsista jusqu'à l'époque de l'insurrection contre Philippe II, mais on ignore ce qu'il devint par la suite.

En 1244, un chanoine d'Aldenberg, au diocèse de Cologne, fonda près de la ville de Mons, en Hainaut, un couvent de religieuses de l'ordre de Saint-Augustin. Cette maison (que nous avons citée déjà, page 72, note 2) prit le nom d'abbaye de Bethlehem ou de Belian (2).

Le 13 avril 1418 (3), le pape Martin V confirma l'établissement d'un prieuré de Bethléem qui venait d'être érigé près de Louvain. Ce couvent était composé de chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, que le Souverain-Pontife astreignit à la clôture, en leur donnant la règle des Chartreux de Zeelhem, au diocèse de Liège. L'église d'Oorsterhem était réunie à cette maison, qui avait aussi sous

(1) FOPPENS, *Suppl. ad opera diplom.* AUBERTI MIRCEI, t. IV, p. 234.

(2) *Gallia christ.*, t. III, eccl. Cameracensis, p. 168.

(3) FOPPENS, *Suppl. ad op.* AUBERTI MIRCEI, t. IV, p. 59, et t. III, p. 618.

sa dépendance le prieuré des religieuses de Sainte-Ursule de Louvain.

Aubert Le Mire ainsi que les auteurs du *Gallia christiana* (1) font mention d'une abbaye de Bethlehem, établie dans la ville de Gand, et composée de religieuses de l'ordre de Sainte-Claire. Ce fut dans ce monastère que sainte Colette rendit son âme à Dieu, en 1447.

Un prince de la maison de Nevers, Philippe, fils naturel de Jean de Clamecy, établit, en 1484, près de Charleville et en face de Mézières, entre la Meuse et la grande route de Flandre, un couvent qu'il appela Bethléem.

On lira avec intérêt, croyons-nous, la notice suivante, que, par l'officieux intermédiaire de M. le Curé de Mézières, M. le Conservateur des archives des Ardennes a bien voulu nous faire parvenir :

« Philippe, dit le bâtard de Nevers, avait, dans sa jeunesse, fait profession des armes. Il épousa ensuite Marie de Roye, qui mourut en couches à Mézières, en 1480, et que son mari fit inhumer dans le couvent des Cordeliers de Berthaucourt (faubourg de Mézières, détruit en 1590 pour la construction de la citadelle). Philippe et Marie s'étaient mutuellement promis que le survivant prendrait l'habit religieux. Devenu veuf, Philippe fit profession aux Cordeliers de Metz ; il obtint ensuite de Jean de Nevers, son père, le lieu nommé Estonne, puis Bethléem, en la seigneurie

(1) Aubert LE MIRE, *Origines des ordres mendiants*, p. 235. — *Gall. christ.*, t. V, eccl. Gandavensis, p. 240.

» souveraine d'Arches, pour y bâtir un couvent dudit ordre.
» Il alla ensuite à Rome, où il reçut les ordres sacrés du pape
» Innocent VIII, et obtint de lui la permission de bâtir un
» couvent à Estonne et d'y transférer les religieux de Ber-
» thaucourt. Il y fit transporter le corps de sa femme et le fit
» déposer sous une tombe de marbre noir élevée en la cha-
» pelle de Saint-Philippe qu'il avait érigée en l'honneur de
» son patron. Il fit pendant trente-cinq ans l'office de gardien
» dans cette maison et y mourut vers 1522. Il fut enterré
» dans la même chapelle, sous une sépulture de carreaux de
» terre cuite marqués de ses armoiries.

» En 1684, un arrêt du Conseil d'État du roi Louis XIV
» ordonna aux Cordeliers de Bethléem de quitter leur cou-
» vent pour se rendre à La Cassine (près Vendresse, Arden-
» nes) et à Varennes, lesdits religieux devant être remplacés
» par des Récollets de la province de Saint-Denis. Le roi
» ordonna au sieur de Vrevin, intendant de Champagne, de
» faire exécuter l'arrêt du Conseil, et l'intendant rendit à son
» tour une ordonnance portant « qu'après avoir fait assem-
» bler capitulairement en sa présence, sur les six heures du
» matin, la communauté des Pères Cordeliers qui se trou-
» vaient dans le couvent de Bethléem, situé entre Charleville
» et Mézières, il leur a lu l'arrêt, le leur a fait signifier, et a
» le même jour, 24 février, mis en possession du couvent le
» P. Valentin Le Roux, religieux récollet de la province de
» Paris, lecteur en théologie, envoyé par le provincial en
» qualité de supérieur. »

» L'ordre d'expulsion avait été obtenu sur la demande de
» M. Le Tellier, archevêque de Reims. Les Cordeliers étaient
» soupçonnés d'avoir une conduite irrégulière. L'opération fut
» conduite par un régiment de dragons qui, ayant pris les
» Cordeliers à l'église, ne leur permit pas de rentrer dans
» leurs chambres ni d'emporter aucun de leurs papiers. Ils
» se réfugièrent à La Cassine, où M. de Mazarin (Armand-
» Charles de La Porte, duc de Mazarin, de La Meilleraie, etc.)
» les reçut.

» En 1791, les Récollets durent abandonner leur couvent

» L'église, la chapelle, le calvaire furent démolis. Les bâtiments furent dénaturés par les acquéreurs, et Bethléem est devenu aujourd'hui Tivoli.

» La bibliothèque des religieux renfermait un curieux volume écrit en grande partie par Philippe. A la suite de la copie de la bulle du pape Honorius III, confirmant l'approbation donnée en 1210 à la règle de Saint-François par Innocent III, on lisait ce qui suit :

» *Explicit regula Fratrum Minorum. — Frater Philippus de Burgundia, gardianus hujus conventus, scripsit hanc regulam anno Domini millesimo quingentesimo octavo, etc.*

» Sur l'un des plats du volume on lisait :

» *Regula sancti Francisci propria manu B. fundatoris scripta.*

» Qu'est devenu ce manuscrit ? On a prétendu dans le temps que le P. Manceaux, gardien du couvent à l'époque de la suppression, en 1791, l'avait soustrait aux recherches des commissaires du district et l'avait emporté avec lui dans l'asile où il est mort. »

Nous devons à l'obligeance de M. l'abbé Boutillier, conservateur des archives de la ville de Nevers, communication de nouveaux documents relatifs à Philibert de Beaujeu, quarante-troisième évêque de Bethléem ; nous nous empressons de les reproduire en terminant ce volume :

Pendant le séjour que fit notre prélat dans le Nivernais, en 1530 (page 189), il bénit la chapelle du collège de Nevers, tout récemment fondé. Parmentier, qui mentionne ce fait (*Archives de Nevers*, t. I^{er}, p. 309), ajoute qu'on fut obligé de rompre les

murailles en divers endroits pour le faire passer, et que les brèches furent réparées après la cérémonie. On trouve en effet, dans les archives communales, au deuxième compte de Philibert Jourdin, receveur, tous les détails de la dépense qui fut faite à cette occasion :

« A Jehan Adam, maçon, 10 sols tournois, pour trois journées par luy employées d'avoir rompu des murailles du collège, en divers lieux, affin que plus facilement révérend père en Dieu Mgr l'évesque de Bethléem peust passer et repasser, pour la bénisson et dédicasse de la chappelle du collège de ladite ville, et après ladite bénisson, avoir fermé et remuré les murailles, au prix chacun jour de trois sols quatre deniers tournois, — pour ce 10 s. t.

» A vous receveur, la somme de 44 livres 11 sous 8 deniers tournois, que avez payée et frayée par notre ordonnance, à révérend père en Dieu Mgr l'évesque de Bethléem, qui seroit venu en ceste ville de Nevers et auroit bénist et desdyé la chappelle des escolles communes dudict Nevers, qui a esté défrayé luy et son train, cire, croix et tous aultres fraiz quelconques nécessaires et débourséz selon l'ordonnance dudict seigneur révérend et de son secrétaire, lesquels ce ont estéournys suyvant l'ordonnance et délibération sur ce prinse avec grand nombre des plus apparens bourgeois dudict Nevers. et le procureur de la communauté ce requérant, etc. »

Comme il se trouvait de nouveau à Nevers le 11 avril 1547, alors que Jacques Spifame, évêque de cette ville, n'avait point encore fait son entrée solennelle dans le diocèse, Philibert de Beaujeu exerça en ce jour différentes fonctions épiscopales dans l'église de l'abbaye Notre-Dame, sur la demande de l'abbesse de ce couvent. Mais pour que, dans la suite, on ne pût arguer de ce fait contre les privilèges du monastère, acte fut dressé par-devant l'official de Nevers, avec mention expresse de la déclaration du prélat. Cet acte est conservé aux archives de la préfecture de la Nièvre, cartons de l'évêché ; en voici le texte :

« Universis presentes litteras inspecturis, officialis Niver-
 » nensis salutem in Domino. Notum facimus quod coram
 » Domino Johanne Huyart presbitero, curie nostre notario
 » jurato, cui ad quod commisimus vices nostras reverendus
 » in Christo pater et dominus dominus Philibertus de Beaujeu
 » episcopus Bethlemitanus existens ante januam per ingres-
 » sum monasterii monialium beate Marie de Nivernis protulit
 » et dixit per verba aut similia in hunc modum qui sequitur :
 » *Afin que personne ne ayt cause d'ignorance, je vous déclare*
 » *que tous actes épiscopaulx, soient consécration de..... et*
 » *calices, bénissions de paremens ou ornemens ecclésiastiques,*
 » *collacions du saint sacrement de Confirmation et aultres que*
 » *cejourd'hui je ay fait en l'église et monastère de céans, que ce*
 » *a esté par le vouloir, congé et permission de madame Fran-*
 » *coyse d'Allebret, abbesse de céans, icy présente. Et ce faisant*
 » *n'ay entendu et n'entends en sorte quelconque, préjudicier ou*
 » *déroger à l'exemption ou privilege de ladicte maison de céans*
 » *ny de mesdames.....* » Reverendi episcopi Bethlemitani dicto
 » et declaratione prefata domina Francisca d'Allebret abba-
 » tissa presens cum hec dicerentur, precepit eidem notario
 » nostro instrumentum sibi fieri, quod eidem concessit dictus
 » juratus. Acta fuerunt hec in dicto monasterio, die undecima
 » mensis aprilis post Pasca, anno Domini millesimo quingen-
 » tesimo quadragesimo septimo. Presentibus ibidem nobili
 » viro Johanne de Fontenayo, scutifero, domino temporali de
 » Turre verrea Vernolii et Campo pagani; dominis Johanne
 » Veron, cappellano Sancti Matthei, Edmondo Mollier, cap-
 » pellano beate Marie boni nuncii, presbiteris ecclesie Niver-
 » nensis habituais (1); et pluribus aliis testibus, ad premissa
 » vocatis specialiter et rogatis. »

(1) Jean Veron et Edmond Mollier étaient les titulaires des deux chapelles Saint-Mathieu et Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle établies à la cathédrale de Nevers. (Consulter l'intéressant *Mémoire sur les Anciens Vocables des autels et chapelles de la cathédrale de Nevers*, qui vient d'être publié par M. l'abbé Boutillier.)

D'après l'orthographe qui est observée dans un grand nombre de titres déposés soit aux archives du département de la Nièvre, soit aux archives de la ville de Nevers, le nom du personnage que nous avons appelé DOMINIQUE PHILELIN (page 199) serait PHIZELIN ou FIZELIN.

FIN

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
PREMIÈRE PARTIE. — Les évêques de Bethléem, en Palestine . .	1
DEUXIÈME PARTIE. — Les évêques de Bethléem, depuis la prise de possession de l'hôpital et de l'église de Pantenor, dans le comté de Nevers.	67
TROISIÈME PARTIE. — Les évêques de Bethléem, depuis les lettres patentes du roi de France Charles VI.	134
QUATRIÈME PARTIE. — L'évêché de Bethléem, au dix-neuvième siècle.	298
APPENDICE. — L'archidiaconé de Bethléem et la paroisse Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, au diocèse de Nevers. . . .	311
SUPPLÉMENT.	327

ABBÉS (les) de Saint-Maurice d'Agaune sont créés évêques *in partibus* de Bethléem, 299, 302.

ABSALON, indûment appelé au siège épiscopal d'Ascalon, 26.

ADÈMAR DE LA ROCHE, 19^e évêque de Bethléem, 114.

AGRÈMENT (l') du roi, nécessaire pour jouir des revenus de la maison-Dieu de Bethléem-lez-Clamecy, 172, 249.

ALBERT (le B.) DE VERCEIL, confondu par plusieurs auteurs avec Albert l'Hermite, 44, 52, 53.

ALBERT L'HERMITE, 5^e évêque de Bethléem, 41.

AMAURY I^{er}, roi de Jérusalem, 38, 40.

AMAURY II DE LUSIGNAN, roi de Jérusalem, 55, 62.

ANDRÉ DE SAUZÉA, 46^e évêque de Bethléem, 219.

ANSELME, 2^e évêque de Bethléem, 20.

ANTOINE I^{er} BUISSON (appelé à tort Antoine d'Aubusson), 34^e évêque de Bethléem, 161.

ANTOINE II CRENEL OU DE CRINEL, 41^e évêque de Bethléem, 176.

ANTOINE, évêque *in partibus* d'Ascalon, *alias* de Bethléem de Judée, 31.

ANTOINE TRUSSON, pourvu des biens de l'évêché de Bethléem, 203.

APPEL comme d'abus, interjeté par le duc de Nevers, 249.

ARCHEVÊQUE (l') de Sens n'est pas le métropolitain de l'évêque de Bethléem, 126, 181, 298 (note).

ARCHIDIACONÉ (l') de Bethléem, créé par ordonnance de Mgr Dufêtre, 311.

ARMOIRIES, 32, 34 (et l'*errata*), 35, 45, 46 (note 5), 120, 144, 150, 152 (note 4), 199 (et l'*errata*), 215, 217, 219, 230, 236, 245 (note 2), 252 (note), 258, 275, 288, 293 (note 3), 302, 324.

ARNAUD-GUILLAUME DE LIMONE, 32^e évêque de Bethléem, 153

ARRÊT du Parlement, rendu le 13 juin 1673, 249.

— rendu par le Conseil d'État en 1732, 274.

ASCALON et Bethléem réunis en un seul évêché, 8, 12, 14, 26.

ASCALON ouvre ses portes aux chrétiens, 12 (note 2), 26.

— L'église de cette ville est de nouveau réunie *in perpetuum* à celle de Bethléem, 26.

— L'église de cette ville se sépare de celle de Bethléem, 28.

ASCHETIN, 1^{er} évêque de Bethléem, 8, 12, 16.

ASSEMBLÉE (l') générale du clergé de France reçoit, en 1635, les plaintes de l'évêque d'Auxerre contre l'évêque de Bethléem, 220.

— générale du clergé de France (1770) décide d'accorder ses bons offices à l'évêque d'Auxerre contre les prétendues entreprises de l'évêque de Bethléem, 287.

AUTORITÉ (l') royale confirme les évêques de Bethléem dans la possession des biens qui leur ont été donnés en France, 136, 137.

BALTHAZAR, évêque *in partibus* d'Ascalon, 35.

BAUDOUIN I^{er}, roi de Jérusalem, sacré à Bethléem, fonde l'évêché de cette ville, 2, 3, 7.

— dote l'évêché de Bethléem, 8, 14.

BAUDOUIN II du Bourg, roi de Jérusalem, 17, 19.

BAUDOUIN III, roi de Jérusalem, 24, 38.

BAUDOUIN IV, *id.*, 42, 47, 50.

BAUDOUIN V, *id.*, 50.

BAUDOUIN, comte de Flandre, est élu empereur de Constantinople, 56.

BELLAUNAY (M. l'abbé), 5^e archidiacre de Bethléem, 316.

BELLI (Étienne), excommunié par l'évêque d'Auxerre, 164.

BÉNÉDICTION de l'église provisoire Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamcy, 322.

BERNARD (Saint) prêche la deuxième croisade à Vézelay, 24.

BERNARDIN VACCA, évêque *in partibus* d'Ascalon, 33.

BERTRAND ALBERGEY, 36^e évêque de Bethléem, 169.

BETHLÉEM de Juda, célèbre par la naissance de Jésus-Christ, 2, 3, 51, 66.

BETHLÉEM de Zabulon, 2.

BETHLÉEM. Divers couvents qui prirent ce nom. (Voir au *Supplément*.)

BETHLÉÉMITES. (Voir : *Chapitre de Bethléem* : — *Evêques de Bethléem, généraux de l'ordre de l'Étoile* : — *Frères hospitaliers fondés par P. de Béthencourt* ; — *Hôpital et chapelle édifiés sur la paroisse de Saint-Botholf* ; — *Ordre de Bethléem ou de l'Étoile* ; — *Ordre militaire de Notre-Dame-de-Bethléem* ; — *Religieuses de l'Étoile*.)

BIENS que possédait en France l'évêché de Bethléem en 1413, 138.

— composant en France le domaine temporel de l'évêché de Bethléem, vendus pendant la Révolution, 292, 293, 295.

— qui formaient, à l'époque de la Révolution, le domaine temporel de l'évêché de Bethléem, 290.

BOIS dit de Bethléem, 242, 243, 289, 291.

BOUILLOUT (Pierre), doyen de la cathédrale de Bethléem, 251, 255.

CHANOINES de l'ancien prieuré de Bethléem, 10.

CHANOINES (les) de Saint-Maurice d'Agaune obtiennent les mêmes privilèges que les chanoines de cathédrale, 300, 306.

CHAPELLE du Mont-Calvaire, 233, 242, 255, 291.

CHAPELLE Sainte-Catherine de Metz-le-Comte, 179, 292.

CHAPITRE de Bethléem, de l'ordre de Saint-Augustin, 89, 101, 143, 191.

— de Bethléem ratifie le traité relatif à Cersy, 83.

CHAPITRE (nouveau) établi par Philibert de Beaujeu, 192, 250.

CHAPPUY, prêtre, chargé de desservir la messe d'André de Sauzéa, 228.

CHARLES VI accorde aux évêques de Bethléem des lettres patentes aux termes desquelles nos prélats sont, sous certaine condition, assimilés aux évêques du royaume, 135, 137.

- CHARLES DE BOURBONNAT, pourvu des biens de l'évêché de Bethléem, 205.
- CHARLES-MARIE DE QUELEN, 52^e évêque de Bethléem, 282.
- CHASSY (Gui de), excommunié par l'évêque d'Auxerre, 164.
- CHÉRUBIN-LOUIS LE BEL, 50^e évêque de Bethléem, 261.
- CHEVALIERS (les) de Saint-Lazare et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel prennent possession de la maison-Dieu Notre-Dame-de-Bethléem, 254.
- CHRISTOPHE D'AUTHIER DE SISGAU, 48^e évêque de Bethléem, 236.
- CHRISTOPHE INCISA, évêque *in partibus* de Bethléem de Judée (appelé à tort Christophe Lami), 32.
- CIRCONSCRIPTION du diocèse de Bethléem, réunie à l'évêché de Nevers par l'Assemblée constituante, 293.
- du diocèse de Bethléem, incorporée ensuite au diocèse d'Autun, 299.
 - du diocèse de Bethléem, réunie définitivement au diocèse de Nevers, 299.
- CLAUDE LIRON, indûment pourvu de la maison-Dieu de Bethléem-lez-Clamecy, 200.
- CLAUSE *de consensu regis christianissimi*, insérée dans les bulles des évêques de Bethléem, 172, 213, 219, 268.
- COMMENT étaient nommés les évêques de Bethléem, 171.
- COMTES (les) (plus tard ducs) de Nevers, considérés comme patrons et fondateurs de l'évêché de Bethléem, 171.
- CONFRÉRIES établies par les évêques de Bethléem dans leur cathédrale, 178, 252.
- CONGRÉGATION du Saint-Sacrement, 236.
- CONSEIL (le) général de l'Université donne l'évêché de Bethléem à Jean Arnault, 128.
- CONSTANTINOPLE est pris deux fois par les Latins, 56.
- CORTET (M. l'abbé), 4^e archidiacre de Bethléem, 315.
- COSSIGNY (M. l'abbé de), 1^{er} archidiacre de Bethléem, 312.
- COUTUME de donner une lamproie aux confesseurs des ducs de Bourgogne, 115, 140.
- CROSNIER (Mgr), 2^e archidiacre de Bethléem, 313.
- DÉCIMES. Comment les évêques de Bethléem les payaient, 182, 206.
- Quelle somme les évêques de Bethléem devaient à ce titre, 182, 253, 290.

DÉCRET de la Congrégation consistoriale, déclarant que la maison-Dieu de Bethléem-lez-Clamecy ne cessera point d'être unie et incorporée à l'évêché de Bethléem, et que les ducs de Nevers seront rétablis dans leur *Jus supplicandi*, 269.

DÉCRET impérial établissant la paroisse Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, 318.

DÉPARTEMENT des décimes, dressé en 1516, 182.

DEUX évêchés de Bethléem, 27, 212.

DEVISE : *Vidimus stellam ejus in Oriente*, 108, 325.

DIFFÉRENDs entre Autun et Auxerre, 73, 161.

DIFFICULTÉS survenues entre Auxerre et Bethléem, 125, 128, 144, 149, 155, 157, 162, 183, 191, 200, 213, 214, 220, 231, 251, 271, 284.

— survenues entre Bethléem et la collégiale de Clamecy, 153, 164, 177, 183, 251, 271.

— survenues entre la cour de Rome et le duché de Nevers, 213, 248, 266.

DOMINIQUE, 31^e évêque de Bethléem, 152

DOMINIQUE PHILELIN (Phizelin ou Fizelin), pourvu des biens de l'évêché de Bethléem, 199, 334.

DOYENS de la cathédrale de Bethléem, 195, 201, 204, 209, 251, 252, 255.

DROIT de correction et de visite, que l'évêque d'Auxerre prétend avoir sur la maison-Dieu de Pantenor, 127, 128, 132, 144, 271.

DROIT de garde, appartient aux comtes (plus tard ducs) de Nevers, 77, 158, 171.

DROIT de nomination et présentation à l'évêché de Bethléem, appartient aux comtes (plus tard ducs) de Nevers, 170, 171, 213, 266, 268, 269, 291 (noté 1).

DROIT de régale. Les rois de France ne l'exercent point sur l'évêché de Bethléem, 171.

DROIT d'homme vivant et mourant, dû au seigneur de Saint-Pierre-du-Mont, 193, 204.

DUMONT (M. l'abbé), curé de la paroisse Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, 322.

DURAND, 18^e évêque de Bethléem, 113.

ÉGLISE cathédrale Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, vendue pendant la Révolution, 293, 295.

ÉGLISE provisoire construite en 1869 au faubourg de Bethléem, 322.

- ÉGLISE Saint - Martin de Vetula , donnée à l'évêché de Bethléem, 48, 143.
- ÉLECTEURS de Baudouin, empereur de Constantinople, 45, 57.
- ÉRARD DE ROCHEFORT n'accepte pas le siège épiscopal de Bethléem, 215.
- ÉTIENNE I^{er} PILERAND, 33^e évêque de Bethléem, 160.
- ÉTIENNE II BAGNOUD (Mgr), abbé de Saint-Maurice, 54^e évêque de Bethléem, 27, 300.
- EUGÈNE IV maintient l'évêché de Bethléem dans les droits accordés par le Saint-Siège, 156.
- ÉVÊCHÉ (l') de Bethléem est établi, 4.
- de Bethléem, soumis directement au Saint-Siège depuis 1291, 126, 154, 165, 170, 171, 187, 235, 268 (note 1), 273 (note 1).
 - de Bethléem, supprimé civilement par l'Assemblée constituante, 293.
 - de Bethléem, supprimé canoniquement par le concordat de 1801, 298.
 - de Bethléem, rétabli en 1840 par Grégoire XVI, 300, 302.
- ÉVÊQUE (l') d'Auxerre empêche les clercs de son diocèse de se faire ordonner par l'évêque de Bethléem, 191.
- d'Auxerre prétend que la maison-Dieu de Pantenor est un bénéfice à sa collation, 128, 133, 162, 200, 213, 231.
- ÉVÊQUE (l') de Bethléem a, en France, juridiction épiscopale, 75, 101, 104, 107, 125, 126, 155, 156, 159 (note), 164, 166 (note 2), 171, 181, 182, 187, 188, 200, 204, 213, 214, 226, 234, 249, 268, 269, 287.
- ÉVÊQUE (l') de Bethléem (*Quid* de certains droits seigneuriaux de), 80, 103, 107, 233, 253.
- de Bethléem demande à faire partie des assemblées provinciales, 253.
- ÉVÊQUE (un) de Bethléem assiste, dès le quatorzième siècle, à un concile composé tout entier de prélats du royaume de France, 111, 134.
- ÉVÊQUES (anciens) d'Ascalon, 12.
- ÉVÊQUES (les) de Bethléem deviennent conseillers d'État, 135, 137.
- ÉVÊQUES (les) de Bethléem, généraux ou maîtres et administrateurs perpétuels de l'ordre de l'Étoile, 144, 156, 170, 192.

- ÉVÊQUES grecs d'Ascalon, 13 (note 1).
 de Bethléem, 27 (note).
- ÉVÊQUES *in partibus* de Bethléem de Judée, successeurs de Thomas Abbizzi, 35, 212.
- FAUBOURG (le) de Pantenor devient le faubourg de Bethléem ou de Beliant, 72.
 — de Pantenor appelé, pendant la Révolution, faubourg des Sans-Culottes, 229 (note).
- FAULQUIER, prêtre, chargé de desservir la messe d'André de Sauzéau, 228.
- FOI et hommage dus aux comtes de Nevers par les évêques de Bethléem, 83, 171.
 — dus au seigneur de Saint-Pierre-du-Mont, 209, 232, 250, 290.
- FONDATION du nouvel hôpital de Clamecy, par Jeanne Simpol, 256.
- FONDATEURS établies en l'église Notre-Dame de Bethléem, 196, 201, 227, 272.
- FOULQUES D'ANJOU, roi de Jérusalem, 21, 24.
- FOULQUES DE NEUILLY, prédicateur de la 4^e croisade, 55.
- FRANÇOIS-CAMILLE DE DURANTI DE LIRONCOURT, 53^e évêque de Bethléem, 288.
- FRANÇOIS DE BATAILLER, 49^e évêque de Bethléem, 247.
- FRANÇOIS SERVIER, compétiteur de François de Batailler, 248.
- FRANÇOIS, évêque *in partibus* de Bethléem de Judée, 31.
- FRÉDÉRIC II, excommunié, prend la couronne de Jérusalem, 66.
- FRÈRES hospitaliers fondés par Pierre de Béthencourt, 246.
- GAILHARD D'OURSULT, 10^e évêque de Bethléem, 96.
- GASPARD GRÜNWARD, évêque *in partibus* d'Ascalon et de Bethléem de Judée, 34.
- GAYOT (Pierre-Antoine), grand archidiacre de Bethléem, 284.
- GÉRARD I^{er}, 3^e évêque de Bethléem, 23.
- GÉRARD II de Gisors, 16^e évêque de Bethléem, 112.
- GÉRARD III, 26^e évêque de Bethléem, 132.
- GIBELIN, légat du Pape, chargé par lui d'établir l'évêché de Bethléem, 8, 12.
- GILLON (Charles), doyen de la cathédrale de Bethléem, 195, 201, 204.
- GLORIA IN EXCELSIS DEO. L'évêque de Bethléem le récite à toutes les messes, 88.

- GODEFROY, 8^e évêque de Bethléem, 78.
- GODEFROY DE BOUILLON est appelé au trône de Jérusalem, 2.
- GUI, comte de Nevers, revient de Palestine, 71.
- GUI DE LUSIGNAN, roi de Jérusalem, puis de Chypre, 50, 54.
- GUI DE MARIGNY, indûment pourvu de la maison-Dieu de Pantenor, 133.
- GUILLAUME I^{er} DE VALLAN, 20^e évêque de Bethléem, 114.
- GUILLAUME II MARTELET, 22^e évêque de Bethléem, 122.
- GUILLAUME II, comte de Nevers, édifie l'hôpital de Pantenor, 67.
- GUILLAUME IV, comte de Nevers, donne à l'évêque de Bethléem la chapelle et l'hôpital de Pantenor, ainsi que d'autres biens situés dans le Nivernais, 70.
- GUILLAUME DE TYR prêche la troisième croisade, 51.
- GUILLAUME, évêque *in partibus* d'Ascalon, 30.
- GUILLAUME, évêque *in partibus* de Bethléem de Judée, 31.
- GUILLAUME (ou JEAN) BOTTLESHAM ou BOTTELISHAM, dit à tort évêque de Bethléem, 120 (note 9).
- GUILLIER (Antoine), doyen de la cathédrale de Bethléem, 252.
- GUILLIER BALAM, 120.
- HABITANT (un) de Londres fait une donation à l'évêque de Bethléem, 84.
- HENRI DE CHAMPAGNE, roi de Jérusalem, 55.
- HÉRACLIUS, patriarche de Jérusalem, meurt pendant le siège d'Acre, 52.
- HÔPITAL et chapelle Notre-Dame de Bethléem, édifiés sur la paroisse de Saint-Botholf, près Londres, 87, 89, 143.
- et chapelle du faubourg de Pantenor, unis et incorporés à l'évêché de Bethléem, 101, 104, 107, 125, 126, 155, 156, 159 (note), 165, 166 (note 2), 171, 181, 182, 187, 200, 204, 213, 214, 226, 234, 249, 269, 287.
 - et chapelle du faubourg de Pantenor, saccagés pendant les guerres, 149, 157, 233.
- HÔTEL épiscopal et ses dépendances, vendus pendant la Révolution, 292.
- HUBERT LIÉNARD, 38^e évêque de Bethléem, 173.
- HUGHES DE CURCIS, 12^e évêque de Bethléem, 100.
- INNOCENT III annule l'élection de deux compétiteurs au siège de Bethléem, 61.

INSCRIPTION du douzième siècle, relative à l'épiscopat de Raoul, 40.

- du seizième siècle, qui se trouvait à Notre-Dame de Bethlém-lez-Clamecy, 272.
- placée au-dessus du portail de la cathédrale de Bethlém-lez-Clamecy, 235, 273 (note 1).

INVENTAIRE des ornements, etc., de la cathédrale des évêques de Bethlém, 295 (note).

JACQUES FLUCTRE, évêque *in partibus* d'Ascalon, *alias* de Bethlém de Judée, 30.

JACQUES HEMERÉ, 39^e évêque de Bethlém, 174.

JAGARD, 11^e évêque de Bethlém; 99.

JARDIN des Oliviers, à Clamecy, 255, 291.

JEAN I^{er} DE HEGLESCLIFF, 15^e évêque de Bethlém, 111.

JEAN II DE GENENCE, 21^e évêque de Bethlém, 121.

JEAN III LAMI, 24^e évêque de Bethlém, 125.

JEAN IV ARNAULT, 25^e évêque de Bethlém, 128.

JEAN V MARCHANT, 28^e évêque de Bethlém, 138.

JEAN VI DE LA ROCHE, 30^e évêque de Bethlém, 150.

JEAN VII PILORY, 35^e évêque de Bethlém, 167.

JEAN VIII DE L'APOSTOLE, 40^e évêque de Bethlém, 174.

JEAN IX DE CLÈVES, 45^e évêque de Bethlém, 217.

JEAN ANGELART, indûment pourvu du gouvernement de l'église de Bethlém, 129.

JEAN BERRATINO, évêque *in partibus* de Bethlém de Judée, 31.

JEAN DE BRIENNE épouse l'héritière du trône de Jérusalem, 62.

JEAN-FRANÇOIS BONTEMPS, 47^e évêque de Bethlém, 230.

JEAN DE SAINT-JACQUES reçoit en commendé des biens de l'évêché de Bethlém, 142.

JEAN OSDRY, pourvu indûment de la maison-Dieu de Pantenor, 162.

JEAN SALVUTI, évêque *in partibus* de Bethlém de Judée, 28, 30, 114, 121.

JÉRUSALEM, capitale du royaume de Palestine, 2, 51, 66.

JURIDICTION de l'évêque de Bethlém. (Voir : *Evêque (l') de Bethlém a. en France, juridiction épiscopale.*)

JUS SUPPLICANDI. (Voir : *Droit de nomination et présentation*)

LANFRANC, évêque *in partibus* de Bethlém de Judée, 30, 128, 131.

LAURENT PIGNON, 29^e évêque de Bethlém, 144.

Bibliothèque de la Sorbonne

LÉGENDE d'après laquelle l'évêque de Bethléem aurait accompagné Gui en France, 71, 212.

LÉON MEURIN (Mgr), évêque *in partibus* d'Ascalon, 28, 36.

LETTRE de cachet de Charles VIII, 169, 170.

LETTRES apostoliques de Grégoire XVI, conférant aux abbés de Saint-Maurice la dignité d'évêque *in partibus* de Bethléem, 302.

— apostoliques de Grégoire XVI, conférant aux chanoines de Saint-Maurice les mêmes privilèges qu'aux chanoines de cathédrale, etc., 306.

LOUIS-BERNARD LA TASTE, 51^e évêque de Bethléem, 276.

LOUIS DE CLÈVES, 44^e évêque de Bethléem, 209.

LOUIS DE SANLECQUE, nommé à l'évêché de Bethléem, non agréé par le roi, 258.

LOUIS HÉBERT, 210.

MAHAULD, comtesse de Nevers, confirme la donation de Guillaume IV, 76.

— constitue une rente aux évêques de Bethléem, 81.

— fait une donation aux évêques de Bethléem, 136, 138.

MARTIN IV confirme les privilèges accordés à l'église de Bethléem, 101.

MARTIN V donne en commende à un Franciscain espagnol certains biens de l'évêché de Bethléem, 141

MARTIN BAILLEUX, dit DULCIS, 42^e évêque de Bethléem, 180.

MATHIEU DE FRANCKENBERG, évêque *in partibus* d'Ascalon, 28, 30.

MATHIEU DU BOURG, indûment pourvu de la maison-Dieu de Pantenor 133 (note).

MAZAHIN veut étendre la juridiction de l'évêque de Bethléem, 243.

MÉDAILLE apocryphe portant les armes d'Albert l'Hermite, 45.

MELCHIOR, évêque *in partibus* d'Ascalon, 34.

MÉMOIRE présenté au clergé par l'évêque d'Auxerre, contre Mgr de Quelen, 284.

MERCIER (Étienne), doyen de la cathédrale de Bethléem, 209.

MESSE d'André de Sauzée, 227.

MICHEL LE DOYEN, 27^e évêque de Bethléem, 132.

MOINE de Saint-Benoît ou de Saint-Augustin, qui aurait été évêque de Bethléem en 1421, 30, 140, 143.

NAUDIN, prêtre, dessert la chapelle Notre-Dame de Bethléem, 231.

OFFICES célébrés dans la cathédrale des évêques de Bethléem. (Voir *Usages suivis*, etc.)

OFFICIERS (les) de la châtellenie de Clamecy tiennent audience à l'hôtel épiscopal, 106, 289.

ORDONNANCE de l'évêque d'Auxerre, concernant la chapelle Notre-Dame, 271.

- de Mgr Forcade, déterminant la fête patronale de la paroisse de Bethléem, 323.
- de Mgr Forcade, érigeant canoniquement la paroisse de Bethléem, 319.
- rectificative de Mgr Forcade, fixant la circonscription de la paroisse de Bethléem, 320 (note).

ORDRE de Bethléem ou de l'Étoile, 88, 107, 126, 156.

ORDRE militaire de Notre-Dame-de-Bethléem, 160.

P., chanoine du Saint-Sépulcre, appelé au siège de Bethléem par une partie des électeurs, 60.

PAMPHLETS publiés par les Jansénistes, 280.

PAROISSE Notre-Dame de Bethléem-lez-Clamecy, 317.

PASCAL II donne pouvoir à Gibelin pour établir l'évêché de Bethléem, 8, 11.

PATRIARCHE (le) de Jérusalem, métropolitain direct de l'évêque de Bethléem, 13, 126, 171.

PENSION accordée à l'évêque de Bethléem par l'Assemblée générale du clergé, 225, 226, 257 (note 3).

PHILIBERT DE BEAUJEU, 43^e évêque de Bethléem, 185, 331.

PHILIPPE DE MONTMORENCY, indûment pourvu de la maison-Dieu de Pantenor, 231.

PHILIPPE FROMENT, 23^e évêque de Bethléem, 123.

PIERRE I^{er}, 6^e évêque de Bethléem, 54.

PIERRE II DE SAINT-MAIXANT, 13^e évêque de Bethléem, 109.

PIERRE III, 17^e évêque de Bethléem, 112.

PIERRE IV DE SAINT-MAXIMIN, 37^e évêque de Bethléem, 172.

PIERRE L'HERMITE, prédicateur de la première croisade, 1, 42, 53.

PRIEURÉ (le) de Bethléem, anciennement soumis à l'église de Jérusalem, 10, 14.

PROCÈS entre le duc de Nevers et François de Batailler, 247.

QUÊTE dans le diocèse d'Auxerre, pour la restauration de la cathédrale des évêques de Bethléem, 149, 157.

R., sous-diacre de l'Église romaine, appelé au siège de Bethléem par une partie des électeurs, 60.

RAGUEL, 41.

RAOUL, 4^e évêque de Bethléem, 36.

RÉCOLLETS chargés de desservir la messe d'André de Sauzéa, 229.

— chargés de faire l'office canonial dans la cathédrale des évêques de Bethléem, 284.

REÎTRES (des) saccagent le faubourg de Bethléem, 233.

RELIGIEUSES de l'ordre de Bethléem ou de l'Étoile, 87, 89, 117, 127.

RELIGIEUX (les) de Basseville doivent à l'évêque de Bethléem le droit d'homme vivant et mourant, 233, 253.

REQUÊTE adressée à Clément XI par le duc de Nevers, 268.

— adressée au roi par Chérubin-Louis Le Bel, 274.

RENTE due à l'église de Bethléem par les comtes (plus tard ducs) de Nevers, 81, 106, 242 (note 4), 289, 292.

RESTAURATION de la cathédrale des évêques de Bethléem, saccagée pendant les guerres, 149, 157.

REVENU temporel de l'évêché de Bethléem, 206, 211, 233, 242, 253, 275 (note 2), 283, 289, 290.

REYNIER, 7^e évêque de Bethléem, 60, 75.

ROBERT, comte de Nevers, reconnaît certaine rente à l'église de Bethléem, 106.

SCEAU et contre-sceau de Hugues de Curcis, évêque de Bethléem, 108.

— de la collégiale Saint-Martin de Clamecy, 252 (note).

— de Reynier, évêque de Bethléem, 65.

SERGEANT (Mgr), 3^e archidiacre de Bethléem, 314.

SIMÉON JOURDAIN, pourvu des biens de l'évêché de Bethléem, 208.

SOUARD (Edme), grand vicaire de l'évêque de Bethléem, 271, 273.

SOUSCRIPTION pour rendre au culte l'ancienne cathédrale des évêques de Bethléem, 317.

TENIER (le citoyen), désigné pour desservir la messe d'André de Sauzéa, 229 (note).

TESTAMENT de Guillaume IV, comte de Nevers, 70.

— de l'évêque André de Sauzéa, 227.

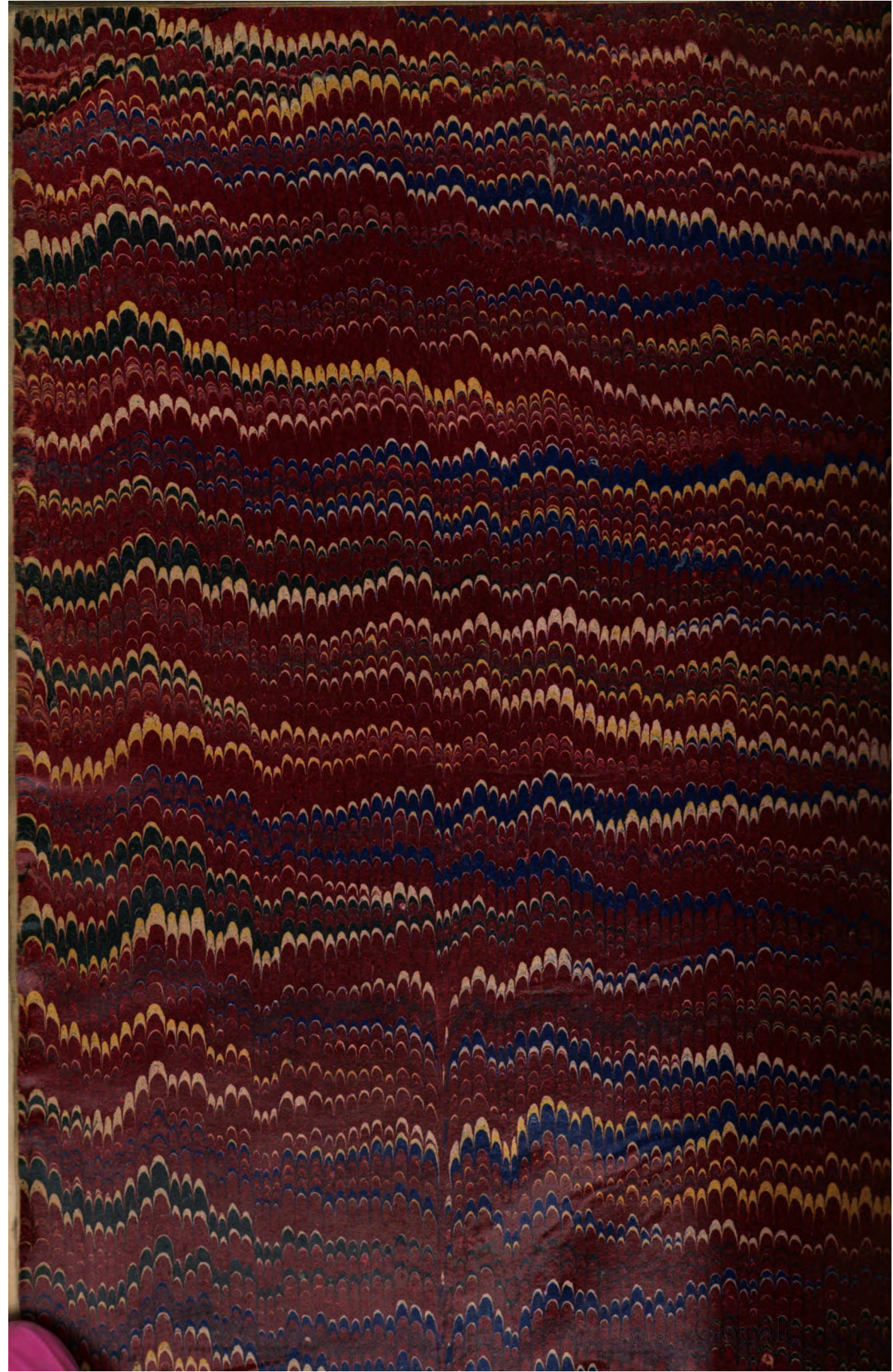
THIERRIAT, prêtre, demande à desservir la messe d'André de Sauzéa, 228.

THOMAS AGNI DE LENTINI, 9^e évêque de Bethléem, 89.

- THOMAS ALBIZZI, évêque *in partibus* de Bethléem de Judée, 34.
- UBALDE LANFRANCHI, archevêque de Pise, fait une donation à l'évêque de Bethléem, 48.
- URBAIN REVERZY, évêque de Bethléem, meurt avant d'avoir été sacré, 200.
- USAGES suivis dans la cathédrale des évêques de Bethléem, 177, 183, 229, 251, 271, 273, 284.
- VESPRES. Procès-verbal dressé au sujet de ce mot, 272.
- VINCENT CORRERIO DE CAMEROTA, évêque *in partibus* de Bethléem de Judée, 35, 212, 213.
- VULFRAN D'ABBEVILLE, 14^e évêque de Bethléem, 110.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

vr





Fr 7016.80
Histoire de l'evêché de Bethlée
Widener Library 003423038



3 2044 087 922 324